« Affinités non électives »

Pour un dialogue sans langue de bois entre marxistes et anarchistes - A propos du livre d'Olivier Besancenot et de Michaël Löwy

René Berthier

Table des matières

Introduction **5**

1. L'Association internationale des travailleurs **9**
1.1 Une structure de type syndical . . . 10
1.2 Marx et Bakounine : un peu de recul . . . 11
1.3 Enjeux de la confrontation . . . 13
1.4 Le congrès de La Haye (2-7 septembre 1872) . . . 15
1.5 Saint-Imier, une scission ? . . . 16
1.6 Tentatives de rapprochement . . . 17
1.7 Sur le terrain . . . 20

2. La guerre franco-prussienne, la Commune de Paris et la liquidation de l'AIT **23**
2.1 Un événement fondateur . . . 24
2.2 Guerre de défense ? . . . 25
2.3 La politique allemande de Marx à travers la guerre franco-prussienne . . . 26
2.4 Modification d'optique de Marx : la Commune de Paris . . . 28

3. De Saint-Imier à la charte d'Amiens **31**
3.1 Saint-Imier : « l'acte fondateur » de l'anarchisme ? . . . 31
3.2 L'héritage de Bakounine et de l'AIT . . . 32
3.3 Deux structures fédérées . . . 33
3.4 Le syndicat suffit à tout . . . 34
3.5 L'organisation révolutionnaire . . . 36
3.6 Le congrès anarchiste de 1913 . . . 36
3.7 La Charte d'Amiens . . . 37

4. Anarchistes et syndicalistes révolutionnaires face à la Révolution russe **40**
4.1 Soutien à la Révolution russe . . . 43
4.2 Les informations arrivent . . . 45

5. L'héritage espagnol **50**
5.1 L'anarchisme en Espagne . . . 50
5.2 À propos du POUM . . . 51
5.3 Les communistes contre la révolution . . . 52
5.4 Antifascisme ou révolution ? . . . 55
5.5 Défaite militaire et répression . . . 57
5.6 Conclusion sur l'Espagne . . . 59

6. Figures **60**
6.1 Rosa Luxembourg, « anarchiste » ? . . . 60
Anarchisme, conseillisme et luxembourgisme . . . 63
Conseillisme et autogestion . . . 64
6.2 Kollontaï et l'Opposition ouvrière . . . 66
Le Xe congrès du parti . . . 69

Épilogue sur l'Opposition ouvrière . . . 71
6.3 Quelques mots sur Makhno et Kronstadt . . . 72
D'autres révoltes ouvrières . . . 73

7. Convergences entre marxisme et anarchisme **74**
7.1 Stirner . . . 74
7.2 Proudhon . . . 75
7.3 Bakounine . . . 79
7.4 Le « marxisme libertaire » . . . 82
Daniel Guérin . . . 83
Maximilien Rubel . . . 84

8. Questions **87**
8.1 Individu et société . . . 87
8.2 La classe ouvrière doit-elle prendre le pouvoir ? . . . 89
Selon Bakounine : . . . 90
8.3 Autonomie et fédéralisme . . . 91
8.4 Planification démocratique et autogestion . . . 95
8.5 Démocratie directe ou représentative . . . 97
8.6 Syndicat et parti . . . 98
8.7 Un « programme de transition » ? . . . 100
Le contexte international : . . . 102
Revendications transitoires à peu près identiques : . . . 103
Période de transition : . . . 103
Expropriation des capitalistes : . . . 103
Question paysanne : . . . 103

Considérations finales **105**

partie Annexe **110**

Trois figures **111**
Nathalie Lemel (1827-1921) . . . 111
Maria « Maryusa » Nikiforova (1885–1919) . . . 111
Lucy Parsons (1853-1942) . . . 112

« Un programme politique n'a de valeur que lorsque, sortant des généralités vagues, il détermine bien précisément les institutions qu'il propose à la place de celles qu'il veut renverser ou réformer. »

Bakounine.

Introduction

OLIVIER BESANCENOT ET MICHAËL LÖWY ont publié un ouvrage intitulé *Affinités révolutionnaires, Nos étoiles rouges et noires*, qui entend mettre en relief les « alliances et solidarités agissantes entre les deux mouvements ». Les deux auteurs veulent, disent-ils, « éclairer ce versant ignoré, souvent délibérément, qui révèle la fraternité de leurs combats ». Cela me paraît une excellente idée [1].

Le présent ouvrage n'est cependant pas à strictement parler une réponse à *Affinités révolutionnaires* : en effet, le mode d'exposition de leurs idées choisi par Besancenot & Löwy, au moins dans la partie historique, ne permet pas de répondre, parce que leur argumentation est trop allusive et vague, fondée sur un exposé extrêmement approximatif des faits. C'est pourquoi, plutôt que de répondre, j'ai simplement choisi d'aborder les mêmes faits, les mêmes questions, mais à notre manière : le lecteur se fera lui-même une idée.

Il peut déjà se faire une idée de la conception qu'ont Besancenot & Löwy des « affinités révolutionnaires » en constatant la présence d'un portrait pleine page de Marx, mais aucun portrait de Proudhon, Bakounine, Kropotkine.

Chaque fois que le marxisme est en crise, il fait le choix entre deux attitudes, selon les cas :

1. Pour faire oublier les expériences concentrationnaires du « marxisme réel », il opère un retour en arrière et tente de se présenter comme « humaniste » ; on se réfère alors aux textes de jeunesse de Marx, aux « Manuscrits de 1844 », oubliant que leur auteur avait catégoriquement rejeté l'humanisme après la critique décapante qu'en avait fait Max Stirner en 1845.
2. Il tente de se donner un vernis libertaire, fait les yeux doux aux anarchistes en leur disant : « Nous ne sommes pas si différents que cela. » Il s'appuie alors sur deux documents qui sont des falsifications historiques : *La Guerre civile en France* de Marx (mai 1871) et *L'État et la révolution* de Lénine (novembre 1917).

Le premier ouvrage est un texte opportuniste écrit après l'écrasement de la Commune de Paris – un texte où Marx fait semblant d'adopter une approche fédéraliste, alors qu'il avait toujours férocement attaqué le fédéralisme : Marx haïssait le fédéralisme. C'était selon lui une forme politique qui était un reliquat du Moyen Âge. À plusieurs reprises, il injurie ses correspondants en les traitant de « fédéralistes ».

Le second ouvrage, écrit à une époque où Lénine a besoin du soutien des anarchistes russes, ne cède pas un pouce de ce qu'il pense réellement mais donne au lecteur superficiel l'impression du contraire. De nombreux anarchistes et syndicalistes révolutionnaires français, lorsque le livre fut publié, ont cru que Lénine était anarchiste…

La crise que traverse aujourd'hui le marxisme révolutionnaire est un effet collatéral de la crise du marxisme en général. L'effondrement de l'URSS a privé de nombreuses personnes d'un modèle, dont on a fini par se rendre compte qu'il n'était pas parfait, mais un modèle tout de même ; d'où la thèse de l'« État ouvrier dégénéré » chère aux trotskistes, qui a fini par faire long feu, tout comme l'idée que la révolution mondiale était à portée de main parce que, nous disait-on, « les forces productives » avaient « cessé de croître » [2]. Bref, l'Union soviétique

1. Avertissement : l'auteur s'exprime dans ce texte à titre strictement personnel et peut, à l'occasion exprimer des opinions qui ne sont pas forcément admises dans le mouvement libertaire. S'il lui arrive cependant de dire « nous », c'est parce qu'il est partie prenante du mouvement et qu'il exprime la plupart du temps les idées de ce mouvement. On trouvera un exposé didactique des principaux thèmes de l'anarchisme dans l'ouvrage de Philippe Pelletier : *Idées reçues : L'Anarchisme*, aux éditions Le Cavalier Bleu (126 p). *Anarchisme et changement social*, de Gaetano Manfredonia (Atelier de création libertaire, 343 p.), fournira des éléments plus complets.

   Je ne peux que conseiller l'ouvrage classique d'Alexandre Skirda, *Autonomie individuelle et force collective : les anarchistes et l'organisation de Proudhon à nos jours* (Publico, Skirda, Spartacus, 1987, 365 p.).

   Enfin, on lira avec avantage le livre récent de David Berry, *Le Mouvement anarchiste en France, 1917-1945* (Les Éditions libertaires, 452 p. 2014).

2. Thèse chère aux trotskistes « lambertistes ».

devait faire une révolution politique, pas une révolution sociale : remplacer les bureaucrates par de vrais révolutionnaires (trotskistes, si possible).

Il est vrai que la perte de l'hégémonie marxiste a pu être un facteur permettant le dialogue. Ce fait est particulièrement visible, dans la pratique, par les militants libertaires de la CGT par exemple ; mais la plus grande tolérance envers l'anarchisme ou l'anarcho-syndicalisme est aussi la conséquence de la « crise du militantisme » qui fait que ce qui reste de noyaux communistes dans la Confédération est bien obligé d'être moins difficile. Mais cela est constatable également dans la théorie, comme le fait remarquer Tomás Ibáñez : « Cette ouverture récente du marxisme à l'anarchisme répond probablement au fait que les cinq ou six dernières décennies se sont révélées plus dévastatrices pour certains de leurs présupposés que pour ceux des anarchistes[3]. »

Il est vrai que de nombreux libertaires ont pu penser après l'effondrement de l'URSS que le mouvement anarchiste allait enfin pouvoir s'exprimer, se développer. Le communisme, qui avait fourni aux masses populaires un avenir radieux illusoire, avait souvent été désigné par les anarchistes, assez commodément, comme la principale entrave au développement de leur mouvement. Maintenant que l'Union soviétique était définitivement abattue, la voie était ouverte, pensait-on, au développement d'une véritable alternative anarchiste au capitalisme. Pourtant, il faut bien constater que le caractère confidentiel de l'anarchisme persiste, même s'il a maintenu une continuité historique dans beaucoup de pays, même en Amérique latine où il a subi une terrible répression pendant la période des dictatures. Il a fallu attendre la période actuelle pour voir l'apparition de groupes anarchistes dans des régions du monde telles que le Maghreb ou le Proche-Orient. C'est dire que les anarchistes doivent encore faire l'analyse des raisons pour lesquelles l'effondrement du communisme soviétique a si peu – voire pas du tout – bénéficié à leur mouvement.

Dans l'ensemble, on peut penser que les social-démocrates de gauche – les trotskistes – ont compris aujourd'hui qu'ils ne reprendront plus jamais le Palais d'Hiver ; et que les libertaires ont compris qu'ils ne referont plus jamais les collectivisations des années 1936-1939 en Espagne. Alors que de nombreux militants des deux courants ont longtemps vécu dans un délire d'identification avec leur modèle respectif, on peut dire, je pense, que cette période est définitivement résolue.

Les différentes variétés de marxisme révolutionnaire, surtout trotskistes, ont tenté de s'adapter. D'une certaine manière, les trotskistes se sont mieux adaptés aux temps nouveaux que les anarchistes. Ils sont retournés à leur modèle d'origine : ils se sont social-démocratisés, mais un ou deux crans plus à gauche que la social-démocratie « ordinaire », afin qu'on puisse tout de même faire la différence. Ils se sont quelque peu embourbés dans la politique parlementaire : comme Marx, ils pensent qu'il n'y a de politique que dans la participation au jeu électoral, ils pensent que le mouvement révolutionnaire n'est « visible » que dans sa participation aux campagnes électorales, faute de l'être au Parlement lui-même. On entend souvent les militants qui se plaignent que leur activité n'est définie que par les échéances électorales. Une élection passée, il faut préparer l'autre.

Lorsque Marx reprochait aux fédéralistes de l'AIT leur « apolitisme », il leur reprochait en fait leur refus de l'action parlementaire, qui était à ses yeux la seule forme d'action politique envisageable. Bien sûr, les marxistes révolutionnaires d'aujourd'hui disent qu'ils ne se présentent aux élections que pour faire entendre leur voix, pour faire de la propagande. Notons bien que, dans un premier temps, les social-démocrates du XIXe siècle disaient tous que la participation aux élections parlementaires n'était qu'un moyen de propagande.

Les anarchistes, quant à eux, n'ont pu ou voulu redévelopper à grande échelle le modèle anarcho-syndicaliste, qui ne resurgit partiellement qu'à l'occasion de grands mouvements sociaux tel mai 1968. La suprématie du modèle social-démocrate, voire collaborationniste entre « partenaires sociaux », entrave gravement toute perspective d'émancipation et de sortie du capitalisme. Une exception, cependant : l'Espagne (encore !). Une organisation anarcho-syndicaliste s'y est reconstituée – après la mort de Franco et quelques crises internes – regroupant aujourd'hui environ 60 000 travailleurs.

Répondre à Besancenot & Löwy présente une réelle difficulté méthodologique car leur ouvrage est une longue série d'approximations décontextualisées, d'affirmations ouatées, d'édulcorations des faits afin de pouvoir présenter à tout prix l'illusion d'affinités entre marxisme et anarchisme. *Affinités révolutionnaires* cherche à atténuer les critiques envers les anarchistes, à émousser les divergences – ce qui est déconcertant pour nous,

3. Tomás Ibáñez, [[http://www.fondation-besnard.org/IMG/pdf/Il_faut_imaginer_Sisyphe_heureux.pdf]]

car nous n'avons pas l'habitude ! Mais leur livre cherche aussi (surtout, je dirais) à atténuer la responsabilité des communistes dans tous les épisodes où ils ont fait usage de la répression contre la classe ouvrière – et là, c'est exaspérant. Kronstadt ? Oui, c'était une « erreur et une faute », mais il n'y avait pas le choix, c'était ça ou ouvrir la porte à la réaction – affirmation parfaitement contestable. La satisfaction des revendications des marins de Kronstadt (parmi lesquelles figurait l'égalité des rations alimentaires entre bolcheviks et non-bolcheviks…) n'aurait pas provoqué un afflux de la réaction, mais au contraire une extension de la dynamique révolutionnaire dans toute la Russie, et la moindre tentative de la réaction, intérieure ou non, se serait heurtée à une levée en masse comparable à celle de février 1792 en France (voir note 57). Mais il est certain que le parti bolchevik aurait alors perdu le monopole du pouvoir. C'est ce qu'il fallait éviter à tout prix.

Il y a eu des périodes pendant lesquelles les deux courants – anarchistes et communistes – ont collaboré. Et ce sont plus souvent les anarchistes qui collaborèrent avec les communistes que le contraire. Il y a également de nombreuses interrelations sur le plan théorique, souvent ignorées par les deux camps. En fait, il est impossible de répondre à Besancenot & Löwy parce que lire leur ouvrage est comme pénétrer dans un épais brouillard. Il est extrêmement frustrant d'être obligé de consacrer, à dix lignes d'approximations floues, dix pages de remise en contexte. Ce n'est évidemment pas possible. La seule attitude envisageable, en réplique à *Affinités révolutionnaires*, ne consiste donc pas à reprendre point par point leurs approximations, mais à leur opposer une autre vision de l'histoire, la nôtre.

Un seul exemple : dans le chapitre sur la Révolution russe, on peut lire : « En octobre 1917, les soviets, ayant pris conscience de leur propre force, supplantent le pouvoir institutionnel et s'emparent du pouvoir[4]. » Une telle affirmation est totalement fausse. D'ailleurs, deux pages plus loin on apprend que « l'insurrection, organisée par les bolcheviks, remet (*sic*) le pouvoir au IIe congrès panrusse des soviets »… Faudrait savoir. En fait, ce qui s'est passé, c'est que les soviets avaient décidé de prendre le pouvoir à l'occasion de leur IIe congrès, le 25 octobre. Mais voilà : alors même que les bolcheviks étaient en bonne position dans nombre de soviets, Lénine tenait obsessionnellement à ce que ce soit le parti bolchevik qui prenne le pouvoir, juste *avant* le congrès des soviets. On verra pourquoi.

Certaines questions abordées dans *Affinités révolutionnaires* ne présentent, selon moi, pas grand intérêt. Je ne m'attacherai qu'aux questions que j'estime essentielles. La « Lettre à Louise Michel », bien qu'émouvante, n'a pas grande importance dans le débat sinon pour montrer que Besancenot est d'une façon ou d'une autre personnellement lié, à travers sa grand-mère, au personnage mythique de la Commune. Ça ne crée pas pour autant des « affinités » avec l'anarchisme. Besancenot semble d'ailleurs coutumier de la référence à sa grand-mère, puisqu'il l'a mentionnée lors d'un voyage au Mexique. De même pour les autres personnages évoqués dans le chapitre « Portraits », qui n'ont pour objet, à mon sens, que de trouver des rapprochements entre marxisme et anarchisme là où il n'y en a pas : Rosa Luxembourg haïssait les anarchistes, Pierre Monatte avait renié l'anarchisme depuis longtemps lorsqu'il adhéra au Parti communiste en 1923, après avoir trahi le syndicalisme révolutionnaire[5]. Par ailleurs, pour tirer la couverture d'Emma Goldman et de Durruti vers le marxisme, il faut beaucoup d'imagination : le seul attrait que ces deux personnages puissent avoir du point de vue marxiste est que la première s'est fait un temps berner par l'illusion du bolchevisme et que le second fournit (à travers les « Amis de Durruti ») une occasion de critiquer la CNT espagnole.

Quant au « sous-commandant Marcos », je trouve que Besancenot n'est pas rancunier, parce que lorsqu'il s'est rendu au Mexique en décembre 2008 pour le « Festival mondial de la Digne rage », les zapatistes lui ont fait comprendre qu'il n'était pas le bienvenu dans le Chiapas parce qu'il avait participé à un meeting avec le PRD (Parti de la révolution démocratique), parti de « gauche », membre de l'Internationale socialiste, mais que

4. Page 105.

5. « Lorsqu'il a été privé de sa boussole libertaire, le syndicalisme révolutionnaire a dérivé. Fritz Brupbacher, révolutionnaire suisse, ami de Pierre Monatte, rappelle dans son livre *Soixante ans d'hérésie* que le créateur de *La Vie ouvrière*, après la Révolution russe, "avait fait sienne l'idée de l'État telle que Lénine la définit dans son livre *l'État et la Révolution*" et que, "en 1921, Monatte pensait que le PC était peut-être cette minorité dirigeante" qui devait entraîner les masses, la minorité agissante que le syndicalisme avait tenté de créer, en France, sans succès. » Jacques Toublet, « Considérations sur l'anarcho-syndicalisme », in *Anarcho-syndicalisme & anarchie* (Réponse à Murray Bookchin), ACL, p. 84.

les zapatistes considèrent comme un de leurs ennemis car, aux côtés des autres « grands » partis, il a toujours appuyé la répression de l'État contre les révoltes indigènes et populaires.

À quel public s'adresse *Affinités révolutionnaires* ? Le niveau du discours est très basique : le livre ne cherche pas à démontrer, mais à affirmer un certain nombre de choses censées indiquer qu'il y a une entente possible entre anarchistes et trotskistes (mais les militants du NPA sont-ils trotskistes ?).

Il me semble évident que Besancenot & Löwy s'adressent à un public issu des vastes mouvements sociaux des années quatre-vingt-dix qui ont développé des pratiques qualifiées de « libertaires » : assembléisme, refus des partis, des hiérarchies syndicales, anti-globalisation, etc. Les mouvements de contestation s'organisant de manière « horizontale » et opposés à leur récupération par les partis politiques sont peut-être aussi une « cible » d'*Affinités révolutionnaires*. Peut-être aussi est visée une frange de militants du mouvement anarchiste organisé, en particulier ceux d'Alternative libertaire. Mais leur livre a peut-être surtout une fonction interne dans les complexes rouages des tendances qui parcourent le NPA.

Tomas Ibáñez parle très justement d'« anarchisme extramuros » pour désigner les « énormes manifestations altermondialistes au début des années 2000 ou dans le mouvement du 15 mai 2011 à son départ, ou dans Occupy Wall Street, ou sur la place Taksim d'Istanbul. Dans tous ces mouvements, qu'il serait très abusif d'étiqueter comme anarchistes, on distinguait des principes anti-hiérarchiques, des pratiques non autoritaires, des formes horizontales d'organisation, et aussi le recours à l'action directe, à l'hostilité envers l'exercice du pouvoir, et la méfiance vis-à-vis de n'importe quelle sorte d'avantgardisme[6] ».

En somme, les « choses réelles » se passent en dehors de toutes les organisations révolutionnaires « officielles », y compris anarchistes, et c'est là qu'il faut aller chercher les troupes de l'organisation révolutionnaire de demain, de la même manière que les communistes des années 1920 allaient chercher dans le mouvement syndical les recrues pour le parti – toutes proportions gardées, bien sûr.

L'argumentaire *d'Affinités révolutionnaires* reste constamment au niveau du discours politique élémentaire, accessible à un public dont la formation politique ne permet pas d'avoir un regard critique sur leur discours. Pourtant, sur la question des « affinités » entre marxisme et anarchisme, il y aurait énormément à dire à propos de la genèse et des interrelations théoriques entre ces deux courants : le problème est que, sur ce terrain, le marxisme est très débiteur envers l'anarchisme, et je ne suis pas certain que Besancenot & Löwy tiennent tellement à s'étendre là-dessus.

6. Charla/Debate con Tomás Ibáñez y Carlos Taibo : Actualidad del anarquismo, [[http://www.fondation-besnard.org/IMG/pdf/Debate_Actualidad_del_anarquismo_08-05-15.pdf]].

1. L'Association internationale des travailleurs

DE NOMBREUX OUVRAGES désignent l'AIT comme l'œuvre de Marx. Rien n'est plus faux. Marx lui-même reconnaît qu'elle n'est « ni fille d'une secte, [ni] d'une théorie ». Elle est, ajoute-t-il, le « produit spontané du mouvement prolétaire engendré lui-même par les tendances naturelles et irrépressibles du mouvement populaire » [1]. Cette déclaration admirable faite dans un rapport au congrès de Bruxelles cache mal les manœuvres frénétiques de Marx pour conserver une position dominante au sein du Conseil général.

Marx ne fit que répondre à une invitation de Victor Le Lubez qui lui proposa de représenter l'immigration allemande. D'abord tenté de décliner l'invitation, il n'a pas manqué de comprendre immédiatement les enjeux qui se trouvaient là. Il décidera de participer au comité provisoire à titre d'exilé allemand. Ce comité comprendra 21 Anglais et 10 Allemands, 9 Français, 6 Italiens, 2 Polonais, 2 Suisses. En fait, seuls les Anglais et les Français représentent effectivement une réalité ouvrière.

L'AIT fut tout d'abord le résultat d'une initiative anglo-française. James Guillaume écrivit avec quelque raison que l'Internationale fut « un enfant né dans les ateliers de Paris et mis en nourrice à Londres ». Parlant de Marx, le compagnon de Bakounine ajoute : « Il s'est joint à l'Internationale au moment où l'initiative des ouvriers anglais et français venait de la créer. Comme le coucou, il est venu pondre son œuf dans un nid qui n'était pas le sien. Son dessein a été, dès le premier jour, de faire de la grande organisation ouvrière l'instrument de ses vues personnelles [2]. »

Dire, comme le font Besancenot & Löwy, que les proudhoniens furent présents « dès le début », c'est être très en dessous de la vérité, cela relève d'une volonté délibérée de minimiser leur rôle dans la fondation de l'Internationale, car ils en furent, avec leurs camarades anglais, les cofondateurs : l'influence de Proudhon est alors déterminante dans le mouvement ouvrier français, même si sa pensée a souvent été mal comprise par ses successeurs, et utilisée à tort et à travers [3]. Il reste que les idées d'associations ouvrières, d'autonomie des travailleurs face au capital et à l'État, l'idée de gestion de la production par les producteurs eux-mêmes – autrement dit l'autogestion –, la notion de fédéralisme en matière politique et économique, etc., constituent un fonds commun du mouvement ouvrier français, elles représentaient des aspirations issues des profondeurs de la classe ouvrière et exprimées souvent de façon confuse mais avec fermeté.

Alors que Besancenot & Löwy mentionnent de nombreuses fois l'autogestion dans leur ouvrage, on peut être surpris de ne pas y voir le nom de Proudhon, souvent désigné comme le « père de l'autogestion » – tant qu'à parler d'« affinités révolutionnaires », c'était là une occasion…

L'initiative de créer une organisation internationale revient donc à deux groupes d'ouvriers impliqués dans les luttes dans leurs pays respectifs : un groupe de dirigeants syndicalistes anglais et un groupe de mutuellistes proudhoniens français.

*Les Anglais. La classe ouvrière anglaise était puissamment organisée sur le plan syndical. En 1859, une grande grève des ouvriers du bâtiment de Londres avait confronté les dirigeants syndicaux à la nécessité pratique de la solidarité avec le mouvement ouvrier du continent pour empêcher l'embauche des briseurs de grève. L'ATT se développa en Angleterre, mais ses effectifs décrurent très rapidement et elle ne laissa aucune influence sensible

1. Rapport du Conseil général au Congrès de Bruxelles, 1868.
2. James Guillaume, *Karl Marx pangermaniste*, p. 5. (Reprint from the collection of the University of Michigan Library.)
3. On a du mal à imaginer aujourd'hui l'influence des idées de Proudhon dans l'Europe de son temps. Ses articles de journaux étaient passionnément lus dans les couches populaires. Son Premier Mémoire (*Qu'est-ce que la Propriété ?*, qualifié de « manifeste scientifique du prolétariat français » par Marx), sa *Justice* (« un des livres les plus importants du XIXe siècle » selon H. de Lubac), et sa *Capacité politique* (« ce catéchisme du mouvement ouvrier français » selon Gurvitch), en firent un des chefs de file du socialisme européen. Engels lui-même écrit à Marx le 18 décembre 1850 qu'en Angleterre, « Proudhon constitue une pâture toute trouvée » (Engels à Marx, 18 déc. 1850). À peine sortis, ses livres sont traduits en allemand, en espagnol, en russe. Engels, encore, reconnaît l'étendue de l'influence proudhonienne dans la préface de 1890 au *Manifeste communiste*.

dans le mouvement ouvrier de ce pays. L'ATT ne se manifesta que sous la forme des rapports personnels de Marx avec les dirigeants unionistes.

Les adhérents anglais représentèrent au début le groupe le plus important de la nouvelle organisation : ils étaient 25 000 en 1866, 50 000 en 1867 ; mais cela représentait une fraction infime de la masse des syndiqués anglais. En outre, il n'y a pas de fédération anglaise : ce sont les syndicats qui décident d'adhérer. Les cotisations étaient irrégulières.

Il faut rendre hommage à la perspicacité de Marx pour avoir repéré dans le meeting confus de Saint Martin's Hall un événement qui allait se révéler absolument décisif pour l'avenir du mouvement ouvrier international. Malheureusement, les considérations sordides de basse stratégie vont pousser Marx à empêcher à tout prix que se forme une fédération anglaise : celle-ci ne se constituera que trop tard, et en opposition avec la direction de l'Internationale. Il est vrai que les ouvriers anglais étaient aux premières loges pour observer les conflits permanents qui secouaient le Conseil général : cela ne les incitait pas à se soucier de soutenir une organisation qui va, dès lors, partir à vau-l'eau.

*Les Français. Le mouvement ouvrier français avait subi une féroce répression après la révolution de 1848 et pendant le régime impérial de Napoléon III. En 1861 a lieu une retentissante grève des typographes parisiens. Une nouvelle génération de militants était apparue, influencée par les thèses proudhoniennes et préconisant l'association ouvrière, l'organisation de coopératives, le crédit mutuel.

Contrairement à l'Angleterre, le mouvement ouvrier français ne dispose pas d'organisations puissantes mais il existe des traditions, une culture, qui le poussent à revendiquer l'autonomie. Il existe également un mouvement associatif bien enraciné – réformiste, certes, mais méfiant envers la bourgeoisie et opposé à toute collaboration politique avec elle – l'influence de Proudhon est très présente.

Le 22 juillet 1864, un meeting réunit les principaux dirigeants syndicaux de Londres et six ouvriers français. Le lendemain, les Anglais accueillent les Français dans une réunion restreinte où sont jetées les bases d'une entente. L'Association internationale des travailleurs est définitivement constituée au cours d'un voyage que Tolain et Perrachon, accompagnés du Limousin Passementier, font à Londres en septembre 1864.

Le 29 septembre 1864, lors d'une réunion à Saint Martin's Hall, l'AIT est constituée officiellement. Le projet français de créer des sections en Europe reliées par un comité central est approuvé. La nouvelle organisation, essentiellement franco-anglaise, intègre cependant des émigrés polonais, allemands, italiens. Un comité provisoire, auquel se joint Marx, est chargé de rédiger les statuts de l'organisation. Marx n'est pour l'instant qu'un exilé allemand qui s'est joint au sous-comité chargé de rédiger les statuts. Il deviendra ensuite secrétaire permanent pour l'Allemagne : il n'exercera dans l'Internationale aucun autre mandat officiel.

1.1 Une structure de type syndical

La structure mise en place est, en principe, celle d'une association ouvrière de type syndical, mais, dans les faits, l'Internationale finira par être un conglomérat composite de groupes syndicaux, de coopératives, de groupes nationaux, de groupes de propagande. Un Conseil général établit « des relations entre les différentes associations ouvrières de telle sorte que les ouvriers de chaque pays soient constamment au courant des mouvements de leur classe dans les autres pays ».

À côté du Conseil général doivent se constituer des fédérations nationales et des sections ouvrières locales. L'AIT tiendra des congrès annuels souverains. Le mouvement des Trade-unions refuse d'adhérer. Très vite apparaîtront sur le continent des sections en France, en Belgique, en Suisse, en Espagne, en Italie, en Hollande. Notons, pour le reste de notre propos, qu'il n'y eut jamais de fédération allemande, bien que les Allemands fussent surreprésentés dans les instances dirigeantes.

À partir de 1866, l'AIT va être marquée par une profonde évolution. En Europe, l'artisanat, encore important, recule devant le développement de la grande industrie. L'introduction du machinisme prolétarise successivement les différentes branches de l'industrie artisanale ; d'autres se développent. Cette restructuration de la production entraîne des mouvements de prix, de salaires, des licenciements, le chômage, des crises cycliques. Un mouvement de grèves se répand en s'amplifiant dans toute l'Europe, et dont la répression, souvent féroce, ne fait qu'accroître

l'influence de l'Internationale, fondée seulement deux ans auparavant. Les grèves, qui avaient jusqu'alors un caractère fortuit, deviennent de véritables combats de classe, qui permettent aux ouvriers de faire l'expérience pratique de la solidarité qui leur arrive, parfois, de l'étranger.

Ces révoltes ouvrières se déclenchent la plupart du temps en fonction des conditions locales et des facteurs économiques : pressions patronales sur les organisations ouvrières, diminution des salaires, augmentation des heures de travail, augmentation des prix, tentatives ouvrières d'obtenir de meilleures conditions de travail. Les travailleurs pour la plupart, ignorent jusqu'à l'existence de l'AIT. C'est au cours des luttes qu'ils mènent, qu'ils découvrent sa solidarité effective qui, si elle n'intervient pas dans le déclenchement des grèves, se manifeste par des appels à la solidarité par-delà les frontières, l'organisation de collectes, l'envoi d'argent aux grévistes.

L'AIT encourage et œuvre à la formation de syndicats, au regroupement des forces ouvrières. C'est grâce à son intervention que les bronziers parisiens sortent victorieux de l'épreuve de force, que les ouvriers du bâtiment de Genève finissent par triompher. Aux travailleurs insatisfaits de leur sort, ses journaux proposent une critique de l'ordre social, et des solutions. Jusqu'en 1866 les proudhoniens belges et français sont opposés aux grèves, mais à partir de 1867, ils ne peuvent que constater la grande valeur de la grève dans le domaine de la propagande, de la solidarité et de l'unité ouvrière [4].

1.2 Marx et Bakounine : un peu de recul

Si l'AIT constitue un événement charnière dans la constitution respective de l'anarchisme et du marxisme, un peu de recul permettrait d'assainir la perspective en remettant les « théoriciens » à leur place. Le marxiste Franz Mehring est l'un des rares à avoir perçu la situation avec acuité. Parlant de la tendance bakouninienne, il dit : « On s'aperçoit que la raison pour laquelle elle avait emprunté à Bakounine son nom, c'est qu'elle croyait trouver dans ses idées la solution des antagonismes et des conflits sociaux dont elle était le produit [5]. »

Bakounine n'était pas dans la position d'un chef de parti : il a été un observateur attentif des pratiques du mouvement ouvrier, qu'il a analysées et théorisées. De nombreux travailleurs se retrouvaient dans son discours parce qu'il décrivait leurs propres pratiques. Mehring, donc, n'a pas une approche idéologique de la question [6], il fait une analyse en termes de classe, de forces sociales en présence. Les sections sur lesquelles Marx croyait pouvoir s'appuyer sont celles qui trouvaient chez lui une justification de leur propre activité institutionnelle : elles sont essentiellement tournées vers la réclamation du suffrage universel et l'instauration d'une démocratie parlementaire :

1. Avec Marx (relativement), les ouvriers anglais, qui ne constituaient pas une fédération de l'AIT ; les dirigeants trade-unionistes ne faisaient qu'utiliser l'Internationale pour obtenir la réforme électorale. Après le congrès de La Haye (1872), la toute nouvelle fédération anglaise (constituée donc huit ans après la fondation de l'AIT…), écœurée par les intrigues de Marx, se rallia aux positions de la Fédération jurassienne, mais sans adhérer aux thèses dites « anarchistes »…

4. On attribue à Proudhon l'idée selon laquelle il était opposé aux grèves. Il dit simplement que les grèves ne peuvent résoudre sur le fond la question sociale. Certains auteurs vont même jusqu'à dire que Proudhon approuvait l'assassinat de grévistes par la police ; c'est le cas en particulier de Iuri Steklov, historien bolchevik et auteur d'une *Histoire de la Première internationale*. Cette accusation provient d'une mauvaise lecture du texte de Proudhon – ce qui arrive facilement lorsqu'on le lit trop rapidement.

Pour Proudhon, les luttes économiques telles que les grèves, dont il reconnaissait qu'elles étaient « le seul moyen » de défense des ouvriers, sont davantage des actions de désespoir que des luttes efficaces adaptées aux besoins. L'augmentation des salaires, en outre, intervient dans un système dont les lois inhérentes en annulent les effets. Pour Bakounine, si les grèves ne modifient pas fondamentalement la condition ouvrière, elles sont un puissant facteur d'éducation révolutionnaire, d'unification de la classe ouvrière et un entraînement à des combats plus amples, une « gymnastique révolutionnaire », comme diront plus tard les syndicalistes révolutionnaires. Marx non plus ne pense pas que les luttes économiques puissent modifier sensiblement le système, mais elles interviennent sur deux points importants que Proudhon néglige : la fixation de la journée de travail et le maintien du salaire au prix naturel.

5. Franz Mehring, *Karl Marx. Histoire de sa vie*, Éd. sociales, p. 522.

6. Par approche idéologique, nous entendons l'approche consistant à prendre au premier degré les idées d'un auteur sur un sujet, sans examen critique. Ainsi, *La Guerre civile en France* serait un livre d'histoire sur la Commune, à prendre comme tel, et contenant la vérité sur cet événement, et non un livre exposant les opinions de Marx sur la question, à un moment donné, et pour des raisons données.

2. L'AIT allemande n'existait pas. La loi interdisait aux Allemands d'adhérer à une organisation internationale, et les socialistes allemands respectaient la loi, contrairement aux ouvriers français, espagnols, italiens.
3. Quant à la section genevoise, elle était constituée de l'aristocratie des citoyens-ouvriers de l'industrie horlogère suisse occupés à conclure des alliances électorales avec les bourgeois radicaux : « engluée dans les compromis électoraux avec les radicaux bourgeois », comme dit Bakounine.

Si Marx et ses amis détenaient le contrôle de l'appareil de l'Internationale, ils ne disposaient que de très peu d'appui dans le prolétariat de l'époque. Marx va s'efforcer de manœuvrer, sans succès, entre les différents courants du socialisme allemand pour qu'une fédération allemande soit effectivement représentée. Lesdits courants du socialisme allemand, en querelle permanente, ne s'intéressèrent pas à l'AIT pendant sa période de constitution, ils s'y intéressèrent un peu pendant les deux années de sa plus grande expansion, puis s'en désintéressent ensuite : l'AIT et Marx ne servirent aux dirigeants socialistes allemands que d'instruments qu'on appelait à la rescousse pour arbitrer leurs conflits internes. Ce n'est qu'après la publication du *Capital* qu'ils s'intéressèrent réellement à Marx, car il devenait une figure connue, et l'avoir de son côté était un atout dans la concurrence que les partis socialistes allemands se faisaient.

La loi qui interdisait aux Allemands d'adhérer à une organisation internationale était en fait rarement appliquée, mais elle a servi d'alibi aux dirigeants allemands pour justifier leur manque d'implication envers l'Internationale. Celle-ci était interdite également en France, en Espagne, en Italie, en Belgique, au Portugal, ce qui n'a jamais empêché l'organisation de s'y développer. Pourtant, les travailleurs allemands de base, eux, s'y intéressaient ; le Conseil général recevait fréquemment des demandes d'aide, ou des demandes d'adhésion venant d'ouvriers allemands qui ne trouvaient aucun écho auprès des dirigeants socialistes de leur pays. Marx faisait au Conseil général des rapports dans lesquels l'importance de l'Allemagne était largement surévaluée. Il amplifiait considérablement tout événement qui pouvait accréditer l'idée d'une activité internationaliste en Allemagne.

J.-P. Becker, un proche de Marx (et ancien de l'Alliance bakouninienne – peut-être un point de convergence pour Besancenot & Löwy ?), avait commencé à organiser avec un grand succès une fédération de langue allemande, à partir de la Suisse, ce qui était une manière de détourner la loi. Mais Marx y était farouchement opposé : une organisation fondée sur des bases linguistiques ne se prêtait pas à une stratégie parlementaire nationale.

L'époque coïncidait avec la fondation du parti social-démocrate allemand, et lorsque celui-ci se développa, l'organisation antérieure de l'AIT en Allemagne déclina – fait souligné par Franz Mehring dans sa *Vie de Karl Marx*. Les sections créées par J.-P. Becker furent vidées de leur substance. Le parti social-démocrate, théoriquement affilié, n'avait avec l'Internationale, aux dires mêmes d'Engels, qu'un rapport purement platonique :

« … la position du Parti ouvrier allemand vis-à-vis de l'Internationale n'a jamais été claire. On en reste à un rapport purement platonique ; il n'y a jamais eu de véritable adhésion, même pas de personnes isolées (à quelques exceptions près)[7]. »

Ainsi, lorsque Marx et son entourage décidèrent d'exclure les fédéralistes, au congrès de La Haye en septembre 1872, ils étaient singulièrement démunis d'atouts, mis à part leur contrôle sur l'appareil de l'organisation.

Bebel avait écrit dans le *Volkstaat* du 16 mars 1872 que les Internationaux allemands n'avaient jamais payé de cotisations à Londres ! La sur-représentation des Allemands au Conseil général et au congrès de La Haye ne fut que le résultat des manipulations de Marx. Quatre mois avant le congrès de La Haye qui devait entériner l'exclusion de Bakounine et James Guillaume, Engels écrivit une lettre pressante à Liebknecht : combien de cartes avez-vous distribuées, demande-t-il : « Les 208 calculées par Finck ne sont tout de même pas tout ! » C'est presque un vent de panique qui souffle sous sa plume : « La chose devient sérieuse, et nous devons savoir où nous en sommes sinon vous nous obligeriez à agir pour notre propre compte, en considérant que le Parti ouvrier social-démocrate est étranger à l'Internationale et se comporte vis-à-vis d'elle comme une organisation neutre[8]. » Il est difficile d'exprimer plus clairement le désintérêt dans lequel se trouvait la social-démocratie

7. Lettre d'Engels à Theodor Cuno, 7-8 mai 1872. Cf. *La Social-démocratie allemande*, 10/18, p. 66.
8. Lettre d'Engels à Wilhelm Liebknecht, 22 juin 1871.

allemande vis-à-vis de l'AIT. À titre de comparaison, la fédération espagnole avait 40 000 adhérents et les sections françaises représentaient 100 000 adhérents à la veille de la Commune.

1.3 Enjeux de la confrontation

Quels étaient les enjeux de la confrontation entre Bakounine et Marx, faite de multiples péripéties et qui se soldera par l'exclusion bureaucratique de Bakounine et de James Guillaume de l'Internationale ?

1. Faut-il promouvoir des partis politiques nationaux présentant des candidats aux élections (position de Marx) ou faut-il maintenir la structuration de type syndical de l'organisation (position de Bakounine) ?
2. L'AIT doit-elle définir une politique unique pour tous ses membres (position de Marx) ou doit-elle laisser les diverses sections qui se trouvent « dans des conditions si différentes de tempérament, de culture et de développement économique » [9], mûrir par le débat politique avant de parvenir à une position d'ensemble (point de vue de Bakounine) [10] ?

Selon Georges Haupt, le refus de Marx d'engager le débat doctrinal avec Bakounine « est avant tout d'ordre tactique. Tout l'effort de Marx tend en effet à minimiser Bakounine, à dénier toute consistance théorique à son rival. Il refuse de reconnaître le système de pensée de Bakounine, non parce qu'il dénie sa consistance, comme il l'affirme péremptoirement, mais parce que Marx cherche ainsi à le discréditer et à le réduire aux dimensions de chef de secte et de conspirateur de type ancien [11] ».

Que ce soit au congrès de Genève ou à celui de Lausanne, en 1867, les positions du Conseil général, c'est-à-dire de Marx, ne soulèvent pas l'enthousiasme. Les choses commencent à changer au congrès de Bruxelles en 1868. La question de l'instruction obligatoire et gratuite est posée, ainsi que celle de l'égalité des droits de la femme. Les mutualistes sont mis en minorité : ils s'opposaient à l'examen des problèmes politiques. Pour des hommes comme Varlin et César de Paepe, on ne peut écarter l'examen des problèmes politiques, mais ces problèmes doivent être abordés au sein de l'Internationale. Le Congrès se termine sur cette déclaration du président Eugène Dupont :

« Nous ne voulons pas de gouvernement parce qu'il ne sert qu'à opprimer le peuple. Nous ne voulons plus d'armées permanentes parce qu'elles ne servent qu'à massacrer le peuple, nous ne voulons pas de religions parce qu'elles ne servent qu'à éteindre les lumières et à anéantir l'intelligence. »

C'est au congrès de Bâle, en 1869, que s'opère un véritable tournant. Bakounine est maintenant adhérent. Les proudhoniens de droite sont définitivement battus à la suite d'une alliance entre bakouniniens, blanquistes et marxistes. Un affrontement a lieu sur la question de l'héritage, qui ne présente aucun intérêt sur le fond mais qui a servi aux marxistes de prétexte pour compter les voix. Ceux-ci présentent un amendement à la résolution votée, qui est repoussé. On peut déterminer le poids respectif des différents courants à partir des voix qui se sont portées sur les différents amendements ou sur les motions :

— 63 % des délégués de l'A.I.T. se regroupent sur des textes collectivistes « bakouniniens »,

— 31 % se regroupent sur des textes « marxistes »,

— 6 % maintiennent leurs convictions mutuellistes (proudhoniens).

Une telle situation est évidemment inacceptable pour Marx. C'est après le congrès de Bâle que commenceront les attaques les plus violentes contre le révolutionnaire russe. « Ce russe, cela est clair, veut devenir le dictateur du mouvement ouvrier européen. Qu'il prenne garde à lui, sinon il sera excommunié », prophétise Marx dans une lettre à Engels datée du 27 juillet 1869. C'est exactement ce qui va arriver. Les intrigues de Marx et de son

9. Bakounine, Œuvres, III, Champ libre, p. 179.

10. Bakounine et ses partisans n'étaient pas les seuls à percevoir la position de Marx comme une volonté d'imposer un « programme unique » à l'Internationale. Un militant anglais, fort de son pragmatisme et aucunement partisan frénétique de la tendance bakouninienne, résuma fort bien la situation : « Les choses étant ainsi, il est certain qu'il serait impossible d'adopter une politique uniforme qui serait applicable à tous les pays et en toutes circonstances. » (L'Internationale, documents et souvenirs, éditions G. Lebovici, II, p. 25.)

11. Georges Haupt, *Bakounine combats et débats*, Institut d'études slaves, 1979.

entourage aboutiront aux décisions de la conférence de Londres de 1871 (décision d'exclure Bakounine et James Guillaume) et du congrès de La Haye en 1872 (leur exclusion effective).

Alors que sur le plan théorique beaucoup de choses rapprochent Marx et Bakounine, ils s'opposent radicalement sur le projet politique et sur la stratégie à adopter. Pour Marx, le prolétariat doit s'emparer du pouvoir en utilisant les formes institutionnelles créées par la bourgeoisie : le Parlement. Lui et Engels sont persuadés que là où existent des institutions représentatives et la démocratie politique, les ouvriers seront en mesure d'acquérir la « suprématie politique », parce qu'ils sont majoritaires.

Bakounine pense que la bourgeoisie, fût-elle libérale, mettra en œuvre les mêmes moyens que les régimes qualifiés d'autoritaires pour vaincre la révolution. Jamais, pense-t-il, la bourgeoisie ne se laissera déposséder de ses biens et de ses privilèges par les moyens démocratiques.

« Le despotisme gouvernemental n'est jamais aussi redoutable et aussi violent que lorsqu'il s'appuie sur la prétendue représentation et la pseudo-volonté du peuple [12]. »

Pour Marx et Engels, le refus de participer aux élections est perçu comme un refus de toute action politique, parce que selon eux il n'y a d'action politique que parlementaire. Engels accusera les partisans de Bakounine : « Ces messieurs réclament l'abstention totale de toute action politique, en particulier la non-participation à toutes les élections [13]. » Or Bakounine considère que l'action politique ne se limite pas à participer aux élections, elle est dans la lutte des classes d'une façon générale. En fait, Marx avait parfaitement compris la position de Bakounine, mais il ne s'exprime sur cette question que dans sa correspondance privée, jamais dans un texte public :

« La classe ouvrière ne doit pas faire de politique. Sa tâche se borne à s'organiser en syndicats. Un beau jour, avec l'aide de l'Internationale, ils supplanteront tous les États existants [14]. »

Marx ajoute même ceci : « Cet âne n'a même pas compris que tout mouvement de classe comme tel est nécessairement un mouvement politique et l'a toujours été » [15] – ce que Bakounine n'a jamais nié : il considérait que l'action politique ne se limitait pas à participer aux élections, elle était dans la lutte des classes d'une façon générale.

Bakounine ne rejetait pas l'action politique en tant que telle mais niait qu'elle se limitait à l'action parlementaire ; quant à Marx, dont la pensée est plus complexe que ce que Bakounine peut en savoir à partir des éléments qu'il avait à sa disposition à l'époque, s'il n'exclut pas l'usage de formes d'action extraparlementaires – la force –, ce n'est que marginalement, et afin d'imposer des formes parlementaires.

Engels, lui aussi, avait parfaitement compris le fond de la pensée de Bakounine, au-delà des déformations de la polémique. Il écrit en effet à Théodore Cuno : « Comme l'Internationale de Bakounine ne doit pas être faite pour la lutte politique mais pour pouvoir, à la liquidation sociale, remplacer tout de suite l'ancienne organisation de l'État, elle doit se rapprocher le plus possible de l'idéal bakouniniste de la société future [16]. » Engels résume en fait parfaitement le point de vue de Bakounine et de ce qui deviendra plus tard l'anarcho-syndicalisme. C'est l'idée qu'on retrouvera dans la charte d'Amiens en 1906. Et là se trouve le sens de la notion de « destruction de l'État » : ce n'est rien d'autre que le remplacement de l'organisation de classe de la bourgeoisie – l'État – par celle du prolétariat.

Cette organisation de classe regroupe les individus en tant que travailleurs, sur leur lieu de travail d'une part, et dans une structure interprofessionnelle d'autre part. Cette double structuration, verticale et horizontale, se développe sur un modèle fédératif jusqu'au niveau national et international. C'est là une idée de base du bakouninisme, directement inspirée de Proudhon et, plus tard, du syndicalisme révolutionnaire de la CGT lorsque la structure horizontale, géographique (les Bourses du travail) se fédérera à la structure industrielle (la Fédération nationale des syndicats). Cette démarche est unanimement rejetée par tous les théoriciens marxistes, à l'exception notable de Pannekoek qui a repris cette idée à plusieurs reprises dans ses écrits :

12. *Étatisme et Anarchie*, Œuvres, IV, Champ libre, p. 221.

13. Lettre à Louis Pio, 7 mars 1872.

14. On pourrait jouer au même jeu que Marx et présenter ses positions de la manière suivante : « La classe ouvrière doit faire de la politique. Sa tâche se borne à s'organiser en partis. Un beau jour, ils prendront le pouvoir et supplanteront tous les États existants. »

15. Lettre à Lafargue, 19 avril 1870.

16. Lettre à Th. Cuno, 24 janvier 1872.

« La lutte de classe révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie et ses organes étant inséparable de la mainmise des travailleurs sur l'appareil de production, et de son extension au produit social, la forme d'organisation unissant la classe dans sa lutte constitue simultanément la forme d'organisation du nouveau processus de production[17]. »

Une excellente définition de l'anarcho-syndicalisme, faite par un théoricien marxiste…

Bakounine avait parfaitement défini ce qui séparait les fédéralistes de l'Internationale de la social-démocratie allemande. Il déclara dans une conférence : « Les buts que nous proposons étant si différents, l'organisation que nous recommandons aux masses ouvrières doit différer essentiellement de la leur[18]. » Ce qui montre qu'il avait bien conscience qu'il y avait une profonde différence de stratégie et de projet entre les fédéralistes de l'Internationale et les marxistes. Cette idée n'est pas une « invention » de Bakounine, car la citation date de 1872 et on retrouve la même idée dans un court texte de César De Paepe datant de 1869, intitulé significativement « Les institutions actuelles de l'Internationale au point de vue de leur avenir »[19]. Le militant belge part lui aussi de l'idée que les institutions que le prolétariat se constitue sous le capitalisme préfigurent les institutions de l'avenir : « Nous voulons montrer que l'Internationale offre déjà le type de la société à venir, et que ses diverses institutions, avec les modifications voulues, formeront l'ordre social futur[20]. »

1.4 Le congrès de La Haye (2-7 septembre 1872)

Je ne vais évidemment pas faire l'histoire du congrès de La Haye qui vota l'exclusion de Bakounine et de James Guillaume ; je me contenterai de dire quelques mots sur les incroyables magouilles qui présidèrent à son déroulement en vue d'assurer la bonne exécution de leur exclusion. Les manœuvres de Marx et d'Engels pour s'assurer une majorité au congrès de La Haye furent invraisemblables. « L'Allemagne doit avoir le plus de représentants possible », écrit Marx à Kugelmann le 29 juin 1872, alors même que les travailleurs allemands sont pratiquement absents de l'Internationale. Le Conseil général joue sur son droit de distribuer des mandats, ce qui fait que de nombreux délégués ne représentent aucune section ouvrière. Dix-huit délégués sont des proscrits français vivant à Londres, acquis au Conseil général et ne représentant rien. Lafargue dispose de trois mandats. Sorge, l'ami de Marx, a une dizaine de mandats en blanc. Vaillant avait trois mandats, dont un d'une section suisse favorable à Bakounine, qu'il s'est procuré grâce à un député conservateur…

Des délégués français étaient munis de mandats dont on ne savait pas de qui ils les tenaient : la vérification des mandats était impossible. Serrailler, secrétaire du Conseil général pour la France (où l'AIT était clandestine), arriva à La Haye les poches pleines de mandats. Six délégués français étaient connus par leur seul pseudonyme, sans indication de la ville dont ils tenaient leur mandat. Le seul qui annonça une ville – Rouen – se vit peu après désavoué par la fédération rouennaise parce qu'il avait voté avec le Conseil général alors qu'il avait le mandat impératif de voter pour les fédéralistes.

Les Internationaux de Bordeaux s'aperçurent que leur délégué, qui avait reçu le mandat impératif de voter pour les fédéralistes, avait voté pour le Conseil général. Deux autres délégués français, Swarm et Walter – des pseudonymes – furent peu après arrêtés et passèrent en procès l'un à Toulouse, l'autre à Paris. On apprit ainsi que Swarm, agent du Conseil général à Toulouse, était un mouchard ; quant à Walter, agent du Conseil général à Paris, il se repentit et jura de devenir un adversaire acharné de l'Internationale[21]. Une fois le congrès de La Haye terminé, le conseil fédéral anglais s'aperçut que le délégué qui le représentait n'était même pas membre de l'Internationale !

L'Allemagne ne possédait aucune section de l'Internationale mais seulement des adhérents individuels en très petit nombre. Elle ne pouvait donc envoyer au congrès des délégués réguliers. Pourtant, pour renforcer la position de Marx, neuf Allemands furent introduits comme délégués de sections – inexistantes – de l'AIT.

17. Pannekoek, *Les Conseils ouvriers*, EDI, p. 273.

18. « Aux compagnons de la fédération des sections internationales du Jura », *Œuvres*, III, Champ libre, p. 74.

19. Cité dans Bakounine, *Œuvres*, éd. Lebovici, tome III, appendice III, p. 255-256. Cf. *Le Progrès du Locle*, n° 9 du 1er mars 1869, l'article « L'Internationale et ses institutions de l'avenir ».

20. Ibid.

21. James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, vol I, t. 2 p. 326.

Pour pouvoir voter au congrès, il fallait que les sections aient payé leurs cotisations. Or Bebel avait écrit dans le *Volkstaat* du 16 mars 1872 que les Internationaux allemands n'avaient jamais payé de cotisations à Londres[22] ! Le congrès vote les pleins pouvoirs au Conseil général pour suspendre des sections, des branches, des fédérations. Marx se justifie qu'il faut se prémunir des agents provocateurs qui pourraient créer des sections, des fédérations : mais à ce train chaque section qui se crée est suspecte !

L'autre décision importante du congrès est le vote de la résolution IX, qui deviendra l'article 7a des statuts, sur la constitution de la classe ouvrière en parti politique. Enfin, sur les trois militants dont l'exclusion avait été proposée : Bakounine, James Guillaume et Adhémar Schwitzguébel, seul le dernier échappa à l'excommunication.

Lorsque les fédérations adhérentes de l'AIT se rendirent compte de la manipulation dont elles avaient été victimes, elles désavouèrent les décisions de ce congrès truqué :

— la fédération jurassienne, le 15 septembre 1872 ;

— les délégués des sections françaises en octobre ;

— la fédération italienne en décembre, ainsi que la fédération belge ;

— la fédération espagnole en janvier 1873 ainsi que les fédérations hollandaise et anglaise.

À la suite de ces désaveux des décisions de La Haye, les fédérations contestataires furent tout simplement exclues de l'Internationale. Autrement dit, *Marx et Engels ont exclu de l'Internationale la quasi-totalité du mouvement ouvrier organisé de l'époque !* Certes, toutes les fédérations n'étaient pas « bakouniniennes », et le désaveu des pratiques de Marx ne constituait pas un acte de ralliement au point de vue « anarchiste ». Ce désaveu exprimait cependant de façon claire que l'unité internationale du mouvement ouvrier n'était possible que sur la base de la solidarité concrète, comme le proposait Bakounine, et que la « puissante centralisation de tous les pouvoirs dans les mains du Conseil général » aboutissait à la dissolution de fait de l'AIT[23].

Le terme « antiautoritaire », qui signifiait alors « antibureaucratique », est apparu pour distinguer les sections et fédérations qui s'opposaient à la centralisation bureaucratique de l'Internationale opérée par Marx et son entourage.

L'« autorité » n'avait pas dans ce cas-là un sens psychologique ou comportemental ; être « autoritaire » était tout simplement se comporter comme un bureaucrate. Par la suite le mot a pris dans le mouvement anarchiste un sens comportemental.

Il ne s'agit pas d'une bureaucratisation liée seulement à la complexité croissante de la gestion des affaires courantes, mais d'une bureaucratisation visant à accaparer le pouvoir. Ainsi, John Hales, membre du comité anglais de l'Internationale, raconte les déboires qu'il eut avec la bureaucratie de l'organisation : « Celui qui n'a pas connu le défunt Conseil général ne peut pas se faire une idée de la manière dont les faits y étaient dénaturés et dont les renseignements qui auraient pu nous éclairer étaient interceptés. Il n'a jamais existé de conspiration secrète dont l'action ait été plus occulte que celle de l'ex-Conseil général. » Hales raconte que lorsqu'il fut secrétaire général de ce Conseil, il n'a « jamais pu obtenir les adresses des fédérations du continent ». Un jour, le Conseil fédéral anglais reçut une lettre très importante du Conseil fédéral espagnol ; mais le signataire de cette lettre, Anselmo Lorenzo, avait oublié de donner son adresse dans la lettre. John Hales raconte que « le Conseil fédéral anglais pria alors le citoyen Engels, qui était à cette époque secrétaire correspondant du Conseil général pour l'Espagne, de lui donner l'adresse du Conseil fédéral espagnol : le citoyen Engels refusa formellement ». Engels opposa le même refus à l'égard du Conseil fédéral de Lisbonne[24]. On voit que la bureaucratie contre laquelle se battaient les fédéralistes n'était pas une fiction.

1.5 Saint-Imier, une scission ?

Le congrès de Saint-Imier, tenu le 15 septembre 1872, est souvent désigné comme une scission. Si on cherche l'« Association internationale des travailleurs antiautoritaire » sur Google, on peut lire : « La constitution de

22. *Ibid.*
23. Cf. Œuvres, Champ libre, III, 411.
24. Lettre reproduite dans James Guillaume, *L'Internationale documents et souvenirs*, second volume, p. 25.

cette nouvelle internationale a lieu à Saint-Imier le 15 septembre 1872 » et on y apprend que « L'Internationale "officielle" dénonce cette scission ».

Il y eut en fait deux congrès ce jour-là à Saint-Imier.

Le premier, celui de la Fédération jurassienne, tenu le matin, récusa les décisions d'exclusion prises à La Haye et contesta au Conseil général le droit de légiférer au nom des fédérations adhérentes. Le second, tenu l'après-midi, fut un congrès international extraordinaire de l'AIT, convoqué à l'initiative des Italiens[25]. Ce congrès international confirma les positions de la Fédération jurassienne et dénonça lui aussi les décisions de La Haye. Le Conseil général se trouvait ainsi totalement isolé : aucune fédération ne le soutenait.

Saint-Imier ne fut pas une scission ! C'était tout simplement un congrès extraordinaire de l'AIT, rassemblant l'écrasante majorité des fédérations adhérentes, et qui décida que l'Internationale de 1864 continuait ! C'est tellement vrai que la numération des congrès, à partir du congrès ordinaire suivant, en 1873, reprit naturellement la suite des congrès précédents. Le congrès de Saint-Imier ne fit que prendre les décisions qui auraient été prises si les fédérations de l'Internationale avaient été régulièrement convoquées avec des délégués dont les mandats n'étaient pas truqués et si elles avaient été loyalement informées de la situation. Ce sont les « marxistes » qui scissionnèrent, en prenant des décisions antistatutaires qui furent récusées par les autres fédérations de l'Internationale.

Les exclusions du Conseil général – transféré entre-temps à New York – n'eurent évidemment aucun effet. Le VIe congrès – ordinaire, celui-là – de l'AIT « canal historique » fut convoqué à Genève du 1er au 6 septembre 1873 dans la continuité des congrès précédents de l'Internationale, avec des délégués des fédérations anglaise, belge, hollandaise, suisse, espagnole, italienne et des délégués français.

Peu après, se tint, à Genève également, le congrès des scissionnistes marxistes, auquel personne ou presque ne participa, en dehors des Genevois qui voulaient faire transférer le siège de l'AIT à Genève, ce qui contrariait Marx qui voulait le faire transférer à New York, là où personne n'irait. Il y eut aussi un certain Heinrich Oberwinder, qui faisait partie de l'aile droite du mouvement socialiste autrichien. Sous le nom de Schwarz, Oberwinder s'entendit avec Becker qui lui remit une douzaine de mandats autrichiens sortis d'on ne sait où, qui furent distribués à des Allemands de Genève. Ce congrès fut un tel fiasco, de l'aveu même de Marx[26], que le compte rendu n'en fut même pas publié.

Il faut donc le proclamer : le congrès extraordinaire de l'AIT à Saint-Imier, qui décida une modification des statuts, ne fut pas une scission ; ce ne fut pas une nouvelle Internationale mais la même, qui continuait. Ce fut un succès éclatant des fédéralistes. Ce succès fut certes de courte durée puisque l'expérience prit fin six ans plus tard. La Fédération jurassienne décida à son congrès des 3-5 août 1878 de ne plus convoquer de congrès international. Ce congrès, qui devait avoir lieu à Fribourg, n'eut jamais lieu. L'internationale antiautoritaire s'était littéralement évaporée dans les airs.

Mais c'est une autre histoire[27]…

1.6 Tentatives de rapprochement

Besancenot & Löwy ignorent peut-être que les militants fédéralistes de l'AIT, ceux qui ont été exclus par la bureaucratie du Conseil général, avaient tenté à de multiples reprises de trouver un accord avec les socialistes d'État, de se rapprocher d'eux. Le *Bulletin* de la Fédération jurassienne du 3 septembre 1876 rappelle dans un article que depuis 1869 ils n'avaient cessé de « prêcher l'union et la paix ». Les Jurassiens anti-autoritaires n'eurent jamais avec le courant socialiste d'État l'attitude sectaire que ces derniers eurent constamment avec eux. Alors que les socialistes étaient en général dans une situation d'incompréhension totale envers les thèses fédéralistes, les Jurassiens tentèrent constamment d'engager avec eux un dialogue. D'une certaine manière la véritable naissance de l'anarchisme date du jour où les « anarchistes » comprirent qu'aucun dialogue n'était

25. La fédération italienne était de création toute récente, mais il existait de nombreuses sections de l'AIT en Italie. Alors même qu'il n'en était pas encore membre, Bakounine fut à l'origine de la création de plusieurs d'entre elles.

26. Lettre de Marx à Sorge, 27 septembre 1873.

27. Cette question est abordée dans *La Fin de la Première internationale*, René Berthier, éditions du Monde Libertaire.

possible, lorsqu'en 1896 ils furent définitivement expulsés des congrès socialistes internationaux auxquels ils s'obstinèrent à participer après l'effondrement de l'AIT dite « antiautoritaire ».

Avant cette date fatidique, les « anti-autoritaires » firent preuve d'un admirable manque de sectarisme. Même la question des candidatures ouvrières au Parlement avait été abordée par les militants jurassiens d'une manière totalement ouverte. Ainsi, *La Solidarité*, qui défendait le point de vue des Jurassiens, estimait que c'était là une question de tactique « qui pourrait être résolue de différentes façons suivant les pays et les circonstances », dit James Guillaume – en totale conformité avec les décisions que prendra le congrès international de Saint-Imier en 1872. *La Solidarité* du 4 juin 1870 disait ainsi dans un article intitulé « L'Internationale et les candidatures ouvrières » :

« Si les Anglais, les Allemands, les Américains… croient servir la cause du travail au moyen des candidatures ouvrières, nous ne pouvons leur en savoir mauvais gré… Après tout, ils sont plus compétents que nous pour juger de la situation chez eux… Mais nous demandons à être mis au bénéfice de la même tolérance. Nous demandons qu'on nous laisse juger quelle est la tactique qui convient le mieux à notre position, sans en conclure dédaigneusement à notre infériorité intellectuelle[28]. »

Dès le début de la querelle sur la question des candidatures ouvrières, les Jurassiens traitèrent l'affaire sans aucun dogmatisme, tranchant, d'ailleurs, avec ce que sera plus tard la position anarchiste. La Fédération jurassienne n'avait jamais caché la nécessité d'un rapprochement avec les socialistes, malgré le passif de leur exclusion de l'ATT. C'est ainsi que le *Bulletin* de la Fédération jurassienne, faisant le récit des funérailles de Bakounine dans son numéro du 9 juillet 1876, rapporte qu'« après la cérémonie, une réunion eut lieu au local du Sozialdemokratischer Verein. Là, un même vœu sortit de toutes les bouches, allemandes, italiennes, françaises et russes : l'oubli, sur la tombe de Michel Bakounine, de toutes les discordes purement personnelles, et l'union, sur le terrain de la liberté, de toutes les fractions du parti socialiste des deux mondes ». L'article précise les conditions de cette nécessaire réconciliation ; qui ne doit pas être le fruit d'une effusion sans lendemain : « Il doit être laissé à chaque groupe pleine liberté d'action et de propagande ; seulement de cette action et de cette propagande doivent être exclues les récriminations personnelles entre hommes qui au fond poursuivent le même but, les suspicions injustes, les insultes et les calomnies, qui ne font que déshonorer ceux qui les lancent. »

Les participants aux funérailles de Bakounine votèrent une résolution :

« Les travailleurs réunis à Berne à l'occasion de la mort de Michel Bakounine, et appartenant à cinq nations différentes, les uns partisans de l'État ouvrier, les autres partisans de la libre fédération des groupes de producteurs, pensent qu'une réconciliation est non seulement très utile, très désirable, mais encore très facile, sur le terrain des principes de l'Internationale tels qu'ils sont formulés à l'article 3 des statuts généraux révisés au Congrès de Genève de 1873.

« En conséquence, l'assemblée réunie à Berne propose à tous les travailleurs d'oublier de vaines et fâcheuses dissensions passées, et de s'unir plus étroitement sur la base de la reconnaissance des principes énoncés à l'article 3 des statuts mentionnés ci-dessus[29]. »

Cette résolution allait être diversement accueillie. Selon le point de vue des fédéralistes, l'unité ne signifiait pas alignement sur une seule position ; elle n'est pas incompatible avec des approches différentes concernant l'émancipation du travail ; elle se révèle par la manifestation de la solidarité concrète en cas de conflit avec l'État et le Capital. C'est évidemment un point de vue que le courant marxiste ne peut pas accepter.

En 1876, un rapprochement semble en vue. « Nous saluons avec la joie la plus vive ce fait important, qui aura pour résultat d'accroître considérablement les forces du parti révolutionnaire, en dissipant bien des malentendus, et en fournissant, à des hommes qui ne se jugeaient mutuellement que sur des ouï-dire, l'occasion d'apprendre à se connaître et à s'estimer », peut-on lire dans le *Bulletin* de la Fédération jurassienne.

« Ce rapprochement, nous l'avons désiré et demandé même dans les instants où la lutte entre les deux fractions de l'Internationale était dans sa période la plus aiguë. Il ne sera pas inutile de faire voir, par quelques citations des divers journaux qui ont successivement servi d'organe aux socialistes du Jura, que toujours nous

28. Cf. James Guillaume, vol. I, 3e partie, ch. 2, tome II, p. 43.

29. L'article 3 des statuts de l'Internationale révisés à Saint-Imier dit ceci : « Les fédérations et sections conservent leur complète autonomie, c'est-à-dire le droit de s'organiser selon leur volonté, d'administrer leurs propres affaires sans aucune ingérence extérieure, et de déterminer elles-mêmes la marche qu'elles entendent suivre pour arriver à l'émancipation du travail. »

avons recherché l'union et la paix, et que la conciliation qui s'accomplit aujourd'hui n'est que la réalisation du vœu que nous n'avons cessé d'émettre pendant huit années. »

Ce rapprochement n'eut évidemment pas lieu : la *Tagwacht* de Zurich, férocement opposée à la Fédération jurassienne, publia le 17 octobre 1876 une lettre portant cinq signatures, au nom d'un « Comité central du groupe des sections internationales de langue allemande » qui était une violente attaque contre l'Internationale antiautoritaire, attaquant les « bakounistes à l'œuvre » accusés de « provoquer comme toujours et partout la discorde et la désorganisation, au lieu de l'organisation et de l'union »… L'objectif de cette lettre, publiée en deux fois, était manifestement de montrer qu'il n'y avait aucune entente possible entre les deux courants du mouvement ouvrier, « entre les représentants du socialisme scientifique », comme s'intitulent modestement les auteurs de la lettre, et les « cerveaux fêlés de l'Internationale bakouniste »[30]. Parmi les signataires de la lettre se trouvait J.-Ph. Becker, exécuteur des basses œuvres de Marx, un des membres les plus violemment anti-bakouniniens de l'Internationale. C'est lui qui avait organisé les manipulations de mandats lors du congrès des scissionnistes marxistes de Genève en septembre 1873.

Malgré les manœuvres de Marx et Engels qui s'efforcèrent en permanence de mettre de l'huile sur le feu et d'agrandir le fossé entre « anti-autoritaires » et « socialistes d'État », les militants de la Fédération jurassienne, qui furent les véritables animateurs du courant fédéraliste, ne ménagèrent pas leurs efforts pour parvenir à une réconciliation. C'est à ce titre que la Fédération jurassienne, puis l'Internationale antiautoritaire lors de son congrès de Berne, en 1876, proposèrent de convoquer un congrès réunissant tous les courants du mouvement ouvrier afin de trouver les modalités d'un rapprochement.

L'un des principaux arguments avancés par les Jurassiens, et James Guillaume en particulier, pour justifier le rapprochement avec la social-démocratie allemande – car c'est bien de cela qu'il s'agit – est que les différences entre les deux courants ne sont pas si importantes que cela et que les Jurassiens ne sont pas opposés par principe à la tactique électorale, puisque les résolutions mêmes du congrès de Saint-Imier laissent le loisir aux fédérations adhérentes de déterminer leur propre voie. Le rapport de la Fédération jurassienne au congrès de Berne, sans doute rédigé par James Guillaume, dit ceci :

« Il ne faut pas croire que les Jurassiens aient pour la candidature ouvrière, envisagée comme moyen de propagande et d'agitation, l'invincible répugnance qu'on leur prête. Au contraire, ils ne seraient pas éloignés d'en essayer, ne fût-ce que pour démontrer expérimentalement, à ceux qui croient à la possibilité de transformer la société par la voie de simples réformes législatives, qu'ils ont des illusions[31]. »

Les dirigeants socialistes allemands ne tenaient pas à un rapprochement avec les « anarchistes ». Ils ne voulaient en aucune manière envisager la possibilité de mettre en œuvre des stratégies et des modes d'organisation pluriels. Lorsque l'AIT dite antiautoritaire disparut, les militants qui se trouvaient « orphelins d'Internationale », et ceux qui se réclamaient de son héritage, comme Fernand Pelloutier et Émile Pouget, s'obstinèrent à se sentir attachés à la grande famille du socialisme et continuèrent de vouloir participer aux congrès socialistes internationaux organisés par la social-démocratie, sans que cela ne pose le moindre problème, du moins au début. Engels et les dirigeants allemands firent tout pour les en exclure, mais il fallut du temps.

En 1889 et en 1891, les anarchistes voulurent participer aux congrès de Paris et de Bruxelles, mais leur présence donna lieu à de violentes contestations. Une grande partie des délégués ouvriers anglais, hollandais et italiens, scandalisés par ce comportement, se retirèrent. Ne se sentant cependant pas encore assez forts, les socialistes ne firent voter aucune mesure sur la question parlementaire et les alliances avec les partis gouvernementaux. C'est au congrès de Zürich, en 1893, qu'ils crurent s'en tirer en faisant voter une motion qui disait notamment que « toutes les chambres syndicales seront admises au prochain congrès ; [ainsi que] les partis et groupements socialistes qui reconnaissent la nécessité de l'organisation des travailleurs et de l'action politique ». Les anarchistes, expulsés par la porte, revinrent par la fenêtre en 1896, au congrès de Londres… en tant que délégués de syndicats. Sur les quarante-trois délégués ouvriers français, vingt étaient des anarchistes notaires, dont Émile Pouget et Fernand Pelloutier…

30. Cité par James Guillaume, 6e partie, ch. VII, p. 87.
31. James Guillaume, *L'Internationale documents et souvenirs*, 6e partie, ch. VIII, p. 100.

C'est Fernand Pelloutier et Augustin Hamon qui eurent l'idée d'organiser une délégation « syndicalo-anarchiste » au congrès de Londres (le terme « anarcho-syndicaliste n'existait pas encore). Ils eurent l'aide de Malatesta, qui vivait à Londres et connaissait les milieux syndicalistes, et de Cornelissen en Hollande. Ce dernier rédigea pour l'occasion un texte intitulé « Le communisme révolutionnaire. Projet pour une entente et pour l'action commune des Socialistes révolutionnaires et des Communistes anarchistes ».

Il fallut trois jours de bataille, que les socialistes gagnèrent de justesse, pour que passe une résolution excluant des congrès futurs les groupements, même corporatifs, qui n'acceptaient pas la nécessité du parlementarisme. Le rapport introductif du congrès anarchiste d'Amsterdam, tenu en 1907, dira : « La majorité voulait en finir avec les anarchistes ; elle ne se doutait pas qu'elle venait d'éloigner d'elle, à jamais, le prolétariat organisé [32]. »

1.7 Sur le terrain

La stratégie électorale que le marxisme voulait imposer a mis longtemps pour s'affirmer. Il n'y avait pas une stricte imperméabilité entre le courant qui rejetait l'action parlementaire et celui qui la préconisait, du moins au niveau des militants de base. Il est fréquent qu'en Europe dans les années 1880 des militants ou des groupes socialistes locaux basculent vers l'anarchisme. C'est le cas en France, en Allemagne, en Angleterre, aux Pays-Bas, en Italie. C'est le débat sur l'opportunité de participer à l'action électorale qui est en général le déclencheur de ces mouvements. Il ne s'agissait donc pas là d'un débat académique entre Bakounine et Marx mais d'un problème que les militants se posaient réellement, souvent après en avoir fait concrètement l'expérience.

La résolution socialiste de 1893, qui exigeait des socialistes qu'ils « emploient tous leurs efforts » à l'action parlementaire, rendue de ce fait obligatoire, renvoyait à la marge les anarchistes, mais elle marginalisait également nombre de socialistes opposés au parlementarisme, ainsi que ceux pour qui l'action parlementaire n'était qu'une option parmi d'autres, et ceux qui en avaient fait l'expérience et ne la jugeaient pas concluante.

Engels aussi en a fait l'expérience, d'ailleurs : en 1891, malgré l'instauration d'un système représentatif, il constate que « le gouvernement possède tout pouvoir exécutif », et que les « chambres n'ont pas même le pouvoir de refuser les impôts ». « La crainte d'un renouvellement de la loi contre les socialistes paralyse l'action de la social-démocratie [33] », dit-il encore, confirmant totalement l'opinion de Bakounine selon laquelle les formes démocratiques n'offrent que peu de garanties pour le peuple.

À plus d'un siècle de distance, on oublie qu'entre 1870 et 1900, tout n'était pas joué et que la séparation entre le courant social-démocrate et le courant fédéraliste-syndicaliste n'était pas absolument irrémédiable. On a vu que les libertaires se sont obstinés pendant longtemps à participer aux congrès socialistes internationaux puis, quand s'est constituée la IIe Internationale, aux congrès de cette dernière jusqu'en 1896. Mais l'inverse est vrai également : au sein de la social-démocratie existaient des courants oppositionnels proches de l'anarchisme.

En Allemagne, une fraction du parti social-démocrate sera exclue en 1880 et évoluera vers l'anarchisme ; Johan Most, qui deviendra une figure de l'anarchisme américain, faisait partie de cette opposition. Dès 1885, une autre opposition apparaît dans le parti allemand, les « Jungen » (les Jeunes), en faveur de la constitution de groupes autonomes et dénonçant « l'influence petite-bourgeoise et socialiste d'État » et l'idée d'une organisation centralisée. Une scission intervient en 1891 et les Jungen créent l'Association des socialistes indépendants, sur des bases fédéralistes, préconisant la « pure lutte de classe » et l'antiparlementarisme. Nombre de ses militants, comme Gustav Landauer, évolueront vers l'anarchisme. L'Association se dissout en 1894, la plupart des militants retournent au parti social-démocrate, et ses chefs deviendront des porte-parole du révisionnisme, c'est-à-dire des réformistes extrêmes.

En Belgique, de violentes émeutes ouvrières éclatent en 1886. Au sein du Parti ouvrier belge, un courant en appelle à l'action directe. Ce courant fonde le Parti socialiste républicain en 1887, favorable au suffrage universel, mais également partisan de la grève insurrectionnelle. Cette dissidence disparaît en 1889 et réintègre le parti.

32. *Anarchisme et syndicalisme*, Le congrès anarchiste international d'Amsterdam. Introduction d'Ariane Miéville et Maurizio Antonioli, Nauûlus-Éditions du Monde libertaire.

33. Critique du programme d'Erfurt, Éd. sociales, p. 101.

Aux Pays-Bas, une personnalité comme Domela Nieuwenhuis, ancien pasteur converti au socialisme, joue un rôle important dans la formation de la gauche hollandaise. Dans un premier temps, il milite pour l'édification des syndicats, pour le suffrage universel et les grèves économiques. Au sein de la Ligue sociale-démocrate (le SDB), il reste convaincu de la nécessité de l'utilisation du parlement comme tribune révolutionnaire. Cependant, il rejette le parlementarisme en 1891 et devient, dans la IIe Internationale, le seul dirigeant antiparlementaire. Cette évolution s'explique par le constat que les revendications en vue de l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière se heurtent systématiquement à la violence patronale et étatique. La dénonciation de la social-démocratie comme fraction de la bourgeoisie constituera un des points de rencontre entre anarchistes et conseillistes. Ces derniers diront en effet que la social-démocratie est le courant le plus conséquent à l'intérieur de la fraction avancée de la bourgeoisie.

En 1891, Nieuwenhuis défendait dans la IIe Internationale l'idée de grève générale des travailleurs des pays belligérants en cas de guerre. En 1893, il propose une motion, qui sera adoptée à une courte majorité, rejetant toute activité électorale. Une scission intervint, avec la constitution d'un Parti ouvrier social-démocrate sur le modèle allemand, et qui, aux Pays-Bas, est perçu par les ouvriers comme une organisation dirigée par une petite minorité d'éléments de la classe moyenne. Cependant, le rapport des forces devait se modifier rapidement, car un nombre croissant d'adhérents de la Ligue sociale-démocrate devait se rallier à l'électoralisme. Les militants de ce parti rejoignirent soit le parti réformiste, soit le mouvement libertaire. L'organisation se dissout en 1900. En 1896, Nieuwenhuis avait quitté ostensiblement le congrès de Londres de la IIe Internationale, qui avait décidé d'exclure les anarchistes. Lui et ses partisans, ralliés à l'anarchisme, quittent la Ligue sociale-démocrate en 1897.

Nieuwenhuis et Cornelissen collaborèrent un moment et fondèrent un journal, *Le Socialiste libertaire*, et une éphémère organisation, la Fédération des socialistes libertaires. Le centre de gravité du mouvement libertaire était désormais dans le syndicat. En 1893, s'était constitué le NAS (Secrétariat national du travail), sous l'influence de Cornelissen. Cette organisation, aux effectifs peu nombreux mais très militants, sera à la pointe de la lutte des classes aux Pays-Bas. Il y eut donc une « période de transition » pendant laquelle les groupes ouvriers faisaient l'expérience de l'une ou l'autre stratégie, passaient de l'un à l'autre courant selon les circonstances. Le refus catégorique des dirigeants de la IIe Internationale d'intégrer dans leurs rangs tout groupe n'acceptant pas l'action parlementaire a pu contribuer à forger une relative homogénéité de façade au mouvement socialiste, mais ce fut fait au détriment de la vie et du débat.

La crispation de la social-démocratie allemande contre toute discussion sur la grève générale en cas de guerre fut la conséquence évidente de son approche dogmatique et sectaire des problèmes. Cependant, le modèle représenté par la IIe Internationale n'était lui-même pas définitivement fixé puisque cette dernière acceptait des organisations syndicales – à condition qu'elles soient favorables à la stratégie électorale (on appelait cela « l'action politique »). C'est ainsi que des militants français expulsés d'un congrès socialiste en tant qu'anarchistes revenaient au congrès suivant avec un mandat de la CGT.

Jusqu'en 1900, il y eut même une véritable convergence entre l'anarchisme et le socialisme de gauche non parlementaire. C'est que les délégations socialistes aux congrès internationaux n'étaient alors pas homogènes du fait que le modèle social-démocrate ne s'était pas encore définitivement fixé, ni totalement imposé. C'est ainsi que lorsque la délégation allemande du congrès de la IIe Internationale, à Zurich, fit expulser de la salle les Indépendants de Gustav Landauer, une tendance opposée au parlementarisme, cet acte d'intolérance suscita un véritable tollé, et cinquante délégués quittèrent la salle en solidarité. Les dissidents du congrès tinrent des réunions séparées : on y trouvait des anarchistes anglais, italiens, français, la plupart des socialistes néerlandais, des socialistes français. C'est lors de ces réunions que Domela Nieuwenhuis déclara que « la fusion de tous les éléments révolutionnaires est possible » [34].

Cette convergence entre anarchistes et socialistes révolutionnaires devait conduire à un congrès, en 1900, et aurait dû aboutir à la formation d'une Internationale anti-autoritaire. Le congrès fut dispersé par la police, au titre des lois anti-anarchistes de 1894, et n'eut jamais lieu [35]. Mais ce serait sans doute une erreur que d'attribuer à la police française la seule responsabilité de l'échec de la constitution d'une Internationale antiautoritaire : là

34. *Le Temps*, 12 août 1893.

35. On pourra consulter Guillaume Davranche, « Pelloutier, Pouget, Hamon, Lazare et le retour de l'anarchisme au socialisme (1893-1900) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 110, 2009.

encore, des facteurs internes jouèrent un grand rôle. Si l'initiative avait correspondu à un besoin impérieux de la période historique, elle aurait abouti. Comme il fallait s'y attendre, et comme cela eut lieu précédemment, une grande partie des socialistes antiparlementaires finit par rentrer dans le rang et rejoignit la social-démocratie.

2. La guerre franco-prussienne, la Commune de Paris et la liquidation de l'AIT

LA COMMUNE DE PARIS – qui a duré trois mois – est un mythe fondateur qui a été instrumentalisé par la plupart des courants du mouvement ouvrier. Chacun peut y trouver une inspiration et un modèle. Trois mois après la prise du pouvoir, les bolcheviks ont fait la fête, et Lénine aurait dit que maintenant ils pouvaient disparaître, car ils avaient tenu autant que la Commune. Vraie ou fausse, cette histoire, qui nous a été racontée par Marcel Body, est particulièrement significative.

Le mouvement libertaire ne fait pas exception dans ce processus de mythification, étant entendu que la constitution de mythes n'est pas forcément une mauvaise chose. Des jacobins aux fédéralistes, des républicains aux libertaires, des patriotes aux internationalistes, chacun peut y retrouver son compte dans les événements qui ont commencé en mars 1871, à condition d'occulter tout ce qui contredit ses propres thèses.

Pourtant, « l'Internationale parisienne, à la veille de la Commune, est en majorité proudhonienne » [1]. Lorsque la Commune est proclamée, « parmi les trente internationaux élus, près des deux tiers peuvent être considérés comme proudhoniens » [2]. Quant au programme de la Commune, en dehors des dispositions terroristes d'influence blanquiste, il est lui aussi nettement proudhonien : Georges Gurvitch écrivit que « toutes les mesures administratives, économiques et politiques s'inspireront de Proudhon » [3].

Il reste donc que les thèmes qui s'obstinent à survivre, après que toutes les manipulations ont été épuisées, restent des thèmes essentiellement libertaires : fédéralisme, autonomie. Or, curieusement, les libertaires sont sans doute ceux qui ont le moins cherché à « récupérer » la Commune de Paris. Que représente donc pour eux la Commune de Paris ?

1. Elle marque l'affirmation consciente de l'entrée du mouvement populaire dans la modernité.
2. Elle est, avec l'expérience de l'AIT (mais sans doute moins que cette dernière), un des événements fondateurs de l'opposition entre anarchisme et marxisme et constitue, par conséquent, un thème capital dans le débat sur le projet révolutionnaire.

Le fait le plus intéressant de cet événement historique ne se trouve cependant pas dans le constat des options idéologiques et politiques des uns et des autres, mais dans le fait que ces options étant données, les protagonistes ont été amenés, par la logique des choses, à réaliser, ou à faire l'apologie d'une œuvre parfois contraire à leurs options ; l'exemple de Marx – extérieur aux événements, il est vrai – étant sans doute le plus remarquable.

La Commune tente de mettre en place une organisation qui s'oppose au centralisme étatique, la fédération des communes autonomes devant assurer la gestion des affaires publiques. Elle s'oppose à « l'unité telle qu'elle nous a été imposée jusqu'à ce jour par l'Empire, la monarchie et le parlementarisme ». (Déclaration au peuple français du 19 avril 1871.) Elle propose « l'association volontaire de toutes les initiatives locales, le concours spontané et libre de toutes les énergies individuelles en vue d'un but commun, le bien-être, la liberté et la sécurité de tous ». C'est l'opposé des positions marxistes.

Elle ambitionne d'accomplir « la révolution moderne, la plus large et la plus féconde de toutes celles qui ont illuminé l'histoire ». Cette dernière déclaration montre la conscience qu'avaient les acteurs de la Commune d'accomplir une œuvre originale.

1. J. Bruhat, J. Dautry, E. Tersen, *La Commune de 1871*.
2. *Ibid.*
3. Georges Gurvitch, qui fut un témoin direct de la formation des soviets, rapporte que « les premiers soviets russes ont été organisés par des proudhoniens [...] qui venaient des éléments de gauche du Parti socialiste révolutionnaire et [...] de la social-démocratie [...]. L'idée de la révolution par les soviets de base [...] est [...] exclusivement proudhonienne. » (Cf. Duvignaud Jean, « Georges Gurvitch, une théorie sociologique de l'Autogestion », *Autogestion*, n° 1, 1967.

Les ouvriers et les socialistes révolutionnaires étaient peu nombreux au Conseil général et dans les comités. Ces derniers étaient composés surtout de petits bourgeois républicains, anticléricaux, patriotes plus ou moins jacobins ou blanquistes. Les socialistes, appelés « la minorité », étaient en grande partie des militants de l'AIT : ce sont eux qui donneront à la Commune son idéal et fonderont le mythe révolutionnaire. Pourtant, l'AIT en France est très affaiblie lorsque l'insurrection populaire éclate à Paris. Les militants les plus actifs sont emprisonnés ou ont dû fuir en Belgique. Ceux qui continuent leur action sont traités d'espions prussiens. La guerre avait ôté à la plupart des sections leurs adhérents. La crise économique, le chômage avaient fait le reste. Sur les 81 membres du Conseil général de la Commune, 17 d'entre eux étaient membres de l'AIT, mais aucun qu'on puisse qualifier de « marxiste » ou de « bakouninien ». Les Internationaux joueront un rôle certain sans que leur organisation puisse influer sur les événements.

« La faiblesse numérique du prolétariat de l'époque, le poids social écrasant de la petite bourgeoisie, le faible développement des forces productives ne font qu'accentuer le caractère stupéfiant du contenu révolutionnaire du mythe qui s'est constitué entre mars et mai 1871. Au-delà de la faiblesse des réalisations effectives de la Commune, le mythe révolutionnaire a été largement alimenté par le souvenir de l'héroïsme du peuple de Paris face à la barbarie versaillaise, les 25 000 insurgés massacrés, les prisonniers et blessés exécutés, les cadavres laissés sur place ; par le caractère impitoyablement systématique de la répression, les 13 440 hommes, femmes et enfants arrêtés, condamnés à mort ou à la déportation en Nouvelle-Calédonie. » (Jacques Zwirn, *La Commune de Paris aujourd'hui*, Éditions de l'Atelier.)

Autant qu'un mythe unificateur pour le prolétariat international, la Commune de Paris aura été le révélateur de la véritable nature de la bourgeoisie et de l'État. Cette leçon-là reste encore tout à fait valable : l'émancipation sociale des masses exploitées se heurtera toujours à la réaction la plus impitoyable de la classe dominante.

2.1 Un événement fondateur

Bien que l'essentiel des thèmes révolutionnaires de la Commune soient d'inspiration libertaire, Bakounine restait très réservé. Il pense que, au-delà des réalisations effectives, c'est avant tout le message lancé par la Commune au prolétariat international qui reste valide :

« La Commune de Paris a duré trop peu de temps, et elle a été empêchée dans son développement intérieur par la lutte mortelle qu'elle a dû soutenir contre la réaction de Versailles, pour qu'elle ait pu, je ne dis même pas appliquer mais seulement élaborer théoriquement son programme socialiste.

D'ailleurs, il faut bien le reconnaître, la majorité des membres de la Commune n'étaient pas proprement socialistes, et s'ils se sont montrés tels, c'est qu'ils ont été irrésistiblement entraînés par la force irrésistible des choses, par la nature de leur milieu, par les nécessités de leur position et non par leur conviction intime. Les socialistes, à la tête desquels se place naturellement notre ami Varlin, ne formaient dans la Commune qu'une très infime minorité ; ils n'étaient tout au plus que quatorze ou quinze membres. Le reste était composé de Jacobins… »

Plus loin dans le texte Bakounine ajoute :

« D'ailleurs la situation du petit nombre de socialistes convaincus qui ont fait partie de la Commune, était excessivement difficile. Ils ne se sentaient pas suffisamment soutenus par la grande masse de la population parisienne, l'organisation de l'Association Internationale, très imparfaite elle-même d'ailleurs, n'embrassant à peine que quelques milliers d'individus, ils ont dû soutenir une lutte journalière contre la majorité jacobine et au milieu de quelles circonstances encore[4] ! »

Au contraire de Marx, qui se trouvait à Londres, Bakounine était à l'époque en France et il participa à l'insurrection de Lyon, qui précéda celle de Paris. Là, il proposa entre autres mesures la création d'une milice révolutionnaire permanente, la mise sous séquestre de toutes les propriétés, publiques et privées, la révocation de tous les fonctionnaires. Il proposa en outre des mesures de réorganisation économique : les communes révolutionnaires devaient désigner des délégués, nommer des commissions pour réorganiser le travail, remettre entre les mains des associations ouvrières les capitaux dont elles avaient besoin. Lorsque le conseil municipal

4. Bakounine, *L'Empire Knouto-Germanique et la Révolution Sociale.* Préambule pour la seconde livraison. Bakounine, Œuvres, tome VIII.

décida la baisse du salaire journalier des ouvriers des chantiers nationaux, Bakounine s'opposa à ce que les ouvriers viennent désarmés à la manifestation de protestation.

Marx ne put évidemment s'empêcher de railler l'action de Bakounine, qui échoua. Les circonstances n'étaient évidemment pas mûres. Pourtant, un historien bolchevik, Iuri Steklov, déclare que l'intervention de Bakounine à Lyon fut « une tentative généreuse de réveiller l'énergie endormie du prolétariat français et de la diriger vers la lutte contre le système capitaliste et en même temps de repousser l'invasion étrangère[5] ». Steklov ajoute que le plan de Bakounine n'était pas si ridicule :

« Dans la pensée de Bakounine, il fallait profiter des ébranlements provoqués par la guerre, de l'incapacité de la bourgeoisie, des protestations patriotiques de la masse, de ses tendances sociales confuses, pour tenter une intervention décisive des ouvriers dans les grands centres, entraîner derrière elle la paysannerie et commencer ainsi la révolution sociale mondiale. Personne alors n'a proposé un plan meilleur[6]. »

Bakounine pense que « si, de cette guerre, ne sort pas directement la révolution sociale en France, le socialisme mourra pour longtemps dans toute l'Europe »[7]. Après l'échec de Lyon, il écrit à Palix, un de ses compagnons : « Je commence à penser que c'en est fait de la France… À la place de son socialisme vivant et réel nous aurons le socialisme doctrinaire des Allemands[8]… » Il sait que la victoire prussienne aboutira à la création de l'Empire allemand, et Bakounine craint avant tout que si les ouvriers allemands sont conduits à servir « l'institution de l'État germanique », la solidarité qui devrait les « unir jusqu'à les confondre avec leurs frères, les travailleurs exploités du monde entier » ne soit sacrifiée à la « passion politique nationale »[9].

Partagés entre la « solidarité socialiste du travail » et le « patriotisme politique de l'État national », les ouvriers allemands risquent d'être « unis à leurs compatriotes bourgeois contre les travailleurs d'un pays étranger ». Bakounine rendra cependant hommage à ceux des dirigeants social-démocrates et aux travailleurs allemands qui ont pris, contre la guerre, des positions internationalistes qui tranchaient avec celles de Marx au début de la guerre.

2.2 Guerre de défense ?

Dans les analyses développées par Marx et Engels sur la guerre franco-prussienne, il faut distinguer deux périodes.

1. Avant la Commune, la correspondance de Marx et d'Engels montre sans contestation possible qu'ils sont en faveur d'une victoire prussienne parce que celle-ci permettra de réaliser, fût-ce « par en haut », l'unification de l'Allemagne. La guerre est présentée comme une guerre de défense pour l'Allemagne. En outre, une victoire allemande assurera l'hégémonie du socialisme allemand sur celui des Français.
2. Après la Commune, cette thèse ne peut plus être soutenue : Marx reprend son rôle de secrétaire général de l'AIT et prend la défense de l'insurrection. Il publiera ainsi son célèbre ouvrage, *La Guerre civile en France* où, en contradiction totale avec ses propres idées, il défend le point de vue fédéraliste.

On insiste volontiers sur les prises de position internationalistes de Marx, mais les auteurs marxistes ont tendance à passer très rapidement sur la période qui précède la Commune. Dès 1844, Marx avait écrit que « le prolétariat allemand est le théoricien du prolétariat européen »[10], ce qui est, naturellement, une façon de légitimer sa position de leader : la vocation de la classe ouvrière allemande est ainsi toute tracée depuis le début. Le 20 juillet 1870, c'est-à-dire au début de la guerre, Marx écrit à Engels une lettre dans laquelle il expose que « les Français ont besoin d'être rossés. Si les Prussiens sont victorieux, la centralisation du pouvoir d'État sera utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande ». Marx continue encore :

5. Cité par F. Rude, in *De la Guerre à la Commune*, éd. Anthropos, p. 20-21.
6. *Ibid.*
7. Lettre à Ogarev, 31 août 1870.
8. Cité par F. Rude, *De la Guerre à la Commune*, éditions Anthropos, p. 19.
9. Cf. Bakounine, *Œuvres*, Champ libre, VII, p. 92.
10. Marx, Notes critiques relatives à l'article « Le roi de Prusse et la réforme sociale », in *Vorwärts*, 7 août 1844.

> « La prépondérance allemande transformera en outre, le centre de gravité du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale, de France en Allemagne ; et il suffit de comparer le mouvement dans les deux pays, depuis 1866 jusqu'à présent, pour voir que la classe ouvrière allemande est supérieure à la française tant au point de vue théorique qu'à celui de l'organisation. La prépondérance, sur la scène mondiale, du prolétariat allemand sur le prolétariat français serait en même temps la prépondérance de notre théorie sur celle de Proudhon. »

C'est incontestablement du seul point de vue de l'unité allemande qu'est subordonnée l'opinion de Marx sur l'avenir du mouvement ouvrier européen. Ainsi, lorsque le député socialiste de la Saxe, Wilhelm Liebknecht, opposé à l'hégémonie prussienne sur l'Allemagne, reproche à la Confédération de l'Allemagne du Nord d'être un instrument de la Prusse, et au Reichstag d'être « la feuille de vigne de l'absolutisme nu », il se fait traiter de prussophobe, d'austrophile fanatique, et, injure suprême, de *fédéraliste*. Car pour Marx, fédéraliste était une injure. Lorsque le même Liebknecht s'abstint lors du vote des crédits de guerre, il se fera violemment prendre à partie par Marx. En posant le problème en termes d'hégémonie d'une classe ouvrière sur l'autre, Marx ne fait que confirmer les craintes formulées par Bakounine sur la stratégie politique du marxisme : l'organisation du prolétariat en partis politiques sur des bases nationales aboutit à nier l'internationalisme.

Engels reprit l'idée de la lettre de Marx du 20 juillet. Le 15 août, il explique que la victoire allemande est nécessaire à l'avenir du prolétariat et se félicite de l'union sacrée qui existe en Allemagne. La masse du peuple allemand, dit-il, et toutes les classes ont compris que c'est l'existence nationale qui est en jeu, « et elles ont aussitôt réagi ». Prêcher dans ces conditions l'obstruction à la politique du roi et faire passer « toutes sortes de considérations secondaires au-dessus de l'essentiel, comme le fait Wilhelm » (Liebknecht), lui paraît impossible [11]. Les « considérations secondaires », en l'occurrence, sont évidemment l'opposition à la guerre et les déclarations internationalistes des ouvriers parisiens et saxons ; « l'essentiel » étant la guerre nationale qui doit souder l'unité nationale allemande. Engels dénonce même le chauvinisme des Français qui, faute d'en avoir « pris un bon coup », rend impossible la paix entre les deux pays !

Le 17 août 1870, Marx répond en approuvant l'analyse de son ami : « La guerre est devenue nationale », commente-t-il. L'argument de la guerre nationale fournit en effet à celle-ci sa propre justification, car elle répond à un dessein qui dépasse les intérêts particuliers ou dynastiques, elle est donc une guerre que le mouvement ouvrier allemand peut, et doit, soutenir. (C'est ainsi qu'on voit que les positions de la social-démocratie allemande au début de la Grande Guerre sont parfaitement cohérentes avec celles de Marx.)

2.3 La politique allemande de Marx à travers la guerre franco-prussienne

Lorsque le 4 septembre 1870 l'Empire français s'écroule sous les coups de l'armée prussienne, la section française de l'AIT lance un appel internationaliste demandant aux travailleurs allemands d'abandonner l'invasion et proposant une alliance fraternelle qui poserait les fondements des États-Unis d'Europe. Précisons que la direction londonienne de l'AIT n'a rien à voir avec cette initiative internationaliste : elle y est même opposée ! Marx ira même jusqu'à qualifier cet Appel de « ridicule ». Il a, dit-il, « provoqué parmi les ouvriers anglais la risée et la colère » [12].

La social-démocratie allemande répond favorablement à cet appel et ses dirigeants sont immédiatement arrêtés. Parmi eux se trouvent Liebknecht et Bebel qui, déjà en juillet, s'étaient abstenus lors du vote des crédits de guerre, déclarant qu'on ne saurait choisir entre Bismarck et Napoléon III. Malgré ses divergences avec la social-démocratie allemande, Bakounine n'hésita pas à « rendre justice aux chefs du parti de la démocratie socialiste » et à tous ceux qui eurent le courage de « parler un langage humain au milieu de toute cette animalité bourgeoise rugissante » [13].

11. Lettre d'Engels à Marx, 15 août 1870.
12. Lettre de Marx à Engels, 10 septembre 1870.
13. Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*, Champ libre, VIII, 58.

Il faut savoir que Marx fait à ce moment-là grand cas des ouvriers anglais, et surtout des dirigeants ouvriers avec qui il entretient des rapports équivoques, et qui se désintéressaient totalement de l'Internationale, ce qui ne l'avait pas empêché d'en faire coopter trois au Conseil général. Marx n'essaya jamais de susciter la création d'une section anglaise de l'AIT. Celle-ci ne se constitua que tardivement, et contre lui.

Les leaders des trade-unions se désintéressaient des questions idéologiques ou internationales et laissaient Marx agir à sa guise. Marx de son côté avait besoin des Anglais pour asseoir ses positions car il n'avait absolument aucun appui au niveau des fédérations existantes : il n'y avait même pas de fédération allemande, seulement une poignée d'adhérents individuels. L'appel de la section française de l'AIT[14] dut paraître à Marx trop radical pour être accepté par les dirigeants syndicaux anglais. De fait, ces derniers traitèrent plus tard les Communards de « bandits »…

Le 7 septembre, Engels écrit que les ouvriers français « prétendent à présent, parce que les victoires allemandes leur ont fait cadeau d'une république, que les Allemands doivent immédiatement quitter le sol sacré de la France sans quoi : guerre à outrance ! C'est tout à fait la vieille infatuation. » […] « J'espère que ces gens reviendront au bon sens une fois la dernière griserie passée, sans quoi il deviendrait diablement difficile de continuer avec eux des relations internationales. » Engels n'a pas tort de dire que les victoires prussiennes ont fait cadeau d'une république à la France, mais il s'agit de la république qui, de Versailles, organisera l'écrasement de la Commune de Paris.

Inquiet de voir le prolétariat parisien et le petit peuple s'agiter, Engels écrit encore le 12 septembre :

> « Si on pouvait avoir quelque influence à Paris, il faudrait empêcher les ouvriers de bouger jusqu'à la paix, et Bismarck sera prochainement en situation de la faire, soit par la prise de Paris, soit que la situation européenne l'oblige à mettre fin à la guerre. »

Ainsi, on constate que par deux fois, en 1870 comme en 1848 dans une situation révolutionnaire, Marx et Engels souhaitent briser l'élan populaire parce qu'il ne cadre pas avec leurs options stratégiques[15]. C'est ainsi que le 9 septembre, le Conseil général de l'AIT – c'est-à-dire Marx – publie une Adresse qui recommande aux ouvriers français :

1. de ne pas renverser le gouvernement, car ce serait une « folie désespérée »,
2. de « remplir leur devoir de citoyen »,
3. de ne « pas se laisser entraîner par les souvenirs nationaux de 1792 »[16].

Les ouvriers, dit encore l'Adresse, « n'ont pas à recommencer le passé mais à édifier l'avenir. Que, calmes et résolus, ils profitent de la liberté républicaine pour travailler à leur organisation de classe[17] ».

Décryptons : « Travailler à leur organisation de classe » signifie utiliser les institutions de la république bourgeoise pour développer une politique parlementaire et prendre le pouvoir par les urnes. Marx élude le fait que la victoire prussienne est aussi la victoire de la réaction en France (et en Allemagne). Ce n'est pas, en réalité, ce qui le préoccupe. C'est là, pense-t-il, le prix à payer pour l'instauration d'institutions parlementaires qui, à terme, assureront nécessairement la domination politique du prolétariat.

14. Il n'y avait pas de fédération française de l'AIT à cause de la répression, mais au contraire de l'Allemagne il existait de nombreuses sections bien vivantes.

15. Pendant la révolution de 1848-1849 en Allemagne, en application des schémas de leur toute nouvelle « méthode » historique, Marx et Engels estimèrent que l'heure était à la révolution bourgeoise et qu'il fallait donc favoriser l'accession de celle-ci au pouvoir. Marx décida alors de dissoudre la Ligue des Communistes, le premier parti communiste de l'histoire, afin de ne pas handicaper ce projet. Cela vaudra d'ailleurs à Marx et Engels d'être exclus du premier parti communiste de l'histoire. (Cf. Fernando Claudin, *Marx, Engels et la révolution de 1848*, Maspero, 1980.)

16. En février 1792, s'est constituée une alliance militaire entre l'Autriche et la Prusse menaçant la révolution. Le duc de Brunswick commit l'imprudence de lancer un manifeste qui menaçait des pires représailles les villes qui oseraient résister à l'invasion. Ce manifeste souleva l'indignation générale et suscita l'enthousiasme révolutionnaire. En septembre, la patrie est déclarée en danger, une levée en masse met sur pied une armée de volontaires qui, à Valmy, écrase l'armée prussienne. Dès lors, commença la période des guerres révolutionnaires : l'armée du Sud entre en Savoie, s'empare de Chambéry. Une autre armée passe le Rhin, prend Spire, Worms, Mayence, Francfort. L'armée de Dumouriez entre en Belgique et bat les Autrichiens à Jemmapes, occupe Mons et entre à Bruxelles sous les acclamations de la population. Marx et Engels étaient terrifiés à l'idée qu'une insurrection renouvelle la levée en masse de 1792.

17. Seconde Adresse du Conseil général sur la guerre franco-allemande, in *La Guerre civile en France*, Éditions sociales, 1968, p. 289.

Il est expressément dit dans les textes de Marx et d'Engels de cette époque, d'une part que la victoire allemande est une victoire du mouvement ouvrier allemand, et que la victoire allemande signifierait la subordination du mouvement ouvrier français au mouvement ouvrier allemand (« la prépondérance de notre théorie sur celle de Proudhon »). Les rapports entre classes ouvrières nationales sont perçus comme des rapports d'antagonisme national. La victoire prussienne réglerait une fois pour toutes la question nationale allemande : « Les ouvriers allemands pourraient s'organiser à l'échelle nationale, ce qu'ils ne pouvaient faire jusqu'ici. »

2.4 Modification d'optique de Marx : la Commune de Paris

La théorie de la guerre de défense, qui légitimait la guerre du côté allemand par l'idée que c'était la France qui l'avait déclenchée et que l'Allemagne n'en était que la victime, ne pouvait être soutenue indéfiniment. L'opinion révolutionnaire unanime et la résistance des masses parisiennes obligèrent Marx et Engels à modifier leur point de vue. Blanqui et Bakounine ont tous deux appelé dès le début à la guerre révolutionnaire, dénoncé les hésitations du gouvernement, prédit que l'hégémonie prussienne signifierait le triomphe de la réaction en Europe. Ce n'est que cinq mois plus tard que Marx reprend à son compte l'argument de la guerre révolutionnaire. Comme en 1848-1849, il n'adopte une approche révolutionnaire qu'au moment où le mouvement reflue.

Ce n'est que devant la collusion manifeste entre Bismarck et Thiers que Marx changera de point de vue. Celui qu'il prenait pour l'adversaire du bonapartisme – Thiers – est maintenant accusé d'avoir « précipité la guerre avec la France par ses déclarations contre l'unité allemande » et d'avoir accepté la paix à tout prix en implorant « la permission et les moyens de susciter la guerre civile dans son propre pays écrasé » [18]. Dès lors, le rôle involontairement progressif de Bismarck diminue, en même temps que s'élève la gloire des ouvriers parisiens vilipendés six mois plus tôt. *La Guerre civile en France* est l'expression de ce changement d'optique. Désormais, dit Marx, la guerre nationale est une « pure mystification des gouvernements destinée à retarder la lutte des classes ». La domination de classe, est-il encore dit, « ne peut plus se cacher sous un uniforme national, les gouvernements nationaux ne font qu'un contre le prolétariat » ! Ainsi la lutte des classes reprend sa place comme moteur de l'histoire ; on ne demande plus aux ouvriers français de « remplir leur devoir civique » – voter – ni de s'abstenir de renverser le gouvernement.

Le livre que Marx écrivit sur la Commune est souvent cité comme une expression typique de sa pensée politique, alors qu'il aborde cet événement d'un point de vue fédéraliste, c'est-à-dire en opposition totale avec ses idées. On connaît la célèbre formule d'Engels sur la Commune comme forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat [19]. Or les textes de Marx qui précèdent le livre ne laissent rien entrevoir de cette idée et les textes qui suivent n'y font jamais plus allusion. Bakounine lui-même d'ailleurs rend hommage à la Commune comme « négation désormais historique de l'État » [20], mais souligne qu'elle n'a pas eu le temps de réaliser grand-chose, que des contradictions internes multiples la paralysaient et que l'essentiel de son intérêt comme événement est de constituer un précédent.

Le *Manifeste communiste* se contentait de dire que la première étape de la révolution est la conquête du régime démocratique, c'est-à-dire le suffrage universel, ce que confirme Engels dans la préface des *Luttés des classes en France* [21]. Le *Manifeste* ne dit nulle part comment la conquête de la démocratie pourrait assurer au prolétariat l'hégémonie politique ; Engels dit simplement dans son projet de « Catéchisme » que le suffrage universel assurera directement, dans les pays où la classe ouvrière est majoritaire, la domination de cette dernière. Dans les pays où le prolétariat est minoritaire, sa domination sera assurée indirectement par l'alliance avec les paysans et avec les petits bourgeois qui dépendent du prolétariat en ce qui concerne leurs intérêts politiques, et qui devront par conséquent « se soumettre rapidement aux revendications de la classe ouvrière ». Engels précise

18. *La Guerre civile en France*, Éditions sociales, p. 182-183.
19. Préface de 1891 de *La Guerre civile en France.*
20. Bakounine, *Œuvres*, Champ libre, III, 213.
21. La révolution dont il est question dans le *Manifeste communiste* est la révolution démocratique, qui imposera le suffrage universel dans une société encore marquée par le féodalisme. La surimposition du discours léniniste sur ce que Marx avait réellement dit a conduit des générations de militants à réinterpréter les propos de Marx.

qu'alors une deuxième révolution sera peut-être nécessaire, mais que celle-ci ne pourra se terminer que par la victoire du prolétariat.

Or, précisément, l'observation attentive de la situation politique de l'Allemagne conduit Bakounine à la conclusion qu'une alliance politique avec la petite bourgeoisie ou avec la bourgeoisie radicale sur des bases parlementaires conduit inévitablement à l'assujettissement du prolétariat aux couches avec lesquelles il s'allie. Les vitupérations d'Engels, à la fin de sa vie, contre l'influence petite-bourgeoise dans le parti social-démocrate confirment plutôt ces craintes. Les conceptions du pouvoir d'inspiration blanquiste et jacobine domineront chez Marx malgré l'intermède momentané de la Commune, accompagnées d'un profond mépris pour tous les adversaires socialistes du jacobinisme.

Bien que ni Proudhon ni Bakounine n'y soient pour quoi que ce soit, ce sont les conceptions fédéralistes qui dominèrent dans la Commune de Paris : fédérations de communes décentralisées, substitution à l'appareil d'État de délégués élus et révocables, ce qui tranche considérablement avec l'apologie de l'œuvre de centralisation commencée par la monarchie, telle qu'on la trouve développée dans le *18-Brumaire*. Maintenant, Marx adhère à l'œuvre de la Commune, et l'Adresse du Conseil général de l'AIT, rédigée par lui, a été écrite en épousant le point de vue même des communards. Jusqu'à présent, la création d'une société socialiste était, pour le *Manifeste*, conditionnée à la création d'un État prolétarien démocratique issu du suffrage universel ou, pour les *Luttés de classes en France*, à la création d'un État dictatorial. L'approbation de l'œuvre de la Commune – et en 1871, Marx avait-il le choix ? – correspond donc à un renversement complet de son point de vue sur la question du pouvoir, à l'abandon du point de vue centraliste et au ralliement aux thèses proudhoniennes et bakouninistes (encore qu'il ne faille pas assimiler ces deux derniers points de vue), selon lesquelles la destruction de l'appareil d'État et l'instauration d'une structure politique décentralisée à laquelle le fédéralisme assure une cohésion d'ensemble, sont la condition préalable à l'instauration du socialisme.

Si la Commune fut une négation historique de l'État, comme le dit Bakounine, l'insurrection communaliste de Paris a inauguré la révolution sociale ; son importance ne réside pas dans les « bien faibles essais qu'elle a eu la possibilité et le temps de faire », mais dans les idées qu'elle a remuées, « la lumière vive qu'elle a jetée sur la vraie nature et le but de la révolution, les espérances qu'elle a réveillées partout, et par là même la commotion puissante qu'elle a produite au sein des masses populaires de tous les pays » [22]. Et il ajoute :

> « L'effet en fut si formidable partout, que les marxiens eux-mêmes, dont toutes les idées avaient été renversées par cette insurrection, se virent obligés de tirer devant elle leur chapeau. Ils firent bien plus : à l'envers de la plus simple logique et de leurs sentiments véritables, ils proclamèrent que son programme et son but étaient les leurs. Ce fut un travestissement vraiment bouffon, mais forcé. Ils avaient dû le faire, sous peine de se voir débordés et abandonnés de tous, tellement la passion que cette révolution avait provoquée en tout le monde avait été puissante [23]. »

Bakounine ne fut pas le seul à percevoir le contraste entre les positions antérieures de Marx et celles qu'il défend au moment de la Commune. Le biographe de Marx, Franz Mehring, note lui aussi que *La Guerre civile en France* est difficilement conciliable avec le *Manifeste* et que Marx y développe un point de vue proche de celui de Bakounine. « Si brillantes que fussent ces analyses, dit en effet Mehring, elles n'en étaient pas moins légèrement en contradiction avec les idées défendues par Marx et Engels depuis un quart de siècle et avancées déjà dans le *Manifeste communiste.* » […] « Les éloges que l'Adresse du Conseil général adressait à la Commune de Paris pour avoir commencé à détruire radicalement l'État parasite étaient difficilement conciliables avec cette dernière conception. » […] « On comprend aisément que les partisans de Bakounine aient pu facilement utiliser à leur façon l'Adresse du Conseil général [24]. » Madeleine Grawitz écrit à ce sujet : « Marx, vexé de voir la révolution éclater, comme il l'avait prévu, mais la jugeant à tort bakouniniste, arrive après la défaite à s'approprier un mouvement qui, non seulement l'ignore, mais se trouve opposé à toutes ses théories [25]. »

22. Bakounine, *Œuvres*, Champ libre, III, 166.
23. *Ibid.*
24. Franz Mehring, *Karl Marx, Histoire de sa vie*, Éditions sociales, p. 504.
25. Madeleine Grawitz, *Bakounine*, Plon, 1990, p. 467.

Les conceptions « libertaires » qui se sont imposées à Marx sous la pression des événements restent parfaitement opportunistes et isolées dans son œuvre, et ne correspondent en rien à sa pensée réelle ; elles répondent de façon irréfutable à une volonté de récupérer le mouvement. Irréfutable ? De nombreux réfugiés avaient afflué à Londres et Marx tentait de les rallier à lui, en particulier les blanquistes. Les communards ingrats ne se ralliant pas à lui, Marx écrira à Sorge, furieux :

> « Et voilà ma récompense pour avoir perdu presque cinq mois à travailler pour les réfugiés, et pour avoir sauvé leur honneur, par la publication de *La Guerre civile en France*[26]. »

Marx a donc « sauvé l'honneur » des Communards… Cette simple phrase révèle à la fois sa pensée réelle sur la Commune et le sens qu'il convient de donner à l'ouvrage qu'il écrivit à cette occasion. C'est un ouvrage opportuniste qui ne peut constituer une référence que pour ceux qui veulent déformer la véritable pensée de Marx et qui veulent lui donner une coloration « anarchiste ». *La Guerre civile en France* ne peut en aucun cas constituer une référence dans l'étude de la pensée de Marx.

D'ailleurs, celui-ci ne fera même pas allusion à la Commune dans sa *Critique du programme de Gotha* (1875). Engels ne fait qu'effleurer le sujet dans une lettre à Bebel sur ce même programme lorsqu'il propose de mettre à la place du mot « État » le mot germanique *Gemeinwesen* (Communauté), « excellent vieux mot allemand, répondant très bien au mot français "commune"[27] ».

Lorsque vingt ans plus tard Engels écrit dans la préface à l'édition allemande de *La Guerre civile* : « Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat », l'expression « dictature du prolétariat » n'a plus aucun sens. En 1850, elle signifiait dictature centralisée sans représentation populaire ; en 1891, sous la plume d'Engels, elle signifie hégémonie ouvrière à travers la conquête du parlement. N'écrit-il pas en effet la même année dans sa *Critique du programme d'Erfurt* :

> « Une chose est certaine, c'est que notre parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la république démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a montré la Grande Révolution française[28]. »

On est dans une confusion totale.

26. Lettre de Marx à Sorge, 9 novembre 1871.
27. Lettre à Bebel, 18 au 28 mars 1875, in *Sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme*, éditions du progrès, Moscou, 1973, p 170.
28. Marx-Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, p. 103, Éditions sociales ; Bakounine, *Protestation de l'Alliance.*

3. De Saint-Imier à la charte d'Amiens

BESANCENOT & LÖWY ont parfaitement raison de dire que la création de la CGT « renoue avec le mouvement unificateur qu'avait suscité la création de la Ire Internationale quarante années plus tôt ». Mais l'Internationale avec laquelle la CGT renoue n'est pas celle du Conseil général qui a exclu tout le mouvement ouvrier de l'époque, c'est celle de l'AIT dite antiautoritaire. À cette époque-là, il n'y a guère de marxistes révolutionnaires : ceux qui se revendiquent de Marx sont plutôt préoccupés de politique électorale et de réformes de façade, et passent beaucoup de temps à tenter d'exclure les « anarchistes » des congrès socialistes internationaux.

Je mets « anarchistes » entre guillemets parce que dans le discours de la social-démocratie allemande, est qualifié de tel tout militant qui parle de grève générale, et cela ne se limitait pas au mouvement anarchiste.

Après la mort de Bakounine, il s'est produit une rupture avec les principes que le révolutionnaire russe avait élaborés. Selon lui, l'Internationale devait conserver son caractère d'organisation de masse : les travailleurs ne devaient pas y adhérer sur la base d'une idée, d'un programme, mais sur la base de la solidarité réciproque et de la défense de leurs intérêts matériels. Il estimait que le mouvement ouvrier international n'était pas parvenu à un degré de développement homogène et qu'il faudrait de longues années de débats internes pour parvenir à cette homogénéité. En attendant, il fallait encourager ces débats, mais empêcher à tout prix l'imposition d'un programme unique pour l'Internationale – projet que Bakounine attribuait à Marx.

Pour parvenir à constituer une organisation internationale de masse luttant contre le système capitaliste, il ne faut pas commencer par exposer de grands principes théoriques, il faut s'adresser au prolétariat « non avec des idées générales et abstraites, mais avec la compréhension réelle de ses maux réels » [1]. L'opposition de Bakounine à l'adoption d'un programme unique et obligatoire se fondait également sur le fait que si un programme était adopté, cela conduirait inévitablement les partisans de courants différents à vouloir eux aussi imposer un programme, et alors « il y aurait autant d'Internationales qu'il y a de programmes différents » [2] : ce serait la dislocation de l'organisation.

Dès cette époque, on peut distinguer au sein de l'Internationale dite antiautoritaire, deux courants qui s'opposent. Cette opposition, qui existait déjà avant Saint-Imier, reste feutrée : dans son ouvrage monumental *L'Internationale, documents et souvenirs*, James Guillaume ne cherche pas à les mettre en évidence, mais leur présence est réelle. On pourrait les qualifier de « proto-syndicaliste révolutionnaire » et de « proto-anarchiste ».

Avec les syndicalistes, il y a James Guillaume, Bakounine, la fédération espagnole et pour un temps la fédération belge ; avec ceux qu'on commence à désigner comme « anarchistes » ; il y a Pierre Brousse, Andrea Costa, mais aussi Malatesta, Cafiero, la fédération italienne. Cette confrontation allait conduire à ce que je désigne comme une « rupture » avec le bakouninisme.

3.1 Saint-Imier : « l'acte fondateur » de l'anarchisme ?

Le congrès de Saint-Imier est parfois présenté comme « l'acte fondateur » de l'anarchisme. Il est vrai qu'après l'exclusion de Bakounine et de James Guillaume de l'Internationale, au congrès de La Haye en septembre 1872, puis après l'exclusion de la Fédération jurassienne, les autres fédérations de l'AIT désavouèrent ces exclusions. Marx se retrouva totalement isolé. Le congrès international de Saint-Imier fut en quelque sorte la manifestation de ce désaccord ; mais les fédérations qui contestaient les décisions de La Haye n'étaient pas toutes sur les positions de la Fédération jurassienne : certaines d'entre elles étaient ouvertement en faveur de la conquête du

1. Bakounine, *Protestation de l'Alliance.*
2. Bakounine, *L'Empire knouto-germanique.*

pouvoir par les élections. Le congrès international de Saint-Imier n'a pas été convoqué sur la base de l'adhésion à des principes « anarchistes », mais sur le principe que chaque fédération avait la possibilité de choisir sa propre voie pour l'émancipation des travailleurs, y compris la voie électorale. Il n'y a aucune ambiguïté sur ce point. Contrairement à ce qui est souvent dit, le congrès international de Saint-Imier ne fut donc pas l'« acte de fondation » de l'anarchisme.

Certes, il y avait, dans la Fédération jurassienne, des militants qui étaient sur des positions « anarchistes », opposés à la stratégie parlementaire. Mais l'AIT dite « antiautoritaire » n'était pas anarchiste ; elle était « anti-autoritaire » précisément parce qu'elle n'avait pas de programme obligatoire et que pouvaient cohabiter des fédérations qui avaient fait des choix différents, y compris parlementaires, mais qui s'entendaient sur l'exigence de solidarité ouvrière internationale. Cette autonomie des fédérations était totalement inacceptable pour Marx.

Or, après le congrès de Saint-Imier, le courant anarchiste (sans guillemets) va s'efforcer de remettre en cause ces principes. Au congrès de Verviers (Belgique), tenu en 1877, il va finir par imposer à l'AIT un programme unique, le programme anarchiste, c'est-à-dire qu'il va réaliser ce que Bakounine avait tenté à tout prix d'empêcher. Il va littéralement faire ce que Bakounine et ses camarades reprochaient à Marx de vouloir faire, et transformer ce qui restait de l'AIT en organisation « autoritaire », avec un programme unique. C'est après ce congrès que la Fédération belge, qui avait toujours été très proche de Bakounine, quitta l'AIT. Du coup, l'AIT disparaît, il ne restera plus que la Fédération jurassienne qui se transformera en groupe anarchiste affinitaire et terminera son existence avec moins de 400 adhérents. Et en 1878, la Fédération jurassienne décida de ne plus convoquer de congrès international. On peut dire que l'AIT « antiautoritaire » s'était littéralement évaporée. L'analyse des causes de la disparition de l'Internationale dite « antiautoritaire » reste encore à faire.

Pour les dirigeants social-démocrates, le terme « anarchiste » désignait tout militant opposé à la stratégie parlementaire et favorable à la grève générale. Cela incluait donc à l'époque ceux des socialistes et ceux des syndicalistes qui, bien que n'étant pas anarchistes, partageaient leurs vues sur l'action parlementaire et la grève générale.

Dans cette période qu'on pourrait qualifier de « transitoire », les pratiques n'étaient pas encore fixées : de nombreux militants socialistes avaient fait l'expérience de l'action parlementaire mais n'avaient pas été convaincus de son efficacité ; d'autres préconisaient l'action parlementaire comme une méthode parmi d'autres, mais n'excluaient pas le boycott des élections et la grève générale, selon les circonstances. Ce fut une période pendant laquelle il n'y avait pas de cloison imperméable entre anarchisme et socialisme.

3.2 L'héritage de Bakounine et de l'AIT

Pendant les vingt ans qui ont précédé la Première Guerre mondiale va se poser dans le mouvement ouvrier français la question de l'héritage de la Première Internationale et de Bakounine. Il y eut une rupture de continuité correspondant à une génération. Cette période contribua à éroder l'histoire et la mémoire, à les déformer.

La période que j'évoque ici est celle pendant laquelle le mouvement syndicaliste révolutionnaire et le mouvement anarchiste vont tenter, en France, de se réapproprier l'héritage de Bakounine. James Guillaume, qui vit maintenant en France, joue un rôle décisif dans cette réappropriation. Les deux courants héritiers de l'Internationale redécouvrent Bakounine grâce à un texte publié en 1869 dans *L'Égalité* de Genève, sous forme de quatre articles : il s'agit de « La Politique de l'Internationale », dont de larges extraits avaient été publiés en 1907 dans *Les Temps Nouveaux* et dans *Il Risveglio*[3]. Ce texte de Bakounine, qui est en quelque sorte son testament politique, va fournir l'occasion de débats, d'abord, puis de polémiques qui vont durer jusqu'à la déclaration de la guerre.

Sous le pseudonyme d'Isidine, Marie Goldsmith souligne « l'identité des idées syndicalistes avec les idées anarchistes ». Et elle ajoute : « Bakounine, dans son article "La Politique de l'Internationale", expose la ligne de conduite, qu'il voudrait voir suivre au mouvement ouvrier dans les termes tels que le mouvement syndicaliste actuel semble être la réalisation exacte de son programme[4]. »

3. Cf. [[http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/politique_de_l_internationale.pdf]]
4. « Le syndicalisme révolutionnaire et les Partis politiques en Russie », publié par *Les Temps Nouveaux* en juillet 1907.

Nombreux sont ceux qui tiennent pour acquis, au sein des courants issus de l'Association internationale des travailleurs antiautoritaire et de la Fédération jurassienne, que l'anarchisme était un produit de l'AIT et que le syndicalisme était un produit de l'anarchisme. Amédée Dunois, par exemple, affirme en juillet 1907 que l'anarchisme syndicaliste [5] « ressemblait comme un fils au collectivisme de l'Internationale » et qu'il « provenait en ligne directe de Bakounine » [6]. En effet, dans un premier temps, syndicalistes révolutionnaires et anarchistes s'accordent à reconnaître que Bakounine a été un précurseur du syndicalisme révolutionnaire : le syndicalisme révolutionnaire est la forme en action de l'anarchisme.

Dans un article paru en 1976, « Bakounine entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme », Maurizio Antonioli [7] montre le rôle décisif que James Guillaume joua dans cette réappropriation de l'héritage par les deux courants : il y a alors, dit-il, « une continuité politique idéale entre Bakounine et le syndicalisme ».

Mais, assez rapidement, des oppositions vont apparaître. Les deux courants évoluent d'une manière qui va les conduire à se confronter. Le syndicalisme révolutionnaire se trouve dans ce que Maurizio Antonioli appelle une « logique d'absorption », assumant à la fois la fonction d'organisation de masse et d'organisation spécifique. Il est accusé par certains anarchistes d'avoir des tentations « impérialistes », selon l'expression de Marc Pierrot ; les anarchistes vont reprocher au syndicalisme révolutionnaire de ne laisser aucune place à l'organisation fondée sur un « idéal », c'est-à-dire à l'organisation politique.

Il ne faut cependant pas voir les choses sous la forme d'une opposition entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme. De nombreux militants ont répondu à l'« Appel aux anarchistes » de Fernand Pelloutier (1899), mais beaucoup d'entre eux ne l'avaient pas attendu pour s'impliquer avec beaucoup de dévouement et de zèle dans l'activité syndicale. Lorsque les critiques anarchistes du syndicalisme apparaissent, la CGT a fait, si on peut le dire, « le plein » de militants anarchistes ouvriers : les critiques viennent surtout de ceux des anarchistes qui sont restés à la marge, pour qui l'action strictement anarchiste est la seule à laquelle ils peuvent s'adonner parce que leur occupation professionnelle ne leur permettait pas de se syndiquer : ce sont eux qui diront que l'activité revendicative est inutile.

Un débat va s'engager sur la question de l'« automatisme », une idée attribuée à tort à Bakounine, selon laquelle il y aurait un déterminisme inéluctable conduisant le travailleur engagé dans la lutte revendicative et quotidienne, vers la conscience révolutionnaire. Or ce n'est pas ce que Bakounine a dit : le révolutionnaire russe dit bien que le point de départ de l'action révolutionnaire consiste dans la prise en compte des intérêts immédiats, des problèmes quotidiens du travailleur (la « compréhension réelle de ses maux réels ») ; il ne dit pas que cette prise en compte aboutit *inévitablement* à la conscience révolutionnaire. C'est là une condition nécessaire, mais pas suffisante.

3.3 Deux structures fédérées

Dans la vision de Bakounine, l'Internationale était constituée de deux structures fédérées entre elles : une structure « verticale » constituée de « sections de métiers » (l'équivalent des syndicats) et une structure géographique, ou interprofessionnelle constituée des « sections centrales » (l'équivalent des Bourses du travail ou unions locales, ou en Italie des *Camere del Lavoro*). Les sections de métier étaient chargées de la lutte quotidienne sur le lieu de travail. C'est là où les travailleurs se trouvaient confrontés le plus directement aux patrons et que, à travers la lutte quotidienne et la pratique de la solidarité, ils prenaient conscience de l'opposition radicale entre Capital et Travail.

Dans la conception bakouninienne de l'organisation, les « sections centrales » ne représentent aucune industrie particulière « puisque les ouvriers les plus avancés de toutes les industries d'une localité s'y trouvent réunis ». Ce sont en quelque sorte les Bourses du travail, c'est-à-dire des structures interprofessionnelles qui représentent l'idée même de l'Internationale. Leur mission est de développer cette idée et d'en faire la propagande : l'émancipation non seulement des travailleurs de telle industrie ou de tel pays, mais de tous les pays. Ce sont

5. On ne parlait pas encore « d'anarcho-syndicalisme ».
6. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam, août 1907*, La Publication sociale, Paris, 1908, p. 65.
7. Traduction française : éditions Noir & Rouge, 2014.

des centres actifs où se « conserve, se concentre, se développe et s'explique la foi nouvelle ». On n'y entre pas comme ouvrier spécial de tel métier mais comme travailleur en général.

Le rôle de la section centrale est donc un rôle éminemment *politique*. Implantée dans la localité sur des bases géographiques, elle rassemble les travailleurs sans considération de profession afin de donner aux sections de métier une vision et des perspectives qui dépassent le cadre étroit de l'entreprise. Elle permet, en premier lieu, à l'ensemble des travailleurs d'une localité d'être informés de leurs situations respectives et, éventuellement, d'organiser le soutien en cas de nécessité.

Bakounine affirme une correspondance entre ces deux processus, entre ces deux instances organisationnelles fédérées entre elles, et c'est leur synthèse qui constitue l'organisation de classe dans les formes qui lui permettront de constituer un substitut à l'organisation étatique. À ceux qui pensent qu'une fois leur mission accomplie – la création d'une puissante organisation – les sections centrales devraient se dissoudre, ne laissant plus que des sections de métier, Bakounine déclare que ce serait une grave erreur, car la tâche de l'AIT « n'est pas seulement une œuvre économique ou simplement matérielle, c'est en même temps et au même degré une œuvre éminemment politique »[8]. (*Je souligne.*)

En d'autres termes, Bakounine ne limite pas l'organisation de masse des travailleurs à une simple fonction de lutte économique : en retirant à l'AIT ses sections centrales, on retirerait à l'organisation le lieu où peut se faire une élaboration politique, une réflexion indispensable des travailleurs sur les finalités de leur action. Cela répond aux accusations de Marx et Engels qui reprochaient à Bakounine de ne pas vouloir « faire de politique ». Au contraire de Marx et Engels, Bakounine ne faisait simplement pas de politique parlementaire.

Unifiant dans un premier temps les travailleurs sur la base de leurs intérêts immédiats, l'organisation de classe est aussi le lieu où s'élabore et où se met en œuvre la politique qui mènera à leur émancipation. Le fait a été largement établi que, lorsqu'une bureaucratie syndicale ou un parti politique entend renforcer son contrôle sur l'organisation syndicale, ils s'efforcent avec acharnement à liquider ou à réduire le rôle des structures interprofessionnelles[9].

L'importance donnée par Bakounine aux sections centrales dans sa théorie de l'organisation semble avoir échappé à de nombreux anarchistes : ce sont des instances éminemment politiques. Le débat entre « automatisme » (les travailleurs parviennent à la conscience révolutionnaire par la seule expérience des luttes) et « idéal » (les travailleurs ont besoin d'une intervention extérieure, politique, pour développer une activité révolutionnaire), serait pour Bakounine l'exemple même du faux débat.

Notons que la double structuration de l'Internationale décrite par Bakounine – verticale et horizontale – correspond encore, formellement du moins, à la structuration de la CGT aujourd'hui avec ses syndicats et fédérations d'industrie d'une part, et ses unions locales, régionales, etc., de l'autre.

3.4 Le syndicat suffit à tout

Les anarchistes constituèrent une part importante, mais pas exclusive, des effectifs des syndicalistes révolutionnaires dans la CGT. En effet, certains anarchistes n'approuvaient pas l'investissement dans le syndicalisme, et la presse anarchiste de l'époque donne de nombreux exemples de militants protestant contre l'idée que « le syndicat suffit à tout » : pourtant on ne trouve rien chez Bakounine qui puisse justifier ce point de vue. Bien au contraire : quel que soit le niveau d'exigence qu'on puisse avoir envers une organisation de masse comme l'AIT, il pensait qu'il y avait des limites à ce qu'on pouvait lui demander, limites liées précisément à son hétérogénéité : on ne peut demander à une institution plus qu'elle ne peut donner, faute de quoi on la démoralise : « L'Internationale, en peu de temps, a produit de grands résultats. Elle a organisé, et elle organisera chaque jour d'une manière plus formidable encore le prolétariat pour la lutte économique », mais on ne pourra pas « se servir d'elle comme d'un instrument pour la lutte politique »[10]. L'œuvre de l'Internationale est éminemment politique mais l'organisation ne doit pas servir d'outil entre les mains d'un parti.

8. Protestation de l'Alliance.
9. Cf. « À propos de l'Alliance syndicaliste », p. 34, sq. [[http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/Alliance_syndicaliste_A5.pdf]]
10. Bakounine, *Écrit contre Marx*.

Il est donc clair que l'AIT – autrement dit l'organisation syndicale – ne peut pas « suffire à tout ». Il doit y avoir autre chose. Les militants qui se plaignaient que le développement de l'organisation spécifique anarchiste était handicapé par l'hégémonie syndicale, ce que Maurizio Antonioli appelle « l'absorption des énergies par le mouvement syndical », auraient pu s'inspirer du modèle de l'« Alliance » bakouninienne (Alliance internationale de la démocratie socialiste).

L'Alliance, société « secrète » de Bakounine et de ses amis, avait pour fonction de regrouper les cadres révolutionnaires et de coordonner leur activité de propagande et d'organisation. L'activité de cette Alliance obsédait Marx et le rendait complètement paranoïaque. Elle s'est dissoute en tant que société secrète pour devenir une section régulière de l'Internationale. Son plus grand titre de gloire est sans doute la création de la section régionale espagnole de l'AIT. En novembre 1868, Giuseppe Fanelli arrive en Espagne pour y répandre les idées de l'Internationale. En juin 1870 se tient à Barcelone un congrès dont les délégués représentent 40 000 travailleurs, lors duquel est constituée la Fédération ouvrière régionale d'Espagne.

À l'examen, on peut déterminer les fonctions qu'assumait ce groupe : faire de la propagande, développer l'Internationale ; inciter les ouvriers à s'organiser ; agir pour garantir l'indépendance de l'organisation par rapport aux manœuvres de récupération politique. Contrairement à ce que pensent certains anarchistes, l'Alliance n'était donc pas une « fédération anarchiste-communiste » avant la lettre, elle n'était pas non plus un groupe anarchiste spécifique dans le sens où on l'entend aujourd'hui : elle était un groupe cohérent qui agissait de manière concertée à l'intérieur de l'organisation de masse. Elle était littéralement une fraction à l'intérieur de l'organisation de masse. Non pas une fraction destinée à prendre le contrôle de l'organisation au profit d'une organisation extérieure à la classe ouvrière, comme l'avait ordonné l'Internationale communiste, mais une fraction anarchiste dont la fonction était de garantir l'autonomie de l'organisation de masse, de garantir que les décisions n'étaient pas prises à l'extérieur de l'organisation.

Précisons qu'à l'époque, le socialisme d'obédience marxiste se limitait à préconiser le recours à l'action parlementaire. Il n'y avait pas, dans le mouvement ouvrier, d'autre organisation révolutionnaire que l'Alliance bakouninienne qui, d'une certaine manière, expérimentait et « essuyait les plâtres ».

Le problème de la constitution de la minorité révolutionnaire et de son rôle s'était donc posé dès la période de l'AIT, et elle se reposera au début du XXe siècle : devait-elle être sélectionnée à l'intérieur du syndicat, comme le voulait James Guillaume, ou à l'extérieur, comme le voulait Malatesta ? Je pense, encore une fois, que Bakounine aurait vu là un faux problème. Il ne fait aucun doute, cependant, que Bakounine aurait fermement condamné deux sortes d'attitudes :

— Il n'aurait jamais admis que ces minorités révolutionnaires instrumentalisent simplement le mouvement de masse au bénéfice de leurs idées, ce que Malatesta exprime en disant que « nous voulons faire de la propagande et profiter du mouvement ouvrier au bénéfice de notre cause » [11], ou Jacques Mesnil en exigeant de « rester complètement anarchiste, dans les syndicats comme ailleurs » [12]

— Il aurait condamné l'attitude de ceux qui refusent de s'impliquer avec force dans le mouvement de masse, ce que Libero Merlino exprime en reprochant aux anarchistes de s'être « jetés la tête la première dans le mouvement syndical » [13], formulation qui suggère clairement l'extériorité totale des anarchistes par rapport au mouvement de masse.

De fait, Marc Pierrot était médecin, Jacques Mesnil journaliste et Libero Merlino avocat.

La question du rôle des intellectuels, pour Bakounine, ne se pose pas en termes de direction, comme ce sera le cas pour Lénine, mais de collaboration. Le révolutionnaire russe est totalement dénué d'illusion et de complaisance à l'égard aussi bien des socialistes bourgeois, qu'il appelle également les « exploiteurs du socialisme », que des ouvriers embourgeoisés.

11. E. Malatesta, « Ancora tra Guillaume e Malatesta », in *Volontà*, 21 mars 1914.
12. J. Mesnil, « L'Esprit révolutionnaire », in *Les Temps Nouveaux*, 13 mars 1909.
13. L. Merlino, « Esperimento sindacalista », in *Volontà*, 22 juin 1913.

3.5 L'organisation révolutionnaire

La réflexion sur l'organisation de la minorité révolutionnaire à l'époque de Bakounine et de Marx doit éviter l'anachronisme qui consiste à aborder la question dans les termes où elle s'est présentée avec l'apparition de l'aile radicale de la social-démocratie – le bolchevisme – au début du XXe siècle. Il faut garder à l'esprit que les débats qui ont marqué la rupture du marxisme révolutionnaire avec la IIe Internationale n'ont pas encore eu lieu ; il faut aussi se rappeler que le marxisme tel qu'il apparaissait à l'époque était essentiellement parlementaire.

Dans les années 1860-1870, on assiste à des tentatives non abouties de constituer une organisation révolutionnaire. Personne à l'époque n'a trouvé de solution acceptable. Si Bakounine oscille entre organisation publique et organisation secrète – les organisations ouvrières sont illégales en France, en Italie, en Espagne, en Belgique, et sévèrement réprimées –, les organisations secrètes en question sont plus des réseaux de militants qui correspondent entre eux qu'une instance qui prétend se poser en direction du prolétariat international. L'objectif principal est de regrouper les militants actifs et décidés, afin de constituer des cadres révolutionnaires, tâche qui, chronologiquement, semble naturelle lorsqu'on veut imprimer une certaine orientation à une organisation de masse.

Bakounine a posé le problème de l'organisation des révolutionnaires et de ses rapports avec les masses. Il l'a posé en opposition à la stratégie politique de Marx, électoraliste et parlementaire. Les successeurs de Marx oublient volontiers que, pendant la révolution de 1848, en Allemagne, existait une organisation révolutionnaire, la Ligue des Communistes, que Marx et Engels ont dissoute. Dans une large mesure, il s'agit d'une période de tâtonnements, et les modalités d'organisation des révolutionnaires n'apparaissent pas avec l'évidence et les certitudes que développera plus tard un Lénine. On peut noter d'ailleurs que l'essentiel de la critique léninienne de la social-démocratie allemande, qui fonde le bolchevisme, a déjà été faite trente ans auparavant par Bakounine.

Ce dernier n'a pas trouvé de solution au problème qu'il a posé. On sait maintenant que Lénine non plus. Il reste que Bakounine a développé une théorie de l'organisation du prolétariat qui mérite mieux que les simplismes réducteurs de ses adversaires et aussi, il faut le dire, parfois de ceux qui se réclament du même courant que lui.

La description de l'organisation faite par Bakounine constitue une véritable anticipation de ce que sera l'anarcho-syndicalisme. Il se place dans la continuité de Proudhon qui entendait remplacer la démocratie politique fondée sur le suffrage universel par la démocratie industrielle. Cette approche a été partagée par une fraction du parti bolchevik, l'Opposition ouvrière d'Alexandra Kollontai et de Chliapnikov, qui furent d'ailleurs accusés d'« anarcho-syndicalisme ».

3.6 Le congrès anarchiste de 1913

Pendant des années, une partie des anarchistes français avait reproché à la direction syndicaliste révolutionnaire de la CGT de ne pas en faire assez, alors même qu'elle se heurtait à une formidable répression policière et à l'opposition interne croissante des réformistes. En 1912 avait été organisée une grève générale contre la guerre qui approchait. Cette grève générale avait en quelque sorte sauvé l'honneur du mouvement ouvrier français – il n'y eut rien d'équivalent en Allemagne – mais avait épuisé l'organisation et avait donné lieu à une terrible répression, aussi bien contre les syndicalistes que contre les nombreux anarchistes qui y avaient activement participé.

Dans un article commentant ce congrès, Francis Delaisi écrit :

> « Mais il est clair que cette "gymnastique révolutionnaire[14]" ne saurait se faire de façon continue. Après tout mouvement d'ensemble, il faut une période de recueillement ; toute bataille, même victorieuse, laisse dans l'organisme des blessures qu'il faut panser, des pertes qu'il faut réparer si l'on veut reprendre ensuite un effort plus vigoureux[15]. »

14. L'expression est d'Émile Pouget.
15. *Les Temps Nouveaux*, 23 août 1913.

L'extériorité du mouvement anarchiste se manifeste dans l'incapacité de percevoir le lien (« dialectique », oserais-je dire…) qui peut exister entre action revendicative – identifiée au « réformisme » – et action révolutionnaire, certains anarchistes affirmant ne vouloir se mêler que d'activités menant directement à la révolution, à l'exclusion de toute autre. Il est évident que dans ces conditions, ces anarchistes n'avaient pas grand-chose à faire dans les organisations de masse en dehors de la « propagande anarchiste » visant à recruter.

Une fraction du mouvement anarchiste d'avant la Grande Guerre ne suivait donc pas du tout ceux de leurs camarades qui s'étaient engagés avec enthousiasme dans l'action syndicale. Pour l'avocat Libero Merlino, par exemple, les syndicalistes ne sont « rien d'autre que réformistes revus et corrigés » […] « parce qu'ils ne sont pas anarchistes » [16]. Pour le docteur Marc Pierrot, il n'y a « aucune différence entre syndicalistes réformistes et syndicalistes révolutionnaires », parce que « les uns et les autres ne réclament que des réformes » [17]. En d'autres termes, on ne doit agir que si ça mène directement à la révolution, sinon, on attend…

Il fallut attendre le congrès anarchiste tenu en août 1913 à Paris pour « normaliser » en quelque sorte les relations entre anarchisme et syndicalisme. Le congrès fut organisé par la Fédération communiste anarchiste, les groupes des Temps Nouveaux, les journaux *Le Libertaire*, *Les Temps Nouveaux*, *Le Réveil anarchiste ouvrier*. Furent présents environ 130 délégués représentant 60 groupes (24 de Paris et 36 de province). Ce congrès fut marqué par une vigoureuse prise de distance avec l'individualisme. Sébastien Faure souligna l'« abîme infranchissable » qui séparait les conceptions communistes et individualistes – ce qui ne l'empêcha pas de « réintroduire » l'individualisme dans l'anarchisme lorsqu'il développa en 1928 l'idée de « synthèse » entre communisme, syndicalisme et individualisme…

Le compte rendu fait par *Les Temps Nouveaux* du 23 août 1913 et les commentaires qui le suivent relatent longuement la question syndicale. On y lit « qu'il est important que les anarchistes se mêlent aux syndicats afin d'y semer des sentiments révolutionnaires et l'idée de la grève générale expropriatrice ». À la suite de ce congrès qui, enfin, voyait s'établir une certaine cohésion entre anarchistes français, se tinrent de nombreuses conférences régionales. Notons cependant que la fédération du Sud-Est, qui tint son congrès à Lyon, admettait toutes les tendances – individualistes compris – mais s'opposait à l'action syndicale.

Ce n'est donc qu'à la veille de la guerre que le mouvement anarchiste français réussira à s'organiser à peu près sur le plan national. Des fédérations régionales se constituent partout. Un congrès anarchiste international devait se tenir à Londres en août 1914. Le déclenchement de la guerre allait mettre un terme à ces projets d'union internationale.

En septembre 1913, le syndicaliste révolutionnaire Alfred Rosmer avait déclaré que « la majeure partie des anarchistes français étaient en dehors de la CGT ». Le congrès anarchiste d'août 1913 le confirme : parmi les militants invités à commenter ce congrès, un certain F. L. écrit dans *Les Temps Nouveaux* du 23 août 1913 : « D'un autre côté, comme il est manifeste que, depuis quelque temps, l'influence exercée par nos camarades sur le mouvement syndical a sensiblement diminué, il était devenu également nécessaire de nous demander si nous avions toujours fait dans le syndicat ce que nous devions toujours faire. »

Cette interrogation, sous forme d'euphémisme, arrivait un peu tard.

3.7 La Charte d'Amiens

L'influence de James Guillaume, le compagnon de Bakounine, sur le mouvement syndicaliste révolutionnaire français fut décisive. Le mouvement ouvrier français se caractérisait à cette époque par l'adhésion au mythe de l'unité. Tous les travailleurs devaient être réunis dans la même organisation syndicale. Incontestablement, c'est un héritage du bakouninisme qui préconisait une organisation de masse unique, sans programme politique défini mais axé sur la solidarité internationale et les luttes directes contre les patrons.

Dans le mouvement ouvrier français, les scissions sont considérées avec beaucoup de désapprobation – ce qui n'a jamais empêché les scissions, d'ailleurs. Mais il y a toujours une certaine dose de mauvaise conscience

16. Ce garçon finira mal, il adhérera au fascisme en 1926.
17. M. Pierrot, *La Conférence de Bertoni*.

chez les scissionnistes : c'est pourquoi on reprend en général le nom de l'organisation dont on a scissionné, et on ajoute « unitaire »…

La politique internationale des bolcheviks après la Révolution russe fera table rase de la question de l'unité.

Dans un premier temps, il fut recommandé de détacher les travailleurs de l'influence des réformistes et d'encourager les scissions. Mais cette attitude aura vite fait de montrer ses effets catastrophiques. Lorsqu'il sera devenu évident que la révolution mondiale n'était plus à l'ordre du jour et que le reflux révolutionnaire était irrévocable, les dirigeants communistes russes changeront leur fusil d'épaule, réalisant que plus il y a d'adhérents dans une organisation syndicale, plus il y a de recrues potentielles pour le parti communiste[18].

Dans la période qui nous intéresse – c'est-à-dire avant la Grande Guerre –, il y avait les partisans de Jules Guesde, un marxiste rigide et très orthodoxe, qui avait fondé le Parti ouvrier de France. Ce parti intégrera plus tard la SFIO (section française de l'Internationale socialiste) dans laquelle il deviendra un courant minoritaire. Guesde était sur des positions social-démocrates classiques, qu'on retrouve chez Kautsky, puis chez son élève Lénine, concernant la division du travail entre parti et syndicat, et la subordination du second au premier. Guesde entendait que la CGT se soumette au parti socialiste, suscitant une vigoureuse opposition, non seulement chez les syndicalistes révolutionnaires, mais aussi chez les réformistes non affiliés à un parti, et chez de nombreux socialistes eux-mêmes.

À l'opposé de la position de Jules Guesde, il y avait celle de Jean Jaurès, qui avait compris que les syndicalistes révolutionnaires étaient incontournables, que se couper d'eux était se couper de la classe ouvrière, et qu'il fallait faire preuve de souplesse. C'est pourquoi son courant du mouvement socialiste n'était pas, en principe, opposé à l'idée d'indépendance syndicale.

La question sera réglée en 1906 lors du fameux congrès d'Amiens, lors duquel sera votée une motion qui deviendra célèbre.

Cette charte, qu'on considère à tort comme constitutive du syndicalisme révolutionnaire, reprend dans une large mesure le programme bakouninien – *mais pas totalement* :

— « disparition du salariat et du patronat »,

— « reconnaissance de la lutte de classe, qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression »,

— « coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires »,

— mais en même temps le syndicalisme « prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste »,

— le syndicalisme « préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale ».

Ce sont là des thèmes parfaitement bakouniniens, en particulier le dernier : l'organisation de lutte contre le système capitaliste aujourd'hui constitue l'anticipation de l'organisation qui demain va se substituer à l'État et à l'organisation capitaliste de la société. Cette idée, Bakounine ne l'a pas inventée : on la retrouve chez d'autres militants de l'Internationale tels que César De Paepe. Et elle est particulièrement significative de la pensée de Proudhon.

La charte d'Amiens reconnaît la liberté pour tout syndiqué de « participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors ». Les organisations confédérées n'ont pas à se « préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale ».

18. Voir : « IIe congrès de l'Internationale communiste (1920). – Les illusions des syndicalistes révolutionnaires tombent », `http://monde-nouveau.net/spip.php?article462`

Ce document fut désigné, je l'ai dit, comme le texte fondateur du syndicalisme révolutionnaire. Ce n'est pas exact. Il est le signe avant-coureur du déclin du syndicalisme révolutionnaire. Car ce qui est significatif, c'est *ce qui ne figure pas dans le texte*.

« Pas un mot dans la Charte à propos de la lutte contre l'État et de la dénonciation contre ceux qui prétendent qu'il peut devenir un instrument de libération, rien non plus concernant les analyses à produire à l'encontre des partis politiques et des illusions parlementaires [19]. »

Et rien non plus sur l'antimilitarisme.

En 1906 les syndicalistes révolutionnaires étaient l'élément le plus actif et le plus dynamique de la CGT, mais précisément parce que l'adhésion était ouverte, d'autres courants s'y trouvaient également : les guesdistes qui voulaient subordonner l'organisation au parti, et un fort courant socialiste réformiste, qui ne contestait pas l'idée de l'indépendance syndicale, mais s'opposait fermement à la fois aux syndicalistes révolutionnaires et aux guesdistes. Et l'influence de ce courant grandissait au détriment des syndicalistes révolutionnaires. Ceux-ci restaient encore puissants, mais leurs positions s'érodaient parce que de nouvelles fédérations, réformistes, avaient rejoint la CGT, et le renouvellement des mandats leur devenait peu à peu défavorable.

Lors du congrès d'Amiens eut donc lieu une alliance tactique entre syndicalistes révolutionnaires et socialistes réformistes contre le guesdisme ; une alliance qui est le résultat de la conjonction de (au moins) deux facteurs : la montée irrépressible de la stratégie électorale à laquelle il était difficile de résister ; la volonté qu'avaient les syndicalistes révolutionnaires de préserver le plus possible l'identité du mouvement syndicaliste dans un contexte de mutation radicale de la société. La charte d'Amiens est, à l'évidence, un document de compromis lié au fait que les syndicalistes révolutionnaires ne pouvaient pas affronter seuls les tentatives de subordination de l'organisation syndicale aux guesdistes. C'est aussi un document qui définit des choix stratégiques lourds – et le fait qu'on s'y réfère encore aujourd'hui, même si c'est pour en travestir l'esprit, n'est pas, lui, fortuit.

Et le fait que les syndicalistes révolutionnaires de cette période cherchaient une légitimation dans les textes de Bakounine n'est pas, lui non plus, fortuit. C'est ainsi que René Chaughi publie dans *Les Temps Nouveaux*, peu après le congrès d'Amiens, un article intitulé « Bakounine et le syndicalisme » constitué en fait presque intégralement de citations de Bakounine extraites de « Politique de l'Internationale » [20]. L'auteur veut montrer que

> « ...la place des ouvriers n'est pas parmi les politiciens même soi-disant socialistes ; elle est au syndicat, là où s'accomplit "la lutte solidaire contre les patrons". Bakounine était donc "syndicaliste", bien avant que le syndicalisme fût créé. Cette idée de la prépondérance du point de vue économique et de l'abstention en matière politique, était toute neuve en 1869. Le Conseil général de l'Internationale, comme aujourd'hui l'état-major du parti socialiste, ne la partageait point. »

Dire, avec Gaston Leval, que Bakounine fut littéralement le « fondateur » du syndicalisme révolutionnaire est évidemment faux. Le syndicalisme n'a pas eu besoin de Bakounine pour exister. Il ne fait cependant pas de doute que Bakounine fut un précurseur du syndicalisme révolutionnaire [21].

La Charte d'Amiens ne fut rien d'autre qu'un document de compromis destiné à préserver une partie de l'héritage du syndicalisme révolutionnaire – mais pas toute – et ajouterai-je, une partie de l'héritage de Bakounine et de l'Association internationale des travailleurs. Elle est le symptôme d'une régression du syndicalisme révolutionnaire, qui s'aggraverait en 1908 après la terrible répression de grèves liées à la construction du métro parisien, lors desquelles de nombreux travailleurs furent tués par la troupe, et après la crise interne très grave que traversera l'organisation en 1909 – une crise qui favorisera grandement le courant réformiste.

19. « L'anarchosyndicalisme, l'autre socialisme », Jacky Toublet, Préface à *La Confédération générale du travail* d'Émile Pouget, Éd. CNT-Région parisienne, 1997. Également : `http://monde-nouveau.net/spip.php?article25`

20. R. Chaughi, « Bakounine et le syndicalisme », *Les Temps Nouveaux*, 26 janvier 1907.

21. Cf. Gaston Leval, *Bakounine, fondateur du syndicalisme révolutionnaire*, `http://www.monde-nouveau.net/spip.php?article3`

4. Anarchistes et syndicalistes révolutionnaires face à la Révolution russe

LA RÉVOLUTION RUSSE fut un événement d'une portée énorme pour le mouvement ouvrier international, et en particulier pour le mouvement libertaire et syndicaliste révolutionnaire, dont le soutien enthousiaste était fondé sur ce que les militants pouvaient savoir sur les événements qui se déroulaient en Russie. Mais que savait-on de la répression anti-ouvrière qui se mit en place presque aussitôt après la prise du pouvoir par les bolcheviks ? Quelle connaissance en avaient les militants ouvriers en dehors de la Russie ? Peu de chose jusque vers 1920. Peu à peu, cependant, les informations commencèrent à filtrer.

La question est importante parce les militants révolutionnaires qui se rendront en Russie soit comme simples témoins, soit comme représentants d'organisations politiques ou syndicales pour participer au congrès de fondation de l'Internationale communiste ou à celui de l'Internationale syndicale rouge, devront se forger une opinion sur la nature du régime afin de rendre compte une fois rentrés au pays. Les organisations auront à décider de leur adhésion au Komintern et à l'Internationale syndicale rouge en fonction des rapports rédigés par les délégués qu'elles envoyèrent en Russie : faut-il soutenir le pouvoir communiste russe ou non ? Ces choix seront décisifs dans la bolchevisation ultérieure de ces organisations.

Aujourd'hui, l'ampleur de la répression anti-ouvrière dans la Russie post-révolutionnaire ne suscite plus beaucoup de doute auprès de l'opinion militante : les faits ne sont plus contestés. Il s'agit donc de déterminer si les délégués qui ont assisté au congrès de fondation de l'Internationale communiste et à celui de l'Internationale syndicale rouge savaient ce qui se passait en Russie. Car le processus de la répression et de la terreur se mit en place en Russie immédiatement après le coup d'État bolchevik : on néglige souvent le fait que la Tchéka fut créée en *décembre 1917*. Les premières victimes de la répression communiste furent naturellement les anarchistes.

Ne pouvant contester leur qualité de révolutionnaire, les bolcheviks tenteront de faire passer les anarchistes pour des « bandits ». La criminalisation des opposants politiques fut une constante. Bien entendu, ce sont les bolcheviks qui décidaient qui était « criminel ». Mais la raison pour laquelle le pouvoir craignait les anarchistes et les réprimait se trouvait dans leur soutien au contrôle ouvrier et aux comités d'usine. « Le combat des bolcheviks pour instaurer le contrôle par le parti et l'État, au lieu du contrôle par les travailleurs eux-mêmes, devint un combat contre "l'anarchisme bourgeois" [1]. »

Sous le prétexte d'une occupation d'immeubles organisée par la Garde noire pour s'opposer aux nationalisations et à la liquidation des comités d'usine, la Tchéka attaque les « anarcho-bandits » dans la nuit du 12 au 13 avril 1918 : il y eut 30 morts, 600 anarchistes furent arrêtés. La plupart des anarchistes furent « liquidés », ou libérés s'ils acceptaient de se taire et de collaborer avec le régime.

Pierre Broué, qu'on ne peut soupçonner d'antipathie à l'égard des bolcheviks, résume parfaitement la question : « Comment les bolcheviks pourraient-ils accepter la libre confrontation des idées et la libre compétition dans les élections aux soviets quand ils savent que les neuf dixièmes de la population leur sont hostiles », et sachant par ailleurs que les mencheviks et les anarchistes représentent désormais « une force réelle parmi les ouvriers » [2] ?

À partir de novembre 1918, la classe ouvrière russe est définitivement écrasée. Les mesures destinées à supprimer la démocratie ouvrière furent mises en œuvre très rapidement : interdiction des journaux d'opposition, arrestation et exécution de militants mencheviks et anarchistes en avril 1918. Il y a, à ce moment-là, de brutales répressions de grèves ouvrières. Dès novembre 1918, l'État bolchevik avait largement pris en main l'ensemble

1. Frederick I. Kaplan, *Bolshevik Ideology and the Ethics of Soviet Labour*, Peter Owen, London, p. 147.
2. Broué, *Le Parti bolchevique*, p. 156.

des rouages politiques et économiques du pays et mis en place un appareil de répression jamais vu. On pourrait multiplier les indicateurs montrant le début de la contre-révolution, *dès avant la guerre civile* :

— le Politburo devient le seul organe dirigeant du parti ;

— l'appareil du parti se centralise complètement ;

— décembre 1917-janvier 1918 : les élections dans les syndicats sont remplacées par les nominations par les instances du parti ;

— automne 1918 : liquidation des comités d'usine ; les soviets sont épurés des partis non bolcheviks ;

— mars-août 1918 : désarmement des gardes rouges ; retrait de tout pouvoir aux soviets locaux ; les membres des soviets sont nommés par l'appareil du parti ; répression des SR de gauche et des anarchistes et suppression de leurs journaux ;

— la police est prise en main : centralisation de la Tchéka.

Ce qu'on appelle la « Révolution d'octobre » fut en fait un coup d'État. En effet, le IIe congrès panrusse (c'est-à-dire de toute la Russie) des Soviets devait se réunir peu avant la date du coup d'État bolchevik et devait poser le problème de la prise du pouvoir par les soviets – un point de l'ordre du jour dont il n'était pas douteux qu'il serait accepté. Mais cela n'arrangeait pas les bolcheviks parce que cela aurait instauré une « légalité soviétique », avec pluralité des partis, qu'il leur aurait été difficile de remettre en cause ensuite[3].

En prenant le pouvoir par un coup de force et en le remettant aux soviets le lendemain, on avait donc l'impression que ces derniers avaient pris le pouvoir. En court-circuitant le congrès des soviets, les bolcheviks se fabriquaient une popularité auprès des masses . Il fallait donc faire vite et prendre les soviets de vitesse, alors même que les bolcheviks étaient en position favorable dans les soviets. Lénine est fébrile : « …Il existe au Comité Central et dans les milieux dirigeants du parti, un courant ou une opinion en faveur de l'attente du Congrès des Soviets et hostile à la prise immédiate du pouvoir, hostile à l'insurrection immédiate. Il faut vaincre ce courant ou cette opinion. » Laisser échapper l'occasion et attendre le congrès des Soviets « serait une idiotie complète ou une trahison complète »[4].

Et pour pousser le parti à adopter son point de vue, Lénine menace de démissionner : « Je dois présenter ma demande de démission du Comité Central, ce que je fais, en me réservant de faire de la propagande, dans les rangs du parti et au congrès du parti. Car ma conviction la plus profonde est que, si nous "attendons" le Congrès des Soviets et laissons tout de suite échapper l'occasion, nous causons la perte de la révolution[5]. »

La correspondance de Lénine à cette époque montre la fébrilité avec laquelle il pousse le parti à l'insurrection :

> « Les bolcheviks n'ont pas le droit d'attendre le Congrès des Soviets, ils doivent prendre le pouvoir sur-le-champ. Ce faisant, ils sauvent la révolution mondiale […] Temporiser est un crime. Attendre le Congrès des Soviets, c'est faire preuve d'un formalisme puéril et déshonorant ; c'est trahir la révolution[6]. »

Si le congrès des soviets avait pris le pouvoir, il aurait créé une légalité soviétique qui entérinait la pluralité des partis en son sein – précisément ce que les bolcheviks ne voulaient pas.

La prise du palais d'Hiver s'était effectuée presque sans pertes. Dans la période qui suivit immédiatement la prise du pouvoir, Lénine fit preuve d'un idéalisme touchant. Une question importante se posa, rapporte Trotski dans *Ma Vie* : comment s'appellerait le nouveau gouvernement ? « Surtout pas de ministres ! Le titre est abject, il a traîné partout », dit Lénine.

> « On pourrait dire "commissaires", proposai-je ; mais il y a beaucoup trop de commissaires à présent… Peut-être "hauts-commissaires"… Non, "haut-commissaire" sonne mal… Et si on mettait :

3. Ce processus est parfaitement décrit dans Arthur Lehning, *Anarchisme et Marxisme dans la Révolution russe*, éd. Spartacus.

4. « La crise est mûre », 27 sept. 1917, *Œuvres*, t. 26, p. 68-79, Paris-Moscou.

5. *Ibid.*

6. Lénine, Lettre au comité central, au comité de Moscou, au comité de Petrograd, aux membres bolcheviks des Soviets de Petrograd et de Moscou, 5 [18] octobre 1917.

"commissaires du peuple" ?… » – "Commissaire du peuple ?" Ma foi, il me semble que cela pourrait aller… reprend Lénine. Et le gouvernement dans son ensemble ?

– Un soviet, bien entendu, un soviet… Le soviet des commissaires du peuple, hein ?

– Le soviet des commissaires du peuple ? s'écrie Lénine. C'est parfait. Ça sent terriblement la révolution[7] !… »

Manifestement, Trotski ne se rendait pas compte qu'en rapportant cette anecdote, il démontrait que le pouvoir avait changé dans ses formes mais pas dans sa nature…

L'anarchiste Efim Yartchouk, délégué de Kronstadt au Soviet de Petrograd, répondit en quelque sorte par anticipation à ce dialogue reproduit par Trotski. Lorsque la constitution du gouvernement fut annoncée au soviet, il s'exclama : « Quel gouvernement ? Nous n'avons besoin d'aucun gouvernement ! » ; et lorsque la création du soviet des commissaires du peuple fut annoncée, il s'écria : « Quel soviet des commissaires ? Qu'est-ce que c'est que cette invention ? Tout le pouvoir doit aller aux soviets locaux ! »

Interrogé, avant la prise du pouvoir, sur le fait que personne ne savait faire fonctionner le mécanisme gouvernemental, Lénine avait répondu : « N'importe quel ouvrier saura faire fonctionner un ministère au bout de quelques jours. Cela ne demande aucune connaissance spéciale. Les fonctionnaires assureront le travail. » Et pour l'argent, lui demanda-t-on alors, comment ferez-vous, puisque vous comptez annuler l'ancienne monnaie ? « Nous ferons marcher la planche à billets. On en imprimera autant qu'il faudra[8] » , répondit Lénine. C'est d'ailleurs exactement ce qu'il fit. C'est donc fort de ces saines conceptions de politique économique que le parti prit le pouvoir.

Mais l'état de grâce ne dura pas. Lorsque les masses ouvrières et paysannes se rendirent compte que le programme bolchevik était totalement vide, qu'il se réduisait à… prendre le pouvoir et à émettre des formules creuses du genre : « Les masses elles-mêmes créeront leur pouvoir », elles se tournèrent vers d'autres organisations. Les mencheviks gagnaient beaucoup de terrain dans les syndicats et les soviets, au point que les bolcheviks, dont la popularité baissait, furent contraints de dissoudre les instances dans lesquelles les élections avaient donné la majorité aux mencheviks ou aux socialistes-révolutionnaires. « Les bolcheviks poussèrent les mencheviks dans la clandestinité, juste à la veille des élections au cinquième congrès des soviets durant lequel les mencheviks pensaient remporter des gains significatifs[9]. »

Tant qu'eurent lieu des élections libres, la domination des bolcheviks dans les soviets baissa dès le printemps de 1918 avec la montée spectaculaire des mencheviks et des SR aux élections. C'est l'intervention armée des bolcheviks qui brisa le processus en excluant les opposants des instances élues.

Les bolcheviks « inventaient des explications à dormir debout pour justifier les expulsions » mais « les accusations selon lesquelles les mencheviks avaient été mêlés à des activités contre-révolutionnaires sur le Don, dans l'Oural, en Sibérie, avec les Tchèques, ou qu'ils avaient rejoint les pires des Cent-Noirs n'avaient bien sûr aucun fondement »[10]. Les recherches récentes confirment cette thèse. Les mencheviks avaient décidé de ne se livrer qu'à une opposition légale et avaient condamné toute action armée contre le régime. Tout militant qui contrevenait à cette consigne était exclu.

Pratiquement dès les premiers mois de la révolution, la classe ouvrière russe s'opposa au pouvoir bolchevik qui fut obligé, dès le mois de juin 1919, de former un « Comité de défense de Moscou » doté de pouvoirs extraordinaires pour faire face à la montée des troubles. Il fallut une intense répression pour que les troubles cessent. Au début de 1921, des unités de l'armée furent appelées pour réprimer des ouvriers en grève : certaines refusèrent d'ouvrir le feu et furent remplacées par des détachements de communistes armés qui, eux, n'eurent pas d'états d'âme.

Lorsque plusieurs usines se mirent en grève, certains régiments furent désarmés et consignés dans leurs casernes, par crainte de fraternisations. « Moscou fut placé sous la loi martiale tandis que des détachements

7. Léon Trotski, *Ma Vie*, Le livre de poche, p. 392.
8. David Shub, *Lénine*, Idées-Gallimard, p. 204.
9. Israel Getzler, *Martov*, p. 179, Cambridge University Press.
10. Israel Getzler, *Martov*, op. cit.

communistes et des unités fidèles de l'armée montaient la garde vingt-quatre heures sur vingt-quatre devant les usines[11]. »

Dans toute la Russie, « les grèves furent endémiques pendant les neuf premiers mois de 1920 » et « au cours des six premiers mois de 1920 des grèves se produisirent dans 77 % des grandes usines et des entreprises de taille moyenne » – selon des sources soviétiques[12]. En 1919, dans la province de Petrograd, pour une population de 109 100 ouvriers, il y eut 52 grèves touchant 65 625 grévistes. En 1920, il y eut 73 grèves touchant 85 645 grévistes. En février et mars 1921 « l'agitation ouvrière reprit dans le cadre d'une vague nationale de mécontentement […]. Des grèves générales, ou des conflits très étendus, touchèrent Petrograd, Moscou, Saratov et Ekaterinoslav[13].

On connaît la grève générale de Petrograd, à laquelle est liée l'insurrection de Kronstadt. Les bolcheviks répliquèrent par la plus sévère des répressions. Les mouvements de grève furent d'une ampleur exceptionnelle, pendant et après la guerre civile. La répression de ces mouvements également. Comme disait Zinoviev au IIe congrès de l'Internationale communiste – auquel participèrent de nombreuses délégations étrangères : « La dictature du prolétariat est en même temps la dictature du Parti communiste[14]. » Il semble que beaucoup de délégués, en particulier certains délégués syndicalistes révolutionnaires français, n'entendirent pas ces paroles.

Contrairement à l'idée reçue, la répression contre les organisations de gauche s'est un peu atténuée pendant la guerre civile, pour des raisons évidentes : le pouvoir en place avait besoin de toutes les énergies. La répression reprit de la vigueur après la guerre civile. Il fallait en effet éliminer toute alternative socialiste capable de concurrencer les bolcheviks au pouvoir. La guerre civile terminée avec la prise de Vladivostok le 25 octobre 1922, l'attitude des bolcheviks à l'égard des partis socialistes concurrents se durcit, d'autant qu'on constate une grave désaffection de la classe ouvrière envers les bolcheviks. En 1920, le gouvernement ne dissimulait même pas que la majorité de la classe ouvrière russe était devenue anticommuniste. Beaucoup d'ouvriers quittaient le parti.

Le danger passé, il n'était plus concevable de laisser les mencheviks ou les socialistes révolutionnaires étendre leur audience dans le mouvement ouvrier, pas plus que les anarchistes qui connaissent un essor considérable. En réalité, la désaffection du prolétariat envers le parti bolchevik n'était pas un signe de dépolitisation, elle était le corollaire de l'influence croissante des courants politiques rivaux.

Il faut avoir à l'esprit que la question de la démocratie dans le parti bolchevik ne commence à se poser que lorsque la liberté pour toutes les autres formations révolutionnaires a été liquidée. La célèbre phrase, prononcée à la conférence de Leningrad le 3 décembre 1927, attribuée à Boukharine, mais dont Tomski (l'un des deux « syndicalistes » de la direction du parti) est l'auteur, n'est pas une formule de style : « Sous la dictature du prolétariat, il se peut qu'il existe deux, trois, voire quatre partis, mais à la seule condition que l'un soit au pouvoir et les autres en prison[15]. »

4.1 Soutien à la Révolution russe

Les militants ouvriers français furent informés relativement tôt de la situation en Russie, grâce à la presse libertaire. Pendant un temps prédomina au sein du mouvement libertaire le sentiment de solidarité envers une révolution prolétarienne imparfaite, certes, mais qui avait renversé l'État tsariste et instauré un régime fondé sur les soviets, c'est-à-dire des institutions qui ressemblaient à des Bourses du travail. Pendant environ deux ans, très peu d'informations filtrent de Russie, soumise au blocus. Les anarchistes se sentent tenus par une sorte de devoir de réserve, pour ne pas donner du grain à moudre à la réaction[16].

Certains anarchistes ont tout simplement rallié les bolcheviks, comme Victor Serge, qui déclara : « Le temps n'est plus où l'on pouvait se désintéresser de la mêlée sociale et se croire anarchiste parce qu'on était

11. Richard Sakwa, *Soviet Communists in Power : A Study of Moscow During the Civil War, 1918-21*, London, Macmillan, July 1988.
12. *Ibid.*
13. J. Aves, *Workers Against Lenin : Labour Protest and the Bolshevik Dictatorship* (International Library of Historical Studies, 6, 1996).
14. Débats et documents du Deuxième Congrès, 1920.
15. Cité par Pierre Broué, *Le Parti bolchevique*, ch. X, « La lutte de l'opposition unifiée ». On attribue parfois cette citation à Trotski, d'autres fois à Boukharine, à tort. Il est vrai qu'on ne prête qu'aux riches…
16. Pour les réactions du mouvement libertaire face à la Révolution russe, voir l'excellent ouvrage de David Berry, *Le Mouvement anarchiste en France*, coédition Les Éditions libertaires/Noir & Rouge.

végétarien [17]. » Pourtant, les informations critiques arrivent rapidement. *Le Libertaire* du 13 juillet 1919 reproduit un article signé Rhillon, « L'Avenir de la Révolution russe », dans lequel l'auteur déclare : « Toute liberté de discussion et de réunion, toute liberté de presse fut supprimée ; les moyens les plus abjects furent employés contre les opposants révolutionnaires. »

Sébastien Faure était resté discret sur la répression anti-ouvrière en Russie pour ne pas donner d'arguments aux ennemis de la révolution, mais à partir du 19 décembre 1920 il publie une série d'articles intitulée « Mon opinion sur la dictature » [18], dans lesquels il attaque l'hégémonie du Parti communiste et l'idée de « période transitoire », en se fondant sur le constat qu'un parti qui exerce la dictature n'abandonnera jamais le pouvoir. Un système de répression est forcément pris dans une logique de renforcement permanent du pouvoir. C'est dans cet esprit que Sébastien Faure s'exprima le 11 février 1921 : « En ce qui concerne la dictature, je m'étais personnellement promis de n'en rien dire, tant j'avais le désir de ne pas prononcer une parole, de ne pas écrire une ligne qui pût être prise pour une désapprobation [19]. »

Pour de nombreux militants, les soviets étaient apparus au début comme l'adaptation à la Russie des Bourses du travail [20]. Les comités d'usine n'étaient que la mise en application des principes du syndicalisme révolutionnaire. Le caractère particulier pris par la révolution à ses débuts, ainsi que l'éloignement, firent que beaucoup de militants étaient convaincus que les bolcheviks étaient des bakouniniens qui mettaient en place une authentique démocratie ouvrière à cent lieues du parlementarisme réformiste. Monatte pouvait ainsi écrire dans *L'Humanité* du 29 septembre 1920 que le soviétisme était « le frère de notre syndicalisme ».

De même, dans un article de *La Vie ouvrière* du 10 septembre 1919, intitulé « Les idées dévastées », Alfred Rosmer fait un parallèle entre la forme soviétiste et le syndicalisme révolutionnaire :

> « Et la Révolution russe, par la forme soviétiste qu'elle a revêtue et qui l'apparente si étroitement à ce qu'il [21] avait conçu lui-même, ne devrait-elle pas lui être deux fois chère ? Le Soviet local désigné par tous les travailleurs et par eux seuls, qui est le premier organe du nouveau régime, ne correspond-il pas au Conseil d'un Comité intersyndical ou d'une Bourse ? »

La première traduction de *L'État et la Révolution* de Lénine date de 1919. Le livre, présenté comme l'expression de la doctrine léniniste de l'État, contribua à accréditer la fable, qui frise l'escroquerie intellectuelle, d'un rapprochement avec les thèses anarchistes. C'est ce qui explique que les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires aient accueilli favorablement le texte, qui a contribué à les convaincre du caractère libertaire de l'idéologie bolchevik, pour lequel l'État de transition commence à disparaître à peine créé. Le livre de Lénine, dit Rosmer, fut « pour les révolutionnaires situés hors du marxisme orthodoxe, syndicalistes et anarchistes, une agréable révélation. Jamais pareil langage ne sortait de la bouche des marxistes qu'ils connaissaient. Ils lisaient et relisaient cette interprétation de Marx à laquelle ils n'étaient pas accoutumés [22]. » Pour Joaquin Maurin, *L'État et la Révolution* était le livre qui créait un pont doctrinal qui reliait le bolchevisme au syndicalisme révolutionnaire et à l'anarchisme [23].

Le rejet, par les bolcheviks, de l'héritage parlementariste de la social-démocratie semble avoir été déterminant [24]. Les similitudes entre les positions du syndicalisme révolutionnaire et celles des bolcheviks expliquent l'adhésion de nombre de militants au communisme. Ces similitudes seront surtout soulignées par les bolcheviks eux-mêmes, soucieux d'attirer à eux les militants ouvriers les plus actifs. Charbit, Hasfeld, Martinet, Monatte, Monmousseau, Rosmer, Sémard et d'autres en firent partie.

Enfin, on pensait que la Révolution russe n'était que le prélude à la révolution mondiale, et on ne regardait pas de trop près ce qui se passait en Russie : « La révolution cessera bientôt d'être russe pour devenir européenne », écrit Monatte à Trotski le 13 mars 1920. Tom Mann, un syndicaliste révolutionnaire britannique (et fondateur en

17. Victor Serge Kibaltchiche, « Lettre de Russie », *Le Libertaire*, n° 94, 7 novembre 1920.
18. *Le Libertaire*, n° 104, 14 janvier 1921 ; n° 107, 4 février 1921 et n° 132, 29 juillet 1921.
19. Cité par Maitron, *op.cit.*, p. 44.
20. Ce fait m'a été confirmé par de vieux militants français qui avaient été contemporains des événements.
21. Le syndicaliste révolutionnaire.
22. Maitron, *op. cit.*
23. *España Libre*, 6 nov. 1960, cité par W. Thorpe.
24. Lénine se plaignait que la lutte antiparlementaire avait été abandonnée aux anarchistes.

1921 du parti communiste britannique), dira : « Bolchevisme, spartakisme, syndicalisme révolutionnaire, tout cela signifie la même chose sous des noms différents. »

Il régna donc pendant un moment une certaine confusion, puisque peu après l'arrestation de Monatte, le 3 mai 1920, pour complot contre la sûreté de l'État, la police arrêta des dirigeants d'une « Fédération communiste des soviets » et d'un « Parti communiste », tous deux de tendance… anarchiste !

Nombre de militants libertaires connus pour leur intransigeance à défendre l'individu se convertirent – momentanément pour la plupart – en partisans de la dictature du prolétariat, parmi lesquels André Lorulot, E. Armand, Mauricius et Charles-Auguste Bontemps [25], ce dont aucun ne se vantera par la suite. Lorulot écrira que « la dictature de fer du prolétariat » sera une « dictature des élites sur les brutes », montrant par là une vision essentiellement élitiste et méprisante pour les masses [26].

L'individualiste Mauricius déclare dans *C.Q.F.D.* que Trotski et Lénine lui sont sympathiques et qu'il coopérerait plus volontiers avec eux qu'avec « la horde de mufles, d'incohérents et de nullités qui ont la prétention d'incarner l'anarchie », ceux pour qui « l'anarchie consiste à se contempler le nombril, à déménager à la cloche de bois et à pratiquer l'amour libre » [27].

Une Union anarchiste se constitua alors en novembre 1920 dont le premier congrès affirma : « La Révolution russe est un fait considérable […] Elle porte, au moins à son origine, la forte empreinte du communisme libertaire. »

Le soutien à la Révolution russe persista jusqu'en 1921, malgré l'expression de quelques réserves. Avec la fin de la guerre civile, les communications furent rétablies : des observateurs sont envoyés en Russie tandis que les témoignages affluent.

La répression prit une telle ampleur en Russie que *Le Libertaire* ouvrit en 1921 une rubrique intitulée « Dans les prisons russes »… Mais la Russie était assiégée par les troupes alliées et il fallait malgré tout défendre la révolution. Les anarchistes français participèrent aux mouvements de protestation contre l'intervention des troupes alliées. Ce n'est qu'après la défaite de la contre-révolution que le silence fut rompu.

Pourtant, il y eut des avertissements venant de l'équipe du journal *Les Temps Nouveaux*, qui publia des lettres d'anarchistes et de socialistes révolutionnaires russes. Malheureusement, Kropotkine et Jean Grave, qui dirigeaient cette revue, avaient été discrédités dans le mouvement anarchiste à cause de leur signature, en 1916, du « Manifeste des Seize » en faveur de la guerre. Ils avaient perdu leur crédibilité et leurs avertissements ne furent pas entendus.

4.2 Les informations arrivent

Si jusqu'à la fin de la guerre civile presque rien ne filtrait de Russie, le séjour qu'y firent de nombreux délégués politiques et syndicaux venus assister au IIe congrès du Komintern et aux travaux préparatoires du congrès de l'Internationale syndicale rouge permit à ceux qui ne restaient pas aveuglés de connaître la nature réelle du régime. Il n'est plus possible d'affirmer qu'« on ne savait pas ».

Marcel Vergeat, qui disparaîtra dans des circonstances mystérieuses à son retour de Russie, reconnaît que la Révolution russe « n'est pas anarchiste », mais « elle est la révolution sociale et c'est déjà quelque chose » [28]. Le Ier congrès de l'Union anarchiste reconnaît que la Révolution russe « porte, au moins à son origine, la forte empreinte du communisme libertaire concrétisé par la formule éternelle : ouvrier, prends la machine, prends la terre, paysan ».

25. Charles-Auguste Bontemps écrivit dans *Le Libertaire* du 28 novembre 1920 que la dictature « est un mal, mais un mal nécessaire » et qu'elle seule peut « aider à installer un système communiste ».

26. « Cela nous rappelle un manifeste signé vers 1922 par des personnalités du mouvement individualiste français, parmi lesquelles figuraient Manuel Dévaldès et André Lorulot, personnalités qui se déclaraient, sans y adhérer, favorables au régime bolchevique, alors en train d'assassiner la Révolution russe, et attaquaient Sébastien Faure qui menait campagne contre cet assassinat… » (Gaston Leval, *La Crise permanente de l'anarchisme.*)

27. Jean Maitron, *op. cit.*, p. 42.

28. Maitron, II, p. 43.

> « L'active défense par les anarchistes de la Révolution russe durant ces années s'explique non seulement parce qu'elle était la révolution sociale, mais encore parce que cette révolution était en danger, menacée d'intervention étrangère, et qu'il était impensable que les anarchistes fissent chorus avec ses pires ennemis[29]. »

Lepetit, qui disparut en même temps que Vergeat, écrit dans *Le Libertaire* du 8 juin 1919 que les travailleurs russes « ont esquissé la première ébauche de révolution sociale que le monde ait connue ». On peut lire dans ce même numéro du *Libertaire* que « la dictature du prolétariat s'impose donc pendant cette période difficile comme une triste nécessité ».

Il existe un petit livre publié en 1923, *Répression de l'anarchisme en Russie soviétique* publié par le « groupe des anarchistes russes exilés en Allemagne » constitué de rescapés du système policier soviétique[30]. C'est un avertissement au mouvement ouvrier occidental, pour l'informer de la tournure contre-révolutionnaire que prenaient les événements dans la Russie soviétique. L'ouvrage est composé de deux parties. La première traite de la répression farouche dont furent victimes les militants anarchistes russes dès les premiers mois suivant octobre 1917. La seconde partie est constituée d'une liste – non exhaustive – de 178 noms de militants anarchistes tués, emprisonnés ou expulsés par le régime bolchevique. La version française contient en plus les noms de trois militants français, également victimes de cette répression pour n'avoir pas relayé le discours officiel des autorités et dénoncé les attaques contre les anarchistes : Raymond Lefèvre, Marcel Vergeat, Jules Lepetit (pseudonyme de Louis Bertho).

L'examen attentif de la liste de noms est extrêmement instructif car elle révèle que la plupart des hommes et des femmes qui sont mentionnés sont des révolutionnaires de longue date, certains ayant même participé à la révolution de 1905 ; et que la plus grande partie d'entre eux sont des ouvriers ou employés modestes.

L'introduction d'André Colomer est directement adressée à ceux des militants syndicalistes révolutionnaires français qui viennent de soutenir l'adhésion de la CGTU à l'Internationale syndicale rouge :

> « Cet ouvrage a été dédié aux ouvriers révolutionnaires français dont l'organisation syndicale – la CGTU – vient, par son adhésion à l'Internationale syndicale rouge, de se mettre sous la tutelle du gouvernement bolcheviste. Nos camarades qui ont encore, au dire de Trotski et de Zinoviev, tant de préjugés fédéralistes et autonomistes, verront, à la lecture de ces pages, le sort qui leur sera réservé quand ils prétendront s'occuper eux-mêmes de l'organisation du travail, au lendemain de la prise du pouvoir par les "Communistes". »

Berlin était alors une plaque tournante pour tous ceux qui allaient en Russie ou en revenaient. De nombreux militants syndicalistes révolutionnaires et anarcho-syndicalistes s'y rencontrèrent pour la première fois : en 1920 Augustin Souchy y rencontra Rudolf Rocker et Fritz Kater. Borghi et Pestaña s'étaient arrêtés à Berlin lors de leur retour et rencontrèrent les principaux dirigeants syndicalistes révolutionnaires allemands. De retour de Russie, Gaston Leval également avait fait une pause à Berlin. La plupart des militants russes qui réussissaient à s'échapper ou qui étaient expulsés se retrouvaient inévitablement à Berlin. Il n'est donc pas étonnant que d'intenses débats aient eu lieu dans la capitale allemande.

Après la fin de la guerre civile et la défaite des armées blanches, les anarchistes qui hésitaient à prendre ouvertement position ne se sentent plus tenus à un soutien inconditionnel. Rudolf Rocker avait publié dès mai 1920 une brochure extrêmement critique contre le régime, *Le Système des soviets ou la dictature du prolétariat* ?

Les anarchistes russes avaient commencé à lancer des appels dans la presse occidentale, reproduits dans *Le Libertaire*. Wilkens, de retour de Russie, où il a passé six mois, publie des chroniques très hostiles au régime. On peut lire de plus en plus fréquemment des articles sur les prisons russes. Cependant, l'information reste tout de même très fragmentaire. Les échos de l'écrasement, en mars 1921, de l'insurrection de Kronstadt ne parviennent que tardivement : le fait ne sera évoqué dans *Le Libertaire* que le 30 décembre 1921. Quant au mouvement makhnoviste, qui sera défait en août 1921, il est accueilli avec hostilité par le mouvement libertaire, qui, conditionné par la propagande communiste, lui dénie la qualité d'anarchiste !

29. Ibid.
30. Voir le livre sur : `http://monde-nouveau.net/spip.php?article361`

Des meetings sont maintenant organisés contre la dictature en Russie. Le IIe congrès de l'Union anarchiste condamne sans réserves la dictature du prolétariat : « Il aurait fallu être aveugle pour ne point voir que la dictature, non seulement est inutile à la sécurité d'une révolution, mais encore qu'elle est néfaste à l'évolution de cette révolution [31]. »

Avec l'envoi en 1921 de délégués au IIe congrès de l'Internationale communiste et aux réunions préparatoires de la création de l'Internationale syndicale rouge, les informations commencent à circuler, mais malheureusement de nombreux délégués ne surent pas sortir des parcours fléchés que les autorités leur avaient tracés.

Ceux des délégués qui avaient un minimum d'expérience de l'action syndicale reçurent plusieurs chocs à leur arrivée au IIe congrès de l'Internationale communiste. La lecture du *Gauchisme, maladie infantile du communisme*, de Lénine, leur révéla la hargne polémiste avec laquelle les dirigeants russes traitaient ceux qui ne partageaient pas leurs vues. Quant à *Terrorisme et communisme*, dans lequel Trotsky ne parle que de centralisation, de discipline, de répression et de militarisation du travail, le texte eut un effet glaçant. Il fallait être sourd et aveugle pour ne pas, au moins, se poser des questions sur la nature réelle du régime qui était en train d'être mis en place.

Le métallurgiste Vergeat et l'ouvrier du bâtiment Lepetit furent stupéfaits de ce qu'ils virent en Russie, comme le montre leur correspondance. Ils se rendaient bien compte des immenses efforts accomplis par la population russe, mais en tant que travailleurs ils étaient affectés par l'exclusion totale des travailleurs russes de toute décision dans ce qui était censé être une révolution ouvrière [32] – ce qui contredit quelque peu les affirmations de Besancenot & Löwy selon lesquels les bolcheviks auraient aidé les masses à « organiser la socialisation de la production, à la base »…

Vergeat et Lepetit ne se contentaient pas des parcours fléchés qu'on imposait aux délégués et se renseignaient sur les conditions de vie de la population russe plus souvent qu'ils n'assistaient aux séances du congrès. Dans une lettre au *Libertaire*, Lepetit se plaint que le congrès ne présentait aucun intérêt en dépit du battage qui était fait. Il y écrivit également une série d'articles dénonçant les exactions de la Tchéka.

Lepetit constate également que la plupart des délégués arrivaient en étant convaincus d'avance, séduits par le prestige de la révolution. Ces délégués, dit-il, ne s'intéressent pas aux discussions sérieuses et acceptent à la quasi-unanimité les thèses des bolcheviks. Ce n'est pas un congrès, dit-il encore, mais une réunion où on vient pour « approuver les ordres et les décisions de l'Église » [33]. Dans ce même numéro des 7-14 janvier 1921, *Le Libertaire* faisait publier un appel pathétique des anarcho-syndicalistes russes au prolétariat mondial : « Camarades, mettez fin à la domination de votre bourgeoisie tout comme nous l'avons fait ici. Mais ne répétez pas nos erreurs : ne laissez pas le communisme d'État s'établir dans vos pays ! »

Lepetit avait déclaré à Wilkens que le moment était venu pour les syndicalistes révolutionnaires de l'Ouest de prendre position sur les problèmes de la révolution [34]. Il fallait, disait-il, soutenir la Révolution russe mais Lepetit ne pensait pas que le communisme d'État fût la bonne solution : au contraire, il tue la révolution. La formule de « dictature du prolétariat » est spécieuse, dit-il encore. Il déclare vouloir défendre sans pitié son point de vue au congrès des minoritaires de la CGT, qui doit se tenir en France en septembre 1921. On sait qu'il n'y parviendra jamais.

Armando Borghi, le délégué de l'Union syndicale italienne, rapporte dans son autobiographie que Vergeat et Lepetit étaient les plus intransigeants des syndicalistes révolutionnaires étrangers dans leur opposition aux bolcheviks [35]. Les deux autres délégués français étaient Cachin et Froissard qui rentrèrent en France et se firent les plus fanatiques partisans du Komintern. Annie Kriegel, dans son étude sur la tragédie qui frappa les délégués français à leur retour, ne fait pas état du témoignage de Wilkens. Borghi, le délégué italien, raconte qu'à son départ de Russie, son guide lui remit un document attestant qu'il s'appelait Lepetit…

Vergeat et Lepetit n'avaient jamais caché qu'à leur retour en France ils allaient dire ce qu'ils pensaient du régime en Russie et raconter ce qu'ils avaient vu. Il y a tout lieu de croire que les deux hommes allaient s'opposer

31. *Le Libertaire*, 2 décembre 1921.
32. Cf. *Le Libertaire*, 12 et 22 décembre 1920 et 7-14 janvier 1921, *La Vie ouvrière*, 3 septembre 1920.
33. *Le Libertaire*, 7-14 janvier 1921.
34. Wilkens rapporte la conversation dans *Le Libertaire*, 11-18 février 1921.
35. Armando Borghi, *Mezzo secolo di anarchia*, ESI, 1954, p. 245.

à l'adhésion des Comités syndicalistes révolutionnaires à l'Internationale syndicale rouge lors du congrès de septembre 1921. Leur disparition dans la Baltique tombait bien : elle laissait le terrain libre à Cachin et Froissard, socialistes opportunistes qui furent « retournés » par les bolcheviks.

Les anarchistes qui se rendirent à Moscou aux congrès du Komintern ou de l'Internationale syndicale rouge rentrèrent désabusés. La rupture du *Libertaire* avec les communistes russes et ses représentants en France date de la disparition mystérieuse de Lepetit, de Lefebvre et de Vergeat lors de leur retour de Russie. Ils devaient participer au congrès confédéral de la CGT où ils allaient rendre compte de leur voyage. Un livre de Mauricius, qui fut également délégué à Moscou et où il raconte ses mésaventures, rompra le charme [36].

Dans le numéro du *Libertaire* de novembre 1921, Gaston Leval, qui lui aussi rentre de Moscou, est particulièrement sévère avec les bolcheviks :

> « … On a fait des syndicats des instruments au service du parti, on a empêché leur évolution normale, leur éducation, leur adaptation logique aux besoins de la révolution ; par la violence, la prison, la déportation, l'annulation des élections et beaucoup d'autres procédés du même genre, l'accomplissement de leur mission a été rendu impossible. »

Le rapport que fit Gaston Leval, ajouté à celui que fit Angel Pestaña, représentant tous deux la CNT espagnole, contribua grandement au refus de celle-ci d'adhérer à l'Internationale syndicale rouge.

À partir de 1920-1921, ceux des militants anarchistes ou syndicalistes révolutionnaires qui apportèrent leur soutien aux dirigeants communistes russes ne pouvaient simplement pas ignorer que ces derniers avaient étouffé toute voix indépendante dans le pays, détruit toute institution autonome du prolétariat, réduit les soviets à des chambres d'enregistrement des décisions de ceux qui avaient accaparé le pouvoir, emprisonné et massacré des centaines de milliers de militants et de travailleurs, imposé à toute la société un régime de terreur jusqu'alors totalement inédit. Les militants syndicalistes révolutionnaires qui apportèrent leur caution au régime ne pouvaient pas ignorer qu'ils soutenaient des assassins de masse.

Dès que les anarchistes se rendirent compte que la Révolution russe avait dévié de ses objectifs, ils en firent le constat sans que cela ne provoque de commotion particulière. Il en alla autrement dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire, qui se divisa en deux courants opposés : l'un avec Monatte qui soutint les communistes russes, adhéra au Parti communiste français et en fut presque aussitôt exclu lorsqu'il fut devenu inutile. L'autre avec Pierre Besnard qui s'opposa fermement à l'adhésion de la CGTU à l'Internationale syndicale rouge.

La période qui suivit la révolution russe ne fut pas une période d'« affinités » entre anarchistes et communistes pendant laquelle des convergences permirent une action commune et fraternelle. Ce fut une période pendant laquelle le mouvement syndicaliste révolutionnaire se fractionna en deux camps opposés, une période qui vit un antagonisme profond apparaître dès que la vérité sur le régime instauré par les bolcheviks fut connue. En France, cette période fut marquée notamment par le meurtre de deux militants anarcho-syndicalistes par les sbires du PC : le 11 janvier 1924, dans les locaux de la CGT « Unitaire », au 33, rue de la Grange-aux-Belles à Paris, un affrontement sanglant eut lieu durant un meeting du Parti communiste. Les militants anarcho-syndicalistes, opposés à l'emploi du local syndical à des fins politiciennes, étaient venus porter la contradiction. Des coups de feux sont tirés depuis les rangs communistes ; deux ouvriers anarcho-syndicalistes s'écroulent, morts : Adrien Poncet et Nicolas Clos. D'autres sont blessés : Francis Boudoux, Pecastaing et Michel. *Le Libertaire* du lendemain titra : « Les premières balles bolchevistes sont pour les ouvriers. »

Dans le mouvement ouvrier français, la tactique de l'Internationale communiste a consisté à opposer les deux courants du syndicalisme révolutionnaire présents dans la CGTU, l'un mené par Monatte et ses camarades, l'autre animé par Pierre Besnard. Leur ligne de clivage était l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge, annexe syndicale de l'Internationale communiste : Monatte était favorable à l'adhésion, Besnard contre.

Alors que dans les Comités syndicalistes révolutionnaires, et plus tard dans la CGTU, les syndicalistes révolutionnaires étaient majoritaires, leur opposition sur des positions de circonstances occulta ce qui les liait fondamentalement : l'indépendance du mouvement syndical. Au congrès de Saint-Étienne (25 juin-1er juillet 1922), la rupture est consommée : communistes et syndicalistes révolutionnaires de la tendance Monatte votent la résolution Monmousseau (743 mandats), la résolution Besnard est repoussée (406 mandats).

36. Mauricius, *Au Pays des Soviets, neuf mois d'aventures*, Paris, Éd. Figuière, 1922.

La résolution de Monmousseau – pas encore bolchevik – est favorable à l'égalité entre les forces révolutionnaires et repoussait la « liaison organique » : « Le congrès estime que l'action commune peut se réaliser sans que se justifie la création de liens organiques. » Cette résolution était somme toute assez raisonnable, étant donné le contexte, mais elle ne satisfaisait pas les syndicalistes révolutionnaires les plus intransigeants qui gardaient à l'esprit la manière dont les communistes russes traitaient la classe ouvrière de leur pays.

La résolution Besnard affirmait que « le syndicalisme doit vivre et se développer dans l'indépendance absolue, qu'il doit jouir de l'autonomie complète qui convient à son caractère de principale force révolutionnaire ». En déclarant que « le syndicat est l'organe complet de production, de gestion, d'administration et de défense d'une société reposant exclusivement sur le travailleur, de la base ou faite de son édifice », la résolution Besnard traduisait la formule : « tout le pouvoir au syndicat ».

La tragédie de la rue de la Grange-aux-Belles conduisit Besnard et ses camarades à se retirer de la CGTU : ils constituèrent une Union fédérative autonome, qui se transformera à partir de 1926 en Confédération générale du travail syndicaliste révolutionnaire (CGT-SR) (voir chapitre 8.7).

La même année que les deux assassinats commis par les communistes, Monatte est exclu du Parti communiste.

Syndiqué au syndicat CGT des Correcteurs de Paris, qui était resté unitaire, il n'a jamais appartenu à la CGTU. Il fonda en 1925 *La Révolution prolétarienne* avec quelques militants de la tendance « Vie ouvrière ». Cette revue défendit avec persévérance le principe de l'unité syndicale alors que les évolutions subies par le mouvement ouvrier rendaient cette idée parfaitement illusoire. Son local, au 21, rue Jean-Robert, dans le 18e arrondissement de Paris, servit également de refuge aux déçus et aux exclus du Parti communiste : Chambelland, comptable dans le textile, Martinet, instituteur, Finidori, fonctionnaire, ami de Bourguiba, proche des militants nord-africains qui fondèrent « L'Étoile nord-africaine », Charbit, secrétaire du syndicat des Typos unitaire, Robert Louzon, Roger Hagnauer, etc. Mais le local de la rue Jean-Robert servit également à accueillir les jeunes militants qui fondèrent l'Alliance syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste afin de perpétuer la tradition syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste : c'est là que l'ancienne génération put rencontrer la nouvelle et transmettre en quelque sorte le flambeau…

5. L'héritage espagnol

NOMBREUX sont ceux qui ont fait le procès de la CNT d'Espagne, lui reprochant de ne pas avoir réussi. On peut disserter sans fin sur la question de savoir si l'échec de l'anarchisme espagnol est ou n'est pas dû à la nature intrinsèque de l'anarchisme. L'examen du contexte international de l'époque me semble incontournable si on veut faire un bilan. Le cycle révolutionnaire qui avait commencé avec la fin de la Première Guerre mondiale et la Révolution russe, qui s'est continué avec la révolution allemande, le mouvement des conseils en Italie, s'achevait à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Le mouvement ouvrier espagnol eut à affronter les conséquences de l'échec de ces trois révolutions. Les militants qui se réclament de l'héritage du bolchevisme devraient commencer par faire le bilan des échecs de leur propre courant.

Les anarcho-syndicalistes espagnols eurent à affronter beaucoup d'ennemis et ils n'avaient aucun allié. Franco, activement soutenu par Hitler et Mussolini, les frappait en face. Mais ils étaient frappés dans le dos par Staline qui faisait tout pour empêcher le succès d'une révolution qu'il ne contrôlait pas. Ils étaient également frappés en biais, pourrait-on dire, par les républicains.

> « En Espagne, entre 1936 et 1939, l'anarchiste était considéré comme si dangereux qu'il convenait de lui tirer dessus des deux côtés – en effet, il n'était pas seulement exposé, de face, aux fusils allemands et italiens mais aussi, dans le dos, aux balles russes de ses "alliés" communistes[1]. »

La neutralité du Front populaire français, qui refusa de livrer les armes dont les travailleurs espagnols avaient besoin, est aussi à prendre en considération. C'est donc déjà un miracle que les ouvriers et paysans espagnols ont pu tenir trois ans.

5.1 L'anarchisme en Espagne

L'Espagne était un terrain où l'anarchisme avait maintenu de manière permanente sa présence depuis l'implantation des sections de l'AIT par les bakouniniens, pratiquement sans discontinuer jusqu'au coup d'État fasciste de juillet 1936. Le mouvement libertaire y était alors présent sous la forme d'une organisation de masse qui joua un rôle déterminant dans le combat contre Franco. Le mouvement ouvrier révolutionnaire avait donc soixante-dix ans d'expérience de lutte et d'organisation. Une révolution ouvrière et paysanne répondit au coup d'État fasciste en prenant en main l'ensemble de l'économie, agriculture comprise, dans les zones qui n'étaient pas occupées par les fascistes, c'est-à-dire la moitié du pays.

L'anarcho-syndicalisme espagnol regroupait une grande partie du prolétariat militant d'Espagne. Ce sont les groupes d'assaut de la CNT et de la FAI et, de manière plus marginale, ceux du POUM, qui brisèrent la tentative de coup d'État fasciste de Franco, le 19 juillet 1936, prirent les casernes, occupèrent les points stratégiques et armèrent la classe ouvrière. C'est à l'initiative de la CNT que la production, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture, a pu être organisée, permettant un combat de trois ans qui, en fin de compte, fut perdu : mais il reste que l'Espagne est le seul cas historique où un prolétariat organisé a pu casser les armes à la main – provisoirement, certes – la montée du fascisme.

L'anarcho-syndicalisme espagnol parvint à organiser presque instantanément la production industrielle et agricole socialisée dans les régions où il était implanté et qui ne tombèrent pas aux mains des franquistes, essentiellement : le Levant, la Catalogne (un des principaux centres industriels avec le Nord-Ouest) et l'Aragon où, sur une population de 433 000 habitants, dans la zone républicaine, il y eut 200 000 paysans regroupés dans

1. Stig Dagerman, « L'anarchisme et moi », in *La Dictature du chagrin, Agone*, 2001 ; cité par *Le Monde libertaire* du 20-26 janvier 1994.

des collectivités agricoles. L'UGT joua un rôle indéniable dans ce processus, comme alliée de la CNT, jusqu'à ce qu'elle tombe sous le contrôle des communistes.

C'est par des années d'expérience de la lutte au sein de la CNT que le prolétariat a pu être matériellement et idéologiquement prêt à faire face à cette situation. Les militants anarcho-syndicalistes espagnols n'avaient cessé de rappeler aux travailleurs et aux paysans qu'ils auraient un jour à se battre pour défendre leurs intérêts et la cause du socialisme, et qu'ils devaient pour cela s'organiser dans leurs syndicats pour reprendre à leur compte la production. Et lorsque, pour des raisons tactiques et pour ne pas rompre une « unité antifasciste » que les autres composantes de la République bafouaient sans vergogne, la direction du mouvement libertaire tenta de freiner la collectivisation de l'économie que la classe ouvrière et la paysannerie avaient mise en place, les prolétaires espagnols surent ne pas tenir compte de ces injonctions.

En Espagne, ce n'est que parce que les militants de la CNT, soutenus souvent par ceux de l'UGT, ont réussi à organiser rapidement la production industrielle et agricole sur des bases collectivistes et libertaires que l'effort de guerre a pu être soutenu pendant près de trois années – quels que soient par ailleurs les avatars militaires de cette guerre. Alors qu'en Russie les bolcheviks furent incapables de résoudre la contradiction entre les campagnes et les villes, en Espagne la plus grande partie des terres furent socialisées, ce qui permit l'approvisionnement des villes. Sans l'organisation de masse d'un million d'adhérents que constituait la CNT, le fascisme se serait installé dans toute l'Espagne en juillet 1936. À ce moment-là, les effectifs communistes étaient insignifiants.

5.2 À propos du POUM

Le Parti ouvrier d'unification marxiste est très utile à la gauche révolutionnaire non stalinienne parce que son existence sert à surévaluer le rôle de ladite gauche révolutionnaire dans la Révolution espagnole, y compris des trotskistes, pourtant presque totalement absents des événements.

Dire, comme le font Besancenot & Löwy, que « le mouvement de résistance au putsch franquiste est emmené par ceux de la CNT, l'organisation anarchiste, et ceux du POUM, le Parti ouvrier d'unification marxiste » [2] est sans doute formellement exact, mais il y a comme une lacune dans la formulation… En effet, en juillet 1936, les effectifs du POUM sont de 6 000 adhérents, ceux de la CNT plus d'un million.

Il est vrai que les effectifs du POUM passeront à 30 000 adhérents en décembre 1936, principalement en Catalogne et dans le Pays valencien. Mais ceux de la CNT passeront à 1,5 million. Il ne s'agit pas de nier l'existence du POUM mais d'inviter à plus de réserves ceux qui tentent de récupérer l'histoire. Il est significatif que le chapitre d'*Affinités révolutionnaires* sur la guerre d'Espagne contient 19 mentions au POUM et le même nombre de mentions à la CNT.

Le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) a été fondé à Barcelone le 29 septembre 1935 de la fusion de la *Izquierda Comunista* (Gauche communiste), parti d'origine trotskiste, et du *Bloque Obrero y Campesino* (Bloc ouvrier et paysan). Ces deux organisations provenaient de scissions du Parti communiste d'Espagne (PCE), stalinien. Quelques membres de la *Izquierda Comunista* n'avaient pas accepté la fusion avec le Bloc ouvrier et paysan, mais ils étaient trop peu nombreux pour former une section espagnole du « Secrétariat international » trotskiste.

Lorsque la guerre civile éclata, quelques dizaines de trotskistes étrangers les rejoignirent et ils formèrent à Barcelone une section dite « bolchevique-léniniste » qui n'avait d'organisation que le nom. Ce groupe tenta de noyauter le POUM et ses milices, mais ses militants se virent invités à partir à chaque fois qu'on les découvrait. Après mai 1937, les trotskistes arrêtés critiquaient leurs camarades poumistes avec la même vigueur que Trotski critiquait le POUM et son dirigeant, Andreu Nin.

> « Cette persistance [des attaques trotskistes] a peut-être une explication : les poumistes n'ont jamais perdu leur temps dans les byzantinismes qui ont constamment divisé le mouvement trotskiste, mais ils ont été capables de faire ce que celui-ci n'avait jamais obtenu : braver le stalinisme autrement que par des mots [3]. »

2. *Affinités révolutionnaires*, p. 39.
3. Victor Alba, *Histoire du P.O.U.M.*, Éditions Champ libre, Paris, 1975, p. 303.

Victor Alba ajoute que « Trotski a été en grande partie responsable du manque d'influence et d'implantation du trotskisme en Espagne, car ses écrits sur ce pays dénotaient une méconnaissance de la réalité et un schématisme qui surprennent, même en quelqu'un d'aussi dogmatique que lui. Obsédé par le souvenir de la Révolution russe, il applique systématiquement le modèle russe à l'Espagne, ce qui, naturellement, était aller droit à l'échec[4] ».

Il est clair que les militants du POUM auraient été rapidement « exterminés comme des rats », selon l'expression de Victor Alba, si les syndicats de la CNT ne leur avaient pas fourni des cartes d'adhérents, les admettant dans leurs rangs afin qu'ils puissent travailler. « Ce sont les brigades de la CNT qui sauvèrent bon nombre d'entre eux, en les admettant parmi leurs soldats et leurs officiers[5]. »

> « C'est grâce à l'action d'un comité spécial et secret de la CNT, établi vers le milieu de l'année 1937 pour retrouver les disparus et tenter de les soustraire aux communistes, que beaucoup échappèrent aux prisons de ces derniers[6]. »

Pour survivre – littéralement parlant –, les poumistes avaient besoin de l'aide de la CNT, ce qui ne les empêchait pas de la critiquer durement (ce qui est un hommage indirect à l'esprit de solidarité et à l'absence de sectarisme des anarchistes).

5.3 Les communistes contre la révolution

Dans la perspective d'un éventuel « débat » entre libertaires et communistes sur la guerre civile espagnole, si tant est qu'une telle chose est envisageable, même quatre-vingts ans après, la première difficulté sera d'établir la réalité des faits. Si on ne parle pas de la même chose et si on ne parvient pas à établir les faits, aucun débat n'est possible. Or la réalité de l'anarchisme en Espagne a été largement occultée et déformée par les communistes.

La seconde difficulté sera sans doute de se débarrasser des oripeaux de la mythologie. Si l'œuvre des collectivisations industrielles et agricoles fait partie du fonds de commerce de la propagande libertaire concernant l'Espagne – fonds de commerce qu'il serait dommage de cacher –, les anarchistes sont peut-être mieux armés pour remettre en cause l'attitude de l'appareil de direction du mouvement libertaire espagnol dans la conduite des événements que ne le sont les communistes de tous bords concernant la Révolution russe.

En effet, ce qui est remarquable dans l'histoire de la guerre civile espagnole n'est pas tant la participation de quelques militants de la CNT au gouvernement de Front populaire que le fait que, malgré les dérives des dirigeants anarchistes, la base du mouvement a continué à mettre en œuvre la collectivisation de l'économie à grande échelle. C'est l'un des faits les plus marquants qui distingue de manière spectaculaire la Révolution espagnole de la Révolution russe, où le pouvoir bolchevik, incapable de remettre en marche l'économie, s'est précisément efforcé de réprimer la moindre initiative de la classe ouvrière. Lorsqu'en 1917 la direction du parti s'opposait à ses thèses d'avril, Lénine menaça de démissionner, et le parti céda. Si un quelconque dirigeant de la CNT avait tenté la même chose, tout le monde aurait rigolé. Là se trouve la principale différence entre l'Espagne et la Russie.

Une déclaration de Dolorès Ibarruri, la dirigeante communiste, faite vingt jours après le soulèvement prolétarien contre Franco, éclaire particulièrement les rapports qui vont s'établir entre anarchistes et communistes pendant la guerre civile :

> « La révolution qui se déroule dans notre pays est la révolution démocratique bourgeoise qui a été réalisée il y a plus d'un siècle dans d'autres pays comme la France et nous, communistes, sommes les combattants de première ligne dans la lutte contre les forces obscurantistes du passé[7]. »

Ainsi, pendant que la CNT, soutenue parfois, selon les circonstances, par l'UGT, met en place la collectivisation de l'industrie, du commerce et de l'agriculture dans la moitié de l'Espagne que Franco n'a pas encore investie,

4. *Ibid.* p. 303.
5. *Ibid.*, p. 312-313.
6. *Ibid.*, p. 318.
7. Dolorès Ibarruri, *Mundo obrero*, 30 juillet 1930. Cité par Pierre Broué, *La Révolution espagnole, 1931-1939*, Questions d'histoire Flammarion, 1973.

les communistes vont soutenir la révolution bourgeoise et s'appuyer sur les couches sociales opposées à la collectivisation afin de remettre en place l'ordre bourgeois, au nom de l'antifascisme. Ils vont ordonner au général Lister et à ses troupes de détruire les collectivités agricoles, alors même qu'en Espagne – et c'est là une autre différence spectaculaire avec la Révolution russe – la paysannerie avait collectivisé volontairement la terre, continué d'approvisionner les villes en nourriture, ce que les bolcheviks s'étaient montrés totalement incapables de faire.

Six mois après le soulèvement contre Franco, un autre dirigeant communiste, Santiago Carillo, déclare dans un discours :

> « Nous nous battons pour la république démocratique et nous n'avons pas honte de le dire. […] nous nous battons pour une république démocratique, et plus encore, pour une république démocratique et parlementaire [8]. »

André Marty reconnaît que quelque chose d'inhabituel se passe en Espagne concernant l'organisation de l'économie. La collectivisation mise en œuvre apparaît en filigrane dans une déclaration qu'il fit devant le comité central du PCF réuni les 16 et 17 octobre 1936. Il y déclare :

> « Il y a maintenant en Espagne 18 000 usines et entreprises qui sont, il n'y a pas de mot en français pour dire cela, "prises en main" (c'est la traduction) par les ouvriers. Elles ne sont pas réquisitionnées, elles ne sont pas nationalisées, elles sont prises en main. »

On sent qu'il y a comme un malaise. Il ne veut surtout pas dire qu'elles sont collectivisées, et pas question non plus de dire que les anarcho-syndicalistes espagnols sont derrière tout ça. Marty continue :

> « Maintenant, la grande majorité de l'industrie espagnole est contrôlée par les ouvriers. Il ne s'agit pas d'expropriation, mais de contrôle, ce sont des mesures de guerre… »

Évoquer l'expropriation irait bien sûr à l'encontre de la position des communistes espagnols. On n'en parle donc pas, mais lorsque « la grande majorité » de l'industrie d'un pays est contrôlée par les ouvriers, de quoi s'agit-il, alors ? Comment « la grande majorité » des ouvriers espagnols ont-ils pu réussir un tel exploit ?

Comme malgré tout le dirigeant communiste ne peut totalement évacuer la présence d'anarchistes en Espagne, il lance une pique : « Quant aux anarchistes, ils veulent nationaliser même les coiffeurs, évidemment c'est idiot [9]. »

Le 22 octobre 1936, cinq jours après la déclaration de Marty au comité central, la CNT et l'UGT préciseront leurs objectifs : expropriation des grands capitalistes, collectivisation de leurs entreprises, maintien des petits producteurs [10].

Marty s'exprime trois mois après que les travailleurs espagnols se sont soulevés contre Franco. En trois mois ils ont réussi à contrôler « la grande majorité de l'industrie », mais Marty ne dit pas comment ils ont réussi cet exploit. C'est que le Parti communiste représente des forces insignifiantes. Au début de 1936, il compte environ 3 000 membres et aux élections du Front populaire il a 16 sièges sur un total de 267 sièges pour la gauche [11]. À titre de comparaison, la CNT avait alors 30 000 militants en prison, qui furent libérés après les élections. La CNT n'avait pas donné de consigne d'abstention. On la comprend… La comparaison des statistiques entre les élections

8. Santiago Carillo, discours à la conférence nationale de janvier 1937 des JSU, *En marcha hacia la victoria*. Cité par Pierre Broué, *op. cit*., p. 140.

9. Cité par Carlos Serrano, *L'Enjeu espagnol. PCF et guerre d'Espagne*. Messidor-Éditions sociales, p. 65. Jacques Duclos reprendra cette histoire de « coiffeurs » trente ans plus tard dans une lamentable brochure anti-anarchiste publiée au lendemain des grèves de mai 1968, intitulée *Anarchistes d'hier et d'aujourd'hui* (Éditions sociales), puis dans un livre publié en 1974 chez Plon, *Bakounine et Marx*,ombre et lumière. « Il y a une trentaine d'années on a pu voir à l'œuvre es anarchistes espagnols qui causèrent le plus grand tort à la République espagnole. Ils faisaient la preuve par leurs actes d'une méconnaissance totale des problèmes économiques, la nationalisation des petites boutiques, des salons de coiffure constituant pour eux une mesure révolutionnaire de première grandeur. » (p. 19.)

10. Cf. « Decret de collectivitzacions, conselleria d'economia, Generalitat de Catalunya, octobre 1936. » Le décret distingue « les entreprises collectivisées dans lesquelles la responsabilité de la direction revient aux ouvriers qui la composent, représentés par un conseil d'entreprise » et « les entreprises privées, dans lesquelles la direction est à la charge du propriétaire ou du gérant avec la collaboration et la supervision du comité ouvrier de contrôle ».

11. Cf. Boris Souvarine, *A contre-courant, Écrits 1925-1939*, Denoël, note 12 p. 321.

de 1933 et celles de 1936, dans des villes comme Saragosse et Barcelone où l'anarchisme était particulièrement développé, montre une baisse significative de l'abstention [12].

Comme pour le parti bolchevik après la prise du pouvoir, les effectifs du parti communiste espagnol gonflèrent considérablement : le rapport de José Diaz, pour le comité central du parti communiste (mars 1937), indique que 76 700 exploitants et métayers et 15 485 membres de la bourgeoisie ont rejoint le parti depuis le début de la guerre civile [13]…

Solidaridad obrera, le quotidien de la CNT, indique (8 avril 1937) que le PSUC (parti communiste) « organisa 18 000 commerçants, artisans et industriels au sein de la CEPCI, la fédération catalane des petits commerçants et industriels. Le PSUC permit à cette dernière – dont de nombreux adhérents étaient des employeurs – de s'affilier à l'UGT catalane qu'il contrôlait. Bolloten, encore, cite le communiste Jesus Hernandez qui déclarait : « Qu'on en finisse avec les tentations des syndicats et des comités de mettre en pratique le socialisme [14]. » En mars 1937 le parti communiste atteignait 250 000 membres. Rien d'étonnant…

Deux facteurs principaux déterminent l'opposition irréductible entre libertaires et communistes espagnols :

— La politique de l'Internationale communiste. Staline est surtout préoccupé de renforcer ses alliances occidentales contre l'Allemagne nazie. Il ne veut donc à aucun prix isoler l'URSS de la France et de la Grande-Bretagne. Il veut à tout prix éviter que l'Angleterre et la France ne s'entendent sur son dos. Sur le terrain, en Espagne, cela se traduit par des déclarations comme celle de Carillo :

> « Nous combattons sincèrement pour la république démocratique, parce que nous savons que si nous commettions l'erreur de combattre en ce moment pour la révolution socialiste dans notre pays – et même pour une période relativement éloignée après la victoire – nous donnerions la victoire au fascisme ; nous verrions dans notre pays non seulement les envahisseurs fascistes, mais, à leurs côtés, les gouvernements bourgeois démocratiques du monde, qui ont déjà dit explicitement que dans la situation européenne actuelle ils ne toléreraient pas une dictature du prolétariat dans notre pays [15]. »

La première remarque qu'on pourrait faire est que les libertaires, hégémoniques dans la classe ouvrière, n'avaient aucunement l'intention d'instaurer une « dictature du prolétariat » et que, à la date des propos prononcés par Carillo, ils avaient déjà mis en place la collectivisation de l'économie sans faire de « Saint-Barthélemy de propriétaires », pour reprendre les termes de Proudhon.

La seconde remarque est que personne ne pouvait prendre au sérieux le fait que les communistes aient pu renoncer à instaurer la « dictature du prolétariat » en Espagne s'ils en avaient eu les moyens.

La troisième remarque est que les « envahisseurs fascistes » vinrent de toute façon, sous la forme de l'appui que l'Allemagne nazie et l'Italie mussolinienne donnaient à Franco ; quant aux « gouvernements bourgeois démocratiques du monde », leur intervention était elle aussi déjà effective, sous forme de non-intervention. Donc, si on élague toute la partie non pertinente de l'argumentation de Carillo, il reste le non-dit : la révolution en Espagne ne figure pas dans le programme de l'Internationale communiste.

— Une révolution que les communistes ne contrôlent pas. Si la politique du Komintern est la principale explication de l'attitude des communistes espagnols, il serait naïf d'imaginer que Staline ait pu un instant renoncer à jouer un rôle dans le cours des événements. Il y avait cependant deux obstacles : *a)* une révolution sociale était en train de se dérouler que les communistes ne contrôlaient pas : il fallait donc la liquider ; *b)* la base sociale du parti communiste était insignifiante en 1936, le marxisme, malgré les efforts de Lafargue et d'Engels du temps de l'AIT, n'ayant jamais réussi à contrer l'influence bakouninienne ; il fallait donc que les communistes se constituent une base sociale, et ce n'était possible qu'*en dehors* de la classe ouvrière.

12. Cf. C. M. Lorenzo, *loc. cit.*, p. 90.
13. Bolloten Burnett, *La Révolution espagnole. La gauche et la lutte pour le pouvoir*, Paris, 1977, *Ruedo iberico.*
14. *Ibid.*
15. Cité par Pierre Broué, *La Révolution espagnole, 1931-1939*, Questions d'histoire Flammarion, p. 140.

Les communistes espagnols représentaient peu de chose avant la guerre civile, et ne purent se développer qu'en attirant à eux la paysannerie aisée opposée à la collectivisation, la petite bourgeoisie, beaucoup de fonctionnaires de police, des militaires. L'épine dorsale du mouvement communiste espagnol, soutenu par Moscou, offrait son expérience organisationnelle à des couches sociales dont les intérêts coïncidaient, à ce moment-là, avec les intérêts de la politique internationale de Staline. Ce dernier ne pouvait accepter l'idée d'une révolution prolétarienne se développant en dehors de son contrôle et sur des bases radicalement différentes de la Révolution russe. En participant au gouvernement et en pratiquant le noyautage des instances de pouvoir, les communistes acquirent donc une puissance hors de proportion avec leur base sociale.

Le parti communiste conditionnera les livraisons d'armes soviétiques à des contreparties politiques : nominations à des postes dans l'appareil d'État, etc. Il se constituera une base sociale dans les couches de la population que ni la CNT ni l'UGT n'organisent. La défense de la propriété privée sera le pivot de sa politique. Toute l'activité du parti communiste espagnol se concentrera autour de la liquidation de tous les acquis révolutionnaires que la classe ouvrière avait mis en œuvre.

Investi dans les appareils de pouvoir, défenseur ostensible de la propriété et de l'ordre républicain, le Parti communiste voit dès lors ses effectifs gonfler, mais c'est un gonflement dont le caractère circonstanciel apparaîtra plus tard, lors de la défaite.

Les communistes, soutenus par la petite bourgeoisie nationaliste catalane, s'exprimaient ouvertement contre les collectivisations – ce qui est un paradoxe curieux, sachant qu'en Russie ils avaient imposé la collectivisation forcée de l'agriculture avec la violence la plus inouïe, faisant des millions de morts…

5.4 Antifascisme ou révolution ?

La Révolution espagnole n'était pas la Révolution russe. On peut considérer cette dernière comme l'ultime révolution du XIXe siècle en termes de moyens techniques mis en œuvre. La Révolution espagnole a été la première du XXe siècle, avec l'utilisation des blindés, de l'aviation, etc. Elle a été le terrain d'entraînement de l'Allemagne hitlérienne pour la Seconde Guerre mondiale.

Dans la Russie de 1917, après trois années d'une guerre terrible, l'État était en totale déliquescence, toutes les forces sociales opposées à la révolution étaient en état de dissolution. C'est cette situation qui a permis à un petit groupe – quelques milliers en 1917 – de prendre le pouvoir. L'extrême degré d'organisation et de discipline de ce petit groupe d'hommes ne peut à lui seul expliquer l'efficacité de son action, ce qui ne retire rien au génie stratégique de Lénine, en tout cas au début.

La société espagnole ne présentait pas ce caractère de déliquescence. Les forces sociales en présence étaient complexes, caractérisées et ancrées dans leur mode de vie. La bourgeoisie espagnole, et en particulier la bourgeoisie catalane, était puissante, influente. La bourgeoisie terrienne également. Des classes intermédiaires nombreuses faisaient tampon et épousaient d'autant plus les idées de la classe dominante qu'elles craignaient la prolétarisation. Une telle situation n'existait pas en Russie.

La Révolution russe a eu lieu à une période d'effondrement général, où les puissances, au plan international, susceptibles de la combattre étaient elles-mêmes épuisées par quatre années d'une guerre terrible. La Révolution espagnole au contraire a eu lieu à une période de montée en force de la réaction – le nazisme en Allemagne, le fascisme mussolinien, qui ont soutenu sans réserve de ses armes le fascisme espagnol.

On pourra critiquer la CNT et la FAI de ne pas avoir « pris le pouvoir » en Espagne, ou en tout cas dans la partie qui n'était pas occupée par Franco. Ce fut une décision politique qu'on peut regretter à condition de ne tenir aucun compte de l'environnement international ; militairement cela aurait été possible, comme en témoigne l'écrasement par les anarchistes de trois corps d'armée communistes en mars 1939. Le 2 mars, Negrín fait un véritable coup d'État et met des communistes à tous les commandements militaires importants. La CNT décide alors de régler ses comptes avec le stalinisme.

> « La bataille commença le 5 mars à l'aube entre les corps d'armée I, II et III que commandaient les communistes et le corps d'armée IV contrôlé par les libertaires sous les ordres de Cipriano Mera.

Elle ne se termina que le 12 mars par la défaite des communistes. Plusieurs milliers d'hommes payèrent de leur vie cet affrontement [16]. »

Le IVe corps d'armée de Mera comportait 150 000 hommes ; les trois corps d'armée communistes 350 000. Selon des témoignages de vieux camarades qui ont vécu les événements, tous les officiers communistes au-dessus du grade de sergent furent exécutés. Mera ne confirme pas ce fait dans son livre. L'état-major du parti communiste, Dolorès Ibarruri en tête, s'enfuit en avion le 7 mars, au milieu de la bataille. Lorsque je rencontrai Cipriano Mera, au début des années soixante-dix, j'étais un jeune blanc-bec et lui un vieil homme, mais il était resté impressionnant par sa prestance. Il faisait partie de ces militants espagnols qui parlaient à peine le français, même quarante ans plus tard, et qui avaient organisé toute leur existence sur un hypothétique retour en Espagne pour reprendre le combat. Seule une minorité de militants de la CNT avaient décidé de s'intégrer dans le mouvement ouvrier français et d'y mener leur combat syndical. La plupart des anarcho-syndicalistes espagnols considéraient avec une certaine ironie le mouvement syndical français. Cipriano Mera mourut à Paris en 1975 quelques semaines avant Franco.

Cela montre bien que si les libertaires l'avaient décidé, ils auraient pu aisément liquider les communistes en mai 1937 au moment de l'affaire du central téléphonique de Barcelone, ou en août, lorsque Lister entreprit de détruire les collectivités aragonaises.

Le comité régional catalan, dans une certaine mesure, avait raison de dire qu'il n'avait pas besoin de dégarnir les divisions anarchistes du front. En mai 1937, les miliciens de Barcelone et de la région, les ouvriers insurgés, les comités de défense des faubourgs auraient largement suffi à la tâche. Mais la situation se serait limitée à la Catalogne, car à Madrid la CNT ne dominait pas. Un coup de force signifiait *une guerre civile dans la guerre civile*. La direction de la CNT ne voulait pas risquer de se retrouver seule face à trois adversaires, les fascistes d'un côté, les républicains et les communistes de l'autre. Par ailleurs, spéculer sur un phénomène d'entraînement dans la classe ouvrière espagnole qui, dans un grand élan d'enthousiasme, aurait soutenu les libertaires catalans, était un risque que la Confédération n'a pas voulu prendre. L'Espagne aurait éclaté en plusieurs blocs antagonistes, devenant une proie facile pour les franquistes.

Helmut Wagner, l'auteur des *Thèses sur le bolchevisme*, fut un des rares marxistes révolutionnaires à être capable de dépasser un point de vue dogmatique et de constater ce qui se passait dans la réalité. Il évoque en avril 1937 « la situation internationale confuse, qui met les ouvriers espagnols en opposition face au reste du monde » [17]. Très critique vis-à-vis de l'anarcho-syndicalisme, il écrivit pourtant en avril 1937 que les ouvriers espagnols devaient accepter les armes de l'étranger « *pour sauver leurs vies* » ce qui, sous la plume d'un militant de l'ultra-gauche, révèle un souci inhabituel du paramètre humain : « Les travailleurs espagnols ne peuvent pas se permettre de lutter effectivement contre les syndicats, car cela mènerait à une faillite complète sur les fronts militaires. Ils n'ont pas d'autre alternative : ils doivent lutter contre les fascistes pour sauver leurs vies ; ils doivent accepter toute aide sans regarder d'où elle vient. Ils ne se demandent pas si le résultat de cette lutte sera le socialisme ou le capitalisme ; ils savent seulement qu'ils doivent lutter jusqu'au bout. » Une telle approche est tout à fait inhabituelle chez les militants de ce courant, habitués à appliquer en toutes circonstances une analyse dogmatique fondée sur quelques certitudes immuables.

C. M. Lorenzo a sans doute raison de dire qu'un « triomphe de l'anarchisme espagnol entraînant l'effondrement de la légalité républicaine aurait provoqué à coup sûr contre lui la formation d'une coalition internationale allant de l'Union soviétique (suppression de toute aide en armes et en munitions) aux États occidentaux démocratiques (reconnaissance immédiate du gouvernement fasciste, blocus économique [18]. » Le mouvement ouvrier international, et en particulier le mouvement ouvrier français, largement influencé par les staliniens, auraient-il soutenu une révolution libertaire en Espagne qui se serait opposée par les armes aux communistes espagnols ?

En somme, Carillo n'avait pas tort lorsqu'il disait : « Nous verrions dans notre pays non seulement les envahisseurs fascistes, mais, à leurs côtés, les gouvernements bourgeois démocratiques du monde. » Si le constat

16. Cesar M. Lorenzo, *Les Anarchistes espagnols et le pouvoir*, Le Seuil, 1969, p. 326. Cf. également : Cipriano Mera, *Rivoluzione armata in Spagna. Memorie di un anarco-sindacalista*, La Fiaccola, 1978.

17. « L'Anarchisme et la Révolution espagnole », juin 1937, dans *La Contre-révolution bureaucratique*, 10/18, p. 217.

18. C. M. Lorenzo, *Les Anarchistes espagnols et le pouvoir*, éditions Le Seuil, p. 267.

est à peu près le même, la différence, et elle est de taille, réside dans le fait que la CNT et ses alliés – le POUM et dans certains cas l'UGT – ont mis en place des transformations révolutionnaires en dépit de la légalité républicaine, tandis que le parti communiste a utilisé la légalité républicaine pour *liquider* ces transformations.

Ce n'est pas *parce que* la classe ouvrière espagnole, derrière les anarchistes, était engagée dans la lutte contre le fascisme que la révolution sociale échoua, c'est parce que l'existence même du fascisme était le signe que la *révolution sociale avait déjà échoué*. Ce n'est pas en 1936 qu'on pouvait faire la révolution en Europe occidentale, c'était entre 1918 et 1922, et si des comptes doivent être demandés, c'est à ceux qui ont liquidé les mouvements révolutionnaires russe et allemand.

L'antifascisme du prolétariat espagnol n'avait pas d'arrière-pensée, parce que la victoire de Franco signifiait leur mort, leur élimination physique, non pas en tant que catégorie conceptuelle mais en tant qu'êtres de chair et de sang, et c'est cela qu'a représenté la victoire de la rébellion franquiste : des centaines de milliers d'exécutions. Il reste que l'expérience de la guerre civile espagnole montre les limites de l'antifascisme révolutionnaire en ce sens qu'il implique la participation à des coalitions hétéroclites d'entités dont les objectifs sont forcément différents, voire contraires à ceux de l'organisation révolutionnaire, la constitution d'alliances avec des partis dont on sait qu'ils ne joueront pas loyalement le jeu. On est dans le cas typique de l'alliance contre-nature dénoncée par Bakounine : « … Une alliance conclue entre deux partis différents tourne toujours au profit du parti le plus rétrograde ; cette alliance affaiblit nécessairement le parti le plus avancé, en amoindrissant, en faussant son programme, en détruisant sa force morale, sa confiance en lui-même ; tandis que lorsqu'un parti rétrograde ment, il se retrouve toujours et plus que jamais dans sa vérité [19]. »

5.5 Défaite militaire et répression

La défaite militaire de la Révolution espagnole s'explique par la convergence de plusieurs facteurs :

— l'intervention militaire directe et immédiate des Allemands et des Italiens,

— l'aide conditionnelle de l'URSS : payer rubis sur l'ongle le peu de matériel militaire livré, qui ne devait être utilisé que par les forces sous contrôle communiste. Le Parti communiste espagnol était extrêmement minoritaire et peu implanté dans la classe ouvrière ; il fallait donc payer une seconde fois, politiquement, en parachutant à des postes clés les hommes du parti. En conséquence, le PCE devient une force politique gonflée artificiellement, monopolisant et utilisant souvent d'une manière désastreuse un matériel de guerre – pas toujours en état de marche – payé par le peuple espagnol,

— la non-intervention des démocraties occidentales, dont le symbole est resté Léon Blum, qui sacrifiaient le peuple espagnol pour éviter une guerre mondiale – qui eut lieu quand même – et surtout pour éviter la victoire d'une révolution,

— à ces trois points on peut en ajouter un quatrième, les tentatives permanentes de sabotage de la révolution par les démocrates espagnols eux-mêmes.

Une seule nation n'a pas combattu directement ou indirectement l'Espagne révolutionnaire : le Mexique.

Comme on peut le deviner, de nombreux débats eurent lieu sur les causes de la défaite du mouvement ouvrier espagnol et la victoire du franquisme.

— 1. Les démocrates affirment que si le mouvement ouvrier ne s'était pas soulevé, le front populaire aurait obtenu l'appui des démocraties occidentales. En réalité, l'expérience de Munich montre que si le mouvement ouvrier ne s'était pas soulevé, Franco aurait occupé instantanément toute l'Espagne et il est douteux que dans le contexte de l'époque quiconque serait intervenu pour le déloger.

— 2. Les socialistes et les communistes de tous les pays affirment que la défaite militaire était imputable à l'incapacité organisatrice, à l'indiscipline congénitale des anarcho-syndicalistes. La réalité est tout autre. Les anarcho-syndicalistes se montrèrent au contraire de remarquables organisateurs. Ils mirent

19. Œuvres, Écrit contre Marx, Champ libre, III, 166.

en application un principe simple, c'est qu'une révolution prolétarienne doit améliorer immédiatement les conditions de vie de la population. Cela se passa aussi bien dans l'agriculture, où même de nombreux petits propriétaires adhérèrent aux collectivités agricoles parce que l'entraide leur facilitait le travail, que dans l'industrie.

Gaston Leval, lorsqu'il commençait ses exposés de formation, rappelait que les militants de la CNT d'Espagne, quelques heures après le désarmement des militaires insurgés à Barcelone, en juillet 1936, durent trouver quelques centaines de milliers de litres de lait frais pour nourrir les enfants de la grande cité, cela et beaucoup d'autres choses. « Ils purent le faire, continuait Gaston, parce que, depuis l'Internationale, depuis soixante-dix ans, ils s'étaient préparés à ce rôle ; ils avaient par avance réfléchi aux circuits de distribution à mettre en place, entre les ouvriers des villes, les paysans des campagnes, les travailleurs des chemins de fer et des transports. Leur syndicalisme servait à cela aussi. »

Parce qu'ils n'entendaient pas utiliser la machinerie gouvernementale pour organiser la société socialiste, les anarcho-syndicalistes, à la différence des diverses écoles étatistes, devaient essayer de réunir dans des organisations révolutionnaires les diverses catégories de travailleurs – au moins un nombre significatif de ses derniers – qui assurent la production et la distribution des biens et des services.

— 3. La direction de la CNT – l'organisation était passée d'un à deux millions d'adhérents au cours de la guerre – estimait qu'une victoire armée sur les fascistes était la seule condition permettant de consolider les premiers acquis révolutionnaires et de les étendre par la suite. Elle participa donc à la création de divisions militarisées pour faire face aux exigences de la situation et fournissait en tant qu'organisation de masse de la classe ouvrière et paysanne le plus fort contingent en hommes, avec l'Union générale des travailleurs, l'organisation syndicale de tendance socialiste. La CNT maintint cette ligne malgré les provocations et les trahisons des communistes et de certains secteurs républicains et socialistes coalisés pour détruire les réalisations autogestionnaires. Des militants du parti communiste catalan, le PSUC, déclarèrent à Ilya Ehrenburg en 1936 : « Plutôt les fascistes que les anarchistes[20]. » Ça donne le ton.

— 4. Un autre type de critique vient de l'extrême gauche, trotskiste en particulier : les libertaires espagnols auraient dû prendre le pouvoir, mener une guerre révolutionnaire et soulever la classe ouvrière résidant dans la zone tenue par les franquistes. Ils déclarent également qu'il fallait, pendant la Seconde Guerre mondiale, appeler les prolétaires allemands à se soulever contre Hitler.

Les libertaires espagnols se sont posé le problème du soulèvement en zone franquiste. Il y eut même des tentatives de guérilla, mais dans l'ensemble cela se limita à des actions de renseignement et de sabotage. Les franquistes avaient eux aussi anticipé cette éventualité : ils mirent en place une solution nette, brutale, une « solution finale » consistant à éliminer massivement et systématiquement tous les militants et les sympathisants, instaurant sur le reste de la classe ouvrière une terreur policière totale. Tous les hommes et les femmes susceptibles de soutenir une guérilla en zone franquiste ont disparu dans les toutes premières semaines… et avec eux toute tentative de soulèvement dans ces zones.

En avril 1939, à la fin de la guerre civile espagnole, les vaincus furent essentiellement les travailleurs, les militants des organisations ouvrières de la CNT et de l'UGT qui avaient empêché par les armes le triomphe immédiat du fascisme, qui formèrent leurs milices et leurs colonnes pour tenir les fronts militaires face à l'armée franquiste et qui réalisèrent dans le domaine socio-économique des expériences les plus riches qu'il soit pour l'avenir d'une société émancipée.

Pourtant, pour la classe ouvrière espagnole, la guerre ne se termina pas le 1er avril 1939. Elle se poursuivit par l'emprisonnement de femmes et d'hommes dans des camps de concentration où s'entassèrent jusqu'à 2 millions de personnes. Parmi les plus connus de ces camps : Albatera, Los Almendros, Santa Eulalia del Campo, San Marcos de Leon. Après le démantèlement progressif des camps de concentration, 300 000 Espagnols furent détenus dans les prisons ; 300 000 autres étaient en liberté surveillée. Un demi-million d'Espagnols prirent le chemin de l'exil, les uns pour l'Afrique du Nord, d'autres pour l'Amérique et la plus grande partie pour la France, où ils furent parqués de nouveau, par les autorités françaises, dans des camps de concentration : certains furent

20. *Odyssey Review*, New York, décembre 1962.

transférés dans les camps d'extermination nazis : 8 000 moururent à Mauthausen, 40 000 furent retournés à Franco par Vichy. Le journaliste anglais A.V. Philips estime que, de mars 1939 à mars 1940, environ 100 000 personnes furent exécutées. Un historien américain, Charles Folft, écrit qu'entre 1939 et 1944 furent fusillées 190 684 personnes, chiffre obtenu par un correspondant de l'Associated Press auprès d'un fonctionnaire du ministère de la Justice franquiste. L'exécution de 430 professeurs d'Université et de 6 000 instituteurs correspond à la liquidation physique de 50 % du corps enseignant. À ces chiffres, il faut ajouter la répression exercée par Franco entre 1936 et 1939 dans la partie de l'Espagne occupée par les fascistes. Lorsqu'en 1944, Russes et Américains décidèrent le *statu quo* pour l'Espagne en récompense de sa neutralité pendant la guerre, une nouvelle vague de répression s'abattit.

5.6 Conclusion sur l'Espagne

La Révolution espagnole fournit une illustration de ce qui peut arriver lorsqu'une organisation de masse telle que l'était la CNT espagnole (un million et demi d'adhérents en 1936) est confrontée à une guerre civile dans laquelle elle se trouve militairement face à un adversaire fasciste mieux armé, tout en étant obligée de côtoyer politiquement des « alliés » dont aucun n'a pour objectif de réaliser la révolution sociale. Soit elle prend le pouvoir et l'exerce seule, introduisant une guerre civile au sein de la guerre civile, tout en n'ayant pas les moyens matériels de s'engager dans une telle aventure ; soit elle tente d'en finir avec l'ennemi principal (Franco) en s'alliant avec les forces républicaines. Aucune de ces deux solutions n'est idéale.

L'échec de cette révolution pourra être attribué par certains aux défauts congénitaux de l'anarchisme. La participation de quatre anarchistes au gouvernement de Front populaire ne fut pas la cause de l'échec de cette révolution mais son *symptôme* : dans l'analyse de ces causes, il ne faudra pas oublier que les ouvriers espagnols eurent à lutter à la fois contre Franco, Hitler, Mussolini, Staline, les communistes à l'intérieur, la bourgeoisie espagnole dans son ensemble, et les républicains. Ça fait beaucoup.

6. Figures

6.1 Rosa Luxembourg, « anarchiste » ?

Rosa Luxembourg était très affectée par les accusations d'« anarchisme » proférées contre elle par les dirigeants social-démocrates allemands. Bien entendu, il ne faut pas prendre cette accusation au sérieux. En effet, étaient alors accusés d'anarchisme tous les militants qui préconisaient la grève générale et qui émettaient des réserves sur l'action parlementaire. Aucune différence n'était faite, par exemple, entre syndicalistes révolutionnaires et anarchistes.

En réalité, Rosa Luxembourg était férocement anti-anarchiste. Dans sa brochure *Grève de masse, Parti et syndicats*, parue en 1905, elle s'interroge sur le rôle joué par l'anarchisme pendant la Révolution russe de 1905 :

> « Il est devenu l'enseigne de voleurs et de pillards vulgaires : c'est sous la raison sociale de "l'anarcho-communisme" qu'a été commise une grande partie de ces innombrables vols et brigandages chez les particuliers, qui, dans chaque période de dépression, de reflux momentané de la révolution, font ravage. L'anarchisme dans la Révolution russe n'est pas la théorie du prolétariat militant mais l'enseigne idéologique du *lumpenprolétariat* contre-révolutionnaire fondant comme une bande de requins dans le sillage du navire de guerre de la révolution. Et c'est ainsi sans doute que finit la carrière historique de l'anarchisme. »

C'est l'habituelle litanie sur l'« anarchisme–doctrine du *lumpenprolétariat* ». En 1893, avait eu lieu à Paris un congrès rassemblant les représentants de la totalité du mouvement ouvrier français de l'époque [1]. Dans les minutes du congrès, la liste des organisations présentes fait huit pages. Ce congrès avait discuté de l'organisation d'une grève générale si une guerre éclatait entre la France et l'Allemagne. À l'unanimité moins un délégué, le congrès adopta le principe de la grève générale. Pour l'anecdote, le délégué qui vota contre déclara qu'il avait eu mandat de voter ainsi, mais qu'il allait retourner auprès de ses mandants pour leur faire changer d'avis.

À en croire Rosa Luxembourg, toute la classe ouvrière française organisée qui était présente à ce congrès aurait été constituée de « lumpenprolétaires ». De même, ce sont sans doute 600 000 « lumpenprolétaires » qui, en 1912, suivirent le mot d'ordre de grève générale de la CGT pour protester contre la guerre qui s'annonçait – une initiative que les socialistes « scientifiques » allemands, Rosa Luxembourg en tête, n'ont jamais été fichus de prendre. Le discours de Rosa Luxembourg sert en fait à masquer le constat de l'antériorité du mouvement « anarchiste » sur la question de la grève générale, que Luxembourg appelle « grève de masse », pour se démarquer.

En marxiste conséquente, Luxembourg attaque l'anarchisme non par le recours à une critique théorique mais, comme ses prédécesseurs, par la calomnie et la déformation délibérée. Sur ce terrain, elle sera d'autant plus frénétique qu'elle devra se laver de l'accusation d'« anarchisme » lancée contre elle par ses petits camarades marxistes.

C'est ainsi que Luxembourg se croira obligée de consacrer, dans sa brochure, plusieurs pages à attaquer Bakounine sur l'idée de grève générale, accusant le révolutionnaire russe de fabriquer artificiellement des révolutions, alors qu'il n'a cessé de prévenir les militants contre les risques de l'impréparation. « Un beau matin, dit Luxembourg, citant Engels, tous les ouvriers de toutes les entreprises d'un pays ou même du monde entier abandonnent le travail, obligeant ainsi, en quatre semaines tout au plus, les classes possédantes soit à capituler, soit à attaquer les ouvriers, si bien que ceux-ci auraient le droit de se défendre, et par la même occasion d'abattre la vieille société tout entière. » Évidemment, on ne trouve rien de tel chez Bakounine, qui insiste sur le fait

1. Voir le compte rendu du congrès : [[http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/–Debat_sur_la_greve_generale_1893.pdf]]

qu'une révolution doit être préparée et qu'il est irresponsable d'engager le prolétariat dans une révolution si on n'est pas certain de la victoire.

Luxembourg poursuit :

> « Le malheur a toujours été pour l'anarchisme que des méthodes de lutte improvisées dans "l'espace éthéré" se sont toujours révélées de pures utopies ; en outre la plupart du temps, comme elles refusaient de compter avec la triste réalité méprisée, elles cessaient insensiblement d'être des théories révolutionnaires pour devenir les auxiliaires pratiques de la réaction. »

Luxembourg déclare que sa théorie de la grève de masse est « dirigée contre la théorie anarchiste de la grève générale ». De fait, toute la brochure est parsemée de critiques contre l'anarchisme et contre Bakounine. Elle conclut par l'argument choc du recours à la « dialectique », l'arme secrète des marxistes :

> « Ainsi la dialectique de l'histoire, le fondement de roc sur lequel s'appuie toute la doctrine du socialisme marxiste, a eu ce résultat que l'anarchisme auquel l'idée de la grève de masse était indissolublement liée, est entré en contradiction avec la pratique de la grève de masse elle-même ; en revanche la grève de masse, combattue naguère comme contraire à l'action politique du prolétariat, apparaît aujourd'hui comme l'arme la plus puissante de la lutte politique pour la conquête des droits politiques. »

Ce petit paragraphe est particulièrement intéressant. Il dit en gros ceci, une fois qu'on l'a décodé :

— La grève générale (« de masse » dans le vocabulaire luxembourgist) relevait jusqu'ici du fonds de commerce de l'« anarchisme » (en fait, du syndicalisme révolutionnaire, mais comme je l'ai dit, les social-démocrates allemands ne faisaient pas la différence).

— Grâce à la « dialectique de l'histoire » (*sic*), ce « fondement de roc » du marxisme, l'anarchisme entre en contradiction avec la « grève de masse » (on ne sait pas pourquoi ni comment, mais il suffit que la « dialectique de l'histoire » le dise par la bouche de sainte Rosa Luxembourg).

— La grève de masse, jusqu'alors combattue par les social-démocrates, devient « l'arme la plus puissante » de la lutte politique du prolétariat. Une arme que les social-démocrates allemands se sont bien gardé d'utiliser pour empêcher la guerre.

— En conclusion, pour que la grève de masse devienne un élément positif et opérationnel pour le marxisme, il faut que la grève générale des « anarchistes » cesse de l'être.

La question que tout lecteur normalement constitué se pose, c'est : puisque la « dialectique de l'histoire » est si claire et évidente, pourquoi la « grève de masse » n'a-t-elle pas été reconnue plus tôt comme un élément opérationnel et surtout, pourquoi, malgré l'intervention de Rosa Luxembourg dévoilant les projets de la « dialectique de l'histoire » [2], l'ensemble de la social-démocratie allemande n'a-t-elle pas eu la révélation ? Et pourquoi la social-démocratie allemande a-t-elle traité Rosa Luxembourg d'« anarchiste » ?

L'idée de grève générale avait été lancée par le congrès de la Première Internationale tenu à Bruxelles en septembre 1868, mais il s'agissait d'une mesure destinée à s'opposer à la guerre. Les dirigeants de la CGT française ne cesseront, dans les années qui ont précédé la Première Guerre mondiale, de tenter de convertir les dirigeants allemands à la nécessité d'une grève générale si une guerre éclatait entre les deux pays. Ils feront de multiples tentatives, et se heurteront toujours à un mur.

> « Les débats sur la grève générale font craindre aux directions syndicales de se laisser dépasser par les événements : elles déclarent qu'elles n'ont pas les moyens de la soutenir. Les révisionnistes sont opposés à une grève de masse. Rosa Luxembourg, de retour de Russie, affirme que c'est par

2. L'expression « dialectique de l'histoire » ne veut strictement rien dire. Marx ne faisait pas du tout de fixette sur la « dialectique » : il en parle très peu. Henri Lefebvre relève qu'il faut attendre 1858 pour découvrir une mention non péjorative de Marx à la dialectique hégélienne. Le texte où Marx explique qu'il remet la dialectique sur ses pieds se trouve dans la Postface de 1873 au *Capital*, où il dit, en passant, que tout ce qu'il faut faire est de mettre la méthode de Hegel à l'endroit et « vous trouverez qu'elle a un aspect tout à fait raisonnable » – une remarque assez triviale. Franz Jakubowski fait également remarquer que « nous ne trouvons chez lui [Marx] au sujet de Hegel, qu'une multitude de remarques dispersées. » (*Les Superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'histoire*, EDI, p. 77.)

la lutte que les travailleurs peuvent s'organiser et s'auto-émanciper, ce qui lui vaut d'être traitée d'"anarchiste" par les bureaucrates syndicaux[3]. »

L'enjeu que constitue l'affirmation de la « méthode dialectique » s'est révélé tardivement. Autrement dit, tout le tintouin fait autour de la « dialectique marxiste » est une construction *a posteriori*. La question de la « méthode » marxiste n'a pris une ampleur disproportionnée qu'après la mort de Marx, lorsqu'il s'est agi de « prouver » le caractère « scientifique » du marxisme. Engels est largement responsable de ce processus, devenu caricatural avec Lénine. La dialectique fut mise à toutes les sauces et servit le plus souvent à masquer un faux savoir. On se retrancha derrière la « dialectique », et surtout derrière ceux qui en parlaient, pour éviter de réfléchir et pour se donner l'illusion d'une connaissance qu'on n'avait pas. Confronté à des phénomènes sociaux contradictoires, on se borna à expliquer que cette contradiction était « dialectique », ce qui évitait d'en examiner les causes factuelles.

Plutôt que d'attaquer hystériquement l'« anarchisme » sur le principe de la grève générale, Rosa Luxembourg aurait mieux fait d'envisager des modalités d'alliance avec le mouvement ouvrier français sur cette question, afin de s'opposer conjointement à la guerre. *Jusqu'au dernier moment*, la direction de la CGT fit des tentatives pour rallier les dirigeants socialistes allemands à l'idée d'une action commune contre la guerre, sans succès.

Lorsqu'elle fait du bolchevisme la critique qui la rendra célèbre, Rosa Luxembourg montre que les principales innovations tactiques et stratégiques (du point de vue de la social-démocratie) ne résultent pas des trouvailles programmatiques de quelques dirigeants social-démocrates ni même des organes dirigeants du parti, mais qu'elles résultent spontanément du mouvement ouvrier. Elle « découvre » au moment de la Révolution russe de 1905 une chose qui était alors banale dans le mouvement syndicaliste français. Le principe de la grève générale, je l'ai dit, avait été adopté en congrès dès 1893, à l'unanimité moins une voix. Dans ce congrès, dont on possède le compte rendu détaillé, il apparaît clairement que la grève générale est identifiée à la révolution. On comprend que la social-démocratie allemande ait constamment rejeté toute discussion sur le sujet.

Rosa Luxembourg découvre que la classe ouvrière ne se limite pas à la direction politique de la classe ouvrière. En résumé, Rosa Luxembourg découvre l'eau chaude. Mais il est vrai également que pour les social-démocrates allemands, ses trouvailles sont une innovation : pensez donc, la classe ouvrière est également un acteur indépendamment de sa direction ! Constat qui trouvera un écho une vingtaine d'années plus tard lorsque Trotski dira dans son « *Programme de transition* » que « la crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction du prolétariat ».

Daniel Guérin a voulu faire, dans les années 1970, une lecture libertaire de Rosa Luxembourg[4] qui fait d'elle une « anarchiste » pas totalement accomplie. Sa critique du bolchevisme et de ses conceptions de l'organisation, ainsi que le discours qu'elle tient sur la spontanéité, ont sans doute achevé de la faire basculer dans le camp « anarchiste » aux yeux de certains étudiants et intellectuels. Son discours apparaît comme « sympathique » à bon nombre de militants, y compris libertaires, parce que son opposition à Lénine, ainsi que son assassinat, ont contribué à la transformer en mythe.

Rosa Luxembourg est mise en avant comme dissidente du marxisme pour sa critique du léninisme, du centralisme, pour sa défense de la liberté d'expression, etc. Mais personne ne peut dire qu'elle ne se serait pas alignée sur les positions de l'Internationale Communiste, si elle avait vécu. Elle apparaît comme une représentante de ce qu'on appellera plus tard le « socialisme à visage humain », un socialisme où le dialogue fait loi, mais sa critique du léninisme ne touche pas à l'essentiel, elle ne s'en prend qu'à ses méthodes d'action. On oublie qu'elle restait fondamentalement une social-démocrate, sectaire, anti-anarchiste féroce, utilisant le mouvement syndical comme un simple auxiliaire de la politique du parti.

Évoquant ces « dissidents » du marxisme, un militant de la Fédération anarchiste écrivait dans *Le Monde libertaire* il y a une trentaine d'années :

3. René Berthier, *Digressions sur la révolution allemande*, Éd. du Monde libertaire.
4. Rosa Luxembourg et la spontanéité révolutionnaire, Éditions Flammarion, 1971.

« Et là, à l'ombre d'Anton Pannekoek ou de Rosa Luxembourg, ils peuvent alors rêver tout haut d'un marxisme qui ne sécréterait pas le totalitarisme et d'un parti d'avant-garde vacciné contre le léninisme et le stalinisme. Et ils ne se privent pas de rêver, et de rêver encore [5]. »

Anarchisme, conseillisme et luxembourgisme

Les conseils ouvriers sont une forme d'organisation qui a été mythifiée à la fois par les courants se réclamant du léninisme, par ceux qui se désignent comme « conseillistes » et même par certains anarchistes. Dans le courant ultra-gauche on en parle avec une émotion aussi sincère qu'idéalisée, évacuant l'extraordinaire rapidité avec laquelle ils se sont bureaucratisés – quelques mois.

En 1905, le parti bolchevik était opposé aux conseils ouvriers parce qu'ils concurrençaient les partis. Lénine voulut même faire exclure les anarchistes des soviets parce qu'ils « ne faisaient pas de politique » [6].

D'instrument de combat au début, le soviet de Petrograd devient un appareil administratif bien rôdé. De 1 200 députés au début du mois de mars 1917, il passe en moins d'un mois à 3 000. Aucune vérification sérieuse des mandats n'est faite. Il y avait beaucoup de « nouveaux venus d'occasion ». Les séances plénières se déroulaient dans la confusion. Bientôt un « petit soviet » plus restreint de 600 membres est créé. De multiples commissions, bureaux, secrétariats sont créés. Plusieurs centaines d'employés s'activent dans les différents services. Oskar Anweiler, dans *Les Soviets en Russie* [7], écrit à ce sujet que ce que le soviet gagnait en matière de bon fonctionnement, il le perdait sur le plan du contact direct avec une partie considérable des masses. Quasi quotidiennes pendant les premières semaines d'existence, les séances plénières du soviet allaient s'espaçant et n'attirant souvent qu'un nombre restreint de députés. L'exécutif du soviet s'affranchissait à vue d'œil de la surveillance que les députés étaient censés exercer sur lui. En d'autres termes, le soviet se bureaucratise, pratiquement dès le début de la révolution.

Pourtant, la mythification qui fut faite des conseils ouvriers russes n'était rien en comparaison de ce qui arriva pendant la Révolution allemande. Les « conseillistes » s'attachent à une forme qui ne vécut que quelques mois en Allemagne et qui fut immédiatement récupérée par les réformistes. À aucun moment ils ne s'interrogent sur le fait que les conseils ouvriers, création tout à fait circonstancielle et spontanée du mouvement ouvrier, donc extrêmement fragiles, ne sont peut-être pas la forme la plus adéquate pour assurer de manière permanente le contrôle de la société par la classe ouvrière.

Les conseils d'ouvriers et de soldats tinrent leur congrès à Berlin le 16 décembre 1918. À l'ordre du jour : constitution d'une « *Assemblée nationale ou gouvernement des conseils* » [8]. « La question cardinale de la révolution » est posée, dit Rosa Luxembourg dans *Die Rote Fahne*. À quoi *Vorwärts*, l'organe central de la social-démocratie, répond : « *Les masses ne sont pas mûres.* » Pour les réformistes, une assemblée constituante aurait dû prendre le relais de la révolution.

Le poids politique de la social-démocratie – qui était au pouvoir, rappelons-le – restait énorme. Elle ne s'était pas ouvertement opposée aux conseils ouvriers. Elle avait même proposé de les légaliser. Les conseils ouvriers en Allemagne étaient nés du vide politique de l'État. Mais comme les soviets russes, ceux d'Allemagne se transformèrent rapidement. D'organisations de classe, ils devinrent des instances où s'affrontèrent les partis politiques : ils devinrent des assemblées de type parlementaire. Et à ce jeu, comme les social-démocrates étaient les plus nombreux et les mieux organisés, ils finirent par dominer. Les conseils cessèrent rapidement d'être l'expression directe des travailleurs des entreprises ; les délégués des conseils ouvriers ne recevaient plus leurs mandats de la base mais des différentes organisations qui y étaient représentées : parti social-démocrate, socialistes de gauche, ceux des syndicats, des coopératives, des consommateurs… La loi légalisant les conseils ouvriers passa au Reichstag et définit en détail les droits et devoirs des conseils, qui devinrent des rouages de la machine d'État.

5. Du groupe Malatesta, in *Le Monde libertaire*, 6 janvier 1983.

6. En 1905, le comité du parti de Saint-Pétersbourg, complètement dérouté, envoie un ultimatum aux soviets : adopter le programme du parti ou se dissoudre. (Voir infra, 8.6 « Syndicat et parti ».)

7. Cf. Oskar Anweiler, *Les Soviets en Russie, 1905-1921.*

8. Pour l'anecdote, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht ne purent se porter candidats, parce qu'ils ne travaillaient pas…

Les social-démocrates y avaient placé leurs hommes : plus on montait dans l'appareil des conseils, plus ils étaient nombreux. Leur influence était d'autant plus grande que de nombreux militants révolutionnaires *avaient refusé de siéger dans les conseils* où se trouvaient des social-démocrates ! Attitude d'une hautaine grandeur, mais qui frise la trahison. Ainsi, au congrès des conseils, les socialistes réformistes représentèrent les quatre cinquièmes des délégués contre une dizaine de Spartakistes qui, eux, n'avaient pas déserté. Les résolutions sur le pouvoir des conseils furent rejetées. Le gouvernement Ebert-Scheidemann se vit attribuer les pleins pouvoirs lors du congrès pan-allemand des conseils d'ouvriers et de soldats (16 au 20 décembre 1918). La social-démocratie avait gagné la partie. En quelques mois, elle avait littéralement avalé la révolution des conseils.

Précisons que les conseillistes étaient pour la plupart férocement anti-anarchistes. Le principal point d'opposition entre eux et l'anarchisme réside dans leur refus de toute forme d'organisation permanente. En plein cœur de la révolution allemande, les débats qui secouaient les courants conseillistes et provoquaient en leur sein des scissions en cascade, étaient les suivants :

— Herman Gorter se cantonne dans une vision typiquement social-démocrate de la division du travail entre « politique » et « économique » : le parti – le KAPD en l'occurrence – est l'élite ouvrière, tandis que l'Union – l'AAUD – est la masse qui se livre à l'action spontanée… mais pas à la défense économique. Curieusement, rien ne le distingue du point de vue social-démocrate, commun à Kautsky et à Lénine, sur la conscience ouvrière et le rôle des intellectuels.

— Otto Rühle pense que le parti est une forme périmée qui se détache de « la classe » ; il est une institution liée à la révolution bourgeoise, tandis que la conscience est l'auto-production de la classe. Dans le jargon de l'ultra-gauche, on parle de « la classe » pour désigner la classe ouvrière : « la classe a fait ceci », « la classe doit faire cela », comme si seule la classe ouvrière était une classe sociale digne de ce nom. Mais on n'est jamais bien loin du discours de l'instituteur qui parle de sa « classe. »

— Quant à Pannekoek, il se demande si la distinction entre partis et Unions est valide, dans la mesure où ces dernières sont dans les faits des sortes de comités de base des partis. Il considère que le prolétariat allemand ne se montre pas à la hauteur de sa mission historique.

— Autre question fondamentale qui était vigoureusement débattue : l'organisation doit-elle précéder l'action ?

— Canne-Meijer mentionne que « certains allèrent même jusqu'à fonder des organisations anti-organisations… », comme ce fut le cas en 1928-1929 dans le KAPD, réduit à l'état de micro-groupe. Lorsque l'un des groupes révolutionnaires de l'époque, l'AAU, en fut réduit, en 1929, à diriger une grève – comble de l'horreur –, le KAPD lui adressa une lettre de reproche : c'était là le triomphe d'une « politique de maquignonnage » consistant à « marchander avec les capitalistes autour d'un tapis vert, en attendant que le prolétariat soit assez fort pour monter à l'assaut final ».

Comment ne pas songer aux *disputatio* scolastiques du Moyen Âge lors desquelles des questions fondamentales étaient soulevées, telles que : « La sueur du cuir chevelu pue-t-elle plus que celle des autres parties du corps ? », « Le corps du Christ ressuscité portait-il des cicatrices ? », ou « Les imbéciles sont-ils encore plus bêtes à la pleine lune ? »

Conseillisme et autogestion

Au risque de surprendre, le terme d'autogestion, assez récent, ne figurait pas, à l'origine, dans la panoplie conceptuelle de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme. Et elle figurait encore moins dans la panoplie conceptuelle du marxisme. Rappelons que les soviets étaient un concept totalement étranger au bolchévisme avant avril 1917. Avant que l'autogestion ne devienne à la mode, aux alentours de mai 1968, on parlait, dans le mouvement anarchiste, de gestion directe et de gestion collective de l'économie : cela ne se limitait pas à la gestion des entreprises.

Après mai 1968, une pléthore d'intellectuels de gauche se sont émerveillés en découvrant que les ouvriers savaient gérer leur entreprise. Pour les libertaires, ce n'était pas un scoop, puisque c'est à leur initiative que

l'économie – industrie, agriculture et transports – a été collectivisée pendant la guerre d'Espagne. Notons que les communistes ont tout fait pour détruire cette œuvre de collectivisation.

Pour les anarchistes, le fait qu'une entreprise soit gérée par ses salariés est ni un scoop ni une panacée. On peut très bien, en principe, imaginer des entreprises autogérées par leurs salariés, dans un régime d'économie de marché avec appropriation de la plus-value par les patrons. Cela ne change pas la nature du système, qui reste parfaitement capitaliste ; simplement, le mode de gestion est un peu modifié. Sur ce point, nous sommes entièrement d'accord avec les conseillistes. Pour nous, libertaires, une société socialiste est une société dans laquelle l'ensemble des secteurs de l'économie est géré de manière collective, c'est-à-dire selon les principes du fédéralisme, et où les choix concernant les orientations de la production et l'affectation du surproduit social font l'objet de débats et de décisions collectives.

Ce n'est donc pas tellement la manière dont l'entreprise est gérée qui importe, même si ce n'est pas négligeable car dans le système capitaliste l'entreprise est souvent un lieu d'oppression. Ce qui importe surtout, c'est la manière dont la population travailleuse détermine les besoins globaux, les objectifs de la production et les moyens à mettre en œuvre pour réaliser ces objectifs. Dans le système capitaliste, c'est le marché – en fait les actionnaires des entreprises – qui assume ces fonctions sous la bienveillante protection de l'État ; dans le capitalisme d'État comme l'ex-URSS, c'était l'État. Dans les deux cas le prolétariat n'a rien à dire. Je prends le terme de *prolétariat* dans le sens où l'entendait la CGT-SR française : « … l'ouvrier de l'industrie ou de la terre, l'artisan de la ville ou des champs – qu'il travaille ou non avec sa famille –, l'employé, le fonctionnaire, le contremaître, le technicien, le professeur, le savant, l'écrivain, l'artiste, qui vivent exclusivement du produit de leur travail appartiennent à la même classe : le prolétariat[9]. » Le communisme libertaire ne s'identifie avec l'autogestion que dans la mesure où c'est le prolétariat (dans le sens défini ci-dessus) organisé dans ses structures de classe – industrielles et géographiques – qui définit les objectifs globaux et les moyens.

On a vu (p. 30) qu'Anton Pannekoek avait (involontairement, bien sûr) donné de l'anarcho-syndicalisme une définition assez pertinente. Les conseillistes d'aujourd'hui se donnent beaucoup de mal pour se démarquer de l'anarchisme, et en particulier de ses conceptions sur l'« autogestion » : malheureusement, pour légitimer leurs critiques, ils sont contraints d'attribuer au mouvement libertaire des positions qu'il n'a pas du tout, ce qui permet de le désigner comme faisant partie de « l'aile gauche du capitalisme »[10]…

Mais les similitudes ne sauraient effacer les différences : la principale opposition entre les conseillistes d'une part, les anarchistes et les anarcho-syndicalistes de l'autre, réside dans le fait que les conseillistes sont opposés à toute organisation permanente.

Le courant conseilliste n'est *absolument* pas favorable à l'autogestion : celle-ci est considérée comme une forme spécifiquement capitaliste. C'est une « mystification corporatiste localiste et syndicaliste » au sein de la classe ouvrière[11]. Conseils ouvriers et autogestion ne sont donc pas du tout la même chose. Selon les conseillistes, la gestion ouvrière des entreprises est une simple extension de l'organisation capitaliste de la production. Les conseils ouvriers ne servent pas à ça, ils sont un outil politique grâce auquel le prolétariat doit faire la révolution mondiale.

Les anarchistes sont d'accord avec les conseillistes sur un point : ils ne visent pas à organiser un système où les entreprises seraient autogérées sans liens entre elles, sans un projet commun et sans avoir abattu le pouvoir politique de la bourgeoisie. L'autogestion d'une entreprise dans le système capitaliste s'appelle tout simplement coopérative. Non pas que les anarchistes soient opposés aux coopératives, au contraire, mais à condition de ne pas imaginer qu'on peut renverser le capitalisme simplement en multipliant les coopératives. Le problème est que les conseillistes attribuent aux anarchistes des positions qu'ils n'ont pas – comme le font parfois Besancenot & Löwy.

Selon les conseillistes, l'autogestion serait aujourd'hui le « dernier recours » à la crise du capitalisme, et à ce titre les social-démocrates, trotskistes et autres libertaires préconisent « des "conseils ouvriers" émasculés ».

9. Pierre Besnard, *Les Syndicats ouvriers et la révolution sociale*. Cette définition englobe au moins 80% de la population.

10. On trouvera sur le site du groupe Gaston-Leval de la Fédération anarchiste une analyse critique des positions du Courant communiste international : `http://monde-nouveau.net/spip.php?article486`.

11. Je me réfère à un article intitulé « La révolution prolétarienne » paru dans une publication du « Courant communiste international », la *Revue Internationale*, n° 1, 2e trimestre 1975.

L'autogestion serait un mot d'ordre qui sert à la bourgeoisie pour conduire le prolétariat à sa propre exploitation, sans remettre en cause l'État capitaliste et les rapports marchands.

> « C'est ainsi que la république bourgeoise espagnole a pu récupérer bien des cas d'autogestion et les mettre au service de son effort de guerre contre sa rivale capitaliste, la fraction de Franco[12]. »

Je ne sais pas si l'auteur de ces lignes se rend compte de ce qu'il dit. D'abord la république espagnole n'a pas récupéré « bien des cas d'autogestion » : c'est *l'ensemble* de l'économie de la zone où dominaient les anarchistes qui a été collectivisée, grâce à quoi la population a pu produire, récolter le blé, transporter la nourriture dans les villes pendant trois ans – ce que les communistes russes ont été incapables de faire. C'est le prolétariat organisé qui a restructuré l'économie. Sans le prolétariat organisé dans ses syndicats, le putsch fasciste du 19 juillet 1936 se serait terminé le 20 juillet et on ne parlerait pas de Révolution espagnole.

Les conseillistes soulignent « la nature bureaucratique et étatique de la plupart de la soi-disant collectivisation faite sous les auspices de la CNT anarchiste ». Ce raisonnement quelque peu simpliste conduit l'auteur de l'article à la conclusion que la collectivisation de l'industrie, de l'agriculture et des transports par la CNT et parfois par la CNT-UGT n'a été qu'une tactique au service d'une fraction capitaliste contre l'autre. Ce raisonnement est tellement caricatural que ce courant politique est totalement disqualifié dans toute discussion où un minimum de bon sens est nécessaire.

Les conseillistes s'opposent à la constitution de ce qu'ils appellent des « unités productives » qui maintiennent les divisions imposées par le capitalisme. De telles méthodes d'organisation « détournent les ouvriers de leur but premier : détruire l'État capitaliste, et permettent ainsi à l'État de relancer son offensive contre une classe ouvrière fragmentée » : la socialisation de la production exige au contraire la suppression des entreprises autonomes et « la soumission de tout l'appareil productif à la direction consciente de la société, sans l'intermédiaire de l'échange ». Les partisans de l'autogestion, au contraire, se caractérisent par le « rejet commun de la nécessité pour le prolétariat de détruire l'État bourgeois à l'échelle mondiale avant que toute socialisation réelle puisse être entreprise ».

C'est quand même rigolo que des gars qui nous bassinent avec l'idée de « période de transition » reprochent aux libertaires espagnols de ne pas avoir instauré le communisme en une semaine. Ces camarades-là ne sont tout simplement pas crédibles.

Je me suis référé aux positions d'un des innombrables courants se réclamant du conseillisme. Peut-être en trouverait-on un qui soit favorable à l'autogestion. Certains auteurs parlent d'« autogestion sociale », ce qui permet de prendre des distances avec l'idée d'autogestion limitée à l'entreprise, et implique une forme d'organisation à l'échelle de la société. Mais cela ne suffirait pas à satisfaire nos conseillistes :

> « Mais la mystification de l'autogestion ne s'arrête pas à l'idée d'unités de production "autonomes". Elle peut s'étendre au niveau national, si l'on imagine des conseils ouvriers planifiant de concert l'accumulation "démocratique" du capital national. »

En résumé, les conseils ouvriers servent à « détruire l'État bourgeois à l'échelle mondiale avant que toute socialisation réelle puisse être entreprise ». En attendant, on ne fait rien. On ne sait pas ce qui se passe entre le début de la destruction de l'État et le début de la « socialisation réelle ».

On ne sait pas comment on s'approvisionnera en lait, par exemple…

6.2 Kollontaï et l'Opposition ouvrière

L'« Opposition ouvrière » est un groupe qui s'est formé à l'intérieur du parti bolchevik en 1919 mais qui ne s'est pas manifesté ouvertement avant l'hiver 1920. Il y avait à cette époque dans le parti des débats houleux sur la militarisation du travail, que Trotski voulait introduire, et sur le rôle des syndicats. L'Opposition ouvrière était naturellement contre la militarisation du travail.

12. Loc. cit.

La crise économique en Russie prenait des proportions catastrophiques et de nombreux militants communistes pensaient que, face à l'incapacité totale du parti en ce domaine, le contrôle syndical de l'économie était la solution la plus rationnelle – les dirigeants syndicaux, du fait de leur proximité avec l'appareil de production, étant réputés plus compétents que les dirigeants du parti. Les meneurs les plus connus de ce groupe sont Alexandra Kollontaï et Alexandre Chliapnikov.

Le danger pour Lénine, Trotski et Zinoviev et tous les caciques du parti était extrême : la direction du parti n'a sans doute jamais été aussi près de se faire renverser qu'à ce moment-là, si les opposants avaient eu le courage de le faire. Pour ces opposants, les syndicats réalisaient « l'activité créatrice de la dictature du prolétariat dans le domaine économique », mais, malgré tout, le parti bolchevik restait pour eux « le centre suprême de la politique de classe, l'organe de la pensée communiste, le contrôleur de la politique réelle des soviets ». Il ne s'agissait donc pas d'une réelle critique de front du régime mis en place par le coup d'État d'octobre 1917 ; l'Opposition ouvrière reproche tout au plus au parti son « esprit de routine ». Ce manque de clairvoyance – ou cette lâcheté, comme on voudra – aura des effets tragiques. En effet, les analyses de l'Opposition ouvrière s'inscrivent parfaitement dans le cadre d'une crise globale du régime communiste en Russie, marquée par les défections massives que subit le parti communiste, les critiques presque unanimes contre le régime, l'accroissement d'influence des autres partis de gauche et de l'anarchisme. L'insurrection de Kronstadt n'est qu'une des expressions de cette crise globale.

Au lieu de lier l'activité du groupe à l'opposition globale au régime, les dirigeants de l'Opposition ouvrière vont approuver et participer à la répression de l'insurrection de Kronstadt ; après quoi le groupe disparaîtra complètement. La mémoire ouvrière conservera le souvenir d'un document passionnant, mais oubliera la frénésie criminelle avec laquelle ses auteurs s'obstineront à se plier à la « discipline du parti ».

L'insurrection de Kronstadt survient à un moment où une masse importante de travailleurs commence à s'opposer aux orientations du parti ; une frange non négligeable de militants locaux s'oppose à la centralisation et à l'autoritarisme de l'État ; enfin, se font jour à la fois des conflits de personnalités, une lutte entre différentes factions du parti pour le pouvoir et le renforcement de l'autorité centrale du parti contre toute activité locale. Une véritable scission menace le Comité central. Une fermentation croît à l'intérieur du parti sous forme d'oppositions constituées, recueillant la sympathie des communistes du mouvement syndical, oppositions qui peuvent constituer une véritable menace pour l'appareil dirigeant. Lénine déclarait : « Si le Parti rompt avec les syndicats, il a tort, et ce sera à coup sûr la perte du pouvoir soviétique. » Notons que les groupes d'opposition qui, *à l'intérieur* du parti, se plaignent des restrictions de leur droit à l'expression, le font alors que ce même droit a été balayé depuis longtemps *à l'extérieur*.

Au contraire de Trotsky, Lénine pensait qu'il ne fallait pas heurter de front les dirigeants syndicaux et qu'il fallait trouver des méthodes plus subtiles pour contrôler les syndicats et s'assurer de leur collaboration au comité central. Bien mieux que Trotsky, Lénine perçoit les rapports de force. « Nous n'avons pas d'autre soutien que des millions de prolétaires, inconscients, le plus souvent incultes, peu évolués, illettrés, mais qui, en tant que prolétaires, suivent leur parti. » Les syndicats sont l'organisation qui regroupe l'ensemble de la classe ouvrière sur des bases de classe ; ils sont un encadrement naturel du prolétariat, « une école du communisme », « le réservoir du pouvoir d'État », pourvu qu'ils soient, évidemment, contrôlés par le parti. À ce titre, ils ne sont pas seulement une administration, dit Lénine, ils sont « *la source d'où nous tirons tout notre pouvoir* » [13].

À la veille du Xe congrès, prévu pour mars 1921, on ne sait pas quelle tendance du comité central dominera le parti. La crise du comité central déborde largement cet organisme et s'étale dans la presse du parti. Les débats sur la question syndicale sont vifs dans les journaux et les organismes de base. Des groupes profitent du débat sur la question syndicale pour étaler des griefs plus profonds, concernant notamment la dictature du comité central, l'étouffement des initiatives locales.

Les militants de la tendance Centralisme démocratique considéraient que le conflit syndical n'était qu'un aspect d'un problème suscité par la centralisation exagérée du pouvoir, et que peu de chose séparait les points de

13. Rapport au IIe congrès des mineurs de Russie, Lénine, *Œuvres complètes*, tome 32, p. 52-53. Pour un exposé détaillé des fluctuations du parti bolchevik par rapport aux institutions révolutionnaires, voir :

– « Révolution russe : l'institution révolutionnaire » (René Berthier) [[http://monde-nouveau.net/ecrire/?exec=article&id_article=572]], et

– « Les bolcheviks et le contrôle ouvrier », Maurice Brinton. [[http://monde-nouveau.net/ecrire/?exec=article&id_article=571]]

vue de Lénine et de Trotski, qualifiés comme « deux points de vue d'un seul et même groupe de militarisateurs de l'économie nationale ». Tout cela menace évidemment l'autorité de la direction et incite celle-ci à taire ses divergences et à s'unir pour faire face au danger, c'est-à-dire le reste du parti. Trotski convainc Lénine qu'un débat organisé et patronné par le comité central couperait l'herbe sous les pieds de l'Opposition ouvrière qui avait l'écoute des milieux syndicaux [14]. L'Opposition ouvrière affirmait la nécessité du contrôle de l'ensemble de l'industrie par les syndicats, point de vue qui était catalogué par Lénine de « déviation anarcho-syndicaliste », mais qui intéressait nombre de syndiqués communistes. Ce débat eut lieu le 30 décembre 1920 à Moscou, lors duquel 124 délégués sur 278 se prononcèrent en faveur de l'Opposition ouvrière.

Les thèses de l'Opposition ouvrière étaient soutenues par les communistes du syndicat des Métallurgistes, du syndicat des Mineurs et d'autres dirigeants syndicaux. Selon eux, l'industrie devait être contrôlée par les syndicats à travers un organisme élu par les syndicats, groupé par branches professionnelles. Chaque usine devait être gérée par un Comité ouvrier relevant de l'organisme syndical hiérarchiquement supérieur. Les responsables syndicaux devaient être élus. Il est évident qu'un tel programme retirait tout pouvoir au parti communiste ; dès lors que ce dernier perdait la possibilité de nommer les responsables syndicaux, il ne pouvait plus imposer sa politique par l'intermédiaire des membres du parti dociles qu'il avait placés dans les instances syndicales.

> « Le syndicalisme confie la gestion des branches de l'industrie ("comités principaux et centres") à la masse des ouvriers sans-parti, répartis dans les différentes productions, annulant de la sorte la nécessité du parti. […] Si les syndicats, c'est-à-dire pour les 9/10, les ouvriers sans parti, désignent […] la direction de l'industrie, à quoi le parti sert-il [15] ? »

Les thèses de l'Opposition ouvrière suscitèrent des réactions très violentes car elles inquiétaient sérieusement la direction du parti. Ce courant, selon R.V. Daniels, était implanté dans le Sud-Est de la Russie d'Europe, c'est-à-dire le bassin du Donetz, le Don du Kouban, la province de Samara. L'Opposition ouvrière contrôlait l'organisation du parti à Samara et le syndicat des Métallurgistes dans tout le pays ; dans la province de Moscou, elle recueillait un quart des voix du parti ; avant la fin de 1920, ils avaient une majorité de sympathisants en Ukraine [16].

Cependant, quelque « sympathique » que puisse paraître ce courant, somme toute le plus réaliste du parti bolchevik, il convient de rappeler qu'il n'intéresse que les communistes du mouvement syndical, qui formaient une minorité impopulaire bien que détenant les leviers de commande. Ce qui se passait dans le parti entre la base et la direction se passait également dans le mouvement syndical entre militants et direction. L'appareil dirigeant du mouvement syndical était constitué de communistes professionnels qui avaient un véritable statut de hauts fonctionnaires, et qui n'avaient pour l'essentiel jamais adhéré à un syndicat en tant que travailleurs. En outre, l'Opposition ouvrière n'envisageait pas que quiconque autre qu'un communiste puisse diriger les syndicats.

Il ne s'agissait en rien de permettre aux ouvriers d'élire librement leurs représentants. L'Opposition ouvrière ne faisait aucune critique de la domination du parti sur l'ensemble du prolétariat. Lorsque Kollontai déclare que « les nominations ne doivent être tolérées qu'à titre d'exception ; récemment elles ont commencé à devenir la règle », il ne lui vient pas à l'esprit que dans ce cas l'exception une fois instituée devient vite la règle. Aux yeux de la masse des travailleurs, l'Opposition ouvrière ne devait être rien d'autre qu'une fraction parmi d'autres qui se concurrençaient pour le contrôle de la classe ouvrière. Rappelons tout de même qu'Alexandra Kollontai, éminente porte-parole de cette tendance, participa sans état d'âme à la répression de l'insurrection des marins de Kronstadt, qui eut lieu pendant le déroulement du Xe congrès qui décida l'interdiction des fractions à l'intérieur du parti, c'est-à-dire l'interdiction de l'Opposition ouvrière [17] !

---

14. Peu avant le Xe congrès du parti communiste (8-16 mars 1921), parut un texte d'Alexandra Kollontai intitulé « L'Opposition ouvrière ». L'organe des communistes de gauche britanniques publia le texte entre avril et août 1921, puis le texte parut en brochure en Grande-Bretagne et en Allemagne, en 1922. La *Revue anarchiste* publia la traduction française du texte en décembre 1923 et janvier 1924. Le texte a été réédité en 1962 par le groupe britannique Solidarity, et en 1965 dans la revue *Socialisme ou Barbarie*.

15. « La crise du parti », *Œuvres complètes*, tome 32, p. 43 et 44.

16. *The Conscience of the Revolution*, Harvard University Press, 1960, p. 127.

17. Il convient de réparer une injustice concernant la répression de l'insurrection de Kronstadt, habituellement attribuée au seul Trotski. Trotski n'assuma que le rôle officiel de responsable de la répression, mais c'est à Toukhatchevsky qu'échut le travail d'état-major et à Staline le sale boulot de liquidation effective du soulèvement, qui fit 14 000 morts chez les insurgés. Lénine et Trotski montraient de façon éclatante qu'ils choisissaient le pouvoir du parti contre le pouvoir des conseils, de la même façon que l'avaient fait les social-démocrates allemands

Avant le Xe congrès, la fraction léniniste obtient la démission de Préobrajenski et de Djerdjinski, trop timorés face à l'Opposition ouvrière et les trotskistes. Une campagne très active, dans laquelle le culte de la personnalité joue déjà un grand rôle, est menée contre les autres courants qualifiés d'« objectivement contre-révolutionnaires ». La tendance léniniste réussit à s'emparer de l'appareil du parti même dans les régions traditionnellement en faveur de l'Opposition ouvrière.

Le Xe congrès du parti

Le discours d'ouverture de Lénine constate en tout premier lieu que l'Internationale Communiste a cessé d'être un mot d'ordre pour devenir une réalité. Ensuite, dit-il, « c'est la première fois que [le] congrès se tient alors que le territoire de la République soviétique est délivré des troupes ennemies ». « Nous avons vécu une année exceptionnelle, dit-il, nous nous sommes permis le luxe de discussions et de débats au sein de notre parti », alors que ce dernier est entouré d'ennemis ; « ce luxe, ajoute Lénine, était vraiment surprenant ! ». Une partie importante des interventions de Lénine à ce congrès est consacrée à la critique de l'Opposition ouvrière, qualifiée de « déviation syndicaliste » et, « jusqu'à un certain point semi-anarchiste » [18]. Lénine insiste particulièrement sur le caractère « anarchiste, petit-bourgeois » de cette opposition (le terme « anarchiste » chez Lénine est presque systématiquement suivi de « petit-bourgeois ») : « J'affirme qu'il existe un lien entre les idées, les mots d'ordre de cette contre-révolution petite-bourgeoise, anarchiste, et les mots d'ordre de l'« opposition ouvrière ». » Lénine reproche à l'opposition ouvrière de ne pas comprendre « pourquoi la contre-révolution [...] prend une forme anarchiste » [19] : « ... tous doivent savoir que la déviation syndicaliste est une déviation anarchiste et que l'« opposition ouvrière » qui se retranche derrière le dos du prolétariat est un mouvement petit-bourgeois, anarchiste [20]. »

Ces camarades, dit Lénine, déclarent constituer une « opposition » au moment même de l'insurrection de Kronstadt, ce qui est une grave responsabilité, une violation de l'unité. Or, ces derniers temps, « au cours de réunions de sans-parti qui se sont tenues à Moscou, il est apparu manifestement qu'ils font de la démocratie et de la liberté des mots d'ordre tendant au renversement du pouvoir des Soviets ». Lénine reconnaît cependant qu'un grand nombre de représentants de l'Opposition ouvrière ont lutté contre ce mal, ont « combattu cet esprit contre-révolutionnaire petit-bourgeois ».

Curieusement, l'Opposition ouvrière semble récuser l'accusation léninienne de déviation syndicaliste et nombre de ses militants semblent faire reproche à Lénine d'user de ce qualificatif. « Pourquoi la camarade Kollontaï écrit-elle que je lance à la légère le mot "syndicalisme" ? » Lénine n'a pas de mal à demander à ceux qui récusent cette accusation de la réfuter : il cite la page 25 de la brochure de Kollontaï : « L'organisation de la gestion de l'économie nationale appartient au congrès des producteurs de Russie, groupés en syndicats de production qui élisent un organisme central dirigeant l'ensemble de l'économie nationale [21]. »

À satiété, Lénine répète qu'il s'agit là « d'un mouvement petit-bourgeois, anarchiste » dont les thèses vont à l'encontre de la « résolution du IIe congrès de l'Internationale Communiste sur le rôle dirigeant du parti communiste et l'exercice de la dictature du prolétariat. C'est du syndicalisme [22]... » Or, « la dictature du prolétariat est impossible sans l'intermédiaire du parti communiste ».

L'avant-projet de résolution « sur la déviation syndicaliste et anarchiste dans notre parti » commence ainsi :

> « 1. Depuis quelques mois, une déviation syndicaliste et anarchiste s'est manifestement révélée dans les rangs du parti ; la lutte idéologique la plus résolue, l'épuration et l'assainissement du parti s'imposent.

Noske et Ebert le 9 novembre 1918 en écrasant les spartakistes. Noske se vantait d'être le « Trotski allemand ». (Ruth Fischer, *Stalin und der deutsche Kommunismus*, Verlag der Frankfurter Hefte, 1948, p. 99.)

18. Rapport au Xe congrès, Lénine, *Œuvres complètes*, tome 32, p. 184.
19. *Ibid.*, p. 202
20. *Ibid.*, p. 202
21. *Ibid.*, p. 207.
22. Ibid., p. 270.

> « 2. Cette déviation a été provoquée d'une part par l'entrée au parti d'anciens mencheviks, ainsi que d'ouvriers et de paysans qui n'ont pas encore entièrement assimilé la doctrine communiste ; mais elle est due surtout à l'influence qu'exerce sur le prolétariat et le PCR l'élément petit-bourgeois exceptionnellement puissant dans notre pays, qui donne inévitablement naissance à des oscillations vers l'anarchisme [23]… »

Cette optique révèle une mauvaise foi particulièrement évidente, dans la mesure où l'Opposition ouvrière était constituée d'éléments authentiquement prolétariens, ce que Lénine savait fort bien : « On ne saurait se tirer d'affaire comme le fait constamment le camarade Chliapnikov en invoquant son caractère authentiquement prolétarien [24]. » L'une des critiques de l'Opposition ouvrière visait précisément l'entrée en masse des éléments opportunistes et petits-bourgeois dans le parti.

La résolution remet en cause le programme du parti voté lors de son VIIIe congrès, en particulier son paragraphe 5 consacré au rôle des syndicats [25]. Les syndicalistes et les anarchistes, en préconisant d'élire « des organismes chargés de diriger l'économie nationale », nient le rôle dirigeant du parti : « Le rôle dirigeant, éducatif et organisateur du parti au sein des syndicats du prolétariat, et de ce dernier dans les masses laborieuses à demi petites-bourgeoises ou franchement petites-bourgeoises, est ainsi totalement éludé et éliminé [26]. »

> « Aussi les idées de l'« opposition ouvrière » et des éléments analogues sont-elles fausses, non seulement du point de vue théorique, elles sont l'expression pratique des flottements petits-bourgeois et anarchistes ; elles affaiblissent pratiquement les fermes principes directeurs du Parti communiste et aident pratiquement les ennemis de classe de la révolution prolétarienne [27]. »

Ainsi, la résolution sur l'unité du parti énonce-t-elle en son point 6 que sont dissous « tous les groupes sans exception qui se sont constitués sur tel ou tel programme » et que la non-exécution de cette dissolution entraîne l'exclusion. Toutes ces mesures furent approuvées à une écrasante majorité. Lorsque le congrès pan-russe du syndicat des Métallurgistes élut au mois de mai 1921 une direction qui ne convenait pas au comité central du parti, ce dernier nomma son propre comité à la tête du syndicat.

Trotski : « C'est une obligation élémentaire de dénoncer les éléments hostiles au parti. »

L'insurrection de Kronstadt éclate au moment même où se déroule le Xe congrès du parti bolchevik. Plusieurs groupes d'opposition y sont représentés : tous condamnent l'insurrection, y compris l'Opposition ouvrière de Kollontaï et Chliapnikov, et de nombreux délégués – deux cents – quittent le congrès pour participer à la répression. Les événements de Kronstadt révèlent aux bolcheviks l'ampleur de la crise qui secoue l'État et la société russes. Une nouvelle politique économique, la NEP, est mise en œuvre. Mais en même temps qu'ils relâchent leur emprise sur l'économie, les bolcheviks vont restreindre encore plus la démocratie à l'intérieur du parti et au-dehors, *alors que la guerre civile est terminée depuis novembre 1920 avec l'écrasement des troupes de Wrangel par l'Armée rouge et l'armée insurrectionnelle makhnoviste alliées. Après quoi, les communistes rompirent les accords et se retournèrent contre les anarchistes ukrainiens.* C'est à cette occasion que Radek déclare que si les mencheviks étaient laissés en liberté, maintenant que les communistes ont adopté leur politique, ils vont exiger le pouvoir. D'autre part, ajoute Radek, laisser la liberté aux socialistes révolutionnaires alors que l'énorme masse paysanne est contre les bolcheviks serait du suicide [28].

23. Avant-projet de résolution du 10e Congrès du Parti communiste de Russie sur la déviation syndicaliste et anarchiste dans notre parti. 10e Congrès du PCR, 8-16 mars 1921. Œuvres complètes, tome 32 p. 256-259.

24. Lénine, Rapport au Xe congrès, Œuvres complètes, tome 32, p. 206.

25. Pour rappel : le programme du VIIIe congrès du parti déclare, dans le « paragraphe 5 » de la « Section économique » que « l'appareil d'organisation de l'industrie socialisée doit être basé essentiellement sur les syndicats […]. Les syndicats qui, conformément aux lois de la République soviétique et à la pratique quotidienne, participent déjà aux tâches de tous les organes centraux et locaux de l'administration industrielle, doivent procéder à la concentration effective dans leurs propres mains de toute l'administration de l'économie dans son ensemble, considérée comme une seule unité économique […]. La participation des syndicats à la gestion économique et leur rôle, qui consiste à entraîner de larges masses dans ce travail, constitue également la meilleure méthode de lutte contre la bureaucratisation de l'appareil économique. »

26. Avant-projet de résolution du 10e Congrès du Parti communiste de Russie sur la déviation syndicaliste et anarchiste dans notre parti. 10e Congrès du PCR, 8-16 mars 1921. *Œuvres complètes*, tome 32, p. 256-259.

27. *Ibid.*

28. Cf. Schapiro, *Storia del partito comunista d'Unione sovietica*, Milan, 1963, p. 269- 270.

Boukharine est chargé de lire au nom du comité central un rapport sur la démocratie ouvrière – un des nombreux exemples où des dirigeants ne parlent jamais tant d'une chose que quand ils font le contraire. « Le communisme de guerre, dit-il, a produit un centralisme extrême, un appareil hautement centralisé sur la base d'un niveau culturel très arriéré des masses. » « La démocratie ouvrière rend impossible le système de la nomination, et se caractérise par l'éligibilité de tous les organismes, du haut vers le bas, par la responsabilité et le contrôle qui leur est imposé. »

Boukharine semble donc découvrir, et sans doute le parti avec lui, que la démocratie ouvrière pourrait impliquer l'éligibilité des fonctions ; mais le fait que cela se fasse « du haut vers le bas », et non du bas vers le haut, est-il un lapsus ? Car qu'y a-t-il de plus ressemblant à une nomination qu'une éligibilité « du haut vers le bas » ?

Boukharine entend aussi fixer les limites de la démocratie ouvrière. Il annonce à ce sujet qu'il déposera une motion sur l'unité du parti, motion en fait dirigée contre l'Opposition ouvrière. C'est Lénine qui parlera et qui proposera deux textes, dans lesquels l'Opposition ouvrière est condamnée comme déviation anarcho-syndicaliste, et où sont condamnés les « indices de fractionnisme », l'apparition de « groupes avec leurs programmes propres et une tendance à se replier sur eux-mêmes jusqu'à un certain point et à créer leur propre discipline de groupe ».

Au sujet de l'Opposition ouvrière, Trotsky dira ceci :

> « Ils ont avancé des mots d'ordre dangereux. Ils ont transformé les principes démocratiques en fétiches. Ils ont placé le droit des ouvriers à élire leurs représentants au-dessus du parti. Comme si le parti n'avait pas le droit d'affirmer sa dictature, même si cette dictature entre momentanément en conflit avec l'humeur changeante de la démocratie ouvrière[29] ! »

Lorsque vers la fin de 1921 Tomski abandonna les syndicalistes pour se rallier à Lénine, il tenta d'expliquer l'influence de l'Opposition ouvrière par la popularité des idées de démocratie industrielle et des idées anarcho-syndicalistes chez les métallurgistes, qui, rappelons-le, avaient constitué le fer de lance du mouvement des comités d'usine en 1917.

Les tendances sont maintenant interdites sous peine d'exclusion de leurs membres. Vingt-cinq délégués seulement ont voté contre la motion. La police secrète peut, dès lors, commencer à réprimer tous les groupes d'opposition dans le parti. Pourtant une forte solidarité maintient ensemble les militants qui avaient jusqu'alors combattu côte à côte. Beaucoup de bolcheviks, bien que dans la ligne, refusent de témoigner contre leurs camarades.

Djerdjinski, le chef de la Tchéka[30], s'en plaignit et obtint du Politburo une décision officielle exigeant que les membres du parti dénoncent ceux de leurs camarades engagés dans l'agitation contre la direction du parti. Trotski déclara alors que c'était une obligation « *élémentaire* » de *dénoncer les éléments hostiles au parti* »[31]… Il ne faudra pas beaucoup d'années – quatre ou cinq – pour que ceux qui étaient majoritaires au Xe congrès se retrouvent minoritaires et bénéficient des dispositions répressives qu'ils avaient si inconsidérément approuvées.

Épilogue sur l'Opposition ouvrière

Gaston Leval avait été nommé délégué de la CNT pour prendre part, à Moscou, au Congrès constitutif de la l'Internationale syndicale rouge. Il séjournait en Russie entre 1921 et 1922. Il nous raconta qu'il avait rencontré entre autres Alexandra Kollontai, qui lui expliqua que le texte intitulé *L'Opposition ouvrière*, dont la direction du parti avait annoncé qu'il avait été tiré à 1,5 million d'exemplaires, avait en fait été tiré à 1 500. Elle lui révéla également qu'elle et ses camarades de l'Opposition ouvrière vivaient dans la peur constante d'être arrêtés à tout moment et qu'ils se réunissaient en petit comité en prétextant de prendre le thé. C'est là le bien triste épilogue

29. Discours de Trotsky au Xe Congrès du parti, cité par Maurice Brinton, *Les Bolcheviks et le contrôle ouvrier, Autogestion et socialisme*, n° 24-25, 1973. Le texte original de cette citation peut être trouvé (en russe) sur le lien suivant, p. 351-361 : [[http://ru.wikipedia.org/wiki/X_%D1%81%D1%8A%D0%B5%D0%B7%%20D0%B4_%D0%A0%D0%9A%D0%9F%28%D0%B1%29]]

30. Le 17 janvier 1920 Djerdjinski, chef de la Tchéka, fait signer par Lénine un arrêté abolissant la peine de mort (qui sera par la suite vite rétablie). La nouvelle parvient dans la nuit aux détenus politiques. Le lendemain la Tchéka les massacra tous. (Cité par Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 112.)

31. Cité par Robert Conquest, *The Great Terror*, Pelican book, 1971, p. 23.

d'une opposition qui avait réuni une bonne moitié des délégués communistes à la conférence de Moscou en décembre 1920.

Après le Xe congrès du parti, en 1921, l'interdiction des tendances paralysait toute tentative d'opposition. Toute insubordination était punie par l'exclusion du parti, signifiant que l'exclu pénétrait véritablement en enfer.

En février 1922, l'Opposition ouvrière rédigea un pathétique « Appel de l'Opposition ouvrière à l'IC » dans lequel elle tentait d'alerter les congressistes de la conférence de l'Internationale communiste sur les dérives du régime en place, se plaignant de voir appliquer « toutes sortes de mesures répressives » contre ceux qui ont « leurs propres opinions » dans le Parti, et d'être qualifiés d'« anarcho-syndicalistes ».

> « Nos fractions communistes dans les syndicats, sont privées du droit de manifester leur volonté dans l'élection de leurs propres chefs, même lors des congrès. La tutelle et la pression de la bureaucratie en sont arrivées à ce point que les membres du Parti sont menacés d'exclusion et d'autres mesures répressives s'ils élisent qui ils veulent au lieu de ceux que veulent faire élire les intrigants hauts placés. »

L'Appel conclut par une demande d'aide :

> « La situation dans notre Parti est si difficile qu'elle nous pousse à vous demander de l'aide pour écarter la menace imminente d'une scission en son sein. »

Dans la mesure où l'Opposition ouvrière n'avait fait aucun effort de publicité (la « discipline de parti »), elle était totalement inconnue de la majorité des congressistes, qui de toute façon n'auraient pas fait grand-chose : en 1922, il était trop tard. Il est significatif que les signataires de cet Appel ne s'étaient jamais fait entendre (sauf pour le cas remarquable de Miasnikov, qui mériterait une statue) pour dénoncer les entraves à la liberté de parler et de s'organiser en dehors du parti.

6.3 Quelques mots sur Makhno et Kronstadt

J'ai écrit à l'occasion du 80e anniversaire du coup d'État d'Octobre 1917 un livre dans lequel je tente de proposer une analyse libertaire de cet événement : *Octobre 1917, le Thermidor de la Révolution russe*[32]. Dans ce livre, aucun chapitre n'est consacré spécifiquement à Kronstadt et au mouvement makhnoviste, pour plusieurs raisons. De nombreux ouvrages existent sur ces deux événements, et je ne voyais pas ce que j'aurais pu dire de particulièrement original, aussi bien en termes historiques qu'en termes d'analyse d'un point de vue libertaire. Et puis sur Kronstadt il y a les remarquables ouvrages d'Alexandre Skirda, qui a consulté des sources originales récemment accessibles : il a publié un livre, *Kronstadt 1921, Prolétariat contre dictature communiste*[33] qui complète celui qu'il avait publié en 1971. Ce livre réfute toutes les relativisations faites par Besancenot & Löwy. Sur Makhno, on lira avec profit, de Skirda également, *Nestor Makhno : le cosaque libertaire, 1888-1934 La Guerre civile en Ukraine, 1917-1921*, Paris, Éd. de Paris, 1999.

Il y a aussi une autre raison sur mon silence. Kronstadt et la Makhnovtchina sont devenus des événements mythiques du mouvement anarchiste, au point d'en devenir agaçants dans la mesure où ils résument à peu près tout ce que le mouvement anarchiste a à dire sur la Révolution russe, entretenant une sorte de « syndrome de la victime » et occultant toute réflexion sur les causes endogènes à l'échec du mouvement anarchiste dans la révolution : les bolcheviks sont des « méchants » (ce qui est vrai), on n'y est pour rien si ça a raté (ce qui est faux).

Enfin, je considère que ces deux événements tragiques ne sont que l'aboutissement logique d'un processus commencé par le coup d'État d'octobre lui-même et que, en 1921, *tout était joué depuis longtemps*. J'ai donc préféré m'attarder à tenter de comprendre par quels processus on en était arrivé là.

Un dernier point : l'accent mis sur l'écrasement du mouvement makhnoviste et de l'insurrection de Kronstadt a quelque peu occulté l'écrasement de nombreux autres mouvements d'opposition à la dictature bolchevique, dont je voudrais dire quelques mots : *il y a eu beaucoup de « Kronstadt »*.

32. Éditions CNT-Région parisienne.
33. Les Éditions de Paris Max Chaleil.

D'autres révoltes ouvrières

La répression de l'insurrection de Kronstadt a eu tendance à occulter d'autres révoltes ouvrières qui ont été réprimées dans des bains de sang, notamment celle d'Astrakhan. À l'embouchure de la Volga, au centre d'une région grande productrice de blé et riche en poisson, les ouvriers mouraient de faim. Ils n'avaient même pas le droit de pêcher pour leurs besoins individuels. En mars 1919 ils se mirent en grève. Un meeting de 10 000 ouvriers fut dispersé, le 10 mars 1919, à la mitrailleuse et à la grenade, puis à l'artillerie lourde. Trotski envoya un télégramme aux autorités communistes de la ville : « Réprimez sans pitié ».

Le 12 mars une folie meurtrière s'empara des autorités. On fusillait dans les caves des « commandantures », dans les cours, on jetait des ouvriers pieds et poings liés dans la Volga. Les cadavres d'ouvriers fusillés jonchaient les rues au matin. Le 13 et le 14 mars les exécutions continuaient encore. « Le pouvoir semblait vouloir prendre sa revanche sur les ouvriers d'Astrakhan pour toutes les grèves ouvrières, celles de Toula, de Briansk, de Petrograd qui avaient déferlé à travers le pays en mars 1919. Ce ne fut que vers la fin d'avril que les exécutions commencèrent, peu à peu, à se faire moins nombreuses[34]. »

La ville était désertée de ses ouvriers, qui avaient fui. Il fallut faire intervenir la cavalerie pour les récupérer en rase campagne et les obliger à revenir en ville. Les ouvriers, dont 2 000 de leurs camarades avaient été tués lors du mitraillage de leur meeting, et plusieurs milliers d'autres lors de la répression qui s'ensuivit, furent contraints d'assister aux obsèques des quarante-sept tchékistes qui avaient été tués dans l'affaire.

Les événements d'Astrakhan ne sont qu'un exemple parmi de nombreux autres de répression anti-ouvrière organisée par le pouvoir communiste. Le même mois, en mars 1919, 900 ouvriers de l'usine Poutilov sont arrêtés après un assaut de la Tchéka : 200 seront exécutés.

Il est faux de dire que la terreur bolchevique fut la manifestation de la « dictature du prolétariat » imposée par la guerre civile, que ce fut un « mal nécessaire », car la terreur apparut à partir de mars 1918, avant la guerre civile, comme simple moyen pour maintenir les bolcheviks au pouvoir[35].

Dès 1919 il n'y a plus, dans la rhétorique bolchevik, de distinction entre organisations de gauche (anarchistes, mencheviks et socialistes révolutionnaires) et « gardes blancs ». Sur simple soupçon, l'État fusille sans jugement les opposants. La Terreur devient la routine de l'État communiste. Zinoviev déclare en septembre 1918 : « Pour défaire nos ennemis, nous devons avoir notre propre terreur socialiste. Nous devons entraîner à nos côtés, disons 90 des 100 millions d'habitants de la Russie soviétique. Quant aux autres, nous n'avons rien à leur dire. Ils doivent être anéantis[36]. »

En 1921, la Tchéka était devenue une administration monstrueuse de 200 000 employés avec l'aide de laquelle le régime mit en place une terrible répression anti-ouvrière.

34. P. Siline, cité par Jacques Baynac, *La Terreur sous Lénine*, éd. Sagittaire, p. 166.

35. Sans négliger évidemment l'intervention des armées blanches, l'une des principales causes de la guerre civile fut l'envoi par le gouvernement bolchevik de détachements armés dans les campagnes pour obtenir par la force les céréales. La paysannerie y répondit par des jacqueries.

36. *Severnaia Kommuna*, n° 109, 19 septembre 1918, cité par Nicolas Werth, « Qui étaient les premiers tchékistes ? », *Cahiers du monde russe et soviétique*, Année 1991, vol. 32, n° 32-4, p. 503.

7. Convergences entre marxisme et anarchisme

LES CONVERGENCES entre anarchistes et marxistes sur le terrain ont existé, mais elles se sont toujours soldées par les tentatives des marxistes de liquider les anarchistes, politiquement ou physiquement. Il semble que les marxistes soient incapables d'envisager une activité commune avec les anarchistes sans essayer de les leurrer, de les manipuler, de les tromper – ou de les liquider physiquement. Les militants de ma génération qui ont vécu les années 1960-1970 se souviennent de ces discussions où les trotskistes ou les maoïstes nous disaient : « Vous, les anars, quand on fera la révolution, vous serez les premiers qu'on fusillera… »

Le cas de l'alliance entre le mouvement makhnoviste et l'armée rouge est sans doute le plus typique. L'armée insurrectionnelle makhnoviste est appelée à la rescousse, et, une fois le danger passé, les bolcheviks se retournent contre elle. Que l'armée makhnoviste ait sauvé la révolution en octobre 1919 ne valut aux anarchistes aucune reconnaissance. En effet, alors que les troupes de Denikine étaient arrivées aux portes de Moscou, l'armée makhnoviste attaqua les arrières de Denikine, coupant ses approvisionnements et le forçant à se retirer[1]. On sait avec quel acharnement Trotski, qui dirigeait l'armée rouge, entreprit alors de liquider les makhnovistes. Voilà le genre d'« affinité révolutionnaire » à laquelle il fallait s'attendre avec les bolcheviks.

Les anarchistes de leur côté n'ont jamais hésité à s'allier avec les communistes contre la réaction – comme ce fut le cas précisément en Ukraine. Ils ne se sont jamais trompés d'ennemis. Bakounine déjà disait aux travailleurs slaves d'Autriche de ne pas s'engager dans des partis nationalistes slaves, et leur conseillait fortement, tant qu'à prendre, d'adhérer au parti social-démocrate autrichien.

S'il faut chercher des convergences entre les deux courants, ce n'est pas du côté de la réalité du terrain qu'il faut regarder, mais du côté de la théorie. En effet, il y a une relation très étroite entre l'anarchisme et le marxisme dans leur formation respective comme théorie, mais en général ni les anarchistes ni surtout les marxistes ne sont réellement disposés à reconnaître le fait. Développer ce point demanderait beaucoup de temps, aussi vais-je résumer.

7.1 Stirner

Jusqu'en 1845, Marx était un partisan enthousiaste de l'humanisme du philosophe allemand Feuerbach, que Bakounine également connaissait très bien. C'est l'humanisme inspiré de Feuerbach qui prédomine dans la pensée de Marx. Pendant un court moment, celui-ci ne parlera qu'avec enthousiasme des « grandes actions », des « découvertes de celui qui a donné un fondement philosophique au socialisme ». Ainsi peut-on lire dans les *Manuscrits de 1844* que « le communisme n'est pas en tant que tel le but du développement humain », signifiant par là que le but, c'est l'Homme (sous-entendu : pas la classe ouvrière). Autant dire que c'est totalement à l'opposé de la pensée du Marx de la maturité, pour qui le but du développement humain, c'est le communisme, le prolétariat.

En 1845, Max Stirner publie *L'Unique et sa propriété*, un ouvrage qui se situe dans la droite ligne du post-hégélianisme, et qui a réussi à passer la censure parce que les censeurs n'y avaient rien compris et, depuis, pas mal d'autres personnes non plus. Marx pense alors que la philosophie est issue de la théologie, qu'elle est la religion réalisée. Mais au moment où Marx s'efforce de montrer que la suppression de la philosophie est la réalisation de la philosophie (voir les *Manuscrits de 44*), Stirner vient démontrer que « la philosophie ne peut vraiment se développer jusqu'au bout et s'accomplir qu'en tant que théologie, celle-ci étant le lieu de son dernier combat » – autrement dit, la philosophie n'est qu'un avatar de la religion. Stirner montre que l'homme générique

1. Marcel Body, qui travaillait alors pour l'Internationale communiste, nous raconte que tous les fonctionnaires communistes avaient reçu l'ordre de faire leurs valises et de se préparer à s'enfuir en cas de succès de l'attaque de Denikine.

n'est qu'une nouvelle forme du divin, qu'il ne fait que reproduire la morale chrétienne ; la philosophie, dit-il encore, est un mensonge : son rôle est socialement religieux[2].

C'est une véritable douche froide. La situation devenait inquiétante pour Marx. En effet, Stirner était en train de se faire une place de choix dans les milieux intellectuels allemands que Marx voulait gagner au communisme. Fait aggravant, Engels lui-même succomba aux thèses de Stirner. Le 19 novembre 1844, il écrivit à Marx, son tout nouvel ami, une lettre dans laquelle il l'informait que Stirner, leur ancien camarade du *Doktorklub*, venait de publier un livre qui faisait beaucoup de bruit dans le cercle des Jeunes hégéliens. Stirner est défini par Engels comme « le plus talentueux, autonome et courageux du groupe des Affranchis ». Il fallut que Marx se fâche pour qu'Engels revienne à de meilleurs sentiments…

La critique stirnérienne de Feuerbach portera ses fruits, mais la remise en cause de « l'être générique » de Feuerbach, comme celle du communisme, sera à l'origine de la haine féroce de Marx envers Stirner. Marx rejettera en effet ces concepts dont l'idéalisme est trop apparent : l'homme total, l'humanisme réel, l'être générique, etc. Marx modifiera radicalement son approche du problème du communisme, non sans avoir exorcisé ses démons de jeunesse par une attaque hystérique contre Stirner, dans *L'Idéologie allemande*.

L'Unique et sa propriété joua un rôle décisif[3] dans la coupure épistémologique de Marx. Ce n'est pas sans raison que *L'Idéologie allemande* consacre 300 pages à attaquer un auteur dont tout le monde affirme qu'il ne présente pas d'intérêt (« Max Stirner est un auteur dont on parle à l'occasion mais qu'on ne lit plus »[4]).

Feuerbach affirmait l'identité de la conscience de Dieu et de la connaissance de soi. L'espèce humaine donne à Dieu des attributs dont elle est elle-même investie : amour, vouloir, sagesse. Feuerbach, dit Marx, permit à l'homme de se réapproprier des formes qu'il attribuait à un être générique. En même temps il montre que l'Absolu des philosophes n'est que le refuge de la divinité. La religion, dit-on alors, n'est qu'un produit de la conscience humaine. Cette idée, commune à toute la gauche hégélienne, est attribuée à Feuerbach qui, selon Marx, introduisit une « grande révolution dans la pensée ». Selon le jeune Marx, c'est Feuerbach qui aurait mis un point final à la critique de la religion, condition de toute critique politique. Il a fondé « le vrai matérialisme et la vraie science en faisant, à juste raison, du rapport social de "l'homme à l'homme" le principe fondamental de la théorie »[5].

La religion est une illusion, dit encore Feuerbach, mais c'est une illusion nécessaire : « Le progrès historique des religions consiste en ce que les dernières regardent comme subjectif ou humain ce que les premières contemplaient, adoraient comme divin. » C'est l'homme qui crée Dieu. Feuerbach ne cherchera pas à détruire le christianisme mais à l'accomplir.

C'est précisément sur cette question que se centre l'essentiel de la critique de Stirner contre Feuerbach, critique qui eut pour conséquence que Marx finit par prendre à son tour ses distances vis-à-vis de l'auteur de *L'Essence du Christianisme*.

La plupart des auteurs marxistes sentent cependant qu'un problème reste irrésolu, mais leur incapacité à comprendre le rôle joué par la critique stirnérienne les laisse dans une impasse… ce qui est normal, puisqu'ils ne lisent pas Stirner. Ils se contentent de lire ce que Marx a dit de Stirner. Il reste que Stirner a donné à Marx un coup de pied philosophique au cul.

7.2 Proudhon

On le sait : Proudhon était un auteur petit-bourgeois qui ne comprenait rien à l'économie politique, etc. C'est sans doute pour cela que Besancenot & Löwy n'y font pas allusion. Et pourtant, dans le registre « affinités » et « convergences », il y avait beaucoup à dire. Le problème, c'est que ces « convergences » ne vont pas dans le bon sens : elles vont dans le sens Proudhon ⟹ Marx.

2. Cette question est plus largement développée dans Lire Stirner, `http://monde-nouveau.net/spip.php?article291`
3. J'ai dit que Stirner n'était pas anarchiste mais je l'inclus dans mon propos pour me conformer à l'usage.
4. Emile Bottigelli, *Genèse du socialisme scientifique*, Éditions sociales, p. 171.
5. Marx, *Ébauche d'une critique de l'économie politique*, Pléiade, Économie, II, p. 121.

Il fut un temps où Marx tenait Proudhon en haute estime. On assista même, au début des années 1840 à Paris, à une compétition presque comique entre deux émigrés allemands qui se détestaient mais qui se concurrençaient pour inculquer les rudiments de la philosophie hégélienne à Proudhon : Karl Grün et Karl Marx. Proudhon faisait perfidement remarquer que sur les vingt Allemands docteurs en philosophie qu'il connaissait, il n'y en avait pas deux qui s'entendaient. Mais pour Proudhon, comme pour tous les penseurs socialistes français, Hegel n'était pas sa tasse de thé. Même Bakounine ne réussit pas à le convertir. Ce qui n'empêcha pas Grün de décerner à Proudhon le titre de « Feuerbach français », dont ce dernier fut très fier (pour un temps), avant de faire retirer toute référence à Hegel dans la seconde édition de son *Système des contradictions économiques*.

Selon Grün, Proudhon se serait assimilé le meilleur de la philosophie allemande. À la même époque, Marx ne tarissait pas, lui non plus, d'éloges à l'égard du Français qui était présenté dans *La Sainte Famille* (paru en janvier 1845, signé conjointement par Marx et Engels) comme « l'écrivain socialiste le plus logique et le plus pénétrant ». Cet ouvrage contient un éloge vibrant de Proudhon qui est reconnu comme le maître du socialisme scientifique, le père des théories de la valeur-travail et de la plus-value, etc.

Proudhon y représente alors « le prolétariat parvenu à la conscience de soi-même ». Il « soumet la base de l'économie politique, la propriété privée, à un examen critique : c'est le premier examen résolu, impitoyable et scientifique à la fois. Voilà le grand progrès scientifique qu'il a réalisé, un progrès qui révolutionne l'économie politique et rend possible, pour la première fois, une véritable science de l'économie politique »[6]. Proudhon a montré que « ce n'est pas telle ou telle espèce de propriété privée – comme le prétendent les autres économistes – mais la propriété en tant que telle, dans son universalité, qui fausse les rapports économiques. Il a fait tout ce que la critique de l'économie politique pouvait faire en restant dans la perspective de l'économie politique ».

L'Idéologie allemande (1846) désigne la dialectique sérieuse de Proudhon comme un « essai de donner une méthode par quoi la pensée indépendante est remplacée par l'opération de la pensée » – quoi que ça veuille dire.

Lorsque Proudhon perdit ce statut enviable et fut devenu un auteur « petit-bourgeois », Marx déclara qu'il avait lui-même été responsable de la « sophistication » de Proudhon, dans le sens où les Anglais entendent ce mot, de falsification d'une marchandise.

Bien entendu, l'influence de Proudhon sur la formation de la pensée de Marx n'est pas unanimement reconnue, loin s'en faut. Pourtant certains auteurs, et pas des moindres, l'affirment. « Marx ne serait pas possible sans Proudhon », dit Georges Gurvitch. Maximilien Rubel, quant à lui, écrit : « Proudhon a exercé sur Marx une influence constante. C'est en disciple et en continuateur de Proudhon qu'il a entrepris en 1844 ce qui deviendra la tâche exclusive de son existence [...]. Le maître a déçu mais il demeure un instigateur[7]. »

Marx n'avait cessé de louer les « travaux si pénétrants de Proudhon »[8] et l'avait qualifié de « penseur le plus hardi du socialisme français »[9]. Engels n'en était pas de reste, pour qui l'ouvrage de Proudhon *Qu'est-ce que la propriété ?* était « de la part des communistes, l'ouvrage philosophique en langue française »[10].

Pierre Haubtmann écrit : « Ainsi, la chose valait d'être soulignée, Engels, avant même de devenir le compagnon d'armes de Marx, voyait, lui aussi, dans l'auteur du premier Mémoire, le représentant philosophique du communisme en France… » Il y a une certaine inconséquence chez Engels.

Selon Georges Gurvitch, Marx attribue à Proudhon « un rôle identique à celui que joua Sieyès dans la préparation de la Révolution française. D'après lui, ce que Sieyès a dit du tiers état, Proudhon l'a exprimé pour le prolétariat : "Qu'est-ce que le prolétariat ? Rien. Que veut-il devenir ? Tout". Marx a-t-il raison ? Disons-le sans ambages : oui, et plus encore qu'il ne le pensait[11]. »

On ne peut être plus clair : c'est Proudhon qui pose les bases scientifiques d'une analyse critique du capitalisme. Venant de Marx, le constat doit être mesuré à sa juste valeur. D'ailleurs, ce n'est pas Marx qui est l'inventeur du

6. Pléiade, Philosophie, p. 454.

7. Vers la fin de sa vie j'ai interviewé Maximilien Rubel sur Radio libertaire, en particulier sur son idée d'un « Marx théoricien de l'anarchisme ». Il éludait les questions et revenait sans cesse sur le fait qu'il se rapprochait nettement de Proudhon.

8. *Rheinische Zeitung*, 16 octobre 1842

9. *La Sainte Famille*.

10. « Progress of Social Reform on the Continent », *New Moral World*, 4 novembre 1843, cité par P. Haubtmann, *Pierre-Joseph Proudhon, sa vie et sa pensée*, éd. Beauchêne, p. 44.

11. « Proudhon et Marx », in *L'actualité de Proudhon*, colloque de novembre 1965, éditions de l'institut de sociologie, Université libre de Bruxelles.

terme « socialisme scientifique » mais Proudhon, dans *Qu'est-ce que la propriété ?* C'est lui qui, le premier, a fait l'opposition entre socialisme scientifique et socialisme utopique. *Le Système des contradictions économiques*, s'efforçant précisément de dissocier la connaissance de la réalité de l'aspiration vers l'avenir, est parcouru de critiques violentes contre les conceptions utopiques en matière sociale.

Mais les louanges de Marx et d'Engels envers Proudhon cessent brusquement en 1846 après la publication du *Système des contradictions économiques*. Rien ne va plus.

Il est surprenant de voir avec quelle rapidité Proudhon a pu passer auprès de Marx du statut de référence du socialisme à celui d'adversaire. Ce basculement n'a pas été réellement étudié, les auteurs marxistes s'en tenant à ce que dit Marx, sans examen critique. Marx avait deux raisons d'en vouloir au Bisontin.

— Il avait écrit à Proudhon, le 5 mai 1846, pour lui proposer de créer une sorte de bureau international d'information destiné à « s'occuper et de la discussion de questions scientifiques et de la surveillance à exercer sur les écrits populaires », et à « mettre les socialistes allemands en rapport avec les socialistes français et anglais ». L'idée était bonne, mais Marx n'a pas pu s'empêcher de laisser filtrer ses ressentiments personnels dans un *post-scriptum* haineux qui révèle la réelle intention de l'auteur de la lettre : discréditer Karl Grün.

La réponse de Proudhon est surtout une belle leçon de décence et de modestie infligée à Marx. « Pour Dieu ! Après avoir démoli tous les dogmatismes *a priori*, ne songeons point, à notre tour, à endoctriner le peuple. » « Faisons-nous bonne et loyale polémique ; donnons au monde l'exemple d'une tolérance savante et prévoyante, mais, parce que nous sommes à la tête du mouvement, ne nous faisons pas les chefs d'une nouvelle religion [...] Accueillons, encourageons toutes les protestations ; flétrissons toutes les exclusions, tous les mysticismes ; ne regardons jamais une idée comme épuisée [...] À cette condition, j'entrerai avec plaisir dans votre association, sinon, non ! »

Cette cinglante remise en place allait laisser des traces. Piqué au vif, Marx rompit avec Proudhon ; l'admiration du disciple se transforme en rancune tenace.

Marx n'avait pas de chance avec ses tentatives de correspondance, car Feuerbach avait lui aussi, en octobre 1843, poliment décliné une proposition identique.

— L'autre raison d'en vouloir à Proudhon, c'est la publication du *Système des contradictions économiques* (sous-titré « *Philosophie de la misère* »), auquel Marx répondit par un texte rageur, *Misère de la philosophie*.

Mais c'est *L'Idéologie allemande*, qui donne la clé du fossé séparant Proudhon et Marx. Dans cet ouvrage, Marx et Engels expliquent leur tout nouveau jouet, leur conception matérialisme de l'histoire, qu'ils viennent en quelque sorte de « découvrir » et qu'ils sont impatients de mettre en application : à partir de ça, Marx va pouvoir, croit-il, expliciter les mécanismes du fonctionnement du système capitaliste grâce à la méthode historique. Or la même année, Proudhon publie son *Système des contradictions économiques*, dans lequel il emploie la méthode hypothético-déductive, c'est-à-dire rien à voir avec le « matérialisme historique », un terme que Marx n'emploie d'ailleurs jamais.

La méthode hypothético-déductive est une méthode parfaitement scientifique : elle consiste à poser une hypothèse afin d'en déduire les conséquences observables et d'en déterminer la validité. Puis, à partir de là, on pose une nouvelle hypothèse, etc. Le génie de Proudhon est d'avoir appliqué cette méthode à l'économie politique.

Marx comme Proudhon se sont posé la même question : élucider les mécanismes du fonctionnement du système capitaliste. Mais où, et surtout quand commencer ? À l'Antiquité, au Moyen Âge, au XVIe siècle ? Le problème est insoluble. Alors Proudhon décide de s'y prendre autrement : il crée une construction logique, une simulation du système capitaliste (il appelle ça un « échafaudage ») : il procède par « catégories ». Il se dit : quelle est la catégorie essentielle du capitalisme ? C'est la valeur. Et à partir de là, il déduit toutes les catégories qui contribuent à l'explication du système [12].

12. Cette question est plus largement développée dans *Études proudhoniennes*. Tome I. *L'économie politique, Essai*, Éditions du Monde libertaire, 2009.

Marx est furieux, il s'en prend violemment à Proudhon, l'accuse d'idéalisme (injure suprême) à cause de l'emploi qu'il fait des « catégories », publie une attaque hystérique contre Proudhon (c'est une manie) intitulée *Misère de la Philosophie*, puis pendant plus de dix ans, ne publie rien en matière d'économie.

Le rejet par Marx de la méthode hypothético-déductive et de l'emploi de « catégories », et son impuissance pendant dix ans s'expliquent facilement : il n'a aucune connaissance scientifique. Sa thèse de doctorat (de droit, pas de philosophie) porte sur la philosophie de la nature, c'est-à-dire la physique, mais rien ne montre qu'elle a pu être écrite au XIXe siècle. La façon dont Marx aborde le système atomique des anciens rapproche au contraire beaucoup plus son travail de la vieille scolastique du Moyen Âge que des découvertes contemporaines, au moment où les savants viennent de faire d'énormes progrès.

En décrivant les maux causés par l'excès de travail, Marx explique dans *Le Capital* (donc en 1867) qu'un travail continu et uniforme affaiblit l'essor et « la tension des esprits animaux » (*die Spann und Schwungkraft der Lebensgeister*). Parler d'« esprits animaux » en 1867, c'est être en retard sur les connaissances de son temps, et choque dans un travail qui se veut scientifique. En effet, Claude Bernard a publié deux ans auparavant son *Introduction à l'étude de la méthode expérimentale*, et quatorze ans auparavant ses *Recherches*, et on sait depuis lors que l'énergie du corps fonctionne grâce à la combustion du sucre. La question est ainsi posée : le fondateur du « socialisme scientifique » était-il pénétré de cet esprit scientifique d'une époque où la science a pris un essor colossal ?

Puis tout à coup, après plus de dix ans, Marx découvre la bonne méthode. Lorsqu'il explique cette « nouvelle méthode », notamment dans la Postface de 1873 au *Capital*, le lecteur un peu avisé s'aperçoit que ce n'est qu'une reprise de celle qu'avait utilisée Proudhon en 1846. Mais comme il ne faut pas dire qu'il a pompé sur Proudhon, il raconte qu'il avait relu « par hasard » la *Science de la Logique* de Hegel, et il a eu une illumination. Et voici une anecdote qui plaira beaucoup à Besancenot & Löwy : l'exemplaire du livre de Hegel faisait partie d'un lot qui avait autrefois appartenu à Bakounine ! Enfin une « affinité » !

Il est significatif que lorsqu'on compare le plan du *Système des contradictions* et celui du *Capital*, publié vingt ans plus tard, on trouve d'étranges similitudes.

Mais ce n'est pas fini. Les « convergences » ne s'arrêtent pas à la question de la méthode. On en trouve également au niveau des concepts. Les catégories sur lesquelles Proudhon fonde, dans le *Système des contradictions économiques*, sa « simulation » du système capitaliste, son « modèle théorique », sont la plus-value (qu'il appelle « aubaine »), la division du travail, le machinisme, la concurrence, le monopole, la baisse des taux de profit, les crises, etc. On retrouve tous ces concepts chez Marx. Pourtant il manque chez Proudhon une notion importante, que Marx développe dans *Le Capital*, ce qui justifie que ce livre, publié vingt ans plus tard, soit plus approprié à la compréhension du système capitaliste. Il s'agit de la distinction entre division du travail dans l'atelier et division du travail social.

Certains auteurs marxistes n'ont pas manqué, à juste titre, de souligner cette carence, mais avec une certaine dose de mauvaise foi tout de même. En effet, il eût été plus *fair play* de comparer le *Système des contradictions économiques* avec *Misère de la philosophie*, écrit à la même époque, et non avec *Le Capital*, écrit vingt ans plus tard. Or, en 1846, Marx n'avait pas non plus fait cette distinction.

Il faut donc rappeler que tout ce qui constitue la forme achevée de la théorie économique du capitalisme n'avait pas encore été élaborée par Marx à l'époque où ce dernier répond au *Système des contradictions économiques*. Il est donc totalement inadéquat d'opposer à l'argumentation du Proudhon de 1846 les développements de la théorie du marxisme achevé de 1867… En effet, ce n'est que dix ans après *Misère de la philosophie* qu'apparaissent chez Marx des notions aussi fondamentales que la distinction entre capital variable et capital constant ; la représentation de la valeur d'une marchandise comme somme du capital constant, du capital variable et de la plus-value, etc.

Il faut retenir de tout cela qu'il n'y a pas de cloison étanche entre les différents auteurs qui ont tenté, vers le milieu du XIXe siècle, de constituer une théorie de l'émancipation humaine, individuelle (Stirner, même si je ne le considère pas comme « anarchiste ») ou collective (Proudhon, Marx, Bakounine).

7.3 Bakounine

Les rapports entre Bakounine et Marx sont complexes. Le révolutionnaire russe a une formation philosophique poussée qui fut reconnue par tous ses contemporains. Il eut comme professeur, à Berlin, un disciple de Hegel. Il se plaçait de droit dans le cercle étroit des hégéliens de gauche des années 1840 [13]. Rappelons qu'en 1893, après qu'il eût énuméré à Charles Rappoport tous les griefs qu'il avait contre Bakounine, Engels conclut : « Mais il faut le respecter – il a compris Hegel. »

On connaît surtout les divergences entre Bakounine et Marx sur la question de l'organisation et la stratégie du mouvement ouvrier : ces divergences sont tardives puisque Bakounine a adhéré à l'AIT en 1868. Il y a un autre sujet de divergence, au moins aussi important, sur la question germano-slave. Pour résumer, en 1848-1849, le projet de Marx et d'Engels était de favoriser l'accession au pouvoir de la bourgeoisie qui, pensaient-ils, allait développer le capitalisme et réaliser l'unité allemande. Ils étaient farouchement opposés à l'indépendance des nations slaves dominées par les Allemands. Bakounine avait été au cœur de l'action puisqu'il avait participé à l'insurrection de Prague et à celle de Dresde. Sa vision était tout autre : il préconisait l'alliance des Allemands et des Slaves pour réaliser leurs objectifs réciproques.

Lorsque Bakounine s'évada de Sibérie, en 1861, il se rendit en Angleterre et rencontra Marx, le 3 novembre 1864. Marx, qui avait appris que Bakounine allait séjourner en Italie, lui demanda d'adhérer à l'Internationale, qui venait de se créer, et espérait son soutien contre Mazzini. Des disciples de ce dernier avaient participé à la fondation de l'Internationale et cela inquiétait manifestement Marx. Le Russe ne se décida pas à joindre l'AIT, ayant à ce moment-là d'autres projets.

Voici ce que Marx écrivit à Engels le 4 novembre 1864 : « Somme toute, il est un des rares hommes que je ne trouve pas, après seize ans, en recul, mais qui, au contraire, est allé de l'avant. »

Bakounine n'avait pas grande confiance en Marx qu'il soupçonnait d'être à l'origine des calomnies qui avaient circulé sur son compte pendant ses douze années de captivité. Cependant, Bakounine ne refusa pas le rôle que Marx voulait lui faire jouer, puisqu'il lui écrivit trois mois plus tard pour lui rendre compte de son activité. Marx écrivit à Engels pour l'informer que le Russe allait préparer des « contre-mines contre M. Mazzini » [14].

Marx écrivit trois lettres à Bakounine entre novembre 1864 et février 1865, dont on ne connaît pas le contenu, mais il y a une lettre de Bakounine datant du 7 février 1865. Cette lettre commence par un surprenant *Carissimo* (mon très cher) et se termine de façon tout aussi surprenante par un *carissimo amico* (mon très cher ami) et… une proposition d'échanger des photos de famille – échange qui ne se fit jamais.

Lorsqu'en 1867, parut le Livre I du *Capital*, Marx en fit parvenir un exemplaire à Bakounine en Italie. Ce dernier en fit un commentaire dans *L'Empire knouto-germanique* :

> « Cet ouvrage aurait dû être traduit depuis longtemps en français, car aucun, que je sache, ne renferme une analyse aussi profonde, aussi lumineuse, aussi scientifique, aussi décisive, et, si je puis m'exprimer ainsi, aussi impitoyablement démasquante, de la formation du capital bourgeois et de l'exploitation systématique et cruelle que le capital continue d'exercer sur le travail du prolétariat. L'unique défaut de cet ouvrage, parfaitement positiviste, n'en déplaise à *La Liberté* de Bruxelles, – positiviste dans ce sens que, fondé sur une étude approfondie des faits économiques, il n'admet pas d'autre logique que la logique des faits – son seul tort, dis-je, c'est d'avoir été écrit, en partie, mais en partie seulement, dans un style par trop métaphysique et abstrait, ce qui a sans doute induit en erreur *La Liberté* de Bruxelles, et ce qui en rend la lecture difficile et à peu près inabordable pour la majeure partie des ouvriers. Et ce seraient les ouvriers surtout qui devraient le lire, pourtant. Les bourgeois ne le liront jamais, ou s'ils le lisent, ils ne voudront pas le comprendre, et s'ils le comprennent, ils n'en parleront jamais ; cet ouvrage n'étant autre chose qu'une condamnation à

13. Voir : René Berthier, *L'autre Bakounine : Du conservatisme à la révolution démocratique, 1836-1847*, `http://monde-nouveau.net/spip.php?article79`

Voir aussi : Jean-Christophe Angaut, *Bakounine jeune hégélien. La philosophie et son dehors*, ENS Éditions, Lyon, 2007.

14. Lettre de Marx à Engels, 11 avril 1865.

> mort, scientifiquement motivée et irrévocablement prononcée, non contre eux comme individus, mais contre leur classe [15]. »

Le livre avait été remis à Bakounine par Johann Philipp Becker en septembre 1867. Bakounine raconte :

> « Le vieux communiste Philippe Becker […] me remit de la part de Marx le premier volume, le seul qui ait paru jusqu'à présent, d'un ouvrage excessivement important, savant, profond, quoique très abstrait, intitulé *Le Capital*. À cette occasion, je commis une faute énorme : j'oubliai d'écrire à Marx pour le remercier [16]. »

Les raisons de cet oubli sont faciles à deviner : l'activité débordante de Bakounine. Marx en éprouva du ressentiment, comme l'atteste la lettre de sa femme à Becker, publiée plus tard par *Die Neue Zeit* [17].

> « Avez-vous des nouvelles de Bakounine ? Comme c'est un ancien hégélien, mon mari lui avait envoyé son livre, mais il n'a pas donné signe de vie. L'a-t-il reçu ? On ne peut pas se fier à ces Russes. Quand ils ne s'accrochent pas au "Petit Père" de la Russie, ils s'accrochent ou sont entretenus par le petit père de leur cœur, ce qui revient au même. »

La dernière remarque est une allusion perfide au fait que Marx était persuadé que Bakounine était entretenu par Herzen. Mme Marx oubliait qu'elle et son grand homme de mari avaient été largement entretenus par Engels.

Bakounine écrivit à Anselmo Lorenzo le 7 mai 1872 à propos de sa négligence :

> « À cette occasion, j'ai commis une grande faute. Je ne me suis pas empressé de l'en remercier et de lui faire mes compliments de cet ouvrage vraiment remarquable. Le vieux Philippe Becker qui le connaît de longue date ayant appris que j'avais commis cet oubli, me dit alors : "Comment, tu ne lui as pas encore écrit ! Eh bien, Marx ne te le pardonnera jamais". »

Et ce n'est pas encore fini.

Carlo Cafiero rédigea un « *Abrégé* » du *Capital* [18]. Cafiero avait été un proche d'Engels, mais écœuré par les procédés bureaucratiques de ce dernier, il était ensuite passé au bakouninisme. Néanmoins il entreprit la rédaction de l'« *Abrégé* » afin de pallier le défaut du livre, souligné par Bakounine, et de rendre accessible en un petit opuscule les principales idées développées par Marx. Ainsi, le livre de Marx a été dès le début considéré par Bakounine lui-même et par ses proches comme un acquis théorique indiscutable, un travail irremplaçable d'explication des mécanismes de la société capitaliste. James Guillaume, qu'on ne peut pas soupçonner de sympathie pour Marx, écrivit l'avant-propos du livre : « Bakounine et Cafiero avaient le cœur trop haut pour permettre à des griefs personnels d'influencer leur esprit dans la sereine région des idées », écrit-il [19].

Voilà encore quelques points de convergence que Besancenot & Löwy ont ratés.

Bakounine critique souvent Marx ; ses critiques portent sur la stratégie politique, mais aussi sur les fondements théoriques de la doctrine marxienne. Cependant, à y regarder de près, on s'aperçoit que les analyses que font les deux hommes lorsqu'ils abordent des questions politiques sont souvent les mêmes, ce qui n'est pas surprenant vu leur formation intellectuelle à peu près identique. Ce qui diverge, ce sont les conclusions auxquelles ils parviennent. Dans le domaine de la théorie, de même, les réserves de Bakounine ne visent pas tant à nier la validité des positions de Marx qu'à souligner leurs insuffisances.

Par exemple Bakounine contestait la théorie marxienne de la succession des phases historiques, qui n'est qu'une reprise de Saint-Simon et, dans une moindre mesure, de Hegel. Les marxistes, dit-il, nous reprochent de « méconnaître la loi positive des évolutions successives » [20]. Non pas que le révolutionnaire russe niât l'existence de cette théorie : il en contestait seulement le caractère universel et affirmait qu'elle ne s'appliquait pas au monde slave ; il n'en reconnaissait la validité que pour l'Europe occidentale. Or, curieusement, Marx finira par donner raison à Bakounine, au moins en deux occasions :

15. Bakounine, Œuvres, Champ libre, VIII, 357.
16. Bakounine, Œuvres, Champ libre, II, 128.
17. 1913, p. 228.
18. Éditions du Chien rouge.
19. Pour l'anecdote, Bakounine entreprit même de traduire *Le Capital* en russe, projet qui finalement n'aboutit pas. Marx lui reprocha d'avoir empoché l'avance de l'éditeur…
20. Écrit contre Marx, *Œuvres*, Champ libre, III, 16.

— En 1877, il écrit à un correspondant russe, Mikhaïlovski, que c'est une erreur de transformer son « esquisse de la genèse du capitalisme dans l'Europe occidentale en une théorie historico-philosophique de la marche générale fatalement imposée à tous les peuples, quelles que soient les circonstances historiques où ils se trouvent placés » [21].

— En 1881, il écrit à Vera Zassoulitch que la « fatalité historique » de la genèse de la production capitaliste est expressément restreinte aux pays de l'Europe occidentale » [22].

Ces deux remarques faites par Marx, dans sa correspondance, sont en général ignorées, mais elles donnent totalement raison aux réserves de Bakounine. Tout ce qu'on est en droit d'attendre de la science historique, dit celui-ci, est qu'elle nous montre « les causes générales de la plus grande partie des souffrances individuelles » ainsi que les « conditions générales de l'émancipation réelle des individus vivant dans la société ». Voilà, ajoute-t-il, sa mission et ses limites. « Car au-delà de ces limites commencent les prétentions doctrinaires et gouvernementales de ses représentants patentés, de ses prêtres [23]. »

La modification d'optique de Marx est sans doute la conséquence de la lecture attentive qu'il a faite d'*Étatisme et anarchie*, de Bakounine. Jusqu'alors, il était mû par une slavophobie galopante [24] : on se souvient qu'en 1848 lui et Engels étaient opposés à l'indépendance des nations slaves d'Europe centrale, car pour eux leur germanisation était ce qui pouvait leur arriver de mieux. Quant à la Russie, elle était à l'origine de toutes les intrigues qui empêchaient la démocratisation de l'Allemagne et son unification – en dépit du fait que les Allemands étaient parfaitement capables par eux-mêmes d'empêcher la démocratisation et l'unification de leur nation [25].

Étatisme et anarchie était paru en 1873 et contenait notamment de larges développements sur la situation sociale de la Russie, sur sa dissolution interne ainsi que sur les perspectives d'évolution du mouvement révolutionnaire. Marx avait lu le livre, et les notes et commentaires qu'il a écrits en marge du texte de Bakounine constituent les seuls – et à vrai dire très superficiels – éléments de réfutation théorique des idées de l'anarchiste, alors que jusqu'alors il s'était cantonné aux invectives, aux injures et aux calomnies. Mais on constate, à partir de cette date, une nette modification d'optique chez Marx et Engels sur la Russie. Bakounine y rappelle constamment qu'à côté du gouvernement russe il y a un peuple russe. Les textes où Engels s'intéresse à la situation sociale de la Russie sont postérieurs à la publication du livre de Bakounine : « Les problèmes sociaux de la Russie » (1875) ; « Les éléments d'un 1789 russe » (1877) ; « La situation en Russie » (1878), etc. Les lettres de Marx à Mikhaïlovski datent de 1877, celles à Vera Zassoulitch de 1881.

Autre point : la question du primat des déterminations économiques dans l'histoire [26]. Bakounine adhère totalement à cette théorie, mais il émet tout de même des réserves. Marx méconnaîtrait un fait important : si les représentations humaines, collectives ou individuelles, ne sont que les produits de faits réels (« tant matériels que sociaux ») elles finissent cependant par influer à leur tour sur « les rapports des hommes dans la société » (*Dieu et l'État*). Les faits politiques et idéologiques, une fois donnés, peuvent être à leur tour des « causes productrices d'effets ».

C'est donc moins le « matérialisme historique » – terme inconnu du vivant de Bakounine – qui est contesté que l'étroitesse de vues avec laquelle il lui semble appliqué. Sur ce point encore, Marx et Engels donnent raison à Bakounine. Dans une lettre à Joseph Bloch du 21 septembre 1890, c'est-à-dire bien après la mort de Bakounine,

21. Marx, *Œuvres*, Pléiade III, 1555.

22. Marx, *Œuvres*, Pléiade, II, 1559.

23. L'Empire knouto-germanique.

24. Dans les articles de la *Nouvelle Gazette rhénane* publiés – sous la direction de Marx, rappelons-le – les Tchèques étaient traités de « chiens abjects », de « chiens de Tchèques » ; les Slaves en général étaient qualifiés de « bêtes slaves » affligées « d'idiotie animale », etc. Marx lui-même qualifiait les Slaves de « canailles ». (Cité par Miklos Molnar, *Marx, Engels et la politique internationale*, Idées, p. 79.)

25. La revendication des Slaves de Bohême (la Tchéquie et la Slovaquie) à leurs « prétendus droits » (Engels) à l'indépendance était contestée parce qu'un État indépendant en Bohême-Moravie couperait les débouchés naturels de l'Autriche sur la Méditerranée ; l'Allemagne orientale serait « déchiquetée comme un pain rongé par les rats » ; « tout cela pour remercier les Allemands de s'être donné la peine de civiliser les Tchèques et les Slovaques obstinés… »(Engels, « Le panslavisme démocratique », in *Les Marxistes et la question nationale*, Maspero.)

Sur Marx et Engels pendant la révolution de 1848, et sur la question slave, voir : René Berthier, Allemagne et question slave, `http://monde-nouveau.net/spip.php?article170`

26. Voir René Berthier, « La prééminence du fait économique », `http://monde-nouveau.net/spip.php?article329`

Engels écrit : « D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle » [souligné par moi]. Engels donne ainsi à l'« économie » une définition extrêmement large. « Ni Marx, ni moi, n'avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est *le seul* déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde. » Engels poursuit :

> « C'est Marx et moi-même, partiellement, qui devons porter la responsabilité du fait que, parfois, les jeunes donnent plus de poids qu'il ne lui est dû au côté économique. Face à nos adversaires, il nous fallait souligner le principe essentiel nié par eux, et alors nous ne trouvions pas toujours le temps, le lieu ni l'occasion de donner leur place aux autres facteurs qui participent à l'action réciproque[27]. »

C'était là une reconnaissance totale des réserves que Bakounine avait formulées à propos de la théorie marxiste. Mais cette reconnaissance était limitée à la correspondance de Marx et d'Engels. Le « marxisme », tel que nous le connaissons, tel qu'il a été reconstruit par la social-démocratie allemande, puis par Lénine, était déjà en place.

Terminons ce chapitre sur Bakounine en citant un extrait d'un de ses textes intitulé « Rapports personnels avec Marx » dans lequel il donne son opinion sur ce dernier :

> « Marx est un homme d'une très grande intelligence et, de plus, un savant dans le sens le plus étendu et le plus sérieux de ce mot. C'est un économiste profond [...] Ensuite Marx est passionnément dévoué à la cause du prolétariat. Nul n'a le droit d'en douter ; car voici bientôt trente ans qu'il la sert avec une persévérance et une fidélité qui ne se sont jamais démenties. Il a donné toute sa vie à cette cause. [...] Marx aime le prolétariat, donc il déteste les bourgeois. On ne peut servir passionnément pendant trente ans de suite une cause sans l'aimer, et il faut avoir le vilain parti pris de la calomnie pour oser nier l'amour de Marx pour la cause du prolétariat.
>
> « Ajoutons enfin à tous ces grands et incontestables mérites, celui d'avoir été l'initiateur et l'inspirateur principal de la fondation de l'Internationale[28]. »

Cette dernière affirmation est fausse car Marx ne prit aucune part à la fondation de l'Internationale.

Il est vrai que ce passage louangeur, mais parfaitement sincère, est suivi d'une liste de critiques, où Bakounine traite Marx de « pape de l'Internationale ». Mais c'était sans doute pour répondre à Marx qui l'avait traité de « Mahomet sans Coran »...

La relativisation du marxisme faite par Bakounine est insupportable à beaucoup de communistes, précisément parce qu'elle resitue le marxisme dans le courant d'idées de l'époque, comme une explication du social parmi d'autres. Elle lui ôte le caractère quasi religieux qu'il avait dans l'esprit de beaucoup de communistes pour lui rendre son statut d'hypothèse scientifique, c'est-à-dire réfutable, modifiable, et qui peut être complétée. Le marxisme est ramené à ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : non pas la science absolue du social et de la révolution, mais une théorie, une « grille de lecture » parmi d'autres.

7.4 Le « marxisme libertaire »

Le marxisme et l'anarchisme ne sont pas deux courants qui se sont développés dans des compartiments impénétrables : ils se sont développés séparément, certes, mais conjointement à partir de préoccupations identiques et en formulant des conclusions différentes.

Cela ne diminue en rien leurs oppositions, évidemment, mais le refus de considérer leur genèse à partir de conditions identiques empêche de percevoir les points sur lesquels ils se rejoignent, et en contrepartie, ne permet pas de saisir leurs différences dans leur véritable étendue et perspective. Une telle aperception des points de convergence conduit nombre d'anarchistes à un rejet du marxisme qui ne relève plus de la connaissance ou

27. Lettre à J. Bloch, 21 septembre 1890.
28. Bakounine, « Rapports personnels avec Marx », in *Œuvres*, t. II, Paris, Champ Libre, 1974, p. 119-130.

de la raison mais de l'attitude religieuse et mystique. Par ailleurs, une telle aperception des oppositions conduit à tenter des synthèses éclectiques et parfaitement inutiles du type « marxisme libertaire ».

Les manifestations les plus caricaturales de ces interactions se trouvent dans les tentatives faites par certains anarchistes de constituer un « marxisme libertaire », ou par certains marxistes de se convaincre que Marx était « anarchiste ». Une telle attitude provient du constat, fait par chacune des parties concernées, de carences théoriques supposées ou réelles de leur courant.

Daniel Guérin

L'expression de « marxisme libertaire » a été inventée par Daniel Guérin vers la fin de sa vie. De formation marxiste, il adhéra à la SFIO puis au PSOP. Il fut un moment tenté par le trotskisme. Il porta un regard critique sur les mouvements et les militants se réclamant du marxisme. Il pensait qu'un certain nombre de concepts libertaires devaient être réintroduits dans le corpus de l'idéologie socialiste afin d'éviter les erreurs de la social-démocratie ou du stalinisme. Sur la plupart des questions opposant marxisme et anarchisme : centralisme ou fédéralisme, parlementarisme ou action directe sociale, dictature du prolétariat ou démocratie directe, Guérin donnait raison à l'anarchisme, et en particulier à Bakounine.

Le marxisme libertaire de Guérin était une tentative d'introduire dans la doctrine marxiste des concepts anarchistes. L'idée cependant séduisit certains anarchistes qui, à leur tour, tentèrent d'introduire dans l'anarchisme des concepts marxistes. Aujourd'hui, de nombreux militants issus du communisme, conscients de la dévalorisation du marxisme, mais surtout des carences conceptuelles du marxisme pour expliquer la société actuelle, découvrent Proudhon et Bakounine. Parler de synthèse entre les deux mouvements me paraît cependant fortement exagéré.

La tentative de « révision » de la doctrine anarchiste, après Guérin, par les promoteurs d'un « marxisme libertaire » était le résultat d'un constat selon lequel l'anarchisme avait un certain nombre de failles doctrinales qu'il fallait combler par des éléments provenant du marxisme. Ces « failles doctrinales » se situaient dans un champ dans lequel les marxistes se sentent à l'aise, celui de la théorie pure, où il est beaucoup question de « méthode » en particulier. Il fut un temps en France où quelques libertaires, influencés par l'idée de « marxisme libertaire » développée par Guérin, reprochaient à l'anarchisme ses lacunes en matière de « méthode d'analyse ». « Méthode d'analyse », « dialectique », « matérialisme historique », voire « dictature du prolétariat » revenaient sans cesse dans leurs propos. Cette attitude provenait en fait d'une profonde méconnaissance à la fois du marxisme et de la pensée des principaux théoriciens anarchistes. La conséquence immédiate fut que ces militants se mirent à imiter les trotskistes, à tel point qu'on finissait par ne plus les distinguer les uns des autres.

À cette époque-là, nous étions confrontés à deux extrêmes : un antimarxisme viscéral et irraisonné chez certains anarchistes (qui avaient tendance à ne pas connaître Marx et les auteurs marxistes), et un « philomarxisme » quelque peu irraisonné lui aussi chez d'autres anarchistes qui méconnaissaient les œuvres des grands penseurs anarchistes.

Cette méconnaissance était à son tour grandement due au fait que le mouvement libertaire s'est trouvé longtemps incapable de publier ses propres auteurs dans des éditions commentées, abordables aux bourses modestes. Pendant longtemps, pour lire Proudhon, il fallait acheter des éditions originales hors de prix, et pour lire Bakounine il fallait acheter les gros volumes publiés par l'Institut international d'Amsterdam[29].

L'exploration des grands textes anarchistes n'est d'ailleurs pas terminée, loin s'en faut. Il existe encore une œuvre monumentale de la pensée anarchiste qui est d'autant plus inaccessible que peu de militants en soupçonnent même l'existence : le *Traité général de science économique* de Christian Cornelissen, en six volumes, écrit entre 1903 et 1944. Ce travail se veut une « réfutation des théories de Rodbertus, Karl Marx, Stanley Jevons et Boehm-Bawerk ». Il ne fait pas de doute que la diffusion de ces 2500 pages d'économie politique anarchiste susciterait d'intéressants débats[30].

29. Les éditions Tops/Hervé Trinquier rendent désormais accessible la quasi totalité de l'œuvre de Proudhon et de Bakounine : 12, rue René-Morin, 92160 Antony.

30. Voir le tome I, *Théorie de la Valeur*, 1926, `http://monde-nouveau.net/spip.php?rubrique40`. Édité chez Giard, coll. Bibliothèque internationale d'économie politique, Paris, 1926-1933, 4 tomes :

Maximilien Rubel

Maximilien Rubel est l'auteur d'une étude intitulée « *Marx, théoricien de l'anarchisme* » dans laquelle il tente de montrer que l'auteur du *Capital* était, un… théoricien de l'anarchisme[31]. C'est une tâche qui présente une difficulté méthodologique. La méthode la plus simple aurait été d'examiner l'ensemble de l'œuvre de Marx et de pointer les passages qui pourraient indiquer son adhésion à l'anarchisme. Ce n'est pas ce que fait Rubel, et pour cause, car on s'aperçoit rapidement qu'il n'y a pas grand-chose chez Marx à l'appui de cette thèse.

L'autre approche, choisie par Rubel, consiste à affirmer que Marx avait en préparation un livre sur l'État dont Rubel ne doute pas qu'il l'aurait propulsé en tête des auteurs anarchistes. Cette approche présente l'inconvénient d'évacuer… « l'anarchisme réel », c'est-à-dire la pensée et l'action de ceux qu'on avait jusqu'à présent l'habitude de considérer comme anarchistes. Or, Marx s'est assez longuement déterminé contre eux, Bakounine principalement ; il a fourni des critiques de l'anarchisme qui ont été reprises sans aucune modification par ses disciples. Il y a donc une apparente contradiction dans le fait que Marx se voie attribuer la qualité d'anarchiste tout en s'étant constamment battu contre les anarchistes…

Pour examiner la pertinence de la thèse de Rubel, il serait bon de voir en quoi consiste l'anarchisme, selon lui. Et on s'aperçoit alors que Rubel abandonne souvent le terrain du chercheur pour celui du partisan, surtout lorsqu'il s'agit des rapports entre Bakounine et Marx. C'est particulièrement vrai à la lecture de l'article qu'écrivit Rubel sur *Étatisme et anarchie* dans le *Dictionnaire des œuvres politiques*. Consacré en principe à analyser une œuvre de Bakounine, il y est plus souvent question de Marx que de Bakounine.

Rubel passe complètement à côté des nombreux points de conjonction entre les deux hommes ; il est trop préoccupé de souligner les différences, et il présente celles-ci de telle façon qu'elles ne peuvent que susciter l'adhésion du lecteur à l'idée de la supériorité incomparable de Marx dans tous les domaines. Or, le constat de ces nombreux points de conjonction aurait pu servir l'objectif de Maximilien Rubel, qui aurait pu, dépassant le niveau anecdotique habituel du débat auquel il s'est maintenu, trouver un point d'appui considérable à ses hypothèses. Mais voilà, il aurait fallu « partager »…

Marx fut donc le premier à « *jeter les bases rationnelles de l'utopie anarchiste et à en définir un projet de réalisation* ». Cette affirmation de Rubel implique sans ambiguïté que les auteurs contemporains de Marx tels que Proudhon et Bakounine, traditionnellement désignés comme anarchistes, sont écartés du statut de théoriciens à part entière.

La thèse de Rubel se fonde sur le contenu hypothétique d'un livre que Marx n'a pas écrit, mais qu'il avait en projet : « *Le "Livre" sur l'État prévu dans le plan de l'Économie, mais resté non écrit, ne pouvait que contenir la théorie de la société libérée de l'État, la société anarchiste*[32] ». Ce livre non écrit ne pouvait que contenir, etc., ce qui est une façon de dire que Maximilien Rubel n'en sait rien, mais qu'il le suppose. Or Maximilien Rubel n'a pas grand-chose à produire, puisqu'il reconnaît que la voie anarchiste suivie par Marx est implicite, c'est-à-dire non formulée.

Si le marxisme réel n'a pas suivi cette voie anarchiste implicite (Rubel *dixit*) dans la pensée de Marx, c'est parce que « *des disciples peu scrupuleux ont invoqué certaines attitudes du maître pour mettre son œuvre au service de doctrines et d'actions qui en représentent la totale négation* ». Le « socialisme réalisé », selon l'expression de Maximilien Rubel, est une dénaturation de la pensée de Marx, qui a eu « *certaines attitudes personnelles* » apparemment contestables, dont on ne nous donne pas le détail, mais qui ont incité des « *disciples peu scrupuleux* » à mettre son œuvre « *au service de doctrines et d'actions qui en représentent la totale négation* ». Marx, apprend-on, « *n'a pas toujours cherché dans son activité politique à harmoniser les fins et les moyens du communisme anarchiste. Mais pour avoir parfois failli en tant que militant, Marx ne cesse pas pour autant d'être le théoricien de l'anarchisme* ».

Ces propos sont très obscurs pour qui ne connaît pas les détails de l'histoire de l'exclusion de l'AIT, par Marx et son entourage, du mouvement ouvrier international presque en entier. On note cependant un léger soupçon de mauvaise conscience. Le lecteur peu au courant croit deviner que Marx a fait quelque chose de condamnable, mais cela ne doit pas être bien grave car cela n'entache pas la validité normative de son enseignement.

31. Voir : « L'anarchisme dans le miroir de Maximilien Rubel », monde-nouveau.net, [[http://monde-nouveau.net/spip.php ?article260]]
32. « Marx théoricien de l'anarchisme », in *Marx critique du marxisme*, Payot, p. 45.

Il semble donc que le destin du « socialisme réalisé », euphémisme pour le stalinisme et toutes les variantes de communisme qui lui ont succédé, soit lié à quelques disciples peu scrupuleux qui n'ont pas compris la voie anarchiste implicite contenue dans la pensée de Marx. En termes de matérialisme historique, une telle approche du problème s'appelle idéalisme. Maximilien Rubel applique à l'histoire du marxisme la méthode que le marxisme combat. L'anarchisme, quant à lui, aurait moins souffert de la perversion que constitue l'application concrète car, *« n'ayant pas créé une véritable théorie de la praxis révolutionnaire, il a su se préserver de la corruption politique et idéologique »*[33]. C'est faire beaucoup d'honneur à l'anarchisme.

Ce qui confère à Marx la qualité de *« théoricien le plus conséquent de l'anarchisme »*, écrit Maximilien Rubel, c'est que *« l'avènement de la communauté libérée de l'exploitation économique, politique et idéologique de l'homme par l'homme est conçu non en fonction de comportements individuels, moralement exemplaires, mais comme action réformatrice et révolutionnaire de l'"immense majorité" constituée en classe sociale et en parti politique »*[34]. En revanche, l'anarchisme réel (c'est-à-dire pas celui de Rubel), semble se limiter *« au seul geste individuel de révolte »*[35].

Des pans entiers de l'histoire du mouvement ouvrier international sont ainsi évacués. Rubel est soit d'une extrême mauvaise foi, soit d'une extrême ignorance. Limiter l'anarchisme *au seul geste individuel de révolte* occulte quelques pages marquantes de l'histoire du mouvement ouvrier international, certes peu traitées dans les ouvrages qui se situent dans la lignée de l'orthodoxie élaborée par ces « *disciples peu scrupuleux* » de Marx évoqués par Rubel. Des centaines de milliers d'anarcho-syndicalistes et d'anarchistes ont été tués entre les deux guerres et sur tous les continents : ils n'étaient pas poussés par le seul geste individuel de révolte et ignoraient qu'ils n'avaient pas créé une véritable théorie de la praxis révolutionnaire.

Grâce à Marx, l'anarchisme s'est enrichi « d'une dimension nouvelle, celle de la compréhension dialectique du mouvement ouvrier perçu comme autolibération éthique englobant l'humanité tout entière » (sauf peut-être les « nations réactionnaires » relevées par Engels). Je ne m'attarderai pas à tenter de comprendre ce qu'est la « compréhension dialectique du mouvement ouvrier », ni « l'autolibération éthique englobant l'humanité tout entière ». Un examen attentif de l'œuvre de Marx montre que les références explicites à la société sans État restent extrêmement limitées pour un auteur censé jeter les « bases rationnelles de l'utopie anarchiste »[36]. Sur plus de 6 000 pages des éditions de la Pléiade, il y a 7 références directes à l'abolition de l'État (dont une d'Engels, d'ailleurs), en des termes vagues, et qui constituent un matériel bien mince pour conclure que Marx est un « théoricien de l'anarchisme ».

Le document qui pourrait accréditer de la façon la plus convaincante la thèse d'un Marx anarchiste est *l'Adresse sur la guerre civile en France* rédigée au nom du Conseil général de l'AIT au lendemain de la Commune de Paris, et qui constitue un point de litige important entre marxistes et anarchistes. C'est, selon Maximilien Rubel, un « texte qui passera aux yeux de Bakounine pour un reniement des convictions "étatistes-autoritaires" de Marx[37]. Bakounine dira en effet qu'il s'agit là d'un « travestissement bouffon » de la pensée de Marx. J'ai dit quel crédit on pouvait donner à cet ouvrage.

Si une politique se juge par sa finalité, elle se juge aussi par les moyens qu'elle se donne pour y parvenir. Lorsque Maximilien Rubel fait « du suffrage universel, hier encore instrument de duperie, un moyen d'émancipation », il sort totalement des cadres de référence de l'anarchisme. De même, l'anarchisme ne reconnaît aucune validité normative à des pirouettes dialectiques affirmant que « le prolétariat ne s'aliène politiquement que pour triompher de la politique et ne conquiert le pouvoir d'État que pour l'utiliser contre la minorité anciennement dominante ». « La conquête du pouvoir politique est un acte "bourgeois" par nature », ajoute Rubel, qui « ne se change en action prolétarienne que par la finalité révolutionnaire que lui confèrent les auteurs de ce bouleversement[38]. »

33. Marx théoricien de l'anarchisme, p. 49.
34. Marx, Œuvres, La Pléiade, vol. III, note de Rubel, p. 1735.
35. Marx critique du marxisme, postface, p. 430.
36. Pour un examen plus complet de la question, voir : monde-nouveau.net « Références explicites à la société sans État ». – `http://monde-nouveau.net/spip.php?article330`
37. Dictionnaire des œuvres politiques, p. 56.
38. Rubel, Marx critique du marxisme, p. 55.

On peut penser que si la conquête du pouvoir politique est un acte bourgeois par nature, aucune finalité révolutionnaire ne peut le transformer en « action prolétarienne ». C'est au contraire « l'action prolétarienne » qui se trouvera de ce fait transformée en « action bourgeoise ». Maximilien Rubel se montre là un bien mauvais dialecticien.

Préconiser que la classe ouvrière « assume le projet dialectique d'une négation créatrice » et prenne « le risque de l'aliénation politique en vue de rendre la politique superflue », ne s'inscrit pas dans un projet anarchiste. Pour Bakounine, la seule négation créatrice est la destruction de l'État et son remplacement par les structures de classe du prolétariat. S'engager – volontairement en plus – dans un processus d'« auto-aliénation » ne paraîtrait pas à Bakounine le meilleur moyen de parvenir à l'autolibération.

L'État ne garantit pas seulement les privilèges de la classe dominante, il est un instrument de *création permanente de privilèges*, et dans ce sens, il crée la *classe dominante* : il n'y a pas de classes sans État, dit Bakounine.

Rubel s'étonne que les épigones de Marx n'aient pas compris que ce dernier était « anarchiste », malgré le très petit nombre de passages où il se révélerait comme tel, et malgré une pratique politique totalement antianarchiste : « En tant qu'idéologie politique, le marxisme des épigones se nourrira de cette ambiguïté que l'absence de "Livre" sur l'État facilitera[39]. »

La pièce maîtresse de l'argumentation de Rubel sur l'idée d'un « Marx théoricien de l'anarchisme » se trouve dans ce *Livre sur l'État* que Marx avait en projet. Resté non écrit, ce Livre, rappelons-le, « ne pouvait contenir que la théorie de la société libérée de l'État, la société anarchiste »[40]. « La critique de l'État dont il s'était réservé l'exclusivité (*sic*) n'a pas même reçu un début d'exécution, à moins de retenir les travaux épars, surtout historiques, où Marx a jeté les fondements d'une théorie de l'anarchie[41]. »

Ainsi, en dépit d'une stratégie politique, d'une praxis dont Maximilien Rubel lui-même dit qu'elles sont contraires aux principes énoncés, Marx aurait écrit, *s'il avait eu le temps*, une théorie anarchiste de l'État et de son abolition. Les héritiers de Marx se sont « nourris » de cette ambiguïté, causée précisément par l'absence du Livre sur l'État. En d'autres termes, semble croire Rubel, si Marx avait eu le loisir d'écrire ce Livre, son œuvre n'aurait pas revêtu cette ambiguïté (que Rubel souligne à plusieurs reprises) ; et sa qualité d'anarchiste aurait éclaté au grand jour, et par la même occasion, probablement, les destinées du mouvement international auraient été différentes. Position idéaliste s'il en fut.

La clef du problème de la destinée du marxisme – et de sa dénaturation – résiderait en conséquence dans ce *Livre non écrit*, dont l'absence a fait basculer le marxisme dans l'horreur concentrationnaire. Pour rendre à l'œuvre de Marx sa véritable signification anarchiste, il faut donc partir de ce qui existe (c'est-à-dire pas grand-chose), des « travaux épars », dont Maximilien Rubel se propose de se faire l'exégète.

Les anarchistes pourraient légitimement demander à Maximilien Rubel s'il n'y a pas une grosse contradiction à réaffirmer le postulat du matérialisme historique, qui fonde l'incomparable supériorité du marxisme sur l'anarchisme, et ensuite à expliquer le dévoiement de l'œuvre de Marx par la seule absence d'un livre qu'il n'a pas écrit. En effet, si on s'en tient aux postulats du matérialisme historique, la publication du Livre sur l'État n'aurait pas changé grand-chose ; les « épigones », représentants de forces sociales qui se seraient développées de toute façon, auraient pris dans Marx (*ou ailleurs*) ce qui leur aurait été nécessaire pour justifier leur politique et auraient laissé le reste. Il n'empêche que c'est *quand même* dans l'œuvre de Marx – considérable, même sans le Livre sur l'État – que les déformations bureaucratiques et totalitaires du mouvement ouvrier ont trouvé leur fondement théorique.

Si Marx avait été « anarchiste », il aurait écrit son Livre sur l'État. On pourrait ajouter, plus trivialement : si Marx avait été un théoricien de l'anarchisme, *ça se saurait…*

39. Marx, Œuvres, La Pléiade, III, note de Rubel, p. 1588.
40. Marx critique du marxisme, p. 45.
41. « Plan et Méthode de l'Économie », Marx critique du marxisme, p. 378.

8. Questions

8.1 Individu et société

Stirner n'est pas un anarchiste, il n'est pas non plus un individualiste. Il n'en reste pas moins un représentant essentiel de la postérité de Hegel et c'est à ce titre-là qu'il mérite d'être étudié. Ce qui fonde la critique stirnérienne est la liquidation de tout ce qui est sacré parce que c'est là une source d'asservissement ; non seulement la religion en tant que telle, mais aussi toute idéalisation : le bien, la liberté, l'amour etc. *On le voit donc mal sacraliser l'individu.* Sa préoccupation, c'est *son individualité.*

Les générations d'anarchistes dits individualistes qui ont pris l'« égoïste » de Stirner à la lettre ont fait un contre-sens. Pour Proudhon et Bakounine, la société est la *condition* du développement de l'individualité ; pour Stirner, l'individualité un état qui se conquiert *contre* la société. Ce sont deux approches radicalement opposées. En fait, Stirner mériterait d'être classé comme précurseur de la psychanalyse.

L'anarchisme en tant que mouvement n'existait pas en 1845, quand fut publié *L'Unique et sa propriété.* Et puis Stirner haïssait Proudhon. Quant à Bakounine, celui-ci le classait parmi les « nihilistes allemands qui, par leur cynisme logique, laissaient loin derrière eux les farouches nihilistes russes »[1]. Être qualifié de « nihiliste allemand » n'est donc pas un compliment, pour Bakounine.

Stirner est devenu « anarchiste » grâce à Engels : celui-ci est *le premier à l'avoir élevé à ce statut.* Cela se passe en 1888, dans un livre intitulé *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande.* À la fin des années 1880, Engels voulait éjecter les anarchistes qui s'obstinaient à participer aux congrès socialistes internationaux, sans que cela ne gêne grand monde, sinon lui-même et les dirigeants social-démocrates allemands. Il entreprit donc une campagne de dénigrement des anarchistes en tentant de présenter Bakounine comme un disciple de Stirner, dont plus personne ne se souvenait, quarante-trois ans après la publication de *L'Unique et sa propriété.* Bakounine conçoit l'homme dans ses rapports sociaux car il est un produit de la société. « Chaque génération nouvelle trouve à son berceau un monde d'idées, d'imaginations et de sentiments qui lui est transmis sous forme d'héritage commun par le travail intellectuel et moral de toutes les générations passées. » Cependant, ajoute Bakounine, ces idées, ces représentations « acquièrent plus tard, après qu'elles se sont bien établies, de la manière que je viens d'expliquer, dans la conscience collective d'une société quelconque, cette puissance de devenir à leur tour des causes productrices de faits nouveaux[2]. »

L'autre personnage qui a « ressuscité » Stirner, à la même époque, est un certain John Henry Mackay, Prussien malgré son nom, et romancier médiocre. Mackay réédita les œuvres de Stirner et mena une campagne très active de réhabilitation, qui trouvera en France un défenseur en la personne de l'anarchiste individualiste E. Armand. Celui-ci en fera une lecture particulièrement élitiste et peu philosophique, alors que le livre de Stirner ne peut se comprendre que comme une critique de la philosophie de Hegel.

L'individualisme est l'une des principales cibles des attaques de Bakounine contre l'idéologie bourgeoise. Associer anarchisme et individualisme lui paraîtrait une aberration. En revanche, l'individu constitue un des fondements de sa théorie du « socialisme révolutionnaire » – c'est ainsi que le révolutionnaire russe se qualifiait, de préférence à « anarchiste ». Mais on ne peut limiter la définition de l'individu à sa structure physiologique et psychologique, à sa description comme espèce biologique.

L'homme n'apporte avec lui aucune idée en naissant, ce qu'il apporte, c'est une « faculté naturelle et formelle, plus ou moins grande, de concevoir des idées qu'il trouve établies soit dans son propre milieu social, soit dans

1. Bakounine, *Étatisme et anarchie*, Œuvres, Champ libre, IV, p. 316.
2. L'Empire knouto-germanique.

un milieu étranger, mais qui d'une manière ou d'une autre se met en communication avec lui[3]. » L'homme naît dans la société, il ne la choisit pas. Il en est le produit. Il est donc sujet aux lois naturelles qui gouvernent le développement social. La société préexiste et survit à l'individu : elle est en quelque sorte la dernière grande création de la nature.

En dehors de la société, l'homme n'aurait pas cessé d'être un animal sans parole ni raison. Si l'individu aujourd'hui peut se développer, c'est grâce aux efforts cumulés d'innombrables générations. Les concepts d'individu, de liberté, de raison, sont les produits de la société. Cette dernière n'est pas le simple produit des individus qui la composent, elle est une création historique. Plus l'individu est développé, plus il est libre, et plus il est le produit de la société ; plus il reçoit de la société, plus il lui est redevable.

Mais les individus naissent, se développent, dans un contexte matériel, intellectuel et moral dont ils sont l'expression en même temps qu'ils le réalisent. Consciente ou non, l'action des individus sur la société qui les a créés est en fait l'action de la société sur elle-même, dit Bakounine. La vie individuelle de l'homme et sa vie sociale ne sont pas séparables.

La notion d'anarchisme individualiste est une création bien postérieure à Stirner. Chez les grands penseurs anarchistes, on trouve une théorie élaborée de l'individu, une très forte préoccupation de la question de l'individu, le souci obsessionnel que l'individu ne soit pas écrasé par le collectif ; mais leur conception de l'individu reste solidaire d'une théorie sociale d'ensemble : leur doctrine ne peut en aucun cas être qualifiée d'individualiste. La doctrine anarchiste « classique » n'a pas besoin d'un anarchisme dit « individualiste ». Selon moi, l'introduction de l'individualisme dans l'anarchisme est un accident, une erreur, une aberration, explicable historiquement comme conséquence d'une réaction en chaîne provoquée par les décisions du congrès de La Haye de la Première Internationale. La mise en œuvre de procédés incroyablement bureaucratiques pour exclure Bakounine et James Guillaume de l'AIT, puis la Fédération jurassienne, puis presque tout le mouvement ouvrier organisé de l'époque, a progressivement conduit de nombreux militants à attribuer au principe même d'organisation les causes de l'« autorité », c'est-à-dire de la bureaucratie. Le seul fait de s'organiser est devenu un acte « autoritaire ». On a donc mis en place des structures de plus en plus décentralisées, de plus en plus « horizontales », sans lien entre elles qu'occasionnelles, et quand il n'y eut plus rien à décentraliser, il ne resta plus que l'individu.

Mais ce processus, qui est le symptôme d'une dérive morbide, n'a rien à voir avec l'anarchisme, qui préconise une organisation fédéraliste, c'est-à-dire *à la fois* horizontale et verticale, c'est-à-dire une organisation dans laquelle les prises de décisions sont décentralisées, mais où un minimum de verticalité est nécessaire pour leur mise en application.

Dans l'anarchisme, il n'y a aucune opposition entre l'individu et le collectif.

En général, lorsqu'on entend ou lit des auteurs parlant de l'anarchisme, celui-ci est presque systématiquement résumé par l'individualisme, ce qui est une erreur grave, mais aussi extrêmement irritant pour l'écrasante majorité des militants qui ne se qualifient pas d'« individualistes ». L'anarchisme est une doctrine sociale qui se montre très préoccupée par la défense et par l'épanouissement de l'individu, tout simplement parce qu'une société émancipée doit être une société faite d'individus émancipés. Quant à l'individualisme anarchiste, il est impossible d'en parler de manière générique car il y a autant d'individualismes que d'individus. Quel que soit le parcours qui a conduit certains militants à l'individualisme, l'anarchisme individualiste est un courant protéiforme, presque impossible à définir[4], mais dont de nombreux militantes et militants ont joué un rôle déterminant (mais pas exclusif) dans des combats essentiels tels que le contrôle des naissances, l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, l'objection de conscience, la pédagogie libertaire, etc., ce que les anarchistes dits plate-formistes désignent avec un peu de mépris sous le terme de *lifestyle anarchists* – anarchistes de mode de vie.

3. Bakounine, L'Empire knouto-germanique, Champ libre, VIII, 275.

4. Voir Malatesta : « Pour ce qui est de l'individualisme, c'est une bête qu'il vaut mieux ne pas nommer, parce qu'on donne à ce mot tant de significations diverses qu'à chaque fois qu'on le prononce, il faudrait toujours ajouter un chapitre d'explications… » Cité par Gaetano Manfredonia, *L'Individualisme anarchiste en France (1880-1914)*, thèse de doctorat, 1984, IEP, p. 3.

8.2 La classe ouvrière doit-elle prendre le pouvoir ?

La question est mal posée.

Certains auteurs pensent que le refus des anarchistes de « prendre le pouvoir » relève d'un refus quasi-métaphysique d'exercer une quelconque « autorité ». C'est paradoxal, parce que les anarchistes ne refusent en général pas de « faire la révolution », alors même que c'est là un acte éminemment « autoritaire ». C'est donc qu'il y a « autre chose ».

En fait, si on devait résumer en une phrase ce qui sépare anarchistes et marxistes sur cette question, on pourrait dire que les marxistes veulent que le parti s'empare du *pouvoir politique*, tandis que les anarchistes veulent que l'organisation de classe des travailleurs s'empare du *pouvoir social* – quel que soit le nom que cette organisation de classe prenne selon les périodes : syndicat, conseil ouvrier, etc.

Le problème est que pour les marxistes, la conquête du pouvoir signifie soit l'obtention d'une majorité parlementaire, ce qui était en fait l'objectif de Marx, soit le coup d'État de type blanquiste, comme en octobre 1917. Les anarchistes ne nient pas qu'il faille « prendre », « conquérir » quelque chose, « s'emparer » de quelque chose : la question est *de quoi* faut-il s'emparer ?

Il faut avoir à l'esprit que lorsque se forme l'anarchisme, au sein de l'Association internationale des travailleurs, ce qu'on appelait « action politique » se résumait à la stratégie électorale portée par les partis politiques. La vision marxiste de l'action de la classe ouvrière se réduisait à ça : on crée un parti socialiste, il se présente aux élections, et comme la classe ouvrière est majoritaire, elle accède au pouvoir. C'est le modèle social-démocrate allemand. Les socialistes allemands étaient tellement persuadés que, étant la catégorie la plus nombreuse de la population, la classe ouvrière les porterait au pouvoir par les élections. Ainsi, en 1907, une motion fut votée au congrès de Stuttgart du parti social-démocrate allemand, interdisant toute action commune avec la bourgeoisie. Ce n'est que tardivement que fut envisagée la possibilité de conclure des alliances électorales avec d'autres groupes sociaux. La surdétermination de la Révolution russe sur l'interprétation des thèses marxistes tend à occulter le fait que Marx et Engels n'envisageaient guère l'activité politique autrement que sous la forme de conquête du pouvoir par le parlement.

Et lorsque le suffrage universel n'existe pas, on fait une révolution pour l'instaurer. C'est ce qui est dit dans le *Manifeste communiste* : « La première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie. » La « conquête de la démocratie », c'est le suffrage universel. La révolution, *c'est pour instaurer le suffrage universel* qui portera la classe ouvrière au pouvoir. Et une fois au pouvoir, on procédera à des « empiétements despotiques » sur la propriété capitaliste. Pour Bakounine, cette vision est à la fois simpliste et totalement utopique. D'abord parce que le fait que la classe ouvrière soit majoritaire ne garantit pas du tout l'accession au pouvoir des socialistes ; et surtout parce que la bourgeoisie n'acceptera jamais de se plier à la « légalité » d'un vote qui la dépossède.

Aux yeux de Marx et Engels, l'Association internationale des travailleurs servait à constituer des partis politiques pour réaliser cet objectif. Pour Iuri Steklov, historien bolchevik de l'AIT, les choses sont très claires : « l'Internationale, aux yeux de Marx, devait fonctionner comme un parti communiste international ». Et à la page suivante, il ajoute : « Ce que visait l'Association, c'était de devenir le parti politique international de la classe ouvrière » [5]. Ce n'était pas du tout l'approche de Bakounine, pour qui l'AIT était une structure de type syndical, une préfiguration du syndicalisme révolutionnaire.

Lorsque Marx et Engels accusent Bakounine et les fédéralistes de l'Internationale de refuser de faire de la politique ou d'être abstentionnistes en matière politique, ils leur reprochent en fait de refuser la stratégie électorale de conquête du pouvoir.

Bakounine raisonne en termes d'organisation de classe : l'organisation de classe du prolétariat, c'est l'Association internationale des travailleurs ; l'organisation de classe de la bourgeoisie, c'est l'État. Conquérir l'État revient donc à s'emparer de l'organisation de classe de la bourgeoisie : c'est une aberration. Cette aberration continue aujourd'hui lorsque des organisations se réclamant de Marx désignent des candidats à des élections :

5. G. M. Steklov, *History of the First International*, éditions du Cercle d'études libertaires-Gaston Leval, p. 52 et 53. Steklov avait un peu tendance à prendre ses désirs pour des réalités, car il affirmait que l'AIT fonctionnait sur le principe du « centralisme démocratique », un concept qui n'apparaît que vers 1905 chez Lénine.

même si le prétexte est de faire de la propagande, cela cautionne aux yeux des électeurs le fait que ces institutions restent légitimes, et cela occulte toute possibilité d'envisager une voie alternative.

Selon Bakounine :

1. L'organisation des travailleurs doit être constituée selon le mode le plus proche possible de celui de la société que les travailleurs édifieront ;
2. Bien que ne participant pas au jeu des institutions bourgeoises (le Parlement), l'activité de l'Internationale est fondamentalement une activité politique ;
3. L'organisation de classe des travailleurs, qui est leur instrument de combat sous le capitalisme, constitue également le modèle de l'organisation de la société après le renversement de la bourgeoisie. C'est là le sens de l'expression « destruction de l'État ».

L'organisation de classe regroupe les individus en tant que travailleurs, sur leur lieu de travail d'une part, et dans une structure interprofessionnelle d'autre part. Cette double structuration, verticale et horizontale, se développe sur un modèle fédératif jusqu'au niveau national et international. Cette idée est directement inspirée de Proudhon, reprise par Bakounine, et on la retrouve, rappelons-le, dans le syndicalisme révolutionnaire, dans la charte d'Amiens, où on peut lire : « Le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale. » Ces conceptions forment également la base de ce qui deviendra l'anarcho-syndicalisme.

De tout cela il résulte que l'abolition de l'État est en fait le remplacement de celui-ci par l'organisation de classe des travailleurs, telle que sommairement définie ici. La question de la « conquête du pouvoir » se pose ainsi de manière complètement différente que pour les marxistes attachés soit à l'action parlementaire, comme les social-démocrates allemands, soit aux coups d'État comme les bolcheviks. En fait, en prenant le pouvoir à la veille du IIe Congrès panrusse des Soviets qui allait lui-même prendre le pouvoir, les bolcheviks ont empêché non pas la prise du pouvoir politique, mais la prise du pouvoir social par la classe ouvrière et la paysannerie russes.

Besancenot & Löwy ont bien compris, je pense, que les anarchistes sont opposés aux conceptions avant-gardistes de la prise du pouvoir, mais ils semblent inquiets du fait que les anarchistes, dans leur opposition à l'État, évacuent celui-ci de leur réflexion stratégique et fassent comme s'il n'existait pas. Nous sommes d'accord sur le fait qu'il faudra bien « abattre » quelque chose et installer autre chose à la place. L'idée de « prendre le pouvoir » implique une chose qui existe déjà et dont on s'empare. Il ne s'agit pas de prendre le pouvoir mais de le remplacer par l'organisation de classe des travailleurs, de remplacer le pouvoir politique de la bourgeoisie par le pouvoir social des travailleurs. Comment cela se fera-t-il ? On n'en sait rien concernant les détails, mais dès aujourd'hui on peut faire de la propagande pour expliquer que la population laborieuse devra prendre en mains la production, les échanges, etc., de manière collective : il faudra beaucoup de temps pour implanter cette idée dans les masses, et il est certain que les anarchistes ne suffiront pas à la tâche. Quand on songe au temps et à l'énergie dépensés en campagnes électorales par nos camarades du NPA, campagnes électorales qui se succèdent sans arrêt et qui mobilisent les militants à une activité dont le résultat est finalement à peu près nul, on reste confondu.

Pour les anarchistes, il ne s'agit pas d'installer des personnels nouveaux dans les structures politiques existantes, mais de remplacer les structures existantes par autre chose. Il y aura certainement des oppositions, auxquelles il faudra se confronter vigoureusement, mais comme disait Proudhon, il ne s'agit pas de faire une « Saint-Barthélemy des propriétaires », ni, ajouterai-je, une Saint-Barthélemy de hauts fonctionnaires. L'État d'aujourd'hui n'a plus grand-chose à voir avec l'État de Marx et Bakounine. Il a certes conservé ses fonctions régaliennes : répression, guerre, diplomatie, etc. Mais beaucoup d'autres fonctions sont venues s'ajouter, en particulier dans le domaine social et celui de la santé. Aujourd'hui les textes publiés au *Journal officiel* émanant du ministère des Affaires sociales dépassent de très loin, en volume, ceux de tous les autres ministères. Ce n'était pas le cas en 1870.

À cela est venu s'ajouter l'ensemble des services publics – qui sont de moins en moins publics, mais qui le restent encore un peu. On trouve parfois choquant de lire que la CGT du début était opposée à la législation sur les retraites. En réalité, la CGT était opposée à ce que les retraites soient gérées par l'État, ce qui n'est pas la même chose. Dans son esprit, la classe ouvrière devait conserver le contrôle de cette question. Aujourd'hui il y a de nombreux domaines que la plupart des gens considèrent comme relevant de la fonction de l'État, mais qui ont en réalité été appropriés par l'État. Y compris dans l'esprit des gens : leur esprit a été « étatisé ». On entend souvent des journalistes, ou des gens de la rue, dire que la sécurité sociale coûte cher à l'État. C'est faux : ce sont les cotisants (salariés et patrons) qui cotisent à la Sécu. Mais l'idée est maintenant tellement ancrée dans les esprits que personne ne songe à contester cette affirmation que la Sécurité sociale est une fonction de l'État. Une révolution sociale devra remettre les choses à leur place : on n'a pas besoin de l'État parce que la plupart des fonctions que l'on considère aujourd'hui comme étatiques ont été appropriées par l'État.

Cela fait longtemps que dans le mouvement anarchiste on a fait la distinction entre le pouvoir dans le sens de « capacité de faire », et le pouvoir dans le sens de « domination sur ». En cela nous rejoignons Besancenot & Löwy. Mais ils sont à mon avis assez en retrait sur la réalité des problèmes dans leur réflexion sur le pouvoir, et font preuve d'un peu de naïveté. À quel niveau devra s'appliquer la « démocratie » dans une société où la population aura à déterminer les politiques en matière de santé, de production et de distribution de l'eau, etc. ? C'est au niveau de la détermination collective des besoins, que la démocratie devra s'appliquer ; mais celle-ci ne pourra se faire que dans le cadre d'une société où la population aura été informée des contraintes, des enjeux, etc.

Une fois ces besoins définis, il faudra bien un organisme global (si j'étais marxiste, je dirais « central ») pour mettre en application les politiques fixées par la population. Or, au risque de surprendre bien des lecteurs, aussi bien Proudhon que Bakounine sont en faveur de la décentralisation politique (les choix politiques, la détermination des besoins), mais ils sont favorables à la centralisation économique (c'est-à-dire la mise en œuvre concrète des décisions prises)[6].

La question du « pouvoir » est surtout la question des *modalités de contrôle* des personnes détentrices de fonctions conférant du pouvoir.

8.3 Autonomie et fédéralisme

Pour l'anarchisme, autonomie et fédéralisme ne sont pas deux concepts antinomiques, ils sont complémentaires. La conception anarchiste de l'organisation n'est pas un horizontalisme constitué d'instances autonomes n'établissant entre elles que des liens occasionnels. C'est, qu'on le veuille ou non, une construction de type pyramidal constituée de structures de base, d'échelons intermédiaires, et d'un sommet. Ce qui confère le caractère « anarchiste » à cette construction, c'est comment sont organisés les « flux » décisionnels, c'est l'opposition au centralisme.

Une militante anarchiste suisse, Marianne Enckell, expose avec beaucoup de pertinence la problématique fédéralisme/centralisme : « Le fédéralisme est constitutif de l'anarchisme depuis la période de l'Association internationale des travailleurs, puisque le courant anarchiste s'affirme là à travers sa critique du centralisme et sa célébration de l'autonomie. » Marianne Enckell précise que c'est le fédéralisme « qui est l'antonyme de centralisation, et non la décentralisation »[7].

Les instances de base sont autonomes en ce sens qu'elles décident par elles-mêmes la manière dont sont gérées les affaires qui relèvent de leur sphère d'intervention, en application des décisions de congrès. Il en est de même des structures intermédiaires. L'autonomie n'est pas une autonomie métaphysique, elle est simplement

6. **Proudhon** : « … centralisation de toutes les forces économiques ; décentralisation de toutes les fonctions politiques » (Carnet 8, p. 276.) **Bakounine** : « On dira que la centralisation économique ne peut être obtenue que par la centralisation politique, que l'une implique l'autre, qu'elles sont nécessaires et bienfaisantes toutes les deux au même degré. Pas du tout… La centralisation économique, condition essentielle de la civilisation, crée la liberté ; mais la centralisation politique la tue, en détruisant au profit des gouvernants et des classes gouvernantes la vie propre et l'action spontanée des populations. » (« Au sujet de la poursuite de Netchaev », *Œuvres*, éd. Champ libre, V, 61.)

7. Marianne Enckell « Fédéralisme et autonomie chez les anarchistes », *Réfractions*, n° 8, 2002, p. 8.

relative à la sphère d'intervention de la structure concernée. Les employés de la gare de Bécon-les-Bruyères ne décideront pas de la politique ferroviaire de la communauté, mais ils participeront aux décisions, à leur niveau.

> Et il n'est sans doute pas inutile de rappeler, pour la suite de notre débat, que Proudhon théorisa également l'idée d'une double organisation, l'une territoriale, "politique", et une seconde, couvrant le champ économique[8]. »

Tous les textes fondateurs du mouvement anarchiste insistent sur l'existence de deux structures fédérées, territoriale et industrielle.

> « Sans multiplier les citations, il paraît néanmoins indispensable d'évoquer quelques-uns des textes "fondateurs" auxquels se réfèrent les anarcho-syndicalistes pour montrer que les orientations évoquées ci-dessus sont constantes : L'ouvrage *Idées sur l'organisation sociale*, rédigé en 1876 par James Guillaume et ses compagnons de la Fédération jurassienne, présente une sorte de schéma d'organisation qui servit de base à toutes les projections suivantes. Fédérations de communes et fédérations de métiers ou d'industrie seront les deux piliers de la société socialiste[9]. »

Je m'inscris en faux contre l'affirmation de Besancenot & Löwy selon lesquels « le communisme, initialement, veut confier un maximum de pouvoirs à la base et favoriser l'initiative locale » (p. 177). Il y a là un vrai problème : en effet, si Besancenot & Löwy croient réellement à ce qu'ils dirent, il n'y a pas de dialogue possible parce qu'on ne peut pas discuter de faits avec des personnes qui les nient. Croient-ils réellement que Lénine et Trotski aient jamais eu l'intention de « confier un maximum de pouvoirs à la base et favoriser l'initiative locale » ? Mais cela aurait été totalement contraire à leur position sur le rôle du parti.

Peut-être cette idée de « confier un maximum de pouvoirs à la base » vient-elle du slogan imposé par Lénine à son parti en avril 1917 : tout le pouvoir aux soviets. On sait qu'en 1905 les social-démocrates, toutes tendances confondues, étaient opposés aux soviets parce qu'ils faisaient concurrence aux partis. Les choses n'avaient pas changé en 1917, en l'absence de Lénine. Faute de chefs décidés, le parti bolchevique en était réduit à n'envisager son avenir que comme l'aile radicale et minoritaire de la social-démocratie réformiste. À son arrivée en avril, Lénine impose au parti le mot d'ordre de « tout le pouvoir aux soviets » et « la terre aux paysans », créant la stupeur auprès des militants. Il est obligé de menacer de démissionner si le parti ne le suivait pas. Un militant bolchevik nommé Goldenberg s'exclama : « La place laissée vacante par le grand anarchiste Bakounine est de nouveau occupée. Ce que nous venons d'entendre constitue la négation formelle de la doctrine social-démocrate et de toute la théorie du marxisme scientifique. C'est l'apologie la plus évidente qu'on puisse faire de l'anarchisme »[10]. On voit à quel point le concept de soviet est un concept importé tardivement dans la théorie léninienne. On sait ce qu'il advint ensuite des rapports parti-soviets : ces derniers furent en quelques mois totalement assujettis au parti, comme d'ailleurs toutes les autres structures de classe du prolétariat. Il n'a jamais été question d'un quelconque « pouvoir à la base ».

L'exercice du pouvoir par les communistes russes a été la pire chose qui a pu arriver au mouvement ouvrier international : un régime concentrationnaire qui a fait des millions de victimes, mais que les trotskistes de tous bords ont continué de soutenir malgré tout pratiquement jusqu'au bout. Je suis peut-être mal informé, mais je n'ai pas entendu parler d'autocritique du mouvement trotskiste, sinon pour minimiser ou relativiser la responsabilité des communistes russes – attitude qu'on retrouve encore dans *Affinités révolutionnaires*.

Il est totalement faux de dire que « les bolcheviks ont accompagné, au moins durant la première année révolutionnaire, le mouvement spontané des masses en l'aidant à organiser la socialisation de la production » (p. 107). Une telle affirmation est proprement scandaleuse, une énorme contre-vérité. D'abord le programme des bolcheviks se limitait initialement à la *nationalisation*, c'est-à-dire à l'étatisation de la production ; ensuite les bolcheviks au début de la révolution n'ont rien *accompagné* du tout, ils ont *suivi* les masses pour ne pas se laisser couper d'elles. On peut lire sur le blog de la tendance « Claire » du NPA un article sur Victor Serge qui

8. Jacques Toublet, « Considérations sur l'anarcho-syndicalisme » in *Anarcho-syndicalisme & anarchie* (Réponse à Murray Bookchin), ACL, p. 87.

9. *Ibid.*, p. 88.

10. David Shub, *Lénine*, Idées-Gallimard, p. 173.

aurait été « le premier à montrer, dans son histoire de la révolution, que la classe ouvrière avait été à plusieurs occasions en avance sur le parti, qu'elle avait été plus active que ses dirigeants qui furent obligés de courir pour la rattraper[11]. » On connaît ce fameux passage du *Lénine* de Trotski où les ouvriers et paysans sont désignés comme étant cent fois plus à gauche que le parti bolchevik.

Mais la plus invraisemblable contre-vérité se trouve page 107 :

> « Concrètement, la mise en application du contrôle ouvrier s'est heurtée à la résistance des capitalistes et a, de cette manière, incité les bolcheviks à se radicaliser dans une voie toujours plus autogestionnaire. »

Une telle affirmation est invraisemblable. Il est vrai que les propriétaires des usines et des ateliers se sont opposés à l'application du contrôle ouvrier, mais en aucun cas cela n'a poussé les bolcheviks à aller dans un sens plus « autogestionnaire ». Dès le début, la politique des bolcheviks a été non pas de promouvoir telle ou telle forme d'organisation ou de gestion « à la base » mais simplement de liquider celles dont ils n'avaient pas le contrôle au profit de celles qu'ils contrôlaient. Dans un premier temps ils soutinrent les comités d'usine (c'est-à-dire le contrôle ouvrier) parce que les mencheviks contrôlaient les syndicats ; mais ils les condamnèrent lorsqu'ils eurent pris le contrôle des syndicats, afin qu'ils chapeautent les comités d'usine.

J'invite instamment les camarades Besancenot & Löwy à relire les textes de Lénine de l'époque, en particulier « Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? », écrit juste avant le coup d'État d'Octobre. On y lit des choses instructives : « Quand nous disons : "contrôle ouvrier", ce mot d'ordre étant toujours *accompagné* de celui de la dictature du prolétariat, le *suivant* toujours, nous expliquons par là de quel État il s'agit. » Sachant que le pouvoir sera détenu « dans sa totalité par les seuls bolcheviks » (*sic*), on comprend que le contrôle ouvrier sera en fait le contrôle du parti *sur* les ouvriers…

Aux lecteurs tentés de croire à un Lénine fédéraliste partisan de l'autogestion et du pouvoir de la base, voici une autre citation de ce texte (il y en a beaucoup d'autres) : « Vouloir prouver aux bolcheviks, centralistes par conviction, par leur programme et par leur tactique de tout le parti, la nécessité de la centralisation, c'est vraiment enfoncer une porte ouverte. » (« Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? »)

Besancenot & Löwy croient devoir appeler Daniel Guérin à la rescousse pour appuyer leur théorie d'un Lénine favorable au pouvoir de la base. Ils citent Guérin qui, dans *L'Anarchisme*, affirme que « Lénine violenta (*sic*) littéralement ses lieutenants timorés en les jetant dans le "creuset de la vivante création populaire", en les obligeant à parler un langage authentiquement libertaire ». Guérin dit une ânerie. S'il y a une chose en laquelle Lénine ne croyait pas, c'est dans la spontanéité des masses (la « vivante création populaire »), et s'il y a une chose qu'il rejetait catégoriquement, c'était l'idée de remettre aux masses sans-parti la moindre parcelle de pouvoir de décision. Il était hanté par l'idée qu'on puisse confier le moindre pouvoir de décision « à la masse des ouvriers sans parti, répartis dans les différentes productions, _annulant de la sorte la nécessité du parti »_[12]. (*Je souligne.*)

Pour savoir quel était le modèle d'organisation de la société que souhaitait Lénine, il faut se reporter à *L'État et la révolution* (1917), dont je ne comprends pas comment il a pu être pris pour un ouvrage « libertaire ». On peut lire dans ce livre : « Un spirituel social-démocrate allemand des années 70 a dit de la poste qu'elle était un modèle d'entreprise socialiste. Rien n'est plus juste. La poste est actuellement une entreprise organisée sur le modèle du monopole capitaliste d'État. » Voilà le modèle de société de Lénine.

Mais revenons aux comités d'usine. Un Conseil panrusse du contrôle ouvrier fut institué en novembre 1918 pour subordonner les comités d'usine aux syndicats. Les représentants de comités d'usine déclarèrent que « les comités de chaque ville devraient se réunir […] et établir une coordination sur des bases régionales ». Le Conseil panrusse du contrôle ouvrier, dominé par des éléments qui avaient été nommés par le parti, vida rapidement le contrôle ouvrier de toute substance. « Ceux-là mêmes qui soutenaient le plus en paroles le contrôle ouvrier et en encourageaient l'« expansion » s'employaient habilement à tenter de le brider et de le rendre ineffectif par sa transformation en une grande institution publique centralisée »[13].

11. [[http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=5814]]
12. « La crise du parti », 19 janvier 1921.
13. E. H. Carr, *The Bolshevik Revolution, 1917-1923*, Penguin, vol. 2, p. 80.

Le mouvement des comités d'usine fut définitivement liquidé lorsque le Conseil panrusse du contrôle ouvrier, lui-même créé pour désamorcer le mouvement, fut définitivement liquidé avec la création du conseil économique suprême (*Vesenka*). Cet organisme était rattaché au Conseil panrusse des commissaires du peuple – autrement dit au gouvernement – entièrement constitué de bolcheviks. La *Vesenka* comprenait pour la forme quelques membres du Conseil panrusse du contrôle ouvrier. De l'aveu même des bolcheviks, c'était un pas vers l'étatisation de l'économie.

Parler de se « radicaliser dans une voie toujours plus autogestionnaire » (p. 107), c'est carrément se moquer des lecteurs. Jamais dans l'optique des bolcheviks il n'a été question de ça, et encore moins de mettre en place un système fédéral d'organisation. J'ai du mal à croire que Besancenot & Löwy croient un mot de ce qu'ils disent.

Que Besancenot & Löwy se convertissent au fédéralisme libertaire est une excellente chose, mais il est *impossible* de se référer à la fois au fédéralisme et à Marx-Lénine. Il faut choisir.

Maintenant, disons quelques mots de l'image que Besancenot & Löwy se font de l'anarchisme. Ils présentent à plusieurs reprises l'anarchisme d'une manière erronée, et ensuite pointent le doigt sur une prétendue inconséquence de celui-ci. Ainsi, ils semblent penser que l'anarchisme voit la « nouvelle société » fondée *soit* sur le lieu de travail, *soit* sur le lieu d'habitation. Et nos auteurs nous disent : « les deux sont nécessaires » (p. 179) ! Or les conceptions anarchistes (anarcho-syndicalistes, pour être plus précis) de l'organisation de la société sont *intégralement* fondées sur l'association des structures horizontales (géographiques) et verticales (industrielles). Ce type de structure se retrouvait dans les fédérations de l'AIT dont Bakounine a décrit le fonctionnement, et c'est *précisément* ce qui définit le fédéralisme libertaire. Bien que la CGT ait abandonné son projet révolutionnaire initial, elle conserve encore formellement la structure de ses origines révolutionnaires : au plan vertical les syndicats et fédérations, au plan horizontal les unions locales et départementales (les Bourses du travail).

Dire que « tout ne peut être décidé localement », est donc évident. Les anarchistes n'ont *jamais* dit le contraire. Ils disent simplement qu'il faut descendre vers le local tout ce qui peut l'être – ce qui ne peut pas l'être doit être traité ailleurs. Ou, si on veut : tout ce qui peut être décidé localement n'a pas à être décidé au-dessus. Il est évident que ce qui touche à l'organisation globale des chemins de fer, de la distribution de l'électricité, de l'eau, etc., bref toutes ces questions qui relèvent des services publics, ne seront pas traitées dans des AG de gare ou de centrale électrique. Ce ne sont pas les salariés d'une centrale électrique qui vont décider de la politique globale en matière d'énergie : leur niveau d'intervention sera d'organiser le travail de leur unité de production et de décider de la manière dont ils appliqueront, à leur niveau, les orientations décidées par l'ensemble de la population laborieuse – le « plan », si on veut.

Que les salariés des entreprises soient capables de gérer celles-ci est important, parce que l'entreprise est souvent un lieu d'oppression et le contrôle par les salariés permettra de briser cette malédiction. Mais il est extrêmement important de mettre en place des procédures par lesquelles la population soit en mesure de prendre connaissance et de prendre des décisions sur les *orientations globales de la société.*

Les anarchistes disent aussi, en se référant à Kropotkine, que pour ce qui concerne la consommation, il faudra faire appel à ce qui est produit sur place d'abord, puis ce qui est le plus près, etc. La production de lait en France, envoyée en Chine pour être fermentée, dans un autre pays pour être mise en bocal, et retour en France pour être consommée, cela n'existera plus. Une gestion libertaire, c'est-à-dire rationnelle de la société consistera en premier lieu à supprimer le gaspillage.

Lorsque je lis qu'il ne sera pas question de laisser, au nom de l'autonomie, « perdurer une division entre régions qui vivent dans l'abondance et celles qui survivent dans la pénurie », j'ai l'impression de lire du Proudhon. De même, la « mise en adéquation de la production autogérée et des communes autogérées », que Besancenot & Löwy affirment être nécessaire (p. 180), est simplement la description de ce qui se faisait à grande échelle en Espagne pendant la guerre civile. Rappelons que la gestion de l'économie par les bolcheviks en Russie a conduit à une catastrophe humanitaire en grande partie parce qu'ils voulaient tout contrôler et répondaient à la moindre initiative locale par la répression. Voline, dans sa *Révolution inconnue*, fournit des exemples caractéristiques de ce comportement.

Alors que la Russie était tombée à un état précapitaliste, sans monnaie, sans matériel, avec des échanges quasiment nuls, les bolcheviks, pour qui laisser l'initiative à la base était proprement inconcevable, liquidèrent les structures de la société civile, en particulier les coopératives, qui auraient pu contribuer à assurer un minimum de

subsistances à la population. Si tant est que le prolétariat (3 % de la population !) eût pu impulser un mouvement émancipateur dans la société tout entière, *encore fallait-il qu'il se nourrisse !*

L'incapacité du pouvoir à établir une relation équilibrée avec les campagnes a conduit à une famine généralisée. En Espagne, la collectivisation de l'industrie, de la terre et des transports par la CNT et l'UGT a permis, malgré le sabotage des communistes (les colonnes du général communiste Lister détruisaient les collectivités agraires), de maintenir une activité économique sans laquelle l'Espagne républicaine n'aurait jamais tenu trois ans.

Bakounine disait que l'incapacité du prolétariat à trouver les formes d'une alliance avec la paysannerie conduira à l'échec de la révolution. La prétention du monde ouvrier à imposer une politique à la paysannerie est un « legs politique du révolutionnarisme bourgeois ». Elle aboutit inévitablement à la reconstitution d'un système de domination, fondé cette fois sur la bureaucratie – les « fonctionnaires de l'État » – chargés de l'exécution pratique de ce programme, dépossédant de ce fait la classe ouvrière de tout pouvoir. L'avènement de la bureaucratie d'État est le prix à payer pour l'échec de la révolution prolétarienne.

8.4 Planification démocratique et autogestion

Dire, comme le font Besancenot & Löwy, que « l'autogestion est une proposition commune aux libertaires et aux marxistes (non staliniens) » (p. 182), c'est avancer une triple contre-vérité.

— D'abord, l'attribution aux anarchistes du concept d'autogestion est relativement récente. Le terme « autogestion » date des années 1960 à une époque où un certain nombre d'intellectuels émerveillés découvrent que les travailleurs sont capables de gérer leur entreprise. Mais quand j'ai adhéré au mouvement libertaire, on ne parlait pas d'autogestion mais de « gestion ouvrière », ou de « gestion directe ».

— Ensuite, dire que l'autogestion est une contribution commune aux libertaires et aux marxistes est totalement faux : lesdits marxistes – je pense surtout à la Ligue communiste – ont dû commencer à parler d'autogestion à un moment où ça commençait déjà à passer de mode. Même le parti communiste s'est référé un temps (très court) à l'autogestion, mais à un moment où c'était *complètement* passé de mode.

— Enfin, dire que les marxistes « non staliniens » ont pu se réclamer de l'autogestion est absurde, car cela suggère que les marxistes « léniniens » s'en sont réclamés, ce qui n'est pas vrai.

La lecture de Proudhon, qualifié de « père de l'autogestion » (mais absent d'*Affinités révolutionnaires*), montre qu'il ne s'intéressait pas particulièrement à la question de la gestion des entreprises. Ce n'est pas ça qui est important. Il s'intéresse plus à la gestion des secteurs d'industrie, faite par ce qu'il appelle des « compagnies ouvrières ».

On s'aperçoit en revanche qu'il accorde une grande importance à l'établissement d'une comptabilité nationale. C'est donc l'organisation générale de l'économie qui l'intéresse, à travers un système fédéraliste – par définition planifié, par conséquent : dans la mesure où on instaure un mode global de définition des besoins de la population, d'une part, et des processus par lesquels sont mises en application les orientations adoptées, on parle forcément d'une forme de planification. Les anarchistes n'aiment pas trop le mot « planification » parce qu'il sert à désigner des formes étatiques d'organisation. Mais l'idée est là : on détermine les besoins, on détermine les moyens, on définit les urgences, parce qu'on ne peut pas mettre en œuvre plus de ressources que celles dont on dispose. Dans la pratique, la notion d'organisation fédéraliste de l'économie inclut donc nécessairement la notion de « plan », c'est-à-dire d'une structure de prévision, de décision, et de mise en œuvre des décisions.

Proudhon préconisait l'application des mathématiques à l'économie politique. La statistique devient l'outil indispensable pour constituer une comptabilité par branches et par secteurs. Son ambition était de constituer l'économie politique en une science exacte et mathématique. La comptabilité économique « donnera à l'économie politique, considérée dans ses mécanismes de production et de répartition, *l'appareil scientifique* permettant d'exprimer l'équilibre des ressources et des emplois, les circuits économiques, et les opérations de production, de répartition et de financement effectuées entre les différents agents économiques » [14]. Ce que Proudhon appelle

14. Jean Bancal, *Proudhon, pluralisme et autogestion*, Aubier-Montaigne.

une « comptabilité à partie double » est une comptabilité qui distingue entre comptes d'agents et comptes d'opérations, qui deviendra le principe de base de toute comptabilité économique. Proudhon propose rien moins que la constitution d'une comptabilité nationale qui aura une fonction prospective.

On retrouve chez Bakounine les mêmes préoccupations dans un texte de 1866 intitulé « Catéchisme révolutionnaire » [15], et qui est littéralement un programme politique.

> « Lorsque les associations productives et libres cessant d'être les esclaves et devenant à leur tour les maîtresses et les propriétaires du capital qui leur sera nécessaire, comprendront dans leur sein, à titre de membres coopérateurs à côté des forces ouvrières, émancipées par l'instruction générale, toutes les intelligences spéciales réclamées par chaque entreprise, lorsque se combinant entre elles, toujours librement, selon leurs besoins et selon leur nature, dépassant tôt ou tard toutes les frontières nationales, elles formeront une immense fédération économique, avec un parlement éclairé par des données aussi larges que précises et détaillées d'une statistique mondiale, telle qu'il n'en peut encore exister aujourd'hui, et qui combinant l'offre avec la demande – pourra gouverner, déterminer et respecter entre différents pays la production de l'industrie mondiale, de sorte qu'il n'y aura plus de crises commerciales ou industrielles, de stagnation forcée, de désastres, plus de peines, ni de capitaux perdus. Alors le travail humain, l'émancipation de chacun et de tous régénérera le monde [16]. »

La population est organisée en « associations productives et libres », « maîtresses et propriétaires du capital ». Une association productive est une organisation qui regroupe les travailleurs occupés à des tâches qui concernent une branche particulière de production – métallurgie, textile, etc. Le fait qu'elle soit « libre » ne signifie pas qu'elle est totalement détachée du reste de la société et qu'elle fait « ce qu'elle veut » mais que les membres qui la composent y adhèrent librement et que, dans le champ d'activité qui la concerne, elle s'organise de manière autonome : elle est en conséquence organisée de manière fédérative, ce qui implique que l'ensemble des associations productives sont associées entre elles. Cette association est à la fois maîtresse et propriétaire du capital : elle organise elle-même le travail. La propriété n'est pas étatique. Ce sont les associations regroupées entre elles qui sont collectivement propriétaires du capital.

Ces associations se coordonnent entre elles pour former, au-delà des frontières nationales, une fédération économique à la tête de laquelle se trouve un « parlement » – une instance décisionnelle – dont on devine qu'il n'est pas élu par des « citoyens » mais dont les membres sont issus, de manière fonctionnelle, des associations et groupements d'associations. Les associations regroupent l'ensemble des personnes qualifiées, « toutes les intelligences spéciales », qui contribuent à la bonne marche des entreprises « à titre de membres coopérateurs ». Il ne s'agit donc en aucun cas d'une optique ouvriériste.

En d'autres termes, l'instance décisionnelle n'est pas issue d'un processus de vote effectué par des individus isolés, comme dans le système parlementaire ; elle est constituée de représentants désignés en fonction de leur rôle dans le processus de production, par des hommes et des femmes eux-mêmes participant de ce processus de production. Il apparaît que l'un des outils de la « gouvernance » exercée par ce « parlement » sera constitué par les « données aussi larges que précises et détaillées d'une statistique mondiale, telle qu'il n'en peut encore exister aujourd'hui ».

Ainsi est affirmée la nécessité d'établir un véritable calcul économique fournissant à l'organe exécutif les informations précises nécessaires. Bakounine a parfaitement conscience que cet outil n'existe pas encore de son temps. On peut supposer qu'aujourd'hui, avec l'informatique, un tel outil pourrait exister. Cet outil, selon Bakounine, permettra de combiner l'offre et la demande, c'est-à-dire de déterminer les besoins de la population et d'affecter les ressources nécessaires à la satisfaction de ses besoins. L'instance exécutive pourra ainsi « gouverner,

15. Le « Catéchisme révolutionnaire » de Bakounine, écrit en 1866, ne doit pas être confondu avec le « Catéchisme du révolutionnaire » de Netchaïev, datant de 1869. Les deux documents, qui ont souvent été confondus, n'ont rien à voir l'un avec l'autre. Le fait que Bakounine ait été, très fugitivement, en relations avec Netchaïev avant des rompre brutalement avec lui contribue largement à entériner la confusion. Le texte de Netchaïev est une codification d'un cynisme inouï du comportement de l'individu révolutionnaire. Le « Catéchisme révolutionnaire » de Bakounine est un embryon de programme politique anarchiste qui reste encore très actuel, notamment sur l'émancipation de la femme. De nombreux auteurs, parmi lesquels Avrich et Rubel, ont fait la confusion sans qu'on puisse dire si c'était de l'ignorance ou de la volonté de nuire.

16. « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire. » I. Objet. II. Catéchisme Révolutionnaire, mars 1866.

déterminer et respecter entre différents pays la production de l'industrie mondiale », ce qui évitera les crises et le gaspillage (les « capitaux perdus »).

On constate ainsi que les principaux éléments d'une économie de type libertaire sont exposés : le fédéralisme comme principe général d'organisation ; la décentralisation de la prise de décision et la centralisation dans l'application des décisions. Les réflexions de Proudhon et de Bakounine suggèrent qu'ils sont partisans d'un système qui couple la décentralisation du politique avec la centralisation de l'économique, la décentralisation de la prise de décision politique avec la centralisation de la mise en œuvre des décisions prises.

8.5 Démocratie directe ou représentative

La question de la démocratie directe, de la démocratie représentative et celle de la délégation sont l'objet de bien des débats dans le mouvement libertaire et de bien des malentendus.

Proudhon avait été élu à l'Assemblée constituante en 1848, pour constater que la démocratie portait au pouvoir les classes privilégiées. L'expérience ne fut pas concluante. C'est la raison pour laquelle il abandonna toute perspective électorale. Désormais, ce ne sont plus des *citoyens* qui devront désigner des représentants ; la souveraineté ne s'exercera plus dans des parlements mais dans des institutions productives où ce sont les *travailleurs associés* qui s'organiseront. On entre dans une logique tout à fait différente. Il faut avoir cela à l'esprit pour comprendre l'opposition de Proudhon aux « candidatures ouvrières » dans la *Capacité politique des classes ouvrières*. Il s'y oppose parce que les travailleurs doivent s'organiser *autrement*, et *ailleurs* : ils doivent s'organiser sur la base de leur rôle dans le processus de production (associations de producteurs) dans leurs propres organisations de classe. Ce qui anticipe l'anarcho-syndicalisme.

Contrairement aux idées reçues, les premiers théoriciens de l'anarchisme – Proudhon et Bakounine – n'étaient pas des partisans de la démocratie directe, de la consultation permanente, de l'assembléisme et du mandat impératif.

Le mandat impératif est utile, voire nécessaire, en cas de conflit, de lutte, lorsqu'il y a une agitation intense. Il permet aux mandatés de consulter en temps (presque) réel leurs mandants. Mais imaginer une assemblée de 500 mandatés qui ont chacun un mandat impératif, ça n'a pas de sens. Proudhon avait bien dit que pendant que tout le monde se réunit, on ne fait plus rien d'autre.

La gestion des entreprises par les travailleurs n'est pas la préoccupation principale de Proudhon : la classe ouvrière devra s'organiser en « compagnies industrielles » gérant des secteurs entiers de production, afin de créer ce qu'il appelle la « démocratie industrielle » en dehors de l'État.

On retrouve le même raisonnement chez Bakounine. Il n'y a pas chez lui de répugnance métaphysique à la délégation de pouvoir, comme on peut en trouver parfois chez certains anarchistes, qui pensent que c'est là une intolérable atteinte à leur être intime. Dans l'AIT, on votait, tout simplement. Bakounine n'est pas opposé au suffrage universel par principe.

Il est vrai que la lecture du révolutionnaire russe révèle une opposition radicale à la démocratie représentative, qui est une forme parfaitement adaptée à la domination du capitalisme. Mais il s'agit là d'un système qui consacre l'inégalité économique et la propriété privée des moyens de production. Le système représentatif légitime l'exploitation de la grande masse du peuple par une minorité de possédants et par les professionnels de la parole qui sont leur expression politique.

Un régime politique fondé sur un système représentatif mais qui maintient la propriété privée des moyens de production est une imposture. La liberté du travailleur, dans un tel système, est une liberté théorique, fictive, dit Bakounine. Pourtant, « est-ce à dire que nous, socialistes révolutionnaires[17], nous ne voulions pas du suffrage universel, et que nous lui préférions soit le suffrage restreint, soit le despotisme d'un seul ? Point du tout. Ce que nous affirmons, c'est que le suffrage universel, considéré à lui tout seul et agissant dans une société fondée sur l'inégalité économique et sociale, ne sera jamais pour le peuple qu'un leurre ; que, de la part des démocrates bourgeois, il ne sera jamais rien qu'un odieux mensonge, l'instrument le plus sûr pour consolider, avec une

17. Bakounine utilise rarement le mot « anarchiste », et la plupart du temps avec réserves. Il se désigne comme « socialiste révolutionnaire » ou « collectiviste ». Voir « L'usage du mot "anarchie" chez Bakounine », `http://monde-nouveau.net/spip.php?article185`

apparence de libéralisme et de justice, au détriment des intérêts et de la liberté populaires, l'éternelle domination des classes exploitantes et possédantes [18]. »

La critique anarchiste de la démocratie représentative n'est pas une critique de principe de la démocratie, entendue comme participation des intéressés aux choix concernant leur existence, mais une critique du contexte capitaliste dans lequel elle est appliquée.

La démocratie représentative n'étant pour la bourgeoisie qu'un masque, elle s'en dessaisit aisément au profit du césarisme (l'équivalent bakouninien du bonapartisme de Marx), c'est-à-dire la dictature militaire, lorsque cela est nécessaire, tout empiétement démocratiquement décidé contre la propriété provoquera inévitablement une réaction violente de la part des classes dominantes spoliées.

Faut-il participer au jeu électoral ? demandent Besancenot & Löwy. De leur point de vue, oui, puisque leur modèle de société repose de toute façon sur un système fondé sur une forme de démocratie parlementaire, c'est-à-dire fondée sur le « citoyen ». Le fait que les différents courants marxistes révolutionnaires continuent de présenter des candidats aux élections montre qu'ils cautionnent ce modèle de désignation des mandats, et il n'y a aucune raison de penser que leur modèle de société soit autre chose qu'un modèle fondé sur ce système. Il n'y a pas de sens pour un parti politique d'utiliser les moyens de la démocratie parlementaire, pour dire ensuite que ce n'est pas ce modèle-là qu'il veut : les électeurs ne s'y retrouvent pas.

Contrairement à ce que pensent Besancenot & Löwy, les anarchistes n'ont pas une position abstentionniste fanatique : Bakounine a conseillé de manière circonstancielle à ses amis italiens de présenter des candidats. La CNT espagnole a appelé en sous-main à voter en 1936 parce que l'élection d'un Front populaire a permis de faire libérer 30 000 anarchistes de prison.

Mais au-delà de ces cas circonstanciels, la pratique électorale n'est pas une « divergence tactique » entre anarchistes et NPA. C'est une divergence fondamentale. Pour les anarchistes, le débat n'est pas de choisir entre démocratie directe et représentative. Encore faut-il s'entendre sur le terme démocratie directe, qui est confondue souvent avec la pratique du mandat impératif.

Dans les années soixante-dix les trotskistes lambertistes de la CGT du Livre exigeaient la convocation d'une « assemblée générale de tous les travailleurs du Livre ». C'était complètement idiot. Une AG de 25 000 personnes place de la République n'a pas de sens. C'est de la démagogie. On sait bien que si 50 ou 100 millions de personnes doivent débattre et décider d'une question, on ne pourra pas le faire avec la « démocratie directe » comme dans la Grèce antique. Il faudra des représentants. La question sera de savoir comment ces représentants seront désignés, comment ils seront *contrôlés*, comment ils pourront être *révoqués*, quelle sera la *durée* de leur mandat, et à quel rythme sera appliquée la *rotation des mandats*.

8.6 Syndicat et parti

La question des rapports entre parti et syndicat est l'une des formes que prend l'opposition organisation idéologique-organisation de classe. Par organisation de classe, j'entends une organisation dont les membres n'adhèrent pas sur la base d'un accord idéologique mais sur la base de leur fonction dans les rapports de production – ce qui n'empêche pas cette organisation d'avoir un projet de société, comme ce fut le cas de la CGT du début du XXe siècle.

Besancenot & Löwy disent très justement que ces rapports ne sont pas conflictuels dans certains pays comme la Grande-Bretagne et le Brésil, mais ils auraient pu ajouter l'Allemagne.

Le mouvement ouvrier français en revanche est imprégné de ce débat puisque dès le début les mouvements anarchiste et syndicaliste révolutionnaire ont tout fait pour séparer les deux formes d'organisation, afin de rendre l'organisation de classe – la CGT – indépendante des partis socialistes. Pourquoi cette attitude ? La filiation est facile à tracer : d'une part l'héritage de l'AIT anti-autoritaire et de Bakounine, transmis par James Guillaume qui a été en relations étroites avec les premiers syndicalistes révolutionnaires ; d'autre part l'héritage de Proudhon, partisan d'une séparation radicale entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, et ensuite la répression

18. Bakounine, Manuscrit de 144 pages rédigé à Marseille, 1870, Stock, IV, p. 195.

de la Commune qui a laissé dans le mouvement ouvrier français une méfiance viscérale envers l'État, la police, l'armée, les partis politiques.

Il apparaissait donc évident aux militants du début du XXe siècle que l'autonomie ouvrière dépendait de cette séparation, et que la remettre en cause équivalait à mettre le mouvement syndical à la remorque du mouvement socialiste et de la bourgeoisie. Les faits ont plutôt confirmé cette thèse. Griffuelhes déclara un jour que les syndicalistes français n'acceptaient pas que les questions posées par la classe ouvrière soient « résolues par ces assemblées de médecins, d'avocats, de rentiers, de propriétaires, de commerçants, etc., que sont les Congrès politiques internationaux[19] ».

Tant que le mouvement syndical français a été radicalement indépendant de tout mouvement politique, il fut à l'offensive. Mais une organisation de masse fondée sur l'électivité des mandats est naturellement sujette à des basculements d'orientation : à la veille de la Grande Guerre, les syndicalistes révolutionnaires avaient depuis longtemps perdu le contrôle de l'organisation devant la pénétration des réformistes. Autrement dit, des éléments nouveaux s'étaient introduits dans le débat parti-syndicat, rendant les choses beaucoup plus complexes.

En Russie, pendant la révolution de 1905, la question ne se posa pas, tout d'abord, en termes d'opposition parti-syndicat, mais d'opposition parti-soviet. L'idée de soviet était totalement étrangère aux conceptions du parti bolchevik : un certain P. Mendeleev, au nom du comité du parti de Petersburg, ne trouva rien de mieux que d'adresser un ultimatum aux soviets : adopter le programme du parti ou se dissoudre. Cet ultimatum dit en particulier ceci : « Le Conseil des députés ouvriers ne saurait exister en qualité d'organisation politique et les social-démocrates devraient s'en retirer attendu qu'il nuit, par son existence, au développement du mouvement social-démocrate[20]. » En d'autres termes, le soviet fait double emploi avec le parti. Plus grave encore, *il nuit au développement du parti*. Mais lorsque les bolcheviks finiront par comprendre ce qui se passe, ils tenteront d'exclure les anarchistes : « Le comité exécutif du Soviet des députés ouvriers a décidé hier, 23 novembre, d'opposer un refus aux anarchistes qui demandaient à être représentés au Comité exécutif et au Soviet des députés ouvriers. Le comité exécutif lui-même a exposé comme suit les motifs de sa décision : "1) d'après l'usage international, les anarchistes ne reconnaissant pas la lutte politique comme un moyen d'atteindre leur idéal, ne sont pas représentés dans les congrès et les conférences socialistes ; 2) toute représentation doit émaner d'un parti ; or, les anarchistes ne forment pas un parti"[21]. »

Ce qui vaut à Lénine le commentaire suivant : « Nous estimons que la décision du comité exécutif est au plus haut point légitime et qu'elle a une très grande importance théorique, pratique et politique. » Un sympathique exemple d'« affinité révolutionnaire »…

Lors de la formation de ce soviet, à laquelle participa Voline, ce dernier en avait refusé la présidence, sous le prétexte un peu démagogique qu'elle devait revenir à un travailleur. Il aurait peut-être dû accepter. Trotski, qui passait par là, n'eut pas les mêmes scrupules.

Le rapport organisation idéologique/organisation de classe prend de multiples formes selon les périodes. C'est dire que la question du rapport parti-syndicat aujourd'hui ne se pose plus du tout dans les mêmes termes qu'en 1906 en France et que ce serait une erreur de se fixer sur cette question. Le mouvement syndical depuis le congrès d'Amiens a évolué, il s'est diversifié, bureaucrisé, il s'est soumis à de multiples influences extérieures. Besancenot & Löwy disent très justement que « le pluralisme s'est imposé comme une réalité incontournable ». Ce n'est donc en aucun cas le mouvement syndical tel qu'il existe actuellement qui pourra fonder une alternative au système capitaliste.

Il reste que, malgré cela, une transformation en profondeur de la société ne pourra pas se faire si une organisation de classe et de masse regroupant un grand nombre de travailleurs ne prend pas en charge le projet révolutionnaire. De la même manière qu'en 1905 la formation des soviets avait surpris tout le monde (moins les anarchistes que les bolcheviks, d'ailleurs), la révolution de demain prendra des formes que nous ne pouvons pas prévoir. Personne ne sait quelles formes organisationnelles seront adoptées si un jour un mouvement de masse abat le système capitaliste.

19. Victor Griffuelhes, « L'Internationale syndicale », *L'Action syndicaliste*, Paris, Rivière, 1908.
20. *Novaia Jizn*, 7 novembre 1905.
21. Sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme, Éditions du Progrès, Moscou, 1973, p. 226.

Mais quoi qu'il arrive, il y aura toujours la confrontation entre organisation idéologique et organisation de classe, la première tentant, malgré ses discours lénifiants, de prendre le contrôle de la seconde. C'est pourquoi le rôle des anarchistes sera de faire en sorte que l'organisation de classe conserve le maximum d'autonomie.

8.7 Un « programme de transition » ?

Lorsque Trotsky entama son exil en 1929, il demanda à la CGT-SR d'assurer sa sécurité lors de son passage à Paris. L'anecdote nous a été racontée dans les années 1970 par Julien Toublet, qui avait été le trésorier de cette organisation. La direction de la CGT-SR refusa catégoriquement d'accepter la demande de Trotsky. « Faut quand même pas déconner, après Makhno et Kronstadt… », commenta Julien. La réaction était compréhensible.

Pourtant, il y avait de réelles convergences entre les deux courants à cette époque.

En 1930, la CGT-SR publia *Les Syndicats ouvriers et la révolution sociale,* un ouvrage programmatique développant un certain nombre de revendications transitoires destinées à mobiliser les travailleurs en cette période de crise mondiale qui devait déboucher sur la guerre civile espagnole et la Seconde Guerre mondiale.

Peu après, en 1938, Trotski rédigea son « Programme de transition », dont le titre dit bien ce qu'il veut dire et dans lequel on retrouve l'essentiel des points abordés par Besnard, plus d'autres. L'un comme l'autre font le constat de la crise globale du système capitaliste, mais aussi de la crise du mouvement ouvrier lui-même. D'ailleurs la crise que nous connaissons aujourd'hui présente de nombreux points communs avec celle que connaissait le mouvement ouvrier des années 1930. Bien entendu, les deux approches sont très différentes, même si elles ont de nombreux points communs. Les deux hommes ne s'accordent évidemment pas sur le rôle respectif accordé au syndicat et au parti, mais leurs analyses sont remarquablement proches.

Fondée en 1926 à la suite d'une succession de scissions de la CGT, la CGT-Syndicaliste révolutionnaire (CGT-SR) fut la première organisation à être réellement anarcho-syndicaliste, malgré le terme « syndicaliste révolutionnaire » accolé à son nom.

Selon Alexandre Skirda, le mot « anarcho-syndicaliste » fut probablement inventé au début du XXe siècle en Russie par un anarchiste nommé Daniil Novomirski[22]. Ce mot n'était pas utilisé en France. Pour désigner les anarchistes de la CGT, on parlait d'« anarchistes syndicalistes ». Lozovsky, dirigeant de l'Internationale syndicale rouge, utilisa l'expression « anarcho-syndicaliste » d'une manière péjorative en 1922 lors du congrès de fondation de la CGT-U[23].

L'un des points qui distingue le syndicalisme révolutionnaire de l'anarcho-syndicalisme est le fait que le premier se déclare neutre par rapport aux partis politiques (charte d'Amiens 1906), tandis que le second se déclare clairement opposé aux partis (charte de Lyon, 1926).

Dans *Les Syndicats ouvriers et la révolution sociale*, Besnard affirme que les travailleurs organisés dans les syndicats doivent « répondre à l'action engagée en dehors d'eux par l'action immédiate de toutes leurs forces dirigées vers les objectifs de classe du prolétariat ». Il pose comme principe qu'un « groupement quelconque ne peut jouer un rôle actif, en quelque circonstance que ce soit, qu'à la condition de se placer à l'avant-garde »…

Pour la CGT-SR, l'objectif du syndicalisme est de « supprimer le salariat sous toutes ses formes, de faire disparaître le patronat sous toutes ses formes, de substituer à l'État l'organisation de la production, de l'échange, de la répartition et des rapports entre les hommes ».

Les tâches de la construction du socialisme, « dont il n'est pas possible de dire quand elles pourront être assumées », mais que la crise et la montée du fascisme mettent à l'ordre du jour, consistent à se préparer dans l'immédiat, en posant ce que Besnard appelle *les grandes revendications du prolétariat*, qui ne sont pas un programme définitif de socialisme, mais des axes de propagande, de mobilisation et d'organisation préparatoires à

22. « Le groupe de Novomirsky à Odessa décida de s'appeler "anarcho-syndicaliste" plutôt que "syndicaliste révolutionnaire" (appellation française), en partie pour mettre l'accent sur leur caractère spécifiquement russe, et pour indiquer d'autre part que leurs membres étaient tous des "anarchistes" (en France, beaucoup de syndicalistes révolutionnaires étaient d'obédience marxiste, blanquiste ou autre). C'était également pour se distinguer des anarcho-communistes qui ne se préoccupaient pas autant qu'eux du mouvement ouvrier. » (Avrich, *Les Anarchistes russes*, 1979, p. 91, note.) Novomirski évolua plus tard vers le bolchevisme et fut liquidé en 1936 ou 1937, sans doute parce qu'il avait abandonné le parti.

23. Lozovsky, « Les syndicats et la révolution », `http://monde-nouveau.net/spip.php?article353`

l'assaut final. Sans que Besnard le désigne expressément ainsi, il s'agit en fait d'un programme transitoire dont les revendications doivent présenter un triple aspect : « 1) être d'ordre permanent ; 2) répondre aux préoccupations immédiates des travailleurs ; 3) préparer la transformation sociale ».

Pierre Besnard expose donc trois revendications :

> « a) la réduction de la journée de travail ; b) le salaire unique ; c) le contrôle syndical de la production. Elles sont susceptibles de constituer un programme constant par le nombre de paliers de réalisation qu'elles comportent. Elles seront justifiées tant que le régime capitaliste existera et le dernier stade qu'elles permettront d'atteindre coïncidera avec la chute du régime actuel. Elles sont donc bien quotidiennes et permanentes ; elles répondent à la fois aux préoccupations immédiates et d'avenir du prolétariat en même temps qu'elles permettent aux travailleurs de préparer leurs tâches révolutionnaires… »

Les deux premières revendications sont d'ordre défensif ; la troisième est « offensive et préparatoire aux tâches révolutionnaires ». Besnard a parfaitement conscience que ces revendications, en particulier la troisième, peuvent être « très dangereuses » : une certaine forme de « contrôle dit "ouvrier", et, en réalité, de collaboration de classe » pourrait être légalisée par les parlements [24]. C'est pourquoi les travailleurs doivent être convaincus que « ces conquêtes successives ne seront acquises et ne dureront que par la pratique constante d'une action directe vigoureuse ».

Concernant la réduction de la journée de travail, les congrès d'Amsterdam et de Liège de l'Association internationale des travailleurs (AIT) [25], en 1925 et 1928, avaient fixé la durée de la journée à six heures et la semaine à trente-trois heures.

La question du salaire unique est plus complexe à saisir. Il s'agit de s'opposer à la conception qui veut que « les besoins des ouvriers soient mesurés et fixés par les patrons » : « Le salaire unique doit être attribué à tout producteur, quels que soient son sexe et son âge, et cela universellement. » En décidant cela, le IIe congrès de la CGT-SR a « dépassé de loin – et il le sait – le cadre des réalisations immédiates » ; s'il parvient à ce résultat, « l'heure de sa libération sera proche ; mais il sait aussi que c'est pour lui le seul moyen de poser la question des salaires sous son jour véritable, sur son vrai terrain ».

> « La réalisation du salaire unique, même local, fera plus pour faire tomber les barrières corporatives entre tous les ouvriers d'une même ville que toutes les réunions, tous les appels à la conscience. »

En fait, cette revendication n'est pas du tout utopique, car le salaire unique a été effectivement appliqué [26] à l'initiative de la CGT du Livre en presse parisienne pendant des dizaines d'années, et a donc touché en son temps des dizaines de milliers d'ouvriers. Un ouvrier embauché dans une entreprise de presse touchait le même salaire que son camarade ayant vingt ans d'ancienneté, et dans l'atelier tous avaient le même salaire (il y avait des différences marginales de salaires d'une entreprise de presse à l'autre). Il ne servait donc à rien de cacher son bulletin de salaire pour éviter les indiscrétions du voisin. Cet état de chose provoquait l'incompréhension des « profanes » à qui on expliquait cela (« Quoi ? mais alors il n'y a pas d'évolution des carrières ? ») – l'idée de hiérarchie des salaires étant tellement ancrée dans l'esprit des gens qu'elle semblait être un fait naturel. Par ailleurs, le fait que des travailleurs syndiqués à presque 100 % imposent le salaire unique signifie que ledit salaire n'était pas précisément un salaire minimum…

> « Par son caractère permanent et général, la revendication du salaire unique doit figurer au programme du syndicalisme-révolutionnaire international. »

Le contrôle syndical de la production ne doit pas être compris dans le sens de « gestion » syndicale. C'est par lui que « les syndicats se prépareront à leur tâche de direction, d'organisation et de gestion de la production dès

24. Peut-être Besnard pense-t-il à la récente révolution allemande lors de laquelle les conseils ouvriers furent légalisés par le parlement allemand dominé par les socialistes.

25. Il s'agit de la « seconde » AIT, fondée à Berlin en 1922.

26. Je dis « a été appliqué » car depuis le début des années 2000 le statut d'ouvrier a disparu en presse parisienne, les anciens « ouvriers » ayant acquis le statut de journaliste.

le déclenchement de la révolution ». Dans le cadre du système capitaliste, il ne s'agit que d'un moyen de lutte : il n'est pas la gestion du capitalisme par les travailleurs.

Le terme de contrôle implique la notion de « connaissance », de « critique », de « surveillance », de « vérification ». Il n'implique en rien que le syndicat participe de concert avec le patron à la gestion. Il s'agit pour les travailleurs de connaître le fonctionnement des entreprises, d'être au courant des différentes opérations comptables, de l'organisation du travail, etc. En effet,

> « Ce n'est pas à l'heure de l'action qu'il faudra penser à organiser toute la vie industrielle et agraire d'un pays. C'est pendant la période pré-révolutionnaire qu'il faudra préparer cette tâche, tracer la besogne dans ses lignes générales. »

Pour la CGT-SR, la classe ouvrière étant nécessairement organisée dans les syndicats, le contrôle syndical de la production équivaut évidemment au contrôle ouvrier de celle-ci. Cela implique nécessairement le contrôle des comptes des entreprises.

Dans son programme de transition, Trotsky « rejette et condamne résolument tout fétichisme syndical, également propre aux trade-unionistes et aux syndicalistes »[27]. Naturellement, Trotsky s'en tient à la division social-démocrate traditionnelle des tâches entre action politique et action économique : « Les syndicats n'ont pas et, vu leurs tâches, leur composition et le caractère de leur recrutement, ne peuvent avoir de programme révolutionnaire achevé ; c'est pourquoi ils ne peuvent remplacer le *parti*. »

Le Programme de transition, rédigé huit ans après le livre de Pierre Besnard, se place également dans une perspective pré-révolutionnaire, et envisage lui aussi de définir des « revendications transitoires » tenant compte de la situation actuelle et conduisant à la révolution sociale, que Trotsky identifie évidemment à la « conquête du pouvoir par le prolétariat ».

Il y a dans le Programme de transition un chapitre qui correspond au « contrôle syndical de la production » de la CGT-SR, et qui s'intitule « le "secret commercial" et le contrôle ouvrier sur l'industrie ». Le texte de Trotsky est plus élaboré, mais on retrouve la même idée, celle d'accéder au cœur du fonctionnement de l'économie capitaliste :

> « Les ouvriers n'ont pas moins de droits que les capitalistes à connaître les "secrets" de l'entreprise, du trust, de la branche d'industrie, de l'économie nationale tout entière. Les banques, l'industrie lourde et les transports centralisés doivent être placés les premiers sous la cloche d'observation.
>
> « Les premières tâches du contrôle ouvrier consistent à éclairer quels sont les revenus et les dépenses de la société, à commencer par l'entreprise isolée ; à déterminer la véritable part du capitaliste individuel et de l'ensemble des exploitateurs dans le revenu national ; à dévoiler les combinaisons de coulisses et les escroqueries des banques et des trusts ; à révéler enfin, devant toute la société, le gaspillage effroyable de travail humain qui est le résultat de l'anarchie capitaliste et de la pure chasse au profit[28]. »

Les deux textes ne sont pas opposables point par point et ne s'inscrivent pas dans le cadre d'un projet politique identique : pour Trotsky il va de soi que ce ne sont pas les travailleurs, mais le parti qui détient le pouvoir. Cependant les deux textes présentent de nombreuses similitudes : tous deux tentent de répondre aux problèmes posés par la lutte du prolétariat dans une période de crise économique intense et de montée du fascisme. Or, la situation que nous vivons aujourd'hui en 2015 présente bien des points communs avec celle des années trente.

Les deux textes ont des chapitres traitant de la même chose :

Le contexte international :

Besnard : « Les forces sociales en présence »

Trotsky : « les prémisses objectives de la révolution socialiste ».

27. Le mot « syndicaliste » est sans doute ici une traduction erronée du mot anglais « syndicalist », qui signifie en fait « syndicalisme révolutionnaire ».

28. Trotsky, Programme de transition.

Revendications transitoires à peu près identiques :

Besnard : « Réduction de la journée de travail », « Salaire unique »
Trotsky : « Échelle mobile des salaires et échelle mobile des heures de travail »
Besnard : « Contrôle syndical de la production »
Trotsky : « Le "secret commercial" et le contrôle ouvrier sur l'industrie ».

Période de transition :

Besnard : « La période transitoire[29] »
Trotsky : « Les syndicats dans l'époque de transition ».

Expropriation des capitalistes :

Besnard : « Grève insurrectionnelle et expropriatrice » ;
Trotski : « L'expropriation de certains groupes de capitalistes »

Question paysanne :

Besnard : « Le problème agraire »
Trotski : « L'alliance des ouvriers et des paysans »

La vraie différence qui oppose les deux textes se trouve dans le projet du Programme de transition de former un « gouvernement ouvrier et paysan » (dans lequel on ne trouve pas grand-chose des idées avancées dans *Affinités révolutionnaires*), tandis que celui de la CGT-SR vise à mettre en place les conditions pour que le prolétariat organisé prenne lui-même en main les rênes de la société (et dans lequel on retrouve pas mal d'idées d'*Affinités révolutionnaires*…).

Le mouvement libertaire peut retenir aujourd'hui l'idée que dans les années trente une organisation anarcho-syndicaliste avait élaboré un programme de revendications transitoires dans le but de préparer la classe ouvrière à prendre en main l'organisation globale de la société. Il serait peut-être temps de reprendre l'idée aujourd'hui.

Si on évacue l'idée de « gouvernement ouvrier et paysan » qui n'a plus beaucoup de sens aujourd'hui, et si on dépasse la tentation de couper les cheveux en quatre, on trouve dans les textes de Besnard et de Trotski la volonté de répondre aux circonstances du moment et de définir une stratégie adaptée pour le mouvement ouvrier dans une période dont on pouvait penser qu'elle était pré-révolutionnaire. Et il y a incontestablement des points communs dans les réponses que les deux hommes proposent.

On pourra sans doute trouver aujourd'hui des convergences avec certains marxistes révolutionnaires, à la condition cependant qu'ils abandonnent définitivement l'idée parfaitement vaine de présenter des candidats aux élections – une activité dont l'efficacité est proche de zéro[30] – et qu'ils consacrent le temps ainsi épargné à investir, avec les anarchistes, tous les lieux dans lesquels se manifeste une forme d'auto-organisation de la population et d'y développer l'idée que ces lieux, s'ils étaient élargis et coordonnés à une grande échelle, formeraient potentiellement, le moment venu, une vaste organisation capable de supplanter tous les rouages de l'État et du capital.

Il s'agit en quelque sorte de revenir aux « fondamentaux » du mouvement anti-autoritaire de l'Association internationale des travailleurs : la « propagande par le fait ». À l'origine il ne s'agissait pas d'attentats : la

29. Contrairement à l'idée reçue, la question de la transition au socialisme n'a rien de tabou chez la plupart des auteurs anarchistes. L'abolition de l'État, dit Bakounine, est un objectif qui « ne saurait être atteint d'un seul coup, car dans l'histoire, comme dans le monde physique, rien ne se fait d'un seul coup. Même les révolutions les plus soudaines, les plus inattendues et les plus radicales ont toujours été préparées par un long travail de décomposition et de nouvelle formation, travail souterrain ou visible, mais jamais interrompu et toujours croissant. Donc pour l'Internationale aussi il ne s'agit pas de détruire du jour au lendemain tous les États ».

Cf. « Esquisse d'une réflexion sur la "période de transition" », `http://monde-nouveau.net/spip.php?article324`

Également : « El comunismo libertario y el régimen de transición », `http://monde-nouveau.net/spip.php?article543`

30. Sauf évidemment pour récolter des sous par le truchement des remboursements de frais de campagne, à condition d'avoir le nombre de voix requis, ce qui devient de moins en moins évident.

« propagande par le fait » avait le sens constructif de création de syndicats, de caisses de secours, de coopératives, d'écoles, de bibliothèques, de centres éducatifs, de sociétés mutualistes et de bureaux de placement. La dénaturation du sens originel de la « propagande par le fait » que préconisait Bakounine fit dire à Gaston Leval que « la démagogie et la bêtise faisant la loi dans le mouvement anarchiste, la formule fut interprétée comme une recommandation des attentats individuels, qui n'avaient rien à voir avec la pensée du grand lutteur[31]. »

Ce processus d'investissement des révolutionnaires dans l'activité réelle d'auto-organisation de la population (en opposition à la tentative d'investissement dans un corps mort, le Parlement), ne permettrait sans doute pas de faire, le moment venu, l'économie d'une confrontation avec les forces de répression, mais il permettrait sans doute d'en limiter les effets catastrophiques. Le pouvoir n'est PAS dans la rue, il est dans les entreprises, les bureaux, les ateliers, les champs, etc. Et, surtout, il est dans l'organisation même de la population laborieuse qui reprendra le travail pour son propre compte.

Mais la réflexion sur un « programme transitoire » nécessiterait d'intégrer des éléments qui n'existaient pas dans les années trente et qui pourraient être très mobilisateurs. Je veux parler des services publics. Ce sont là des institutions mises en place, avec l'argent du peuple, pour répondre aux besoins du peuple : santé, instruction, transports, énergie, etc. Ces institutions représentent donc un « bien commun »[32] qu'il s'agit non seulement de préserver, mais d'améliorer et de contrôler. Or les gouvernements qui se sont succédé – de droite comme de gauche – ont vendu tout ou partie de ce bien commun au secteur privé : c'est littéralement du vol. Il est surprenant de constater que ces escroqueries de masse ont fait l'objet de si peu de réactions. Une campagne « Pour le service public » de temps en temps, et on passe à autre chose. Or c'est là une question qui devrait faire l'objet d'une action militante permanente et insistante, elle devrait être au cœur de toute action d'opposition à la politique de l'État capitaliste : les voleurs doivent rendre au peuple ce qu'ils lui ont pris. La restitution des services publics au peuple doit figurer aujourd'hui en bonne place dans un programme révolutionnaire transitoire.

L'une des raisons de l'absence d'insistance sur cette question vient peut-être du fait qu'on ne saurait peut-être pas quoi faire si ce qui a été volé était restitué. Il va de soi qu'il ne s'agirait pas de recommencer comme c'était avant. Il faudrait proposer des mesures permettant aux « usagers » de s'exprimer sur les politiques globales concernant la santé, l'instruction publique, l'énergie, les transports, etc. Il faudrait peut-être surtout introduire dans l'administration de ces institutions relevant du bien commun un élément dramatiquement absent : les consommateurs, non pas à titre consultatif, mais de plein droit.

Il est évident que ce genre de revendications a pour objet de montrer que le système capitaliste, aidé de l'État, s'approprie de manière permanente ce qui appartient à la population. Autrement dit la propriété collective n'a rien de choquant en soi, *puisqu'elle existait déjà*, d'une certaine façon, pour des secteurs d'activité représentant environ un quart du total des salariés. Le mouvement révolutionnaire apparaît non pas comme un mouvement qui veut « étatiser » les coiffeurs, les boulangers, le marchand de jeans de la rue piétonne, mais comme un mouvement qui veut restituer à la population les biens collectifs qui lui appartenaient et dont le capitalisme l'a exproprié !

31. La crise permanente de l'anarchisme. (Cf. `http://monde-nouveau.net/spip.php?article259`)

32. Je reprends le terme employé par Carole Poliquen dans son remarquable documentaire, *Le Bien commun, l'assaut final*, Les Productions ISCA, 63 mn, 2002, `http://voiretagir.org/BIEN-COMMUN-LE.html`

Ce documentaire est un outil irremplaçable pour expliquer ce qu'est le capitalisme et sa tendance à s'approprier la terre entière.

Considérations finales

L'HISTOIRE nous a habitués à ne voir dans les rapports entre anarchisme et marxisme qu'une opposition irréductible entre deux courants du mouvement ouvrier que tout sépare. Certes, cette opposition ne saurait être sous-estimée, et encore moins occultée. Mais à plus d'un siècle de distance il serait temps d'aborder les choses d'un point de vue dépassionné.

Il serait simpliste de ne considérer l'appréciation de Bakounine sur le Livre Ier du *Capital* que comme un alignement sur les positions de Marx[1]. L'élaboration théorique de penseurs comme Proudhon, Marx et Bakounine doit être restituée dans le lent mouvement de travail qui, au XIXe siècle, tente de mettre en place un instrument d'analyse permettant de comprendre les mécanismes de la société capitaliste. Militants et théoriciens sont préoccupés par le même problème : comprendre pour pouvoir mieux agir. Les actes et les recherches des uns et des autres sont le patrimoine commun du mouvement ouvrier. C'est en tout cas ainsi que les premiers grands militants anarchistes envisageaient les choses.

Il ne fait pas de doute que le mouvement libertaire ne fera pas la révolution tout seul, que si un grand bouleversement social a lieu, il devra compter avec la présence d'autres organisations, voire d'autres projets politiques, faire des compromis et contracter des alliances. Cependant, le bilan de l'expérience historique a montré qu'en matière d'alliances avec le marxisme, le « fair play » a rarement dominé du côté marxiste. Besancenot & Löwy tentent très clairement de remettre en cause les aspects les plus « autoritaires » de leur héritage politique ; on ne peut que s'en féliciter. Malheureusement cette remise en cause se fait par l'oblitération des désaccords, pas par la remise à plat des questions litigieuses.

En outre, cette démarche, quelque sympathique qu'elle puisse paraître, ne semble être que le fait de deux individus. On ignore l'impact que leurs thèses peuvent avoir dans leur organisation. D'autre part, la plate-forme signée par Olivier Besancenot au dernier congrès du NPA souhaite « construire un front commun contre l'austérité et le gouvernement » en vue de créer « une opposition de gauche au gouvernement ». On comprend bien que l'« opposition de gauche au gouvernement » est une alliance électorale entre les composantes à gauche de la gauche parlementaire, ce qui a peu d'accents libertaires. Si la rédaction d'*Affinités révolutionnaires* n'avait pour objectif que de rallier les libertaires à cette entreprise, il est à craindre que ce fût un effort inutile.

Deux constats devraient suffire à justifier, sinon une fusion entre le courant anarchiste et le courant marxiste révolutionnaire issu du trotskisme, du moins un *rapprochement tactique* : il s'agit d'une part de la réduction terrible des effectifs de ces deux courants, et la nécessité de combattre les effets (à défaut de pouvoir pour l'instant combattre les causes) de la situation économique actuelle. Cela suffira-t-il à créer une convergence permanente ? Cela est douteux. « Je ne crois pas, dit Tomás Ibáñez, que ces confluences vont au-delà d'un simple

1. Cf. « Bakounine, disciple de Marx ? », `http://monde-nouveau.net/spip.php?article327`

Pour l'anecdote, il existe bien un document dans lequel Bakounine se déclare expressément le « disciple » de Marx. Le premier écrivit au second une lettre, le 22 décembre 1868, dans laquelle il rend hommage à l'action que Marx a menée depuis vingt ans ; il rappelle qu'il a fait des « adieux solennels et publics » aux bourgeois de la Ligue de la Paix et de la Démocratie et affirme qu'il ne connaît désormais « plus d'autre société, d'autre milieu que le monde des travailleurs » ; « ma patrie, maintenant, ajoute-t-il, c'est l'Internationale, dont tu es l'un des principaux fondateurs. Tu vois donc, cher ami, que je suis ton disciple, et je suis fier de l'être. » L'hommage à Marx est sincère, car on le retrouve dans plusieurs textes.

On peut dire que c'est à la fin de l'année 1868 que date le ralliement réel et exclusif de Bakounine à la cause du mouvement ouvrier et qu'on peut définir son activité comme proprement « anarchiste ». Il est symptomatique que cela se fasse sous la forme d'une lettre à Marx, mais en réalité cette lettre cache autre chose. En effet, Bakounine avait joint à sa lettre le programme de l'Alliance nouvellement constituée, dont il espérait que le Conseil général de l'AIT accepterait l'adhésion. Là se trouve en réalité le vrai but de sa démarche. Marx ne fut donc pas dupe une seconde des protestations de ralliement de Bakounine. L'AIT refusa l'adhésion de l'Alliance ; celle-ci fut dissoute le 22 juin 1869 et ses sections devinrent des sections régulières (et non clandestines) de l'AIT.

rapprochement tactique, et qu'elles puissent générer des influences mutuelles entraînant une "révision" tout aussi bien d'aspects du marxisme que de l'anarchisme [2]. »

Il est possible cependant que la lutte des classes dans les formes qu'elle adopte aujourd'hui suscite des formes de lutte et d'organisation qui ne correspondent plus aux schémas auxquels nous étions habitués (ce processus a d'ailleurs largement commencé) et que les combats de l'avenir se fassent en dehors des organisations libertaires « traditionnelles » et sans les militants qui s'accrochent à des schémas dépassés.

Les anarchistes pensent que l'action militante quotidienne devrait être la préfiguration du modèle de société émancipée qu'ils entendent bâtir. Leur opposition à l'activité électorale n'est pas une opposition métaphysique. Ils entendent parfaitement les arguments avancés par la « gauche radicale » pour justifier les invraisemblables efforts consacrés à cette activité, sans aucun espoir de succès : « nous faire connaître », « faire entendre notre voix », « nous compter », etc. Nous pensons que ces efforts sont vains, une perte de temps et d'énergie, et un énorme facteur de démoralisation des militants. Nous pensons que cette stratégie consiste à légitimer le système dominant et son mode de fonctionnement, auprès de gens à qui il faut au contraire montrer que ce système et son fonctionnement constituent une impasse. Et nous avons également fait le constat que *tous* les partis socialistes, au début de leur histoire, ont affirmé qu'ils ne présentaient des candidats que pour « faire de la propagande » [3].

Les opinions peut-être parfois sévères émises contre le livre de Besancenot & Löwy dans le présent ouvrage ne doivent pas évacuer le constat que ce livre ouvre peut-être un débat nécessaire, non pas tant avec une ou des organisations marxistes, ce qui pour nous ne présente pas grand intérêt, mais avec des camarades de lutte qui, qu'on le veuille ou non, sont nos cousins germains dans le mouvement ouvrier. Et vu la situation politique présente, c'est peu dire que les cousins ont intérêt à débattre pour voir ce qu'ils peuvent faire ensemble.

Une société libertaire est une société fonctionnant de manière libertaire, non une société peuplée exclusivement de libertaires « purs jus ». Il vaut mieux allumer une seule et minuscule bougie que de maudire sans fin l'obscurité. J'ajouterai qu'un mécréant qui marche ira toujours plus loin qu'un religieux assis sur ses textes sacrés.

Nous ne savons pas comment sera la révolution de demain, celle qui, enfin, libérera les forces de la société et permettra à celle-ci de marcher vers son émancipation. Sans doute prendra-t-elle des formes totalement inattendues. Nous ne pouvons même pas affirmer que ce sera une révolution dans le sens où on l'entend habituellement. Peut-être sera-t-elle la conséquence d'une catastrophe écologique d'une ampleur jamais vue [4]. Peut-être sera-t-elle le résultat d'une succession d'évolutions marquées par des soubresauts violents. Peut-être aurons-nous une révolution qui ne sera pas le fait des « producteurs », dont on est bien obligé de voir qu'ils sont enfermés dans des carcans syndicaux et politiques paralysants, qu'ils n'ont pas beaucoup de cohérence

2. Tomás Ibáñez, « Il faut imaginer Sisyphe heureux », loc. cit.

3. « Nous pouvons observer, depuis une vingtaine d'années en France et plus largement en Europe, le développement du mouvement dit "écologiste", dont certaines analyses font écho à celles du mouvement libertaire. La revue *Survivre*, du professeur Groethendick et des mathématiciens qui s'opposaient à l'industrie électronucléaire, a été proche quelque temps des militants libertaires de l'Alliance syndicaliste ; ces derniers regardaient avec grand intérêt un courant de pensée qui renouvelait, avec un discours moderniste, la critique du capitalisme. « Rapidement, pourtant, une évolution "politique" a orienté cette nouvelle mouvance. Si un des premiers actes publics de la toute dernière école politique a été de rassembler, à Paris, quelques-uns de ses militants avec des moutons – incongruité bien sympathique en ces temps de débats d'un imperturbable sérieux –, l'orientation de ses maîtres à penser était bien de "faire de la politique". On connaît la suite. D'abord des groupes de personnes qui popularisent l'analyse critique sur les diverses pollutions, le plutonium, le consumérisme, notre mère la Terre, etc. ; puis, une présentation desdits aux élections municipales, avec comme conclusion quelque succès auprès des électeurs, la percée auprès des médias et de ce qu'il est convenu d'appeler l'opinion publique. L'invention de "l'écologie politique" devait suivre.

« L'année 1993, en France, montra à tous ceux qui veulent bien observer les événements réels que "la nouvelle manière de faire de la politique" ressemblait furieusement à l'ancienne : il s'agissait de nouveaux concurrents dans la course à l'occupation des postes de responsabilité publics ; beaucoup d'observateurs estimèrent même que ces nouveaux venus étaient souvent plus avides que ceux déjà en place… » (Jacques Toublet, loc. cit., p. 92.

4. Selon Proudhon, l'introduction d'une agriculture capitaliste et intensive va contribuer à appauvrir le sol : en effet, des produits sont tirés du sol, mais celui-ci ne reçoit rien en retour : « Rien de ce que produit la terre n'y retourne ; tout est enlevé, transporté au sein des villes pour une consommation qui, au point de vue de l'agriculture, peut être considérée comme non reproductible. » L'usage de la chimie des engrais ne peut que « retarder de quelques années une ruine inévitable ». « Quand la nature perd l'équilibre, elle entraîne les populations. » (*Manuel du spéculateur à la Bourse.*)

interne et qu'ils n'ont même plus la première des conditions définies par Proudhon pour manifester une capacité politique : la conscience d'eux-mêmes[5].

Peut-être aura-t-on affaire à une révolution des consommateurs dont l'instrument de lutte ne sera pas la grève générale des producteurs, mais le boycott général des produits. Ce sera peut-être la solution pour rallier les couches moyennes de la population, peu attirées par le discours ouvriériste habituel, mais intéressées par tout ce qui peut préserver ou améliorer leurs conditions de vie.

Errico Malatesta disait que « la révolution anarchiste que nous voulons dépasse de beaucoup les intérêts d'une classe : elle se propose la libération complète de l'humanité actuellement asservie, au triple point de vue économique, politique et social ». Je pense que le mouvement révolutionnaire d'aujourd'hui doit comprendre qu'il doit montrer aux classes moyennes qu'elles ont tout intérêt à une transformation radicale des bases de la société : il doit intégrer un discours cohérent en direction des couches moyennes car elles représentent une fraction très importante de la population, à double titre : d'abord les gens qui sont objectivement membres des classes moyennes par leur fonction sociale ; ensuite celles qui n'en sont pas objectivement parties mais qui s'identifient à elles par refus d'être considérées comme des « prolétaires ».

J'ai dit (ch. 6.1) que Pierre Besnard avait parfaitement vu les choses : dans *Les Syndicats ouvriers et la révolution sociale*, il donne une définition de la classe ouvrière qui intègre en fait 75 ou 80 % de la population :

> « … l'ouvrier de l'industrie ou de la terre, l'artisan de la ville ou des champs – qu'il travaille ou non avec sa famille –, l'employé, le fonctionnaire, le contremaître, le technicien, le professeur, le savant, l'écrivain, l'artiste, qui vivent exclusivement du produit de leur travail appartiennent à la même classe : le prolétariat[6]. »

Besnard ajoute que ce constat vaut aussi pour ceux qui ne veulent pas être considérés comme des prolétaires :

> « La rétribution inégale de leur effort, le caractère différent de leurs occupations ; la considération qui leur est accordée par leurs employeurs dans certains cas, celle qui découle parfois de leurs fonctions mêmes ; l'autorité qui leur est quelquefois déléguée et qu'ils exercent sans contrôle, l'abus qu'ils peuvent faire de cette dernière ; l'incompréhension totale de leur rôle exact, leur prétention de se situer hors des cadres de leur classe et de s'agréger à la classe adverse ne peuvent rien changer à leur situation sociale. Salariés ou non, ils vivent du produit de leur travail. Ils reçoivent d'un patron, d'un tiers, de l'État la rémunération de leur effort. Ils sont, restent et demeurent des prolétaires. Toutes les subtilités, tous les artifices de langage seront impuissants à changer quoi que ce soit à cet état de choses ; et, qu'ils le veuillent ou non, tous ces travailleurs sont appelés à s'unir, parce qu'ils ont des intérêts identiques. »

Ce sera peut-être aussi le moyen de réaliser une alliance avec la paysannerie, sans laquelle la révolution est vouée à l'échec, si on en croit Bakounine.

Dans une lettre qu'il écrivit à Élisée Reclus peu avant de mourir, Bakounine dresse les perspectives qui s'ouvrent à la classe ouvrière en ce lendemain de l'écrasement de la Commune de Paris. « La révolution pour le moment est rentrée dans son lit, dit-il, nous retombons dans la période des évolutions, c'est-à-dire dans celle des révolutions souterraines, invisibles et souvent même insensibles. » Le vieux révolutionnaire laisse donc clairement entendre qu'un cycle est achevé, qu'un autre commence. Il ne s'agit pas d'une adhésion soudaine au réformisme, il s'agit simplement d'un constat. Et si Bakounine écrit cela à Reclus, qui a participé à la Commune, ce n'est pas pour rien : en effet, ce dernier affirme qu'il n'y a pas de différence de nature entre les concepts d'évolution et de révolution, seulement une différence de rythme : « La science ne voit aucune opposition entre ces deux mots d'Évolution et Révolution, qui se ressemblent si fort. […] L'Évolution, synonyme de développement graduel, continu, dans les idées et dans les mœurs, est présentée comme si elle était le contraire de cette chose effrayante, la Révolution, qui implique des changements plus ou moins brusques dans les faits[7]. »

5. Cf. Proudhon, *Capacité politique des classes ouvrières* (1864). Proudhon définissait les trois étapes que devait traverser la classe ouvrière pour parvenir à la capacité politique :

6. Peut-être conviendrait-il aujourd'hui de tempérer un peu cette définition. Si tant est que Johnny Halliday vit du « produit de son travail », j'ai quand même du mal à le considérer comme un « prolétaire ».

7. Élisée Reclus, *Évolution et Révolution dans l'idéal anarchiste*, Stock.

> « On peut dire ainsi que l'évolution et la révolution sont les deux actes successifs d'un même phénomène, l'évolution précédant la révolution, et celle-ci précédant une évolution nouvelle, mère de révolutions futures. Un changement peut-il se faire sans amener de soudains déplacements d'équilibre dans la vie ? La révolution ne doit-elle pas nécessairement succéder à l'évolution, de même que l'acte succède à la volonté d'agir ?[8] »

C'est dans ce sens que Bakounine écrit dans sa lettre à Reclus que « l'heure de la révolution est passée ». Sont en cause les « affreux désastres dont nous avons été les témoins, et les terribles défaites dont nous avons été les plus ou moins coupables victimes » ; mais également « la pensée, l'espérance et la passion révolutionnaires [qui] ne se trouvent absolument pas dans les masses, et quand elles sont absentes, on aura beau se battre les flancs, on ne fera rien ».

Mais le révolutionnaire russe dit encore autre chose dans sa lettre, une chose qui est d'une grande actualité : les États ont accumulé une capacité à réprimer la classe ouvrière qui dépasse de loin la capacité de la classe ouvrière à y résister.

> « Jamais la réaction internationale de l'Europe ne fut si formidablement armée contre tout mouvement populaire. Elle a fait de la répression une nouvelle science qu'on enseigne systématiquement dans les écoles militaires aux lieutenants de tous les pays. Et pour attaquer cette forteresse inexpugnable qu'avons-nous ? Les masses désorganisées. »

La lecture de Reclus et de Bakounine devrait peut-être nous conduire à reconsidérer le concept de « révolution », non pas pour l'écarter, au contraire, mais pour l'enrichir.

Le refus de certains anarchistes du début du XXe siècle de participer aux luttes revendicatives de la classe ouvrière provenait d'une grave erreur d'analyse : ils pensaient que la révolution serait pour demain, ou du moins après-demain : revendiquer une réduction du temps de travail ou une augmentation des salaires était donc futile, d'autant que ces acquis seraient vite annihilés par le patronat. Seules comptaient les initiatives qui débouchaient directement sur la révolution.

> « La crise majeure du capitalisme, le collapsus sociétaire ne s'est pas produit. Les révolutions sociales des cent vingt dernières années sont survenues à la suite de guerre (Révolution russe de février 1917), de coup d'État militaire (Espagne 1936), d'affaiblissement du pouvoir d'État (chute de l'URSS), d'organisations de guérillas paysannes (Cuba et Nicaragua), d'interventions étrangères diverses y compris militaires (Chine), de luttes anticolonialistes (Vietnam). Le Grand Soir, « le jour où tous les pauvres s'y mettront », a été jusqu'à aujourd'hui un rêve apocalyptique.
>
> « Cette réalité implique que les libertaires – et tous les révolutionnaires de l'avenir – doivent concevoir les transformations sociales comme un processus, un mouvement en devenir, une succession d'événements, comportant des compromis, des pauses et des bonds en avant qu'il importe, le plus possible, de maîtriser[9]. »

Aujourd'hui, les améliorations des conditions d'existence sont peu nombreuses, nous savons que pour la première fois depuis le début de la révolution industrielle les jeunes générations vivront moins bien, moins longtemps, seront moins bien nourries, soignées, logées que la génération précédente. Empêcher cette terrible régression est un véritable objectif révolutionnaire, c'est une révolution permanente : « La vraie pratique révolutionnaire n'est pas l'insurrection passagère mais bien une révolution en permanence qu'accomplissent les sociétés et les hommes pour s'emparer de leur souveraineté[10]. »

La réflexion qu'on peut tirer de la lettre de Bakounine à Élisée Reclus est que le mouvement révolutionnaire d'aujourd'hui a tendance à totalement ignorer les moyens inimaginables de surveillance, de contrôle, de manipulation de la population, d'élimination des gêneurs, de répression de détail et de masse.

Le fantasme de la révolution dirigée par une avant-garde de révolutionnaires professionnels à la tête d'une organisation hautement centralisée est aujourd'hui totalement obsolète. Quel que soit le niveau de centralisation

8. *Ibid.*
9. Jaques Toublet, *loc. cit.*, p. 117.
10. *Ibid.*, p. 118.

de cette organisation, quelles que soient ses tentatives de clandestinité, l'État, avec les moyens dont il dispose et dont le militant moyen ne soupçonne même pas l'existence, n'aura aucun mal à la réprimer.

— La révolution de demain devra être décentralisée, avec une multiplicité de pôles d'initiatives, impossible à décapiter parce qu'elle n'aura pas de chefs.

— Mais la décentralisation n'est pas absence de coordination. La révolution de demain sera une révolution où une masse importante de la population sera organisée à cette fin et saura quoi faire pour reprendre à son compte l'appareil de production et les rouages de la société.

La préparation à une telle révolution prendra des dizaines d'années et le mouvement révolutionnaire doit se mettre au travail rapidement en cessant d'épuiser ses forces à présenter des candidats à des élections où ils ne seront jamais élus.

Annexe

Trois figures

Nathalie Lemel
Maria « Maryusa » Nikiforova
Lucy Parsons

Nathalie Lemel (1827-1921)

NATHALIE LEMEL est née le 26 août 1827 à Brest (Finistère). C'était une militante anarchiste et féministe, religieuse, membre de l'Association internationale des travailleurs.

En 1864 avait eu lieu une grande grève des relieurs parisiens. En 1865, Nathalie Lemel adhéra à l'Internationale et, lorsqu'une nouvelle grève éclata, elle fit partie du comité de grève et fut élue déléguée, fait exceptionnel pour l'époque. Extrêmement déterminée, c'était une organisatrice hors pair qui se battit notamment pour la parité des salaires entre hommes et femmes.

En 1868, elle abandonna le domicile conjugal à cause de l'alcoolisme de son mari, affrontant ainsi les bien-pensants. Avec Eugène Varlin et d'autres relieurs, elle participa à la création de « La Ménagère », une coopérative d'alimentation, et de « La Marmite », un restaurant ouvrier (qui compta au total quatre établissements pour 8 000 ouvriers). Elle y était employée à la préparation des repas.

Elle participa activement à l'insurrection de la Commune. Cofondatrice de l'Union des femmes (première organisation autonome des femmes), elle était sur les barricades du côté de la place Blanche, et plus particulièrement celle de la rue Pigalle. Nathalie Lemel fut déportée en Nouvelle-Calédonie avec Louise Michel.

Elle ne rentra en France qu'après la loi d'amnistie de 1880. Elle trouva un emploi au journal *L'Intransigeant* et poursuivit la lutte pour la condition féminine. Atteinte de cécité, elle mourut dans la misère en 1921 à l'hospice d'Ivry-sur-Seine.

Maria « Maryusa » Nikiforova (1885–1919)

MARIA « MARYUSA » NIKIFOROVA (1885–1919) fut la seule « *atamansha* » (femme chef militaire) de la révolution en Ukraine ; elle commanda un détachement de cavalerie et combattit contre les Blancs, et parfois contre les Rouges. Elle joua un rôle déterminant, en tant que combattante, dans la Révolution et dans la guerre civile qui lui succéda. Alors qu'elle était à l'époque plus connue que Makhno, elle fut expurgée de l'histoire de cette période, à la fois par les communistes et par les anarchistes.

Bien qu'elle fût étroitement associée avec le mouvement de Nestor Makhno, sans en faire expressément partie, les livres sur ce dernier ne la mentionnent pas du tout, ou à peine. Pourtant, en 1918, Maryusa Nikiforova était une « *atamansha* » célèbre dans toute l'Ukraine, active dans les centres urbains, au contraire de Makhno. Seuls Makhno lui-même, et Victor Belash, son chef d'état-major, en parlent dans leurs Mémoires. Oratrice charismatique, elle prononça une série de discours sur la place de l'Ancre à Kronstadt, devant 8 à 10 000 marins, et contribua à ce qu'ils rejoignent les ouvriers qui manifestèrent à Petrograd le 3 juillet. Elle retourna en Ukraine et entreprit de secouer les puces des anarchistes d'Alexandroff, nombreux mais peu actifs (opinion que partageait Makhno). Elle avait une grande audience auprès des ouvriers. « Poursuivez la révolution jusqu'au bout, disait-elle, sinon le Capital revivra. »

Muryusa combattit avec acharnement pour la révolution jusqu'à sa capture par les Blancs ; elle fut exécutée, en même temps que son mari, le 16 septembre 1919.

Lucy Parsons (1853-1942)

NÉE VERS 1853 de parents probablement esclaves, Lucy Parsons est une militante anarchiste d'ascendance afro-américaine, indienne et mexicaine qui se battit pour les droits des travailleurs, des Noirs et des femmes aux États-Unis. Elle fit en 1905 un discours lors de la conférence de fondation des Industrial Workers of the World (IWW) dans lequel elle insista sur l'oppression des femmes de la classe ouvrière. Elle souligna comment cette oppression était utilisée par les patrons pour réduire les salaires de l'ensemble de la classe ouvrière : « Nous, les femmes de ce pays, n'avons pas le droit de vote même si nous voulions l'utiliser… mais nous avons notre travail… Partout où les salaires doivent être réduits, la classe capitaliste utilise les femmes pour les réduire. » À une époque où la gauche avait tendance à ignorer les souffrances des prostituées, Lucy Parsons déclara au congrès qu'elle parlait également pour ses « sœurs que je peux voir dans la nuit lorsque je sors dans Chicago ».

Elle se maria avec Albert Parsons à l'époque où les lois interdisaient les mariages de Blancs avec des personnes d'autres races. Le couple dut fuir le Texas, où ils étaient menacés, et s'installa à Chicago en 1873. Albert trouva un emploi au *Chicago Times*. Une loi votée en 1864 permettait aux employeurs de faire venir de la main-d'œuvre immigrée, ce qui fait que le nombre d'ouvriers pauvres sans qualifications s'accrut, tirant les salaires vers le bas. Cependant, l'influence des idées socialistes et anarchistes commençait à croître aux États-Unis.

Au printemps de 1877 eut lieu l'une des plus grandes grèves de masse de l'histoire des États-Unis, en réponse à la dépression. Une grève des cheminots couvrit le pays et toucha Chicago en juillet, prenant un caractère violent avec des affrontements sporadiques avec la police. Albert Parsons parlait à des foules de vingt mille personnes pour les engager à négocier pacifiquement. Il se trouva ainsi propulsé à l'avant du mouvement anarchiste de Chicago. Pour cela, il fut licencié et mis sur la liste noire du secteur des imprimeries de Chicago. Lucy ouvrit un magasin de vêtements pour soutenir la famille et, avec son amie Lizzie Swank, s'engagea dans l'action syndicale dans le cadre de l'Union internationale des travailleurs de vêtements de femmes.

Lucy commença à écrire pour de nombreuses publications, notamment *The Alarm*, un hebdomadaire anarchiste publié par la International Working People's Association (IWPA) que le couple avait contribué à créer en 1883. Elle y préconisait la « propagande par le fait », entendant par là que seule l'action violente peut parvenir à obtenir les revendications des travailleurs. Elle était considérée comme étant d'autant plus dangereuse qu'elle refusait de limiter le rôle des femmes à des fonctions domestiques.

En 1886, la situation aux États-Unis était explosive, les conditions de travail de la classe ouvrière étaient terribles et la revendication de la journée de 8 heures provoqua une grève qui toucha 350 000 ouvriers dans le pays, 40 000 à Chicago. Le 3 mai, la police tira sur une foule d'ouvriers désarmés. Il y eut beaucoup de blessés et quatre tués. Un meeting, convoqué à Haymarket Square, fut dispersé par la police et un inconnu lança une bombe, tuant un policier. Pendant les jours suivants eut lieu une frénésie de rafles d'anarchistes et de militants radicaux. Presque tous les anarchistes et les socialistes de Chicago furent arrêtés, les journaux anarchistes interdits, les maisons, bureaux, lieux de réunion où se trouvaient des partisans de la journée de huit heures furent investis et saccagés.

Oscar Neebe, Adolph Fisher, August Spies, Louis Lingg, Michael Schwab, Samuel Fielden, Carl Engel et Albert Parsons furent désignés comme boucs émissaires et inculpés, bien que la plupart d'entre eux n'étaient même pas à Haymarket Square au moment des faits. Albert Parsons, qui n'était pas sur les lieux, fut l'un des huit militants accusés. Le jour du procès, il se présenta au tribunal pour rejoindre ses camarades. L'affaire de Haymarket ne fut que l'un des épisodes qui marquèrent tragiquement la lutte pour la journée de huit heures aux États-Unis. Pendant cette période, Lucy Parsons fut constamment harcelée par la police, arrêtée au moindre prétexte. Le jury qui se prononça sur l'affaire était composé de réactionnaires notores. Après les appels, quatre hommes furent condamnés à la pendaison, trois purgèrent de longues peines et un se suicida sans sa cellule.

Lucy Parsons entama une campagne contre les condamnations et parcourut le pays pour informer les gens et obtenir des fonds. Partout, elle fut harcelée par la police, mais elle rassemblait de plus en plus de monde et gagna en notoriété. Elle eut également à faire face à l'hostilité des dirigeants des Knights of Labor (les « chevaliers du travail »), une organisation à laquelle elle appartenait depuis plus de dix ans, qui prirent position contre les militants arrêtés.

Les quatre condamnés à mort, dont Albert Parsons, furent pendus le 11 novembre 1887. Lucy, qui avait amené ses deux enfants à la prison pour qu'ils voient une dernière fois leur père, fut arrêtée avec ses enfants, elle fut forcée de se déshabiller et fut laissée nue avec ses enfants dans la cellule jusqu'à ce que l'exécution ait eu lieu. Après l'exécution de son mari, Lucy et ses enfants vécurent dans la misère.

Les élections de 1890 allaient mobiliser différentes fractions de la classe ouvrière : nombreux furent ceux qui voulaient obtenir des réformes et engager les travailleurs à soutenir le Parti démocrate. Lucy s'opposa vigoureusement à cette option : elle s'opposait à des réformes au sein du système existant où les riches dominent la classe ouvrière.

Un voyage qu'elle fit à Londres en octobre 1888 lui permit de comparer la liberté de parole qu'elle trouva en Angleterre avec la répression qui existait aux États-Unis. Par la force et par la répression, les autorités entravèrent tous ses efforts pour parler et la condamnèrent à des amendes parce qu'elle vendait sa brochure, *Anarchism*, dans la rue. Elle en vint à considérer que la lutte pour la liberté de parole était primordiale et elle en voulut à ceux qui ne partageaient pas ses priorités. Même après qu'un jugement rendu par le juge Tuley permit aux anarchistes de s'exprimer, elle continua son combat toute sa vie, se confrontant aux forces qui voulaient la faire taire.

Le syndicalisme de métier dans lequel Lucy et Albert Parsons étaient très impliqués connut d'importantes défaites dues aux évolutions technologiques et à l'accroissement du secteur industriel dans le pays. Lucy était consciente de la nécessité de s'organiser au niveau international. Avec Lizzy Holmes, elle commença en 1891 à publier *Freedom : A Revolutionary Anarchist-Communist Monthly*, un mensuel anarchiste-communiste dans lequel elle affirmait que les grandes grèves qui eurent lieu en 1892 dans les aciéries de Pennsylvanie et les mines d'argent de Cœur d'Alene étaient les prémisses de la révolution qui arrivait.

Les conditions de travail des ouvriers commencèrent à empirer avec la fermeture des chemins de fer de Reading et de Philadelphie, laissant sans emploi des millions de travailleurs. Les ouvriers de Pullman se mirent en grève en 1894 lorsque leurs dirigeants syndicaux furent licenciés. Le boycott fonctionna bien au début mais il finit par être écrasé. Pourtant, cette grève était pour Lucy Parsons le signe que la révolution était proche. Pendant ce temps Lucy enchaînait les meetings.

Les rapports de Lucy avec le mouvement anarchiste avaient toujours été vagues. Au sein du IWPA Lucy était identifiée comme anarchiste, un terme péjoratif pour le Socialist Labor Party (SLP). Pendant les années 1890 une coupure majeure apparut entre elle et les autres militants du mouvement, en particulier avec Emma Goldman, à propos des débats abstraits qui étaient répercutés dans les journaux anarchistes de l'époque, dont la plupart tournaient autour de l'amour libre et de questions qu'on qualifiera plus tard de « *life-style* », c'est-à-dire relatifs au mode de vie. Lucy critiquait les journaux qui s'en prenaient au mariage parce qu'elle pensait que la famille était une institution naturelle de la condition humaine. Elle pensait que ces questions étaient parfaitement secondaires par rapport à la nécessité de combattre l'oppression capitaliste. Ses positions lui aliénèrent de nombreux leaders anarchistes.

Pour faire face aux luttes sociales dans tout le pays, le mouvement ouvrier de Chicago organisa un congrès continental en juin 1905. Bill Haywood avait précédemment appelé à une réunion des anarchistes, des syndicalistes révolutionnaires et des trade-unionistes qui aboutit à la fondation des Industrial Workers of the World. Lucy fut une des premières à rejoindre l'organisation dont les positions sur la lutte des classes répondaient à ses propres préoccupations. Elle pensait qu'une révolution ne pouvait réussir qu'avec une classe ouvrière bien organisée s'emparant de l'appareil de production. En 1905, elle commença à publier *The Liberator*, un journal des IWW de Chicago, dans lequel elle défendait le droit pour les femmes de divorcer, de se remarier et avoir accès au contrôle des naissances.

Lucy Parsons adhéra-t-elle au Parti communiste, fondé en 1925 ? Certains biographes l'affirment, y compris ceux des IWW, selon lesquels elle adhéra en 1939. Il est vrai qu'elle avait milité dans l'International Labor Defense, lié au Parti communiste, une organisation créée pour défendre les Afro-américains contre l'arbitraire de la justice blanche. Mais son adhésion est contestée par d'autres biographes qui soulignent que l'éloge funèbre publié par le Parti communiste américain à sa mort ne fait aucune allusion qu'elle en avait été membre.

Son rapprochement avec le parti, sinon son adhésion formelle, résulte des différends qu'elle eut avec le mouvement anarchiste, dont elle percevait qu'il était en perte de vitesse. Elle pensait que le mouvement anarchiste n'avait plus d'avenir car il ne conduisait plus le peuple vers la révolution. C'est donc avec le Parti communiste

qu'elle milita dans deux affaires où des Afro-américains étaient poursuivis pour des crimes qu'ils n'avaient pas commis.

Au printemps de 1931, huit Noirs furent accusés d'avoir violé deux femmes blanches dans un train. Ils furent jugés à Scottsboro en Alabama, et condamnés à mort. Une campagne fut lancée par le International Labor Defense, auquel Lucy Parsons se consacrait beaucoup.

Lucy Parsons se battit jusqu'à la fin de sa vie contre l'oppression. Elle mourut dans un incendie à l'âge de 89 ans, le 7 mars 1942. Son amant, George Markstall, mourut le jour suivant des brûlures qu'il eut en tentant de la sauver. Sa bibliothèque de 1 500 livres sur le socialisme, l'anarchisme et la sexualité fut volée, ainsi que toutes ses affaires personnelles, probablement par le FBI. Le pouvoir tentait encore de réduire cette femme au silence, après sa mort, en volant tout le travail de sa vie.

Mais l'héritage de ses soixante-dix années de lutte reste en nous pour inspirer nos luttes d'aujourd'hui.

(Source : site des IWW, `http://www.iww.org/history/biography/LucyParsons/1`)

Les opinions peut-être parfois sévères émises dans le présent ouvrage contre *Affinités électives*, le livre d'Olivier Besancenot et de Michaël Löwy, ne doivent pas évacuer le constat que leur livre ouvre peut-être un débat nécessaire, non pas tant avec une ou des organisations marxistes, mais avec des camarades de lutte qui sont, qu'on le veuille ou non, nos cousins germains dans le mouvement ouvrier.

Dans la situation présente, c'est peu dire que les cousins ont intérêt à débattre pour voir ce qu'ils peuvent faire ensemble.

Une société libertaire est une société fonctionnant de manière libertaire, non une société peuplée exclusivement de libertaires « pur jus ». Il vaut mieux allumer une seule et minuscule bougie que de maudire sans fin l'obscurité.

Il reste que si un jour un débat de fond, sans langue de bois, devait s'engager entre marxistes et libertaires, il ne saurait être question de s'entendre dire : « *Kronstadt ? Ah, oui, c'était une erreur…* »

1. *Théorie de la valeur. Réfutation des théories de Rodbertus, Karl Marx, Stanley Jevons et Boehm-Bawerk*, Schleicher Frères, coll. Bibliothèque d'histoire et de sociologie, Paris, 1903, XVIII-413 p. [CCFR, IIHS] ; rééd. (2e éd., entièrement revue, 1926) ;
2. *Théorie du salaire et du travail salarié* (2e éd. entièrement revue, 1933, 724 p.) [IIHS] ;
3. *Théorie du capital et du profit* (2 vol.), 1926, 466 p. et 662 p. [IIHS] ;
4. « Théorie de la rente foncière et du prix des terres », 1930, 380 p.] [CCFR, IIHS].

Le cinquième tome a été édité par la Lib. générale de droit et de jurisprudence (voir « *Théorie de l'intérêt et de la banque* »).

1. Avoir conscience d'elle-même, au point de vue de ses rapports avec la société et avec l'État et comme être collectif distinct de la classe bourgeoise.
2. Posséder une « idée », une notion « de sa propre constitution ».
3. La capacité de « déduire, pour l'organisation de la société, des conclusions pratiques qui lui soient propres ». À la dernière question, il répond par la négative : la classe ouvrière n'est pas encore en mesure de créer l'organisation qui permette son émancipation. (Proudhon meurt au moment même où se constitue l'AIT.) À l'époque, Proudhon pensait que la classe ouvrière remplissait la première et la deuxième condition, mais pas la troisième. On peut dire qu'aujourd'hui, une très grande partie de la classe ouvrière n'en est même plus à la première étape.

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



René Berthier
« Affinités non électives »
Pour un dialogue sans langue de bois entre marxistes et anarchistes - A propos du livre d'Olivier Besancenot et de Michaël Löwy

fr.anarchistlibraries.net